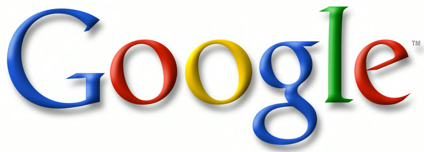
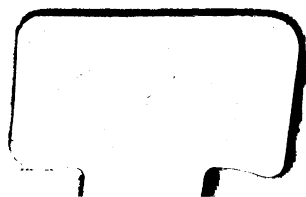






LA

SOCIÉTÉ RUSSE

A LA MÊME LIBRAIRIE

LA RUSSIE

LE PAYS — LES INSTITUTIONS — LES MŒURS

Par D. MACKENZIE WALLACE

Ouvrage traduit de l'anglais par Henri Bellenger

2 superbes volumes in-octavo. Prix de chaque volume : 7 fr. 50

LE PRINCE DE BISMARCK

SA CORRESPONDANCE

Par ANTONIN PROUST

1 fort volume in-18 jésus de 400 pages. Prix : 3 francs.

Paris. — Imp. E. Capiomont et V. Renault, 6, rue des Poitevins.

LA

SOCIÉTÉ RUSSE

PAR

UN RUSSE

TRADUIT PAR MM. ERNEST FIGUREY ET DÉSIRÉ CORBIER

Avec une Introduction de M. Antonin PROUST

TOME SECOND

LES TROIS TOURGUÉNIEFF. — LE HAUT FONCTIONNARISME
NOS MINISTRES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
POUSCHKINE ET DANTÈS. — LES SCIENCES EN RUSSIE
LA LITTÉRATURE ET LES HOMMES DE LETTRES SOUS L'EMPEREUR NICOLAS
JOURNALISTES ET HOMMES DE LETTRES

PARIS
MAURICE DREYFOUS, ÉDITEUR
10, RUE DE LA BOURSE, 10

1877

LA SOCIÉTÉ RUSSE

CHAPITRE PREMIER

LES TROIS TOURGUÉNIEFF

I

ALEXANDRE TOURGUÉNIEFF, HOMME D'ÉTAT ET HISTORIEN

Aucun nom russe n'est aussi populaire à l'étranger que celui des Tourguénieff. En Russie, ce nom a toujours eu la meilleure réputation. Un Tourguénieff fut banni, tandis qu'un Kleinmichel fut comblé d'honneurs, et ce fait suffit, d'après Alexandre Herzen, pour faire condamner de la façon la plus sévère toute l'administration de l'empereur Nicolas. En disgraciant en 1824 un autre Tourguénieff, l'empereur Alexandre Ier s'aliéna le cœur des meilleurs d'entre ses sujets. Ce que l'on peut dire des Russes éclairés de l'époque des guerres de

délivrance s'applique aussi à un grand nombre de leurs contemporains allemands les plus éminents. Longtemps avant que le monde eût entendu parler des *Esquisses d'un Chasseur* et du *Nid nobiliaire,* Stein avait déclaré que le nom de Tourguénieff était synonyme d'honneur et de loyauté. « *Le nom que vous portez, Monsieur,* écrivait en 1851 Alexandre de Humboldt à un membre de cette famille, *est environné dans ce pays de souvenirs de respect et de haute estime.* » Le petit Moscovite intelligent, honnête et boiteux auquel Arndt a donné un souvenir de bonne camaraderie dans ses *Pérégrinations et Métamorphoses* était aussi un Tourguénieff. La direction particulière qu'a pris le talent du plus jeune des représentants illustres de ce nom se rattache aux traditions de la famille Tourguénieff par des liens qui sont très-peu visibles, il est vrai, mais qu'un œil exercé peut néanmoins reconnaître. Essayons de retrouver ces liens et de nous en servir pour découvrir les circonstances qui ont exercé une influence décisive sur la vie d'Alexandre et Nicolas Tourguénieff et de leur neveu Iwan.

Vers la fin du dix-huitième siècle vivait à Moscou un gentilhomme d'une famille ancienne riche, qui se nommait Iwan Tourguénieff et avait trois fils, Alexandre, Serge et Nicolas. L'époque où les deux aînés de ces jeunes gens reçurent leur éducation coïncide avec le règne de l'empereur Paul, sous lequel il était singulièrement difficile d'élever d'une manière convenable les jeunes Russes de qualité. Les établissements d'instruction du pays n'étaient pas faits pour inspirer une grande

confiance aux pères de famille qui prenaient au sérieux l'éducation de leurs enfants. L'étranger, qui était autrefois le refuge suprême de tous ceux qui voulaient atteindre un haut degré d'instruction, était fermé aux sujets russes. N'écoutant que la haine fanatique et mêlée de crainte que lui inspiraient la France révolutionnaire et les autres pays de l'Europe occidentale, infectés également de principes révolutionnaires, le fils de l'amie de Voltaire et de Diderot avait non-seulement interdit tous les voyages à l'étranger, mais avait fait aussi rentrer en Russie, en 1799, tous les sujets russes qui étudiaient en Allemagne. Iéna et Gœttingue perdirent alors une centaine de leurs étudiants les plus gais et les plus riches; une foule d'élèves en médecine, en droit et en théologie, la plupart originaires de provinces de Livonie, d'Esthonie et de Courlande, furent forcés de retourner dans leur pays, où ils ne pouvaient pas trouver le moyen d'achever leurs études. Moscou était alors la seule université de tout l'Empire, et l'on ne pouvait songer à aller étudier dans cette ville lorsque l'on savait dans quel état de décadence l'absence de toute liberté avait plongé les établissements d'instruction de la Russie. Et ce qui plus est, l'Empereur, voulant à toute force faire entrer ses nobles dans l'armée et les empêcher de s'instruire davantage, avait décidé en 1799 que personne ne pourrait être admis dans le service civil avant d'avoir obtenu un grade militaire. Pour répondre aux intentions de l'Empereur sans exclure complétement l'étude du droit, un homme intelligent avait conçu l'idée de créer un corps de troupes (le régiment du Sénat) dont les officiers

pourraient se vouer en même temps à Mars et à Thémis et partager leur temps entre les manœuvres militaires et l'étude des lois; mais ce projet ne réussit pas non plus. L'Empereur exigea finalement que ses gentilshommes fussent seulement soldats, et comme le droit d'avoir une garde appartenait à l'Empereur et non pas au Sénat, le régiment qui avait été créé fut dissous en 1800, et l'ukase de 1799 resta entièrement en vigueur. M. Iwan Tourguénieff, auquel le régime militaire de ce temps-là était antipathique et qui savait apparemment que le service d'un officier subalterne d'un régiment de la garde équivalait à un cours suivi à l'école du vice fashionable, se demanda longtemps ce qu'il devait faire. Il arriva cependant, comme cela a souvent lieu en Russie, que la volonté du souverain ne fut pas exécutée aussi strictement qu'on l'avait voulu primitivement. Le ministre des affaires étrangères (le comte Rostopchine, qui acquit en 1812 une renommée européenne par le rôle qu'il joua comme gouverneur général de Moscou) avait décidé l'Empereur à créer vingt-deux emplois d'archivistes pour les jeunes nobles, douze à Saint-Pétersbourg et dix à Moscou, et à décréter que ces emplois ne seraient pas soumis à la règle générale. Deux de ces places, naturellement dénuées d'utilité, furent données aux fils aînés de Tourguénieff, parce qu'on pouvait pour ainsi dire s'y préparer à entrer dans le service civil; les deux jeunes gentilshommes furent affublés d'uniformes rococos et de grandes bottes d'écuyer et attachés à la section moscovite des archives de l'Empire, en qualité d'enregistreurs de collége.

Les actes de cette assemblée de *demi-décemvirs*[1] (tel était le nom qu'on leur donnait par ironie) sont racontés d'une manière plaisante dans les Mémoires d'un de ses membres, le fameux germanophobe Wigel[2]. Dans un des quartiers les moins fréquentés de Moscou était située une vieille et sombre maison dont les petites fenêtres, les portes basses et les murs épais semblaient avoir été construits à l'époque des Tartares. Cet étrange édifice contenait les archives du collége des affaires étrangères, collection de documents, de cartes et de plans jaunis par le temps, qui avaient été jusqu'alors copiés et enregistrés machinalement par des fils de popes dont cette besogne avait fait blanchir les cheveux et par de vieux officiers subalternes. M. Bantysch-Kamenski, fonctionnaire tout à fait desséché et à moitié sourd, qui avait passé sa vie dans cette maison, était le souverain maître de ces jeunes nobles fiers et élégants, qui étaient tout à coup aux archives et qui l'irritaient autant par leur légèreté que par la manie qu'ils avaient de parler le français, langue tout à fait incompréhensible pour lui. La plupart de ces jeunes gentilshommes avaient reçu, conformément aux tendances de l'époque, une éducation purement française et considéraient comme leur principale tâche de l'emporter auprès des dames du monde et du demi-monde sur les officiers de la garde qui rivalisaient avec eux. A l'exception des deux Tour-

1. Nous trouvons parmi eux deux hommes d'État russes devenus célèbres plus tard, le comte Bloudoff et le prince Gagarin.

2. Auteur d'un pamphlet intitulé : *La Russie envahie par les Allemands*, qui fit beaucoup de bruit vers 1840.

guénieff et de Bloudoff, aucun d'eux ne savait le premier mot de la littérature russe, bien qu'ils vécussent dans la ville où écrivaient Karamsine et Dimitriëff et qu'ils fussent souvent en contact avec ces hommes de lettres, qui appartenaient à la haute société. Il est inutile de faire remarquer que le travail des *décemvirs* était absolument insensé ; ils copiaient des documents d'une date tout à fait ancienne, dont le sens était aussi problématique pour eux que pour le génie de l'endroit, M. Bantysch-Kamenski, et pour les autres vétérans des archives.

Cependant cet état de choses fut de courte durée. « Le 15 mars 1801, le jeudi avant les Rameaux, dit Wigel dans ses Mémoires, je restai plus longtemps que d'habitude au bureau des archives. Tous les autres employés étaient partis, et notre vieux chef était encore enfoncé dans un manuscrit, lorsque le plus jeune des Tourguénieff entra hors d'haleine dans la salle et nous cria d'une voix entrecoupée par l'émotion : « Paul est mort, Alexandre est empereur ! » « Que dites-vous là ? s'écria Bantysch-Kamenski avec épouvante et anxiété, en faisant le signe de la croix. La nouvelle que nous venions d'apprendre était cependant exacte. En traversant le Kremlin, Tourguénieff avait aperçu une foule de gens à l'air surexcité, qui couraient dans la direction de la cathédrale Ouspenski ; il était allé de ce côté et avait vu le gouverneur-général comte Soltykoff (feld-maréchal et plus tard président du conseil de l'Empire) et plusieurs autres hauts fonctionnaies, qui s'étaient réunis pour rendre hommage au nouveau czar. Au milieu d'eux

se tenait un personnage décoré du cordon de Sainte-Anne, qui portait sur ses vêtements les traces visibles d'un voyage fait à la hâte; c'était le prince Serge Dolgoroukoff, qui avait apporté à Moscou la nouvelle de la catastrophe survenue au palais Paulow. Le doute n'était plus possible, et je n'eus qu'à regarder dans la rue pour constater que la grande nouvelle était déjà connue partout. Je ne sais comment dépeindre ce qui se passa alors; tout le monde se sentait plus libre, semblait respirer plus aisément et avait l'air plus joyeux. On ne remarquait pas la moindre tristesse à Moscou; je me rappelle seulement une personne qui prit le deuil réglementaire; c'était une générale Kempen, qui avait d'abord été mariée à un marchand et qui était pour cette raison excessivement fière de son nouveau rang. »

L'énorme changement qui se produisit après l'assassinat de ce malheureux souverain, dont la raison était à moitié égarée, profita aussi aux décemvirs des archives de Moscou. Quelques semaines après l'événement du mois de mars 1801, dont il a été parlé plus haut, les jeunes nobles des archives étaient dispersés de tous les côtés, et leurs occupations étaient de nouveau confiées à des fils de popes dont on avait fait des scribes; car Alexandre Ier avait décrété, quelques jours après son avénement au trône, que l'on pouvait aller librement à l'étranger et entrer dans toutes les administrations civiles sans avoir passé par l'armée. Le seul élève du vieux Bantysch-Kamenski sur l'esprit duquel le travail du bureau des archives eût exercé une influence sérieuse était Alexandre Tourguénieff, qui

sembla avoir pris le goût des recherches historiques. Pour donner une base solide aux travaux qu'il désirait faire sur ce terrain, il se rendit à l'âge de dix-sept ans à Gœttingue, où il étudia pendant plusieurs années l'histoire et le droit avec la plus vive ardeur. Nous ferons remarquer dès à présent que ces études portèrent plus tard des fruits qui furent d'un grand profit pour l'histoire et pour les historiens de la Russie. Bien que Tourguénieff ne se soit pas voué exclusivement à la science, mais soit au contraire entré au service de l'État, auquel il consacra la plus grande partie de ses efforts et les meilleures années de son existence, il travailla cependant jusqu'à la fin de ses jours et surtout dans la seconde moitié de sa vie à un recueil de tous les documents et ouvrages relatifs à l'histoire de l'ancienne Russie. Doué d'un zèle et d'une constance rares dans tous les pays et surtout en Russie, il fouilla successivement les archives de toutes les grandes villes de l'empire russe et de l'étranger. Les voyages qu'il fit pendant plusieurs années en Allemagne, en France, en Italie, en Angleterre et en Danemark avaient surtout pour but de le mettre en état d'étudier les archives de ces différents pays, qui n'avaient jamais été examinées au point de vue de l'histoire de la Russie. Le courageux savant ne put voir éclore qu'à un âge avancé et d'une manière incomplète les fruits de son zèle infatigable. Trois ans avant la mort de Tourguénieff, qui eut lieu en 1845, la commission archéologique de Saint-Pétersbourg publia deux volumes intitulés: *Historiæ Russiæ monumenta* et contenant les résultats des recherches de cet historien; elle fit pa-

raître en 1848 un gros volume de suppléments. Cette œuvre d'ensemble a été naturellement dépassée dans les derniers temps ; mais elle n'en a pas moins acquis pour toujours une place parmi les ouvrages historiques relatifs à la Russie, parce qu'elle a formé la base sur laquelle on peut réunir et employer d'une manière vraiment scientifique les documents de l'histoire de la Russie et fourni un terrain solide sur lequel d'autres historiens ont pu plus tard établir l'échafaudage de leurs propres œuvres. Il faut ajouter que Tourguénieff est le premier savant qui ait donné par ses recherches de la vie et de l'élan aux travaux de la commission archéologique.

Quelque grands que soient les mérites auxquels nous venons de faire allusion, on ne doit pas les considérer comme la cause de la popularité dont Alexandre Tourguénieff a joui chez ses concitoyens et chez un grand nombre de ses contemporains d'Allemagne, de France et d'Angleterre. La véritable importance de cet homme consistait dans ses sentiments généreux et vraiment humanitaires, dans le sincère libéralisme qu'il montra comme fonctionnaire supérieur du ministère des cultes et qui a fait de lui un des premiers champions de la liberté civile et religieuse en Russie.

Alexandre Tourguénieff était le bras droit du prince Galytzin, qui dirigea le ministère de l'instruction publique et des cultes pendant les dernières années de la période de libéralisme due à l'empereur Alexandre Ier, et dont nous parlerons plus loin d'une façon plus détaillée. Comme beaucoup d'autres libéraux russes de

ce temps-là, Tourguénieff montrait un certain penchant pour le piétisme des protestants allemands, assez étroitement lié aux tendances des associations de jeunes gens (*Burschenschaften*) qui existaient après les guerres de délivrance. Toutes les fois qu'il le pouvait, il favorisait les tendances vraiment religieuses, dans lesquelles il voyait le plus *sûr* moyen de préparer la nation à jouir de la liberté politique. Comme chef du département des cultes étrangers, alors subordonné au ministère des affaires étrangères, il sut accorder aux intérêts des protestants des provinces baltiques et des catholiques de la Lithuanie, une protection qui était dictée par le plus pur esprit d'humanité et contrastait de la façon la plus complète avec le fanatisme borné des champions officiels de l'Église russe; mais il s'attira précisément par cette manière d'agir la haine de la coterie bigote et réactionnaire qui épiait, depuis le retour d'Alexandre en Russie, l'occasion d'étouffer les germes du libéralisme humanitaire éclos de 1813 à 1816 dans la société russe. Le prince Galytzin, Tourguénieff, Labsine, Rounitch, Popoff, etc., durent renoncer à leurs fonctions en 1822, pour faire place aux Magnitzki et aux Schischkoff, qui commencèrent par fermer toutes les loges maçonniques, par interdire toutes les associations bibliques et par rendre la censure infiniment plus rigoureuse et qui préparèrent ainsi la réaction à laquelle la Russie fut soumise pendant trente ans, après l'échec de l'insurrection du mois de décembre 1825, et l'avénement de Nicolas au trône.

Sous un gouvernement qui considérait le libéralisme

modéré des amis d'Alexandre Ier, comme dangereux pour l'État, il n'y avait naturellement pas de place pour un esprit aussi éclairé et aussi indépendant qu'Alexandre Tourguénieff. L'ami du prince Galytzin conserva le titre de fonctionnaire de l'État; mais il ne fut plus chargé d'aucun service et se rendit peu de temps après l'avénement de Nicolas à l'étranger, où il resta plusieurs années et continua ses recherches dans les archives, au grand profit de l'histoire de la Russie. Il était doublement compromis aux yeux de l'empereur; d'abord parce qu'il avait exercé une influence libérale au ministère de l'instruction publique; en second lieu, parce qu'il entretenait ouvertement et sans crainte des relations avec son frère Nicolas, qui avait fui à l'étranger, après avoir été sans motif suffisant, condamné à mort par contumace comme ayant participé à l'insurrection de 1825 ou à la conspiration qui avait amené cette insurrection. La génération actuelle ne peut se faire une idée exacte de la témérité qu'il y avait à agir ainsi. Aux yeux du souverain qui pensait encore vingt ans plus tard qu'on l'insultait personnellement en prononçant devant lui les noms des criminels politiques de décembre 1825 et qui traitait avec une impitoyable dureté les nobles femmes qui suivaient leurs maris exilés, les moindres relations que l'on pouvait avoir avec les décembristes étaient le signe de mauvais sentiments à l'égard du gouvernement. Les parents des proscrits ne pouvaient envoyer des secours en argent à Tchità et à Pétrowsk, que dans le plus grand secret et avec la plus grande prudence, et lorsque le grand-duc héritier

osa, en 1837, lors de son voyage en Sibérie, faire des démarches en vue d'améliorer le sort de ces malheureux, on considéra cet acte comme on ne peut plus courageux. Alexandre Tourguénieff montra une audace inouïe : il ne se contenta pas de déclarer ouvertement qu'il regardait son frère comme innocent et le jugement prononcé contre lui comme injuste; mais il partit pour l'étranger en déclarant qu'il allait voir son frère et lui porter la partie de sa fortune qui avait pu être sauvée. Une telle conduite ne pouvait être exempte de danger que pour un homme qui se sentait placé par sa valeur personnelle au-dessus des égards considérés par la masse de ses concitoyens et de ses égaux comme les règles les plus élevées de la vie, et qui, lorsqu'il s'agissait de son honneur, n'avait pas à s'occuper du caprice de celui qui s'était chargé de penser et d'agir pour 60 millions de Russes. Doué de l'esprit libéral et indépendant des vrais aristocrates russes du temps d'Alexandre Ier, cet homme au cœur élevé ne s'inquiéta pas de savoir si l'empereur oserait lui chercher querelle, à lui qui était connu comme un homme d'honneur en Russie et à l'étranger.

Alexandre Tourguénieff se mit en voyage dans le courant de l'été de 1826. Après avoir vu son frère en Angleterre et avoir réglé ses affaires avec lui, il songea à continuer ses recherches historiques et partit pour l'Allemagne, dont Nicolas Tourguénieff n'osait pour de bonnes raisons fouler le sol. Lors de ce voyage et pendant une excursion qu'il fit plus tard à Paris et ensuite en Écosse, il écrivit de nombreuses lettres, qui ont été

publiées en 1872 à Leipzig et sont on ne peut plus intéressantes à divers points de vue. Alexandre Tourguénieff connaissait personnellement presque tous les hommes distingués de son temps, savants et hommes d'État, Allemands et Suisses, Anglais et Français. Dans ses lettres, adressées à son frère chéri, on trouve le récit d'un grand nombre d'entrevues et de conversations remarquables qu'il eut avec différents personnages et dans lesquels furent toujours discutées les questions les plus importantes qui aient occupé la société en ce temps-là. En Allemagne, Tourguénieff vit Stein, Tieck, le théologien Lindener et plusieurs autres hommes éminents; à Genève, il entretint des relations intimes avec Sismondi et Dumont, l'ami de Bentham; à Paris, il fréquenta Talleyrand, Royer-Collard, Guizot, Augustin Thierry, Capo d'Istria et la fameuse madame Swetchine; pendant son voyage en Écosse, il passa plusieurs jours sous le toit hospitalier de Walter Scott, qui, malgré les rudes coups dont il avait été frappé deux ans auparavant, était encore dans toute sa force et montrait les mêmes facultés créatrices qu'autrefois. « Le 4 août (1828) à trois heures de l'après-midi, raconte Tourguénieff dans une de ses lettres, j'arrivai à pied à Abbortsford, venant de Melrose. Après avoir traversé un vestibule richement orné de vieilles armes et d'écussons, je trouvai un domestique poudré avec soin; il me conduisit auprès du maître de la maison, qui revenait en ce moment-là d'un enterrement. Sir Walter Scott me reçut dans son cabinet et, après m'avoir donné quelques renseignements sur les mem-

bres de sa famille, m'invita à passer quelque temps chez lui. J'allais refuser, en remerciant l'éminent écrivain de m'avoir permis de faire sa connaissance, lorsque la fille non mariée de sir Walter Scott vint nous dire que le dîner était servi. Il était six heures; nous passâmes dans la salle à manger, où se trouvaient environ dix personnes. La conversation eut lieu principalement en français et fut des plus gaies et des plus animées. Après le dîner, le maître de la maison s'assit à côté de moi, et nous eûmes un entretien familier, dans lequel il se montra si aimable que je fis véritablement plus étroite connaissance avec lui. Pendant qu'on prenait le café et que les dames chantaient en s'accompagnant de la harpe ou de la guitare, sir Walter Scott se promena de long en large avec moi et notre conversation fut très-animée; il était tombé sur son thème favori, sur les chants populaires de son pays; il ne cessait de les réciter et de les commenter et s'enthousiasmait tellement qu'il battait la mesure en claquant des doigts, comme un véritable Écossais. Après le dîner chacun alla se mettre au lit. Le lendemain, j'eus le plaisir de faire avec sir Walter Scott une grande promenade dans les environs. Il me raconta que cette contrée n'était qu'un désert quinze ans auparavant et que c'était lui qui l'avait civilisée; il me mena à tous les endroits où l'on jouissait d'une belle vue et donna de la vie à toutes ses descriptions en citant les faits historiques et les chants populaires du pays. Tout ce qui se rattache au moyen-âge l'intéresse; sa bibliothèque est, à ce point de vue, tout simplement inépuisable; il ne

s'en tient pas à l'Écosse et étudie le moyen âge en ce qui concerne tous les peuples européens. En ce moment, il s'occupe principalement des vèhmes allemandes, dont il veut, m'a-t-il dit, faire le sujet d'un récit particulier[1]. Notre promenade dura jusqu'à cinq heures ; nous fîmes ensuite notre toilette pour le dîner, et la plupart des convives s'étant retirés en sortant de table, il me fut encore donné de passer la soirée avec le célèbre écrivain. Il m'expliqua de la manière la plus détaillée la constitution et le développement des clans ; nous parlâmes ensuite de la littérature suédoise et islandaise, dont il s'occupait sérieusement et j'attirai à ce sujet son attention sur des publications nouvelles, qu'il ne connaissait pas encore. Je voulais prendre congé de lui ; mais, il me retint de nouveau de la façon la plus affable et m'obligea à passer une seconde nuit sous son toit.

Lorsque je le quittai le lendemain, il eut l'amabilité de me remercier de ma visite et de me dire qu'il avait surtout éprouvé de la joie en voyant que j'étais venu chez lui directement et sans avoir recours à aucune recommandation.

Les descriptions et les récits de ce genre sont si nombreux dans les lettres de Tourguénieff, qu'il n'est guère possible de les citer ici d'une manière détaillée. Non-seulement il est toujours question dans ces lettres d'hommes dont l'importance est reconnue de tout le

1. *Anna de Geierstein*, roman dont la scène est en Allemagne, a paru en 1829.

monde, aujourd'hui comme à l'époque où Alexandre Tourguénieff leur rendait visite, mais elles présentent aussi, en général, un intérêt tout particulier à ceux qui aiment à faire des recherches sur les choses du temps passé. Elles nous montrent le changement énorme qui s'est produit, pendant les trente dernières années, dans les relations mutuelles des peuples civilisés de l'Europe par suite de l'accentuation plus forte des antagonismes nationaux.

Peu d'années après les grandes guerres soutenues contre la France, les membres les plus éclairés des nations européennes civilisées se rappelaient déjà qu'ils avaient formé, pendant le siècle philosophique, une communauté étroitement unie. Le Russe éclairé et libéral aux lettres duquel nous faisons ici allusion, sentait que ses propres concitoyens le touchaient de moins près que les penseurs, les artistes et les hommes d'État de l'Europe occidentale, soit qu'ils eussent été les alliés ou les adversaires de son pays, de 1812 à 1816. Alexandre Tourguénieff trouva tout naturel de s'intéresser au mouvement de la théologie protestante de son temps, ainsi qu'aux luttes du constitutionalisme français. Il professait la religion grecque et avait été le fonctionnaire d'un gouvernement tout à fait absolu; mais il n'avait pas besoin de se faire violence pour prendre part aux aspirations de ses contemporains allemands, français et anglais et pour leur rendre justice; car il sentait que la *substance* de l'éducation des hautes classes de la société était la même chez tous les peuples de l'Europe. Bien qu'il fût un patriote

ardent et éprouvé, nous ne rencontrons jamais chez lui la moindre trace de préjugé en ce qui concerne le genre de vie spécial qui avait exercé son influence sur ses amis d'Allemagne ou de France ; il sent de la façon la plus vive que ce qui intéresse avant tout les hommes éclairés et amis de l'humanité, est commun à tous les peuples, et ce sentiment est tellement prédominant chez lui, qu'il ne lui permet presque pas de remarquer les dissemblances provenant de la différence des nationalités.

Alexandre Tourguénieff a passé les dernières années de sa vie à Moscou, où il s'est consacré exclusivement à ses travaux scientifiques. Il est mort dans cette ville au mois de décembre 1845, âgé de moins de soixante ans. Il a été uni jusqu'à la fin de ses jours par les liens d'une tendre amitié à son frère Nicolas, qui était, comme nous l'avons déjà dit, exilé de sa patrie.

II

NICOLAS TOURGUÉNIEFF, L'EXILÉ DE 1825

Bien que son frère Alexandre, né en 1785, n'eût que cinq ans de plus que lui, Nicolas Tourguénieff appartenait à une autre époque que le créateur de la nouvelle historiographie russe. Il avait reçu sa principale éducation au commencement du règne d'Alexandre et de l'ère des réformes, et non pas sous le ténébreux régime que l'infortuné fils de Catherine. Il avait imposé à la

Russie pour son propre malheur et pour celui du pays. Tandis que son frère aîné avait été élevé dans les traditions du dix-huitième siècle et dirigeait tous ses efforts vers un but philantropique et général, en étudiant, il est vrai, la vie des États, mais en n'en faisant pas le principal objet de ses recherches, Nicolas Tourguénieff s'était attaché dès le principe à devenir un homme d'État pratique et poursuivait depuis sa première jeunesse un but tout à fait déterminé, qu'il apercevait clairement et ne perdait jamais de vue. Alexandre Tourguénieff avait, malgré toutes les capacités dont il fit preuve comme fonctionnaire, quelque chose du dillettante politique, il ressemblait à cet égard à la plupart de ses contemporains russes et étrangers. A la fois savant et administrateur, ami des belles-lettres et ardent investigateur sur le terrain théologique et philosophique, il ne put pas limiter ses travaux d'une façon assez stricte pour atteindre à l'idéal politique auquel il aspirait ; la multiplicité des choses qui l'intéressaient et l'amabilité innée de son caractère lui créèrent des relations et des attaches si nombreuses qu'il se trouva plus d'une fois en contradiction avec lui-même et courut le danger d'appuyer simultanément des tendances opposées les unes aux autres. Nous savons heureusement qu'il ne faisait que partager l'habileté d'une époque pleine de contradictions et d'une grande partie de ses représentants les plus éminents, en étant à la fois l'ami du libre-penseur Pouchkine et celui du ministre Galytzin, prince aux idées piétistes, et en se liant d'une amitié intime, dans la même période de sa vie, avec

Schonkowski, poëte on ne peut plus dévoué au souverain, et avec les partisans des idées constitutionnelles. Si nous ne l'étions pas, nous serions facilement portés à accuser Tourguénieff d'avoir montré un grand manque de solidité dans ses opinions. Nous renonçons à porter un pareil jugement en songeant que les contradictions de ce genre ont été communes, à quelques exceptions près, à tous les hommes libéraux du temps de la restauration qui avaient un pied dans le dix-huitième siècle et l'autre dans le dix-neuvième ; mais cette considération nous donnera la mesure de l'importance extraordinaire qu'a eue pour son pays et pour son temps le fils cadet d'Iwan Tourguénieff, Nicolas, homme d'un autre caractère.

Nicolas Tourguénieff était encore un tout jeune homme, lorsqu'il se rendit avec ses frères aînés à Gœttingue, où il étudia pendant plusieurs années les sciences politiques avec un zèle extraordinaire. Il étudia surtout la partie la plus difficile et la plus sèche de ce qu'on enseignait alors dans ce domaine, c'est-à-dire les finances, dont il voulait faire le point de départ de sa future carrière d'homme d'État ; mais le but auquel aspirait le jeune étudiant (il n'avait que dix-sept ans) était le plus élevé qu'un patriote russe pût désirer d'atteindre, c'était l'abolition du servage, qu'il considérait comme la cause principale de la décadence politique et surtout de la décadence économique de sa patrie. Les conditions dans lesquelles vivait le jeune Tourguénieff étaient peut-être encore plus favorables aux progrès intellectuels du futur administrateur que

les leçons des maîtres dont il suivait les cours et dont il se souvenait encore avec reconnaissance dans sa vieillesse. « Schlœzer, aussi distingué par son érudition que par son courage, le profond historien Heeren et l'ingénieux criminaliste Gœde, écrivait Tourguénieff en 1872, ont laissé dans mon âme des souvenirs que les événements les plus pénibles et les plus désagréables de ma vie n'ont pu effacer. » Pendant la plus grande partie du temps que Nicolas Tourguénieff passa à Gœttingue, cette ville fut comprise dans le royaume de Westphalie, qui avait été créé le 18 août 1807 et dans lequel les ministres français de Jérôme, ce roi de carnaval, faisaient l'essai de toutes les institutions administratives libérales que la grande Révolution avait procurées à la France. Bien qu'il éprouvât déjà à cette époque une salutaire méfiance à l'égard du despotisme de Napoléon et ne crût guère à sa vitalité, Nicolas Tourguénieff, qui pouvait, en sa qualité de Russe, être impartial envers les Allemands et les Français, était en état de reconnaître sans aucune prévention les qualités incontestables du système administratif des Français et les excellents fruits des institutions créées par le ministre Siméon, homme d'un véritable mérite. « Je compris bientôt, écrivait-il trente ans plus tard, que la situation de la Westphalie était on ne peut plus intolérable et que les habitants de ce pays avaient raison de mieux aimer voir leur pays tout simplement annexé que de laisser la France l'exploiter comme un état distinct de l'empire napoléonien. Il n'en est pas moins vrai que l'administration française a aboli une foule

d'abus surannés et monstrueux, et a créé un grand nombre d'institutions très-utiles. J'étais étranger au pays, mais je sympathisais avec ses habitants par ma manière de penser et de sentir, et je devais pour cette raison estimer l'homme qu'ils honoraient tous, le ministre Siméon. Du reste les Westphaliens brûlaient avant tout de secouer le joug de l'étranger. » L'étudiant russe savait, grâce à la perspicacité de son esprit, employer aussi utilement ses vacances que ses mois d'étude. Il visita successivement les différentes parties de l'Allemagne, de la Suisse, de la France, pour être partout témoin d'événements importants et susceptibles d'avoir les plus grandes conséquences. Au mois de septembre 1808, le désir de voir en personne le grand général et homme d'État qui avait transformé le monde, avait amené à Erfurt, Nicolas Tourguénieff, âgé à peine de dix-huit ans. Cette ville était alors le théâtre du fameux congrès de princes, pendant lequel un lieutenant de la garde impériale fit au roi de Wurtemberg cette réponse historique : « *Il n'y a qu'un roi!* » Tourguénieff déclara dans une lettre qu'il écrivit à cette époque que la grandeur de Napoléon l'avait beaucoup moins impressionné que l'infériorité d'Alexandre Ier. « Il me semblait voir ma patrie abaissée dans la personne de son souverain. On n'avait pas besoin de savoir ce qui se passait alors dans les cabinets européens, on voyait d'un seul coup d'œil, lequel des deux empereurs était le maître à Erfurt... et en Europe. »

Après avoir consciencieusement étudié à Gœttingue

pendant plusieurs années, Nicolas Tourguénieff voyagea pendant plusieurs années aussi, dans tous les grands pays de l'Europe civilisée. Il alla d'abord à Paris, où il passa l'été et l'automne de l'année 1809 et vit Napoléon, qui était alors à l'apogée de sa gloire et de sa puissance, célébrer le quarantième anniversaire de sa naissance, ayant à côté de lui Marie-Louise et autour de lui ses maréchaux tout chamarrés d'or. Le jeune Russe ne put résister au charme que la France d'alors devait nécessairement exercer sur les étrangers; il avoua depuis qu'il avait été enthousiasmé par la politesse, l'amabilité et la franchise des personnes de son entourage, et que, malgré les sentiments certainement antifrançais qu'il nourrissait en arrivant en France, il avait mêlé, le 15 août, dans le parc de Versailles, sa voix aux cris retentissants de : *Vive l'Empereur!* par lesquels le peuple saluait son glorieux *imperator*.

Avant que ce jeune homme avide de savoir eût complétement apaisé son goût pour les voyages et exécuté le projet qu'il avait conçu d'étudier les autres pays civilisés de l'Europe aussi sérieusement que l'Allemagne et la France, il fut rappelé dans son pays par les événements qui eurent pour conséquence la guerre de 1812. Tout le continent européen était forcé de joindre ses armées à celle de Napoléon, qui se ruait sur la Russie, et les sujets de l'empereur Alexandre ne pouvaient par conséquent y mettre les pieds. Cependant Nicolas Tourguénieff n'avait dit adieu à l'Allemagne que pour peu de temps ; il fut attaché, en qualité de fonctionnaire au ministère des affaires étrangères, à

l'armée victorieuse qui poursuivait les Français pendant la retraite de Moscou et retourna en Allemagne dès le mois de janvier 1813. Il n'avait que 23 ans; mais il s'était tellement distingué par sa connaissance approfondie des affaires de l'Allemagne, par son instruction solide, par la façon dont il possédait les langues étrangères et par l'indépendance de ses opinions, qu'on lui confia tout de suite des fonctions importantes. Il fut nommé conseiller et membre de la commission centrale chargée d'administrer les pays allemands soumis aux alliés et privés de leurs souverains. Dans cette commission, présidée par Stein, la Prusse était représentée par les conseillers intimes Friese et Eichhorn, l'Autriche, par le conseiller aulique de Spiegel. L'apprentissage politico-administratif que Tourguénieff fit ainsi sous la direction de Stein a exercée une influence décisive sur la marche de ses idées.

Avec l'enthousiasme d'un jeune esprit passionné pour les intérêts les plus élevés de l'humanité et avec ce jugement impartial et exempt de tout préjugé national qui était particulier aux fils du cosmopolite dix-huitième siècle, le jeune Russe adopta sans restriction les vues du plus grand Allemand de son temps. Il était si ardemment et si complétement dévoué au régénérateur de la Prusse que les pages commémoratives dédiées trente ans plus tard par Tourguénieff à celui qu'il appelait son *premier chef* semblent encore dictées par un enthousiasme juvénile et font la plus agréable impression au lecteur allemand.

Deux longs chapitres du célèbre ouvrage concernant

la Russie et les Russes[1] sont consacrés exclusivement à Stein, et Tourguénieff se sentait encore tout joyeux à l'âge de quatre-vingt deux ans en se rappelant que « le grand homme lui avait conservé jusqu'à la fin de sa vie son estime et son amitié. » Pendant près de trois ans, l'assesseur de collége Tourguénieff fut le continuel compagnon de route, et par moments l'hôte journalier de Stein. Il fit avec lui le chemin de Francfort à Châtillon, puis de Châtillon à Paris; il travailla avec lui à faire accorder les intérêts souvent contraires des alliés, et ne cessa d'avoir comme lui pour but le renversement de l'empereur corse. Tourguénieff était un chaleureux partisan de Stein, non-seulement en ce qui concernait les grandes questions de la politique européenne, mais aussi en ce qui se rattachait aux affaires de l'Allemagne. Contrairement à la majorité de ses compatriotes, il comprenait parfaitement les efforts faits par ses amis allemands pour rétablir l'unité de l'empire germanique; des passages entiers de ses ouvrages sont consacrés à défendre les projets de Stein, « cet homme auquel la grandeur et la pureté de son caractère avaient suffi pour accomplir des actes d'une portée incalculable. »

Tourguénieff vivait sur le pied de la plus grande intimité non-seulement avec Stein, mais aussi avec les amis de ce personage, surtout avec Arndt, pour lequel il semble avoir eu une prédilection toute particulière : le traitement que subit cet *homme distingué* à l'époque où l'on sévit contre les démagogues remplissait encore

1. *La Russie et les Russes*, Bruxelles, 1847.

bien des années plus tard l'âme de Tourguénieff du plus vif mécontentement. Ces hommes tout à fait différents par leur éducation et par le but qu'ils poursuivaient restèrent unis jusque dans leur vieillesse par l'amitié et par le souvenir des grandes choses qu'ils avaient vues ensemble. Lorsque Tourguénieff publia en 1847 son livre sur la Russie, il en envoya un exemplaire avec dédicace à son vieux compagnon de guerre, et le vieil auteur des *Métamorphoses et voyages avec le baron de l'Empire de Stein* parle aussi de la façon la plus cordiale « du petit Moscovite intelligent, honnête et boiteux, qui était de si bonne humeur et qui plaisait tant à Stein. » En 1816, lorsque la mission de Tourguénieff en Allemagne fut terminée et que l'homme d'État russe fut forcé à son grand regret de se préparer à retourner dans son pays, Stein, « aux yeux duquel le devoir passait du reste avant tout, » engagea très-sérieusement son jeune ami à rester en Allemagne. Tourguénieff a bien souvent regretté dans la suite d'avoir préféré les fonctions administratives aux fonctions diplomatiques et de n'avoir pas suivi le conseil de Stein qui lui disait en le quittant : « *Restez avec nous; vous y serez mieux que dans votre patrie.* »

Au mois de décembre 1816, il rentrait à Saint-Pétersbourg, après une absence de près de quatre ans. La société russe, en tant qu'il s'agit des classes éclairées, avait subi un très-grand changement pendant les années qui avaient suivi l'invasion napoléonienne, et Tourguénieff la trouva toute différente de ce qu'elle était auparavant. « Le choc, ou plutôt l'élan que les grands

événements de l'époque avaient donné aux esprits, dit Tourguénieff dans ses mémoires, se manifestait sur les terrains les plus différents. Le retour de l'armée russe, qui avait séjourné à l'étranger, avait été le commencement de ce qu'on appelait en Russie l'éclosion des idées libérales. Non-seulement les officiers et les soldats de la grande armée, mais aussi la plupart des Russes entrés dans la milice, avaient vu l'étranger; tous ces hommes étaient rentrés dans leurs foyers, aussitôt après avoir franchi la frontière, et y avaient raconté pendant des années ce qu'ils avaient vu et entendu dire en Europe; mais les événements parlaient encore plus éloquemment que les hommes et propageaient bien plus vite qu'eux les idées libérales. Cette nouvelle tendance des esprits se manifestait, était surtout visible aux endroits où il y avait le plus de troupes, et principalement à Saint-Pétersbourg, centre de la vie gouvernementale et lieu de garnison des troupes d'élite. » La crise qui se produisit de 1816 à 1826 dans les États d'Alexandre Ier, aboutit à l'insurrection militaire du 14 décembre 1825, a été décrite trop souvent[1] et trop complétement pour qu'il soit nécessaire de citer ici d'autres passages du livre de Tourguénieff. Encouragés par la conduite qu'Alexandre avait suivie vis-à-vis du royaume de Pologne, rendu à lui-même et doté de prérogatives constitutionnelles[2], les membres les plus

1. Les *Mémoires d'un Décembriste russe*, dont la seconde édition a paru en 1874 chez S. Hirzel, à Leipzig, contiennent un des récits les plus éloquents des événements de cette époque.

2. Dans le discours prononcé en français à Varsovie, le 27 mars 1818, à l'occasion de l'ouverture de la session des États de

jeunes et les plus éclairés de la société russe, et principalement de l'aristocratie et de la garde, espéraient fermement depuis 1815, que l'ère du despotisme et de l'absolutisme tombait aussi à sa fin en Russie et allait faire place à une ère libérale et constitutionnelle. Les foyers de propagande des nouvelles idées philanthropiques étaient les loges maçonniques, fréquentées avec assiduité par les hauts fonctionnaires civils et militaires, et dans l'armée les écoles à la Lancastre, que les jeunes officiers favorisaient le plus qu'ils pouvaient. Le militarisme brutal et l'amour effréné du plaisir particuliers à l'ancien régime, avaient fait place à un penchant pour les aspirations idéales, qui était jusqu'alors inconnu en Russie et qui avait complétement transformé la physionomie de la société. Bien que Nicolas Tourguénieff ne crût guère à la fermeté des résolutions libérales de l'empereur, base des illusions que ses compatriotes nourrissaient au sujet de l'avenir, il était sérieusement résolu à contribuer selon ses moyens à la réalisation des réformes qu'il considérait comme les plus nécessaires. Quelques semaines après son arrivée en Russie, il publia un ouvrage qu'il avait commencé à l'époque où il était étudiant à Gœttingue et qu'il avait retouché depuis avec soin; c'était un travail sur la *théorie des impôts*, qui fit la plus vive sensation par la hardiesse et l'énergie de langage de l'auteur et qui

Pologne, l'empereur, faisant allusion à la nouvelle constitution, s'était exprimé dans les termes suivants: « *Vous m'avez offert le moyen de montrer à ma patrie ce que je prépare pour elle depuis longtemps et ce qu'elle obtiendra, lorsque les éléments d'une œuvre aussi importante auront atteint le développement nécessaire.* »

attira immédiatement l'attention du public sur Tourguénieff. L'ouvrage était basé sur ce principe, que l'abolition du servage était la condition *sine qua non* de toute réforme économique digne de ce nom. Ce plaidoyer en faveur de la transformation des bases de la vie politique et sociale de la Russie fut accueilli avec enthousiasme non-seulement par la jeunesse, mais aussi par les membres intelligents de la haute bureaucratie. Abstraction faite de la coterie réactionnaire, qui s'était rangée autour du comte Araktchéïeff, premier homme de confiance de l'empereur, tous ceux qui se piquaient d'être éclairés et influents rivalisaient d'attentions envers le jeune homme d'État, dont l'esprit sensé et profond contrastait de la façon la plus salutaire avec les tendances confuses des libéraux de son temps. Un certain nombre de membres avancés du conseil de l'Empire, en particulier le comte Roumanzoff, ancien chancelier de l'empire, l'amiral Mordwinoff, le eomte Potocki, et le conseiller intime Toutolmine, surent faire en sorte que le fonctionnaire du ministère de l'intérieur, alors âgé de vingt-huit ans seulement, fût attaché à la chancellerie de leur collége, nommé adjoint d'un des secrétaires d'État de ce collége, puis secrétaire d'État, et chargé des travaux les plus importants. Tourguénieff devint bientôt l'âme du comité du conseil de l'empire pour les affaires financières, dirigé par l'amiral Mordwinoff et plus tard par le comte Golowine. Il y combattit la politique insensée du ministre des finances Gourieff et ne cessa de demander une réforme radicale du système d'impôts. Ses idées

trouvèrent tant de partisans, que Gourieff pensa bientôt que le plus sage était d'attirer à lui un homme de cette force. Il envoya auprès de Tourguénieff le comte Nesselrode, son gendre, qui réussit à engager l'adjoint du secrétaire d'État à passer au ministère des finances et à accepter la direction de la section du crédit. Gourieff se confondit d'abord en amabilités envers le nouveau chef de division; la première entrevue de ces deux hommes commença par une embrassade; Gourieff ne laissa jamais échapper une seule des occasions où il pouvait exprimer des idées libérales et manœuvra si habilement que Tourguénieff ne pouvait jamais entrer dans le cabinet de son chef sans trouver sur le bureau de ce dernier la *Minerve* de Benjamin Constant. Néanmoins, ces deux hommes, dont l'un ne pensait qu'à sa carrière, tandis que l'autre ne songeait qu'à réaliser ses projets patriotiques, ne pouvaient rester ensemble bien longtemps. Tourguénieff reconnut promptement que l'affreux désordre qui régnait dans l'administration des finances rendait impossible toute mesure efficace et que son ministre craignait trop les hommes pour que l'on pût songer à entrer dans une voie salutaire. On ne pouvait mettre de l'ordre et de la méthode ni dans les emprunts conclus à l'étranger ni dans l'administration des impôts; tous les efforts que l'on faisait pour répartir les contributions d'une manière plus juste étaient infructueux; lorsqu'il s'agissait de grands personnages influents, on ne pouvait percevoir ni les avances faites par la couronne ni les impôts directs qui étaient échus; car les nobles débi-

teurs se retranchaient derrière la personne de l'Empereur, et Gourieff n'était pas homme à les mettre à la raison. Le consciencieux et rigide chef de division devint bientôt si gênant pour le ministre, que ce dernier le reçut de plus en plus rarement et régla les affaires les plus importantes à son insu. Ayant appris un jour que le ministre avait confié secrètement à un autre fonctionnaire un travail dont il devait être chargé et qui concernait les modifications à apporter au système des impôts du timbre et de l'enregistrement, Tourguénieff prit la ferme résolution de quitter le ministère des finances. Il rentra à la chancellerie de l'empire, mais remarqua bientôt que Gourieff était devenu son ennemi le plus irréconciliable et le plus acharné, et que l'influence de cet homme était assez grande pour paralyser complétement l'action de son ancien chef de division au sein du comité du conseil de l'Empire. A la suite d'un échec que le ministre des finances essuya dans le conseil de l'empire, lors de la discussion de son impôt sur le timbre et auquel Tourguénieff n'avait pas voulu contribuer, eu égard à ses anciennes relations avec ce fonctionnaire, le jeune homme d'État passa de la section financière à la section judiciaire du conseil de l'empire. Gourieff avait réussi à faire annuler le vote du conseil de l'Empire concernant l'impôt en question, et à faire dire à Tourguénieff, par le premier secrétaire d'État Speranski, que « Sa Majesté était très-mécontente de lui et lui faisait savoir que sa patience était très-grande, mais pouvait finalement s'épuiser. » Mais les choses ne devaient pas s'arrêter là : dans la

section judiciaire du conseil de l'empire, on jugeait les nombreuses affaires dans lesquelles les propriétaires fonciers rendaient compte des violences qu'ils avaient exercées contre leurs serfs, et Tourguénieff s'attira en peu de temps une foule de querelles par la façon intrépide dont il prenait parti pour les opprimés. Il fut bientôt complément brouillé avec son ancien protecteur, l'amiral Mordwinoff : « Vous semblez croire, avait dit un jour ce personnage au défenseur des paysans dans une réunion solennelle, que tous les serfs sont des saints et que tous les seigneurs sont des monstres. » Convaincu qu'il n'y avait pour le moment rien à faire pour l'idée à laquelle il avait consacré sa vie, et tourmenté en même temps par le mauvais état de sa santé, Tourguénieff résolut de renoncer à la position qu'il occupait. Suivant le conseil du secrétaire d'État Speranski, il sollicita, dans une lettre adressée directement au tzar, le poste alors vacant de consul général à Londres, qui pouvait lui fournir l'occasion de fortifier sa santé et d'étudier les institutions anglaises, et en particulier celle du jury. Cette demande fut rejetée, mais d'une façon si gracieuse que Tourguénieff recommença à croire qu'il finirait par se trouver en état de servir utilement son pays. Alexandre fit savoir par le comte Araktchéïef à l'homme qu'il avait traité avec rudesse peu de temps auparavant « qu'il ne pouvait se passer de ses services dans le sein du conseil de l'Empire et qu'il était prêt à augmenter le traitement insuffisant du conseiller d'État Tourguénieff. »

Ce dernier repoussa l'offre en question avec la fierté

d'un véritable aristocrate et à la grande satisfaction de l'empereur; il écrivit à Araktchéïeff « qu'il avait demandé un emploi, et non pas de l'argent, mais qu'il continuerait naturellement de rendre les services que le souverain attendait de lui. » Ce témoignage de bienveillance du tzar fut bientôt suivi d'un autre, sur la signification duquel il est, il est vrai, permis de discuter. Dans le courant de l'été de 1824, Tourguénieff dut aller à l'étranger pour rétablir sa santé. Le congé qu'il demanda lui fut accordé; mais on l'invita en même temps à se rendre auprès du comte Araktchéïeff. Ce fonctionnaire lui dit que l'empereur lui conseillait amicalement *de faire attention à lui à l'étranger*. « Vous vous trouverez, ajouta le ministre de la guerre, au milieu de gens qui ne rêvent que de révolution et qui chercheront à vous entraîner avec eux. Ne vous fiez pas à ces gens-là et soyez prudent. »

Tourguénieff ne put, comme il le raconte lui-même, écouter sans sourire le conseil qui lui était donné au nom de l'empereur. Il avait appartenu pendant un certain temps à une des sociétés secrètes les plus nombreuses qu'il y eût alors en Russie et avait précisément déclaré de la façon la plus claire à cette société qu'il détestait tout ce qui sentait les conspirations et les bouleversements violents. Un certain nombre de jeunes gens de la haute société s'étaient réunis en 1817 pour former une *Association de Salut*, dont les quatre classes devaient surveiller secrètement les établissements publics de bienfaisance, travailler à l'éducation morale de la jeunesse, observer la marche de la justice et favoriser

l'augmentation de la richesse nationale. Cette société poursuivait donc un but qui n'avait absolument rien de dangereux pour l'État, et ses statuts condamnaient tous les moyens qui n'étaient pas justifiés en eux-mêmes. Espérant pouvoir agir dans le sens de l'abolition du servage, Tourguénieff était entré dans cette « Société secrète » sur l'invitation du prince Troubetzkoï et de son ami, le général Michel Orloff. Une minorité avancée de cette association, à la tête de laquelle étaient placés le colonel Paul Pestel, très-connu depuis, Nowikoff, etc., ne voulait pas s'en tenir au programme primitif et se mit à discuter, dans les réunions de la société, des projets constitutionnels et plus tard des projets républicains. Tourguénieff et ses amis déclarèrent aussitôt qu'ils ne voulaient pas s'engager dans de semblables entreprises, et profitant de ce qu'un ukase tout récent interdisait les sociétés secrètes, ils prononcèrent dès l'automne de 1820, la dissolution de l'Association de Salut. La décision y relative fut prise formellement dans une réunion des fondés de pouvoirs de la société, qui eut lieu à la fin de février 1821 ; *elle fut portée, au nom de ces fondés de pouvoirs, à la connaissance de tous les membres de l'association par Nicolas Tourguénieff lui-même.*

Comme Tourguénieff croyait que tout était bien fini, comme la conduite qu'il avait tenue était assez connue dans la haute société et qu'il n'avait jamais eu que des relations superficielles avec Pestel, Juschnewsky et les autres enragés de l'association, il n'avait pas appris que ses anciens compagnons avaient fondé une

nouvelle société dont le but immédiat était un bouleversement violent.

Cet homme infatigable et chargé de travail et de soucis avait complétement oublié pendant les quatre années qui suivirent la dissolution de l'association que cette société avait autrefois existé, et lorsqu'il se rendit à Carlsbad, dans le courant de l'été de 1824, pour y prendre les eaux et faire ensuite un long voyage en Italie, il était loin de penser que cet épisode de sa vie, (*dont l'empereur avait eu connaissance*), exercerait la moindre influence sur son avenir. Le gouvernement d'alors ne songeait pas non plus à se méfier de ce fonctionnaire, estimé de tous pour son activité et son énergie et occupant le rang de conseiller d'État, qui avait seulement fait ce qu'un grand nombre de ses collègues avaient fait avant lui. En effet, lorsque Tourguénieff, revenant d'Italie, arriva à Carlsbad pendant l'été de 1825, il y trouva une lettre des plus flatteuses, dans laquelle le nouveau ministre des finances Cancrine l'invitait à accepter une direction dans son département. Le ministre ajoutait que l'empereur était d'avis que Tourguénieff pourrait occuper ce nouveau poste tout en remplissant ses fonctions au sein du conseil de l'empire, où il était devenu indispensable. Cette position ne devait être qu'un acheminement vers une plus haute dignité; car, avait dit l'empereur: « Speranski (alors premier secrétaire d'État) commence à se gâter, et *il n'y a que Tourguénieff qui soit capable de le remplacer*. » Un heureux destin voulut que Tourguénieff n'acceptât pas l'offre de Cancrine, malgré tous les témoignages de

faveur du tzar. Sachant que le nouveau ministre, estimé par lui comme homme d'honneur, était un enragé protectionniste, il pensa que ses opinions libre-échangistes ne lui permettraient pas de travailler avec lui d'une manière fructueuse; il refusa donc le poste qui lui était offert et, comme son congé n'était pas expiré, il resta à l'étranger.

Six mois plus tard, Alexandre I[er] n'était plus qu'un cadavre, et l'homme auquel il avait témoigné bien des fois sa haute confiance n'était plus qu'un proscrit, qui n'avait échappé à la corde, ou, dans le meilleur des cas, à la déportation en Sibérie que parce qu'il se trouvait par hasard hors des frontières de l'empire dont la main impitoyable de Nicolas avait pris la direction. Après avoir achevé sa seconde cure à Carlsbad, Tourguénieff était allé dans le duché de Nassau pour rendre visite à son ancien protecteur Stein[1], puis à Paris, où il reçut la nouvelle de la mort de l'empereur Alexandre et de l'insurrection de décembre. Il ne lui vint pas à l'idée qu'on pourrait l'accuser de haute trahison pour avoir fait partie de l'Association de Salut, dissoute depuis plusieurs années; il ne le soupçonna même pas lorsqu'il apprit qu'il était poursuivi pour ce prétendu délit. Lorsqu'il reçut en 1826 la nouvelle relative à cette affaire, il envoya de Londres un mémoire explicatif à Saint-

1. Cet homme que j'avais toujours tant aimé, respecté, admiré, je le trouvais visiblement affaibli. Il parla peu des affaires du continent de l'Europe; mais il parut fortement préoccupé du sort de l'Angleterre; il entrevoyait des dangers imminents pour l'aristocratie, et surtout pour l'Église établie. (*La Russie et les Russes*, tome I, 134).

Pétersbourg, fermement convaincu qu'il n'entendrait plus parler de rien. Il connaissait mal le souverain qui était monté sur le trône d'Alexandre, lequel nourrissait des sentiments philanthropiques, bien qu'il fût sournois et facile à persuader. Il ne connaissait pas non plus les hommes auxquels Nicolas avait confié les plus hautes fonctions de l'État. Aux yeux du nouvel empereur, professer des idées libérales était un crime aussi grave que de prendre part à une conspiration; les moindres relations avec des conspirateurs constituaient pour lui un péché mortel, et tout prétexte lui suffisait pour faire punir ceux qui avaient eu le courage d'avoir une opinion indépendante. En vertu d'un jugement qui faisait encore monter trente ans plus tard le rouge de la honte à la figure de ceux qui l'avaient signé et grâce à une argumentation qui donnait un véritable soufflet au bon sens, le conseiller d'État actuel Tourguénieff fut condamné à mort par contumace, plus tard aux travaux forcés à perpétuité, également par contumace, comme coupable de crime de haute trahison « de la première catégorie. » La plume habile de Bloudoff, le compagnon de jeunesse d'Alexandre Tourguénieff, qui avait joué jusque-là un rôle dans les cercles de la noblesse libérale et avait été nommé successivement comte, ministre de l'intérieur, chef de la section législative de la chancellerie impériale, et enfin président du conseil de l'empire et du comité des ministres, avait contribué à rédiger le rapport plein de mensonges et de partialité en vertu duquel la condamnation de Tourguénieff avait été prononcée par le tribunal institué à cet effet. Abstraction

faite des imitateurs du parti réactionnaire d'Araktchéïefl et des inévitables flatteurs de l'opinion du moment, tous les Russes éclairés, y compris les adversaires des idées professées par Tourguénieff, furent unanimes à considérer le jugement prononcé contre ce personnage comme l'œuvre du despotisme le plus éhonté. Le condamné lui-même fut comme frappé de la foudre; lui qui avait vécu sous le règne du philanthropique Alexandre, il ne croyait pas qu'une chose pareille fût possible. Des années s'écoulèrent avant que Tourguénieff renonça complétement à l'espoir d'être acquitté et réhabilité en vertu d'une nouvelle enquête; ce n'est que lorsqu'on eut répondu par un refus à l'offre qu'il fit de se soumettre à une nouvelle enquête, si l'on suspendait l'effet du jugement du mois de juin 1826, qu'il résolut, avec une profonde douleur il est vrai, de rènoncer tout à fait à revoir sa patrie et de s'en créer une autre. Il était sûr d'échapper au sort qu'on lui réservait dans son pays. La courageuse conduite de son frère avait sauvé sa fortune; la protection des lois anglaises mettait sa personne à l'abri de tout danger. Le despotisme aveugle de Saint-Pétersbourg fit naturellement plusieurs tentatives pour l'arracher à son asile; le chargé d'affaires de Russie à Londres eut l'audace de demander à Caning l'extradiction de Tourguénieff; mais on lui répondit fièrement que monsieur le chargé d'affaires semblait ne pas savoir à qui il s'adressait.

Lorsqu'il eut reconnu d'une manière incontestable qu'il était à jamais banni de son pays, Tourguénieff s'établit en Angleterre, et plus tard à Paris, où il finit

par se faire naturaliser. L'Allemagne, de 1830 à 1850, était naturellement fermée à l'homme auquel « le champion des intérêts conservateurs » avait voué sa haine. Si quelque chose pouvait le dédommager de tout le mal qui lui était fait, c'était de voir tous ceux qui le connaissaient lui témoigner la même estime et la même amitié. Il était surtout heureux que son vénéré Stein « ne l'eût pas considéré un seul instant comme coupable » et eût au contraire déclaré ouvertement à un dîner auquel assistaient plusieurs Russes haut placés, qu'il éprouvait du mépris pour Nesselrode, parce qu'il n'avait pas protesté contre l'inique jugement dont Tourguénieff avait été victime. Aucun Allemand ne peut lire sans émotion la lettre dans laquelle Alexandre Tourguénieff rend compte à son frère de la conversation en question. On ne saurait, en effet, parler plus chaleureusement que ces Russes de l'homme éminent et inimitable dont nous venons de citer le nom... « Lorsque je quittai le baron de Stein, dit Alexandre dans une lettre écrite d'Ems le 18 juillet 1828 à son frère, j'étais dans un état d'esprit qui me procurait un bien-être dont je n'avais pas joui depuis longtemps. Je remerciai Dieu de tout mon cœur de l'opinion que le baron Stein avait exprimée à ton égard ; car je savais qu'elle avait plus d'importance pour toi que celle de tous tes juges et de tous tes calomniateurs. »

Dans le courant de l'année où il eut la consolation de recevoir cette lettre, Nicolas Tourguénieff s'établit à Paris, où il vécut de longues années ne s'occupant que de l'éducation de ses enfants et de travaux littéraires.

Son ouvrage en trois volumes, *la Russie et les Russes*, qui contient une critique on ne peut plus habile et vraiment écrasante du rapport de Bloudoff, fut le plus remarquable de ses travaux; il a une telle importance au point de vue de l'histoire de la civilisation et du gouvernement de la Russie qu'il intéressa aussi les membres des classes éclairées de ce pays qui ne s'étaient pas occupés de l'insurrection de 1825 et de la situation de Tourguénieff relativement à cette insurrection et qui avaient oublié depuis longtemps l'épisode en question lorsque le premier récit véridique en fut publié (1847). L'auteur avait encore un si grand désir de se justifier qu'il envoya son ouvrage à la plupart de ses anciens amis, et en particulier à E. M. Arndt. Les tendances qui régnaient alors en Russie et qui étaient contraires à toutes les réminiscences du temps d'Alexandre, et l'explosion de la révolution de février, qui eut lieu à peu près à la même époque, empêchèrent, il est vrai, l'ouvrage de produire l'effet sur lequel l'auteur avait compté; mais le livre de Tourguénieff, qui avait été composé avec soin et contenait un grand nombre de documents intéressants, fut cependant traduit en allemand et était encore considéré à l'époque de la guerre de Crimée comme une des meilleures sources de renseignements concernant la Russie et la situation du peuple russe.

L'importante transformation qu'éprouva l'empire des tzars, lorsque l'auteur de la guerre d'Orient fut mort, emportant dans la tombe la plus grande partie de ses œuvres, sembla devoir changer aussi la destinée de

Nicolas Tourguénieff. Le secrétaire d'État d'Alexandre Ier, qui était alors âgé de soixante-huit ans, fut compris dans le nombre, relativement petit, des décembristes encore vivants qui purent profiter de l'amnistie décrétée par Alexandre II, au mois d'août 1858; mais on ne s'en tint pas à cette amnistie : comme on ne pouvait songer à réviser le procès de 1825, on invita tout simplement Tourguénieff à rentrer dans son pays, et lorsqu'il arriva à Saint-Pétersbourg (si je ne me trompe) dans le courant de l'été de 1859, l'empereur le reçut et le traita avec distinction. Le souverain qui a aboli le servage éprouva le besoin de réhabiliter l'homme qui avait le premier osé déclarer que l'émancipation des paysans était la condition *sine qua non* de toute réorganisation réelle en Russie. La conduite du monarque dicta, cette fois comme toujours, une attitude semblable à son entourage. Non-seulement les membres de la jeune cour, mais aussi les juges et calomniateurs encore vivants de Tourguénieff, s'empressèrent de combler d'attentions la victime du despotisme; mais cet homme au cœur honnête et aux opinions solides sut conserver aussi dans cette occasion la dignité dont il avait fait preuve pendant son exil. Un jour que le comte Bloudoff, l'auteur du méprisable rapport de 1825, qui était devenu le plus haut dignitaire de l'État, cherchait, dans une soirée donnée chez l'impératrice, à renouveler connaissance avec Tourguénieff, le noble patriote lui tourna le dos avec un visible mépris en présence de toute la cour. Peu de temps après, Tourguénieff retourna en France. Bien que les changements qu'avait éprouvés son pays

eussent eu sur son esprit un effet salutaire et conciliant, il sentait qu'il ne pourrait plus se trouver à son aise dans le pays qui l'avait repoussé trente-cinq ans auparavant. La Russie moderne ne pouvait pas non plus lui fournir la dose de liberté civile qui était devenue pour lui un besoin; ni le radicalisme de la jeune génération, ni le libéralisme officiel, qui était avide des distinctions accordées par l'empereur ne concordaient avec les opinions qui étaient le résultat de son existence. Il était devenu citoyen français et ne cessa jamais de l'être; parce qu'il sentait qu'en restant à l'étranger il pourrait prendre une part plus efficace à la réorganisation de son pays, qu'en rentrant pour toujours en Russie. L'expérience a prouvé qu'il avait raison et qu'il n'aurait pu s'accoutumer à la Russie moderne (où il retourna, du reste plusieurs fois entre 1860 et 1870), qu'en renonçant à ses convictions les plus chères. Bien que Tourguénieff eût une foi inébranlable dans le bon génie du peuple russe et dans la grandeur d'âme du tzar libérateur, les événements qui suivirent la dernière insurrection de Pologne, inspirèrent cependant à cet esprit libéral de sérieuses appréhensions, touchant l'avenir de la Russie. Il exprima ces appréhensions d'une manière formelle et non déguisée dans le livre qu'il publia en russe en 1868 et qui était intitulé : « *Que faut-il désirer pour la Russie?* » Il condamna aussi avec énergie le système de violence employé à l'égard de la Pologne et l'opinion des démocrates nationaux, qui pensaient que le moyen le plus sûr pour arriver à la liberté était le maintien du despotisme impérial et l'anéantissement de l'influence

de l'aristocratie. Il terminait son ouvrage en déclarant que la promulgation d'une constitution était indispensable, si l'on voulait achever les réformes commencées, et que c'était là la seule manière naturelle de terminer l'œuvre bienfaisante du libérateur des paysans. Les hommes qui restent toute leur vie fidèles aux personnes et aux choses qui ont été sacrées pour eux au temps de leur jeunesse, sont rares partout, et principalement chez les peuples slaves, qui changent plus facilement d'opinion que les peuples romans et germaniques. J'ai surtout compris ce qu'il y a de noble et d'imposant dans cette fidélité d'un homme envers lui-même (fidélité possible, seulement chez ceux dont le caractère est vraiment idéal) lors de l'entrevue très-courte que j'eus avec Nicolas Tourguénieff en 1870, peu de temps avant la guerre. Des affaires que je m'étais chargé d'arranger pour un de mes amis, qui était aussi celui de Tourguénieff, me fournirent l'occasion de pénétrer dans la belle maison, détruite depuis, que l'ancien homme d'Etat russe habitait depuis plusieurs années, dans la rue de Lille. Je vis venir au-devant de moi, appuyé sur le bras de son fils et s'aidant d'un bâton, un homme de taille moyenne, qui paraissait blond, malgré son grand âge et dont la réserve tant soit peu fière fit aussitôt place à une manière toute différente, lorsque j'eus fait savoir qui j'étais et que j'eusse amené la conversation sur le sort des paysans russes. Tout le monde sait que la situation des paysans était loin d'être satisfaisante en Russie dans les années qui suivirent l'abolition du servage; les fautes qu'on avait commises en élaborant la loi sur

l'émancipation étaient même devenues si visibles que tous les hommes compétents en éprouvaient de sérieuses inquiétudes. Le vieux proscrit ne voulait pas l'avouer et défendait avec une vivacité toute juvénile les principes sur lesquels était basée la législation de 1861. Comme j'attaquais ces principes dans le feu de la conversation et que j'allais jusqu'à soutenir que le droit de posséder une parcelle du sol de la commune, accordé à tous les paysans par l'ukase concernant l'émancipation, était la cause des embarras économiques dont souffraient les propriétaires fonciers et les paysans de la Russie, le vieux champion de la liberté des paysans russes se laissa aller à un enthousiasme qui rendait impossible toute continuation de notre discussion, mais dont la sainte ardeur fit sur moi une impression qui ne s'est pas encore effacée. — Pendant les dernières années de sa vie, Tourguénieff travailla à une édition des lettres de son frère, dont il a été question plus haut et dont la publication fut retardée jusqu'à l'automne de l'année 1872, par l'explosion de la guerre franco-allemande. Il est tout naturel que ce vieillard, qui avait passé la plus grande partie de sa vie en France et était devenu citoyen de ce pays, exprime dans la préface du livre des regrets au sujet de la conduite des Allemands, qui ne se sont pas arrêtés à Sedan, mais ont au contraire semé, en s'emparant de l'Alsace-Lorraine, le germe d'une haine de race, « par laquelle sera pour le moins retardée l'amélioration des institutions civiles des États européens. »

Bien que Tourguénieff adresse ces reproches à la

nation allemande et assure en même temps « que les récents événements ont, à son grand regret, fortement ébranlé ses sentiments à l'égard de cette nation, ces lignes, les dernières que l'homme d'État russe ait destinées au public, prouvent que l'on en revient toujours à ses premières amours. L'auteur énumère les noms des nombreux Allemands auxquels il doit de la reconnaissance et qu'il a appelés ses amis ; il ne peut s'empêcher de faire remarquer que les Russes Bloudoff et Speransky ont voulu faire un traître de l'homme dont le grand Stein déclarait le nom synonyme des mots *honneur* et *dévouement,* et auquel Humboldt écrivait : « *Le nom que vous portez est environné dans notre pays de souvenirs de respect et de haute estime.* »

Nicolas Tourguénieff est mort, en 1873, dans sa maison de campagne près de Paris, à l'âge d'environ quatre-vingt-trois ans. Malgré le peu de mémoire des Russes et le profond abîme qui séparait de ses compatriotes actuels celui qui avait vu les guerres de délivrance et la première époque libérale de son pays, la mort de Tourguénieff causa aussi en Russie de profonds regrets, et son souvenir y sera toujours honoré.

III

IWAN TOURGUÉNIEFF, LE POÈTE

Iwan Tourguénieff, fils du colonel Serge Iwanowitch Tourguénieff, frère des deux premiers représentants

illustres de ce nom, est né au mois d'octobre 1818 dans une propriété située dans le gouvernement d'Orel. M. Iwan Sergéïéwitch, uni à ses frères par les liens d'une tendre amitié, n'a joué aucun rôle public; tout ce que je puis dire de lui, c'est qu'il fut dans sa jeunesse officier de la garde, qu'il quitta l'armée avec le grade de colonel et se chargea ensuite de l'administration d'une propriété, pour se consacrer à l'éducation de ses enfants. Étant données les relations intimes qu'il entretenait avec ses frères, il est évident qu'il professait leurs opinions libérales et philanthropiques; dans les lettres d'Alexandre Tourguénieff, le nom de Serge n'est cité qu'une fois; mais il y est dit que sa mort, survenue en 1827, a été causée par la profonde douleur qu'il a éprouvée en apprenant la condamnation par contumace et le bannissement de Nicolas Iwanowitch.

Le sort de cet oncle devait, dans ces conditions, exercer une certaine influence sur le développement intellectuel du neveu. Lorsque les relations de famille deviennent étroites en Russie, elles prennent le caractère d'un culte religieux, grâce aux coutumes patriarcales qui étaient générales il y a une cinquantaine d'années et qui sont heureusement encore fréquentes aujourd'hui. Cet isolement idyllique de la vie rurale des Russes, qui est la plupart du temps dénuée d'animation et apathique, offre cependant aux natures heureusement douées bien des occasions de se développer favorablement au point de vue intellectuel et moral. Les trésors de véritable éducation que les parents ont rapportés des centres de civilisation où ils ont séjourné, forment

dans les campagnes la seule pâture intellectuelle des enfants. Les choses extérieures n'offrant pas de nouvelles excitations, et l'existence se mouvant dans un cercle très-étroit, on peut profiter d'une façon illimitée de ce que l'on possède et les impressions que l'on a reçues produisent des effets plus vifs et plus durables que ceux auxquels on est soumis au milieu du morcellement des grandes villes ou sous l'influence du hasard qui est habituelle aux petites villes. Jusqu'à l'âge de douze ans, Iwan Tourguénieff ne reçut pas d'autres impressions que celles de la nature et des traditions de la maison paternelle. On comprendra donc facilement que le culte des idées philanthropiques et libérales, auquel M. Serge Iwanowitch avait été initié dans sa jeunesse et par lequel il se sentait lié à ses frères, ait été inspiré de bonne heure à l'adolescent qui grandissait dans le cercle de Mschensk, au milieu des riches champs de blé du gouvernement d'Orel, et que le jeune Tourguénieff ait entrevu dès lors le contraste qui existait entre l'opulence de cette contrée et l'esclavage de ses fils.

Le voyage que la famille Tourguénieff fit à l'étranger en 1822, n'a peut-être fait aucune impression sur cet enfant qui avait à peine conscience de lui-même; mais les événements qui se produisirent les années suivantes devaient impressionner d'autant plus vivement toute la famille. En 1825, elle reçut la nouvelle du terrible jugement prononcé contre une foule d'hommes jusque-là très-considérés et connus pour leur libéralisme et leur philanthropie; peu de temps après, elle apprit la condamnation par contumace et le bannissement du vénéré

oncle Nicolas. Le père d'Iwan Sergéïéwitch, qui avait le plus grand attachement pour son frère, mourut deux ans plus tard. Telles sont les impressions qui exercèrent la plus vive influence sur l'esprit du jeune Tourguénieff.

La voie suivie plus tard par le poëte prouve de la manière la plus claire que cette influence a été durable. Dans un pays où une soumission absolue aux volontés du monarque est de règle, où l'indépendance civile et le libéralisme patriotique sont des mirages brillant dans un lointain auquel on ne peut atteindre, les premiers exemples donnés par des hommes qui étaient véritablement martyrs de leurs convictions devaient nécessairement produire un effet dont les habitants de pays libres ne peuvent guère se faire une idée. Dans le cercle restreint de ceux qui étaient restés, après la catastrophe de 1825, fidèles aux traditions des meilleures années du règne d'Alexandre Ier, les victimes de l'insurrection de décembre étaient vénérés comme des saints, les relations d'amitié ou de parenté avec les bannis de 1825 étaient de véritables titres de noblesse, dont les possesseurs avaient pour devise suprême : *Noblesse oblige.* Les idées qui remuaient l'Europe occidentale étaient inscrites dans la Russie de Nicolas Ier sur les listes de proscription, et leur influence était d'autant plus grande sur ceux qui en avaient connaissance. Comme la plupart des jeunes gens éclairés de son temps, le fils du colonel Tourguénieff se sentait séparé par un profond abîme de l'état de choses au milieu duquel il vivait et que le nouveau gouvernement s'efforçait de perpétuer. Le ne-

veu d'un banni de décembre qui ne voulait pas déshonorer sa personne et son nom ne pouvait être qu'un homme d'opposition, un représentant des idées pour lesquelles une génération entière était allée à la mort ou en exil. Élevé d'abord, suivant la coutume, par des précepteurs français et allemands[1], Iwan Sergéïéwitch alla, après 1830, à l'Université de Moscou, qu'on avait quelque raison de considérer comme le plus indépendant et le plus libéral de tous les établissements d'instruction supérieure de ce temps-là, mais qui était pour cela surveillée avec soin par le gouvernement[2]. Après être resté un an à Moscou, il se rendit, conformément au désir de ses parents, à l'Université de Saint-Pétersbourg, où il continua pendant trois ans les études qu'il avait commencées. Il se rendit ensuite pour plusieurs années à l'étranger, afin de compléter son éducation, et passa la plus grande partie de ce temps à Berlin.

1. Bien que la littérature russe jouât déjà un rôle important entre 1820 et 1830, elle eut peu d'influence sur l'éducation du jeune Tourguénieff. Il fut initié dans la littérature de son pays par un serf qui était enthousiasmé par les œuvres des mauvais poëtes du dix-huitième siècle et avait coutume de les déclamer. Tourguénieff a tracé un portrait tout à fait vivant de ce singulier déclamateur, dans son dernier récit, intitulé : *Ponnine et Baboarine.*

2. Tourguénieff ne paraît pas avoir eu de relations intimes avec Herzen, Ogareff, Aksakoff et les autres étudiants qui se trouvaient à Moscou à cette époque et qui sont devenus célèbres plus tard. Du moins, son nom ne figure pas dans les mémoires de Herzen, Belinski, etc., relatifs à ce temps-là. Il avait déjà quitté l'université de Moscou lorsque ces jeunes gens commencèrent à jouer un rôle sous l'influence des systèmes de Schelling et de Hegel, et jetèrent les bases des partis connus plus tard sous les noms de *parti allemand* et de *parti français.*

La faculté de philosophie de l'université Frédéric-Guillaume était devenue la Mecque des jeunes Russes studieux, depuis que Stankewitch avait apporté à Moscou la doctrine philosophique de Hegel et réuni autour de lui un auditoire plein de recueillement. Les cours de Hegel et de ses élèves étaient suivis après 1830 par une foule d'étudiants russes devenus célèbres dans la suite. Deux d'entre eux se sont surtout illustrés comme représentants des deux tendances qui prédominèrent dans la nouvelle Russie. L'un, Michel Katkoff, rédacteur de la *Gazette de Moscou* depuis 1863, fut pendant dix ans l'âme du parti national et était alors un ardent admirateur de Werder; l'autre, Michel Bakounine, fut d'abord lieutenant dans l'artillerie de la garde, puis collabora aux *Annales* de Halle, dirigea le parti révolutionnaire à Prague et à Dresde, fut déporté en Sibérie, contribua à la publication du journal de Herzen le *Kolokol* (la Cloche) et est aujourd'hui le plus mal famé des démagogues et des communistes de l'Europe. Pendant leurs années d'étude, ces deux hommes s'étaient aussi peu occupés de politique pratique que notre poëte; ce dernier vivait exclusivement dans le monde des idées qui lui avait été ouvert par ses nouveaux maîtres et travaillait en secret à ses premiers essais poétiques. Les problèmes de la philosophie et de l'esthétique formaient alors, en Russie comme en Allemagne, la principale substance de la vie intellectuelle; la génération qui avait grandi sous ces influences ne reconnut que plus tard, dans l'un et l'autre pays, que les conséquences de leurs opinions philosophiques exigeaient

une transformation radicale de la réalité, qu'on avait jusque-là perdue de vue. Il est possible que Tourguénieff ait reconnu plus tôt le contraste ineffaçable qui existait entre le monde de ses pensées et l'existence à laquelle il avait eu l'intention de se préparer. Lorsqu'il revint d'Allemagne à Saint-Pétersbourg pour entrer au service de l'État, comme les nobles russes y étaient encore obligés, et remplir des fonctions au ministère de l'intérieur, dirigé par Bloudoff, la répression de toutes les libertés sur le terrain intellectuel et économique était tellement florissante, qu'un homme comme Tourguénieff ne pouvait songer à déployer une activité fructueuse et satisfaisante à un point de vue quelconque.

Dès qu'il le put, il donna sa démission, pour essayer de la vie rurale et du rôle de propriétaire-fermier; mais il ne put non plus trouver là ce qu'il désirait. Dans son magnifique récit intitulé *le Nid nobiliaire*, Tourguénieff a dépeint de la manière la plus saisissante la profonde mélancolie qu'éprouve le Russe, même le plus patriote, lorsqu'il revient des pays civilisés de l'occident, dont les influences l'ont rendu étranger à la vie de sa patrie, et qu'il essaye d'oublier au foyer solitaire de ses ancêtres les richesses multiples de la civilisation de son temps.

« Me voici donc arrivé à l'endroit le plus profond du fleuve, fait-il dire à Lawretzky, le héros du récit en question ; ici, la vie est toujours calme ; elle n'a aucune hâte, aucun mouvement. Celui qui est entré dans ce cercle magique est forcé de se soumettre aveuglément à ses lois. Et quelle force, quelle richesse de tous les

côtés! quelle santé dans cette inaction et ce silence!... Mais le ciel qui est au-dessus fait tranquillement scintiller ses étoiles. Elles semblent savoir pourquoi et dans quel but elles brillent. Et dans le même moment, la vie s'agite, bout et marche d'un pas rapide et continuel en mille endroits de la terre; ici seulement, elle s'écoule en silence comme l'eau qui s'arrête dans un marais. »

Malgré l'amour profond et passionné qui l'attachait à son pays natal, le jeune poëte était bien forcé de se dire qu'un homme doué d'une organisation aussi délicate que la sienne n'était ni destiné ni apte à donner une impulsion nouvelle à la vie stagnante de cette contrée, à exercer une influence pratique sur l'existence de ses paysans et à calmer, comme le héros du *Nid nobiliaire*, l'agitation de son cœur en poussant du matin au soir une charrue. Il retourna à Saint-Pétersbourg pour chercher, dans la société des jeunes écrivains qui se réunissaient alors autour du critique Belinski et du journal le *Sowréménik* (le Contemporain), une compensation aux nombreux stimulants qu'il avait trouvés dans l'ouest de l'Europe à l'époque de ses études et de ses voyages. Tourguénieff montra d'abord à Belinski les essais littéraires qu'il avait faits pendant les dernières années, et cet homme de lettres comprit tout de suite le talent original de son nouvel ami, dont les premières productions (*Parascha,* la Conversation) avaient passé à peu près inaperçues. Tourguénieff avait d'autant plus besoin des encouragements du principal critique russe de son temps que sa vaste éducation et son esprit critique l'empêchaient de créer librement. Il sentait vive-

ment que la force de son talent consistait plutôt dans l'art de caractériser que dans l'art de composer, et que la première de ces facultés l'emportait chez lui sur la seconde. Il doutait en outre qu'un pessimiste comme lui fût apte à créer des œuvres poétiques et se demandait si l'opinion de Belinski, auquel il entendait dire continuellement que l'heure de l'art russe sonnerait seulement lorsque celle de l'émancipation politique serait venue, n'impliquait pas la condamnation de ses travaux. Aussi n'est-ce que pour se conformer aux vives instances de Belinski que Tourguénieff se décida à faire paraître quelques-unes des esquisses réunies plus tard dans le *Journal d'un Chasseur*. Le critique du *Sowréménik* avait eu raison de prédire que ces récits seraient non-seulement accueillis avec enthousiasme, mais que, de plus, l'on en comprendrait tout de suite la véritable tendance. La partie du public qui était capable de porter un jugement sentit instinctivement ce que signifiait le sombre arrière-plan de ces incomparables descriptions de la nature et à qui s'adressait au fond la plainte sortie de la poitrine du poëte. L'effet produit par les productions de Tourguénieff fut d'autant plus puissant qu'il avait parlé, non pas comme homme de parti, mais comme artiste, et qu'il avait protesté, non pas au nom d'une doctrine déterminée, mais comme prêtre du beau, qui est toujours véritablement humain, contre l'horrible abandon dans lequel se trouvait plongé un excellent peuple et contre la barbarie désolante et la servilité de ceux qui étaient appelés à le diriger.

Lorsque l'esquisse intitulée : *le Chœur de Kalinttche*, parut en 1847 dans les colonnes du *Sowréménick* et fut lue par tous les Russes éclairés, l'auteur était déjà retourné à l'étranger. C'est dans le Paris de la monarchie de Juillet, qui était à la veille de sa troisième révolution, que Tourguénieff acheva de composer le *Journal* et *le Nid nobiliaire*. Ces ouvrages, qui ne parurent en volumes que plusieurs années après, furent d'abord publiés dans le *Sowréménick*. Le gouvernement se chargea lui-même de prouver l'effet qu'ils avaient produit. Peu de temps après son retour en Russie, Tourguénieff fut banni pour plusieurs années dans ses terres par un ukase de l'empereur, à cause d'un article de journal relatif aux *Ames mortes* de Gogol. L'empereur avait mieux compris le sens du *Journal* que ses fonctionnaires, qui, malgré tout leur zèle, étaient encore des novices dans l'art de lire entre les lignes. Le poëte expiait la faute que la censure soupçonneuse de la période la plus mauvaise du temps de Nicolas avait commise en ne sévissant pas contre le *Journal* et en s'en tenant à la lettre de ses instructions. Les allusions politiques dans le sens ordinaire du mot étaient, il est vrai, aussi difficiles à indiquer dans ces récits que les attaques directes contre l'institution du servage; mais elles étaient bien inutiles; car la peinture de ce qui existait réellement en Russie contenait la plus sévère accusation que l'on pût porter contre le gouvernement de ce pays. Le pinceau du peintre qui savait reproduire d'une manière si saisissante la physionomie pleine de souffrance des serfs russes était un conspirateur plus dangereux qu'un

pamphlétaire politique, et celui qui avait pour mission de veiller à ce que le peuple russe fût content, crut simplement remplir son devoir en forçant pour un certain temps au repos l'écrivain qui n'avait pas senti le charme de la tranquillité de cimetière dont jouissait son pays.

Bien que la protection du grand-duc héritier eût fait raccourcir la durée de l'internement de Tourguénieff et que la censure impériale eût, pendant les derniers mois du règne précédent qui se terminait par une guerre, autre chose à faire que d'analyser chimiquement les pots de couleur des paysagistes russes, le poëte ne recouvra entièrement la liberté que lorsque la mort de Nicolas et la cessation de la guerre de Crimée ouvrirent une nouvelle ère pour la Russie. Le mouvement considérable qui entraînait en Russie tous les esprits depuis le commencement des travaux relatifs à l'émancipation des serfs l'entraîna aussi et élargit les limites de sa tâche. Contrairement à la plupart de ses compatriotes, Tourguénieff sut, pendant la période de luttes et d'aspirations qui suivit la destruction de l'ancien joug, conserver le calme, la réflexion et la modération qui ont été de tout temps le signe du vrai talent artistique. Fidèle aux traditions de sa famille, qui avait toujours considéré l'union de la civilisation russe avec celle de l'Europe occidentale comme la principale condition d'un développement raisonnable et avantageux des institutions de la Russie, il protesta formellement et énergiquement contre l'outrecuidance et la vanité aveugle du parti national de Moscou, d'après lequel le moment de l'émancipation du

peuple russe devait être aussi celui de l'extirpation de toute éducation occidentale et de la création d'un nouveau monde slave. Il a combattu aussi courageusement et aussi résolument, au nom de la vraie philanthropie et de la véritable éducation, contre le radicalisme russe, contre la jeune génération *nihiliste,* que l'on vit s'agiter pendant les années qui suivirent l'émancipation, et qui menaçait de détruire toute l'organisation traditionnelle du gouvernement et de la société pour créer sur ses ruines un nouvel État de révolutionnaires et de Vandales. Les plus remarquables d'entre les nouvelles œuvres de Tourguénieff sont dirigées contre les deux maladies qui s'emparaient en Russie de la société éclairée et à demi-éclairée après l'abolition de l'ancien régime et faillirent plus d'une fois anéantir le fruit des progrès déjà accomplis. Au plus fort de la fièvre folle dont la jeunesse russe avait été atteinte après 1860, à l'époque où l'on professait pour les nouvelles idées un culte général et sans restriction, un culte aussi idolâtre que l'était autrefois celui de l'absolutisme impérial, l'auteur du *Journal* donna un avertissement à ses compatriotes en faisant, dans son roman intitulé *Pères et Fils*, un tableau des folies démagogiques et nihilistes des Russes tout à fait *modernes,* dans lequel il montrait au parti dominant le côté hippocratique de sa physionomie grimaçante. Cinq ans plus tard, c'est-à-dire pendant l'été de 1867, lorsque la répression de l'insurrection de Pologne et le terrorisme des *patriotes* moscovites eurent rendu plus grands que jamais la vanité et l'exclusivisme des nationaux, Tourguénieff publia le récit intitulé *Fumée,* la plus san-

glante satire du fanatisme national qui ait jamais été écrite en russe, et cet ouvrage fit perdre à l'auteur sa popularité pour une longue série d'années. Dans sa fameuse comédie, *Goré ot ouma* (Malheureux par esprit), où il démontrait que les gens honnêtes et éclairés étaient destinés en Russie à passer pour fous, Griboïédoff n'avait pas osé dire à ses contemporains ce que Tourguénieff faisait entendre aux maîtres de l'opinion publique de 1863 à 1869, c'est-à-dire à l'époque où ils étaient à l'apogée de leur influence : « Tout ce qui est russe est fumée, fumée et brouillard, rien de plus. Tout change continuellement ; de nouveaux nuages se forment à chaque instant ; des visions passagères succèdent les unes aux autres ; mais, en réalité, chaque chose reste comme elle était. Lorsque le vent change, tout prend une direction différente, opposée, et l'on voit recommencer le même mouvement de visions sans consistance et sans fond. »

Je n'ai pas l'intention d'apprécier ici l'importance artistique et esthétique d'Iwan Tourguénieff. Un nombre assez considérable d'éminents critiques allemands se sont acquittés de cette tâche avec succès. Une foule de traductions ont prouvé d'une manière irréfutable que le *maître de la nouvelle* est un auteur chéri du public dans les trois principaux pays civilisés de l'Europe occidentale. Je n'ai pas eu d'autre but que de montrer le rapport qui existe entre la façon dont Tourguénieff envisage la vie russe dans ses écrits et les opinions des hommes du temps passé qui ont été considérés par leurs contemporains et leurs ancêtres comme les représentants des

meilleurs d'entre leurs compatriotes et qui ont inauguré, semé en Russie les premiers germes de la vraie éducation et de la véritable philanthropie. Les représentants des tendances qui étaient incarnées il y a un demi-siècle dans Alexandre et Nicolas Tourguénieff et qui le sont aujourd'hui dans leur neveu ont été condamnés à n'appartenir qu'à moitié à leur patrie bien-aimée, et ce fait est plus significatif que ne seraient toutes les réflexions que nous pourrions faire sur le sujet dont nous nous occupons. Les Tourguénieff sont le type de cette partie de la noblesse russe qui, jouissant d'une parfaite éducation intellectuelle et morale, a laissé trop loin derrière elle la masse de la nation pour pouvoir s'amalgamer complétement avec elle, et qui est forcée de payer pour le moins par un demi-exil l'avantage qu'elle a d'être l'avant-garde intellectuelle de la Russie. L'immense rétrogradation que la nation russe subit de 1825 à 1855 creusa, entre ceux qui avaient été à la tête du mouvement intellectuel sous Alexandre Ier et la masse arriérée des gens soi-disant éclairés, un abîme qui n'est pas encore entièrement comblé, malgré tous les progrès accomplis pendant les vingt dernières années. Le sombre voile qui recouvre les tableaux tracés par la muse de Tourguénieff et qui les empêche, dit-on, de procurer un plaisir complet aux lecteurs allemands, n'a pas été tissé par la main du poëte, mais par l'histoire de la Russie des cent dernières années. Je ne sais si la critique, en se plaçant au point de vue de l'esthétique, a le droit de reprocher au poëte Tourguénieff d'avoir donné à ses créations un coloris lugubre et d'avoir peint ses meil-

leurs tableaux avec les couleurs les plus sombres. Dans tous les cas, le patriote a eu le mérite de ne pas faire parade dans ses œuvres de la tranquilité sereine et de la confiance dans l'avenir qui ont manqué jusqu'à présent à la nation russe dans la réalité.

CHAPITRE II

LE HAUT FONCTIONNARISME

« On n'est grand seigneur en Russie
« que quand on me parle et pendant
« qu'on me parle. »

L'EMPEREUR PAUL.

Jusqu'au commencement du dix-neuvième siècle, les hauts emplois à la cour, dans le fonctionnarisme et dans l'armée, étaient la propriété presque exclusive des grandes familles nobles. Les rejetons de ces familles, lorsqu'ils n'entraient pas dans un régiment de la garde, devenaient à dix-huit ans gentilshommes de la Chambre; à vingt-cinq ans, chambellans. Après quoi ils étaient assurés d'un avenir qui leur épargnait toute nécessité de faire connaissance plus intime avec l'ennuyeuse monotonie du service de la chancellerie. Au temps de l'empereur Alexandre Ier, il y avait encore des fonctionnaires supérieurs « qui savaient à peine de quelle couleur était le côté intérieur de la porte de leur bureau. » A part certaines exceptions privilégiées, les individus de naissance inférieure ou moyenne n'arrivaient pas, dans l'administration, au-dessus du poste de premier secrétaire et de chef de bureau : dans la pro-

vince, le poste de conseiller était la limite extrême qu'ils pussent atteindre. Toutefois cet état de choses se modifia sous Alexandre. Les départements gouvernementaux qui avaient été fondés par Pierre-le-Grand prirent alors le nom de ministères et furent tous classés dans le même rang. En même temps, les universités et les hautes écoles de fondation nouvelle ouvrirent la possibilité d'une préparation régulière à la carrière du fonctionnarisme, et les jeunes gentilshommes durent prendre l'habitude de conquérir, tout comme les simples mortels, en suivant les cours de ces écoles, le droit d'entrer au service de l'État. Le véritable créateur et organisateur de notre bureaucratie a été Nadeshdin, qui était le fils d'un pope. C'est lui qui, sous le nom de comte Speransky, en s'élevant aux plus hauts échelons du fonctionnarisme, donna le premier exemple d'un parvenu civil ayant une situation égale à celle de la haute noblesse. Après avoir traversé maintes péripéties extraordinaires, après avoir, notamment, passé dans l'exil une grande partie de sa vie, il mourut en 1839, comblé de hautes dignités et de distinctions honorifiques. C'est lui qui systématisa les conditions d'avancement dans le service de l'État. C'est lui qui établit cette règle que nul ne pourrait, sans un examen préalable, commencer sa carrière administrative par un rang de classe supérieur.

Chacun des quatre grades scientifiques de création nouvelle assurait à celui qui l'avait obtenu un titre déterminé qu'en l'absence dudit grade, il n'aurait pu acquérir que par un certain nombre d'années de ser-

vice : le *docteur* pouvait passer immédiatement assesseur collégial (8e classe); le *magister* (licencié, maître ès arts), conseiller titulaire (9e classe); le *candidat*, secrétaire collégial (10e classe); l'*étudiant gradé* (bachelier), secrétaire du gouvernement (12e classe). Dans le même ordre d'idées, l'examen passé à la sortie du corps des cadets, c'est-à-dire de l'école des pages, de l'école d'artillerie ou de l'école du génie, décidait et décide encore aujourd'hui la question de savoir si le jeune officier entrerait dans l'armée ou dans la garde, avec le grade d'adjudant, de lieutenant en second ou de lieutenant en premier. Les gentilshommes qui n'avaient point passé par cette épreuve devaient, jusqu'à l'introduction du service obligatoire pour tous, commencer leur carrière militaire en la simple qualité de cadets : ce n'est qu'au bout de plusieurs années qu'il leur était permis d'arriver au grade d'officier. Sous le règne de l'empereur Nicolas, on créa en outre, à titre de pépinière pour les services supérieurs de l'État, une école spéciale de droit, qui était dirigée par le prince Pierre d'Oldenbourg. Les élèves de cette école se recrutaient parmi les fils des anciennes familles. Ils acquéraient le droit d'être immédiatement placés dans les ministères[1]. La plupart de ces prescriptions sont encore aujourd'hui en vigueur, du moins pour la majeure partie, et c'est

1. L'éducation juridique de ces jeunes gens est généralement fort médiocre, attendu que le but principal de ces écoles est de les dresser en vue du service de l'État et de leur apprendre le droit existant. En revanche, les anciens élèves de l'école de droit passaient pour être absolument incorruptibles et pour être des hommes d'honneur.

d'elles que proviennent surtout l'isolement *mandarinesque* de nos fonctionnaires et la grande influence que le fonctionnarisme inférieur lui-même exerce partout, — notamment dans les provinces. Il est vrai que cet isolement a un caractère spécial, parfois même assez bizarre. Les dispositions relatives au rang de classe, aux examens et au passage d'une classe à l'autre sont d'un caractère tellement primitif qu'elles garantissent tout au plus une moyenne générale d'instruction. Mais elles sont absolument insuffisantes à régler et à garantir l'instruction spéciale des aspirants au service de l'État. Quiconque a obtenu le rang de candidat peut entrer au service en la qualité de vétérinaire collégial, quelle que soit la branche qu'il a étudiée — jurisprudence, théologie, philologie ou mathématiques — et quelle que soit la branche — justice, administration, domaines ou finances — à laquelle il se destine. Un candidat est un candidat et un rang de classe est un rang de classe, mais on ne se préoccupe pas du genre d'instruction qui se cache sous ce titre. Rien n'empêche le théologien d'entrer dans le service de la justice, rien n'interdit au juriste d'entrer dans l'administration financière. Il en est de même des rapports entre le service civil et le service militaire.

L'étudiant gradé de jurisprudence peut, après six mois d'instruction dans les rangs, devenir d'emblée officier; il est vrai qu'il n'entre pas avec un grade supérieur à celui d'adjudant. Le capitaine d'état-major, pour entrer dans le service civil, a des facilités plus grandes encore : on le fait passer, sans autre forme de

procès, conseiller titulaire, et à dater de ce moment, il fait partie du personnel civil. Comme beaucoup d'autres branches, la bureaucratie a conservé chez nous ce caractère superficiel que l'on a emprunté à l'Europe occidentale, et en particulier à l'Allemagne du Nord. Qu'on joigne à cela la toute-puissance de l'ancien système des 14 classes de rang, inventé par Pierre-le-Grand, système dans lequel tout le monde des fonctionnaires a été pour ainsi dire emboîté. On a maintes fois essayé de modifier et de réformer cette organisation, mais elle est restée essentiellement la même et il semble qu'elle soit devenue le patrimoine inaliénable de la nation.

On se plaint bien, dans les cercles nationaux, du maintien de ce que l'on considère comme un legs du culte idolâtre que le grand réformateur et ses successeurs professaient à l'endroit des institutions de l'Allemagne; on se plaint de ce que le bureaucratisme jure avec le caractère du peuple russe. Mais depuis longtemps cela a cessé d'être vrai.

Si le bureaucratisme et l'influence de la couronne ont jeté en Russie plus que partout ailleurs de profondes racines; s'il existe en Russie un culte du service de l'État[1], une absorption de l'homme par le fonctionnaire,

1. « Service de l'État et carrière sont, dans la Russie actuelle, deux idées adéquates. Chez nous, l'abandon forcé d'un emploi est considéré comme un sépulcre sombre, affreux à habiter et que l'on est heureux de fuir à la première occasion. Bien que, dans les temps anciens, on fût, même sous ce rapport, plus raisonnable qu'aujourd'hui, il y avait pourtant alors — dans le dix-huitième siècle, par exemple — beaucoup de familles — et la mienne était

que l'on ne rencontre nulle part en Europe, ce phénomène ne peut s'expliquer que par ce fait que les institutions fondées par Pierre-le-Grand répondaient à une tendance, d'ores et déjà nettement accusée, de l'esprit national à des habitudes profondément enracinées[1]. Quoi qu'il en soit, il est certain que, depuis longtemps, les Russes ont dépassé leurs maîtres allemands. Sur ce terrain, en effet, ils ont, comme sur maint autre terrain, prouvé qu'ils se rattachent par un lien de parenté intime au byzantinisme, cette source tant vantée de leur éducation religieuse et nationale.

Formellement systématisé sous Alexandre Ier, considérablement étendu et renforcé par Speransky aux dépens de l'influence des anciennes familles nobles, le bureaucratisme n'atteignit son plein développement que sous le règne de l'empereur Nicolas. Les causes de ce fait sont faciles à comprendre. Il était naturel que le souverain qui voyait dans l'« ordre » et dans l'uniformité les conditions essentielles du développement fécond des institutions de l'État fût tout particulièrement séduit par la rigueur systématique d'une hiérarchie qui soumettait aux mêmes épreuves tous les aspirants au service de l'État, qui inspirait à tous les sentiments d'une

du nombre — qui considéraient le renvoi du service de l'État comme une humiliation, comme la perte de toutes les espérances et de toutes les joies de la vie. » Ainsi l'imprime dans ses *Mémoires*, Ph. Th. Wigel, l'auteur ultra-national, bien connu par la haine qu'il portait aux Allemands, de l'ouvrage intitulé *la Russie envahie par les Allemands*. Ph. Wigel, est mort en 1856.

1. On sait que, dans le monde des boïards, avant Pierre-le-Grand, la compétition pour les droits de préséance des différentes classes était passée à l'état de manie.

égale dépendance à l'égard du pouvoir central et de la volonté unique qui exerçait ce pouvoir; il était naturel que le dompteur de l'aristocratique insurrection de décembre 1825 saluât avec satisfaction un ordre de choses qui traitait les rejetons des anciennes familles boïardes, rivales des Romanoff, sur le même pied que les fils des hommes d'action devenus gentilshommes « par leur propre mérite et par la grâce de l'empereur. » Il était évident, d'ailleurs, que l'autocrate de toutes les Russies pouvait, chaque fois qu'il le jugeait convenable, s'écarter de la règle fixée et ordonner des nominations et des avancements, violant ou éludant la loi. On avait, pour ces cas exceptionnels, imaginé une formule qui fut souvent employée pendant les dernières années du règne de Nicolas. Les ukases en question étaient accompagnés de cette rubrique : « Non à titre de précédent pour d'autres. » L'antipathie, mêlée de méfiance, que l'empereur nourrissait à l'égard des anciennes familles nobles avait, jusque dans le cours de la période de 1840 à 1850, poussé aux plus hauts emplois un grand nombre de parvenus, dont la plupart étaient d'origine allemande. Mais, à dater de 1848, cette tendance à favoriser les parvenus diminua. En présence de la Révolution, l'empereur, se ravisant, songea que la noblesse et le clergé avaient toujours passé pour les soutiens par excellence de la monarchie et que celui qui avait à cœur la défense des intérêts conservateurs avait le devoir de se rapprocher des couches de la société qui étaient, après lui-même, les plus intéressées au maintien de l'ordre de choses existant. A partir de ce moment, le nombre des

membres des grandes familles qui furent investis de hautes fonctions soit à la cour, soit dans l'administration de l'État, soit dans la carrière militaire, alla en augmentant; on cessa d'affecter de favoriser les Dubbelt et consorts; — on se relâcha même quelque peu de la rigueur avec laquelle on surveillait la conduite des propriétaires terriens à l'égard de leurs serfs; on s'appliqua à atténuer dans toute la mesure du possible l'antagonisme existant entre les tendances absolutistes et niveleuses du monarque et l'aristocratisme qui, tout bien considéré, rentrait dans le système conservateur.

Dans la première partie de ces études, j'ai déjà parlé de la transformation qui, sous le gouvernement actuel, s'est opérée dans le fonctionnarisme russe et qui a rallié à la cause démocratique une portion assez considérable de la jeune génération, notamment les membres du corps de la magistrature qui, institué sous les auspices des règles fondamentales de 1862, est indépendant, du moins en principe. La notice qui concerne les frères Milioutine, contient diverses indications sur ce point. Quant au haut fonctionnarisme et au monde de la cour ils n'ont presque pas été atteints par cette transformation.

Il n'est point aussi facile qu'on le suppose généralement en Europe de démêler, à vue des états officiels, quels sont aujourd'hui à Saint-Pétersbourg les personnages véritablement influents, les plus hauts et les plus importants dignitaires de l'empire. Nous n'avons pas, dans le sens ordinaire de ce mot, un ministère avec un président du conseil des ministres. Le comité

de « Messieurs les ministres » est une autorité qui expédie une série d'affaires plus ou moins importantes, mais ce n'est point un conseil des ministres prenant une décision collective sur les grandes questions de principe de la politique. Son président, qui est actuellement le général Ignatieff[1], — c'était, avant lui, le comte Bloudoff, puis le prince P. P. Gagarin, — est un très-haut personnage, mais il n'est, ni le chef suprême du gouvernement, ni le président d'un ministère. Nos ministres sont des fonctionnaires spéciaux, qui ne peuvent exercer une influence sur la marche générale de la législation que s'ils sont en même temps membres du conseil de l'empire, mais qui, très-souvent, n'ont pas voix au chapitre dans les affaires étrangères à leurs ressorts respectifs. Leur influence varie selon le département qu'ils occupent. Un grand nombre de hauts fonctionnaires ont un rang égal au leur; quelques-uns même ont, en réalité, une situation supérieure à celle des ministres : je ne parle pas de messieurs les « collègues des ministres, » — en Prusse, on disait : sous-secrétaires d'État, — attendu que ceux-ci n'ont le plus souvent aucun rapport direct avec l'empereur. Les chefs de la deuxième et de la troisième section de la chancellerie impériale, ne voudraient permuter avec aucun ministre, sauf peut-être avec le chancelier de l'empire. Le chef de la troisième section est même le fonctionnaire de beaucoup le plus influent de tout l'empire : de même, le contrôleur de l'empire

1. Écrit en 1874.

ne le cède pour le rang à aucun des ministres. Un fait éminemment propre à caractériser la situation de ces fonctionnaires, c'est que pendant longtemps il y a eu des départements administratifs dont les directeurs ne portaient pas le titre de ministre, — exemple : le directeur en chef des postes[1] et celui des travaux publics, — mais qui pourtant jouissaient d'une considération égale à celle des ministres, et qui faisaient partie du comité des ministères. Quant au conseil de l'empire, quant au Sénat et quant au collége des membres honoraires de l'office suprême de la tutelle, le fait d'appartenir à ces hautes juridictions de l'empire n'a en soi qu'une importance médiocre. Être transféré au Sénat, sans exercer en même temps un autre emploi, est un honneur assez problématique, auquel les anciens généraux et les anciens gouverneurs n'échappent qu'exceptionnellement et qui fort souvent équivaut à une mise en non-activité. Dans beaucoup de cas, la nomination d'un gouverneur à la dignité de sénateur a passé pour une disgrâce, et c'est encore là le cas aujourd'hui. Le fait que tout ancien ministre a sa place marquée dans le conseil de l'empire, indique suffisamment que l'importance réelle de ce corps est beaucoup moins considérable qu'on ne serait tenté de l'admettre,

1. Le premier ministre des postes fut le comte Iwan Tolstoï, un ami personnel de l'empereur Alexandre II, qui désirait ce titre et qui l'obtint, bien que sa situation ne différât en rien de celle de son prédécesseur le comte W. Adlerberg 1er. Après la mort de Tolstoï, ce ministère ne fut plus pourvu : le département des postes fut dépouillé de son indépendance et placé sous l'autorité du ministère de l'intérieur. Le directeur actuel des postes est le baron Velhio, ci-devant gouverneur de la ville d'Odessa.

à en juger d'après les noms sonores qui le composent. On peut envisager comme règle que la catégorie des hauts fonctionnaires ne comprend que les hommes qui, tels que les aides de camp généraux et les secrétaires d'État, ont accès direct auprès de l'empereur. D'autres, qui n'ont qu'un rang relativement inférieur, mais qui, tels que le chef suprême de la police et le major du palais, présentent directement leurs rapports au souverain, ne jouent un rôle important qu'à raison de cette circonstance.

Il n'existe pas chez nous un secrétariat d'État, dans le sens que l'on attache à ce mot dans l'Europe occidentale. Abstraction faite des secrétaires départementaux du conseil de l'empire, qui portent ce titre depuis une époque fort reculée, — le secrétaire des séances plénières du conseil de l'empire, s'appelle secrétaire de l'empire, — les personnes qui portent ce titre et qui peuvent occuper les situations les plus diverses, sont en quelque sorte des aides de camp généraux civils, c'est-à-dire des personnages ayant accès direct auprès de l'empereur. Le secrétariat d'État ne se distingue de ce grade d'aide de camp, que par ce fait que les aides de camp généraux, en tant qu'ils n'occupent pas d'autres fonctions qui seraient incompatibles avec celle-là, sont à tour de rôle, de service auprès de la personne de l'empereur[1], ce qui n'est point le cas pour les secré-

1. Sont chaque jour de service près de Sa Majesté un aide de camp général, un major général à la suite et un aide de camp de l'empereur ayant le rang de colonel, sans parler des chambellans, des gentilshommes de la chambre ni des autres fonctionnaires de la cour.

taires d'État. Tous les ministres, lorsqu'ils appartiennent au ressort civil, tous les secrétaires d'État, lorsqu'ils ont un grade militaire, sont, par le fait même, aides de camp généraux. Il en est de même des chefs des administrations supérieures, lesquels ont rang de ministre, des chefs des trois sections de la chancellerie impériale, des plus éminents « collègues-ministres, » enfin d'un grand nombre de membres influents du conseil de l'empire et des hauts dignitaires de la cour[1]. Celui qui a pu gagner le titre d'aide de camp général ou de secrétaire d'État ne perd plus cette dignité, alors même qu'il perd l'emploi qui la lui a fait obtenir. Il suit delà que le nombre des personnes qui sont en possession de cette marque de distinction est assez considérable. Abstraction faite des nombreux changements de ministres, qui ont eu lieu sous le gouvernement actuel et qui en sont, pour ainsi dire, la marque caractéristique, il s'est produit des changements de personnes assez fréquents, même parmi les hommes qui comptaient dans le nombre des plus favorisés. Le conseiller intime Budkoff, le prince Souwaroff, le général Albedinsky, le comte M. A. Korff ne sont pas les seuls personnages qui, durant ces dernières années, aient éprouvé la versatilité de la faveur souveraine et qui soient rentrés dans l'ombre après avoir passé pour

1. Les aiguillettes d'or, qui sont les insignes des aides de camp généraux, sont en outre conférées à presque tous les généraux de haut rang commandants de corps et gouverneurs généraux. Un général qui n'est pas en même temps aide de camp général est à peine considéré comme ayant un plein grade.

être indispensables, et cela sans qu'on ait pu indiquer les raisons qui avaient motivé ces mesures.

Dans le premier volume de ces études, nous avons déjà parlé de plusieurs des personnages marquants de notre gouvernement; savoir : les comtes Adlerberg, le comte P. A. Schouwaloff, le ministre de la guerre Milioutine, le prince Gortschakoff, P. A. Walouïeff : nous avons fait incidemment connaissance avec d'autres. Parmi les représentants de l'ancienne génération qui, sous le règne du défunt empereur, ont joué un rôle aussi important que sous le gouvernement actuel, il faut citer en première ligne le comte Panin, ancien ministre de la justice. Le comte victor Féodorowitch, petit-fils du vainqueur de Pouzatscheff et fils du vice-chancelier d'Alexandre Ier, est aujourd'hui un homme âgé de plus de soixante-dix ans. Il a commencé sa carrière dans la diplomatie, et ses premiers débuts ont été laborieux et pénibles. Son caractère raide et hautain et son extérieur peu avantageux, — sa taille démesurée et sa tournure gauche l'ont fait surnommer le « chameau, » — lui avaient conquis peu de sympathies. Chargé, en la qualité de conseiller d'ambassade et à titre intérimaire de la direction de l'ambassade d'Athènes, il a gagné les bonnes grâces de l'empereur par la belle écriture et par le style compassé de ses rapports. Vers la fin de la période de 1830 à 1840, nommé secrétaire d'État au ministère de la justice, ce formaliste empesé et rigoureux sut si rapidement conquérir la confiance de l'empereur que celui-ci, dès l'année 1840, le nomma ministre de la justice. Habitué

à suivre pontuellement et sans hésiter la volonté souveraine et à éviter tout ce qui pouvait le faire soupconner de nourrir des projets novateurs, le comte Victor Féodorowitch administra son département en suivant la vieille routine et sans rien changer au fonctionnement défectueux de notre organisation judiciaire. Fidèlement attaché au lourd formalisme et à l'infinie multiplicité des instances qui, depuis trente ans déjà, provoquaient contre l'ancien système les plaintes les plus fondées et que l'on croyait à jamais condamnés, le ministre de la justice passait, aux yeux de son souverain, pour un homme rigoureusement et absolument dévoué à la cause de l'ordre. Loyal fonctionnaire de l'ancienne école, il fermait naturellement les yeux sur les nombreuses atteintes à la justice qui étaient alors à l'ordre du jour, atteintes qui n'étaient pas seulement le fait de l'empereur, mais que les hauts fonctionnaires militaires ou civils se permettaient eux-mêmes impunément; il savait demeurer impassible chaque fois que, dans un cas particulier quelconque, le fonctionnement légal de la justice était suspendu et que l'affaire en question était arbitrairement déférée à des commissions « mixtes » c'est-à-dire mi-partie militaires et mi-partie civiles, instituées *ad hoc*[1].

1. Nicolas croyait devoir, en instituant de telles commissions, remédier aux lenteurs et au caractère peu sûr des tribunaux réguliers, presque toujours faciles à corrompre. Il connaissait fort bien les vices de l'ancienne organisation. Mais, depuis 1840, il avait horreur des réformes et, d'ailleurs, il croyait avoir assez fait une fois pour toutes sur ce terrain par l'achèvement du code. Quant à reconnaître l'influence démoralisatrice d'une justice d'exception, cela dépassait ses moyens.

Après l'avénement d'Alexandre II, qui eut lieu le 1er mars 1855, on put croire pendant un certain temps que le ministre de la justice ne demeurerait pas à son poste au delà de la guerre de Crimée et qu'il se retirerait aussitôt que le jeune souverain aurait gagné le loisir nécessaire pour entreprendre une réforme sérieuse. Déjà au cours de l'hiver de 1855 à 1856, il circulait à Saint-Pétersbourg des caricatures qui représentaient le ministre aux longues jambes échangeant force compliments avec ses collègues Kleinmichel et Brock : les trois personnages, faisant assaut de politesses, se disputaient à qui ne monterait pas le premier dans le traîneau de la démission qui dévalait à grand train la montagne. On avait espéré que la gestion ministérielle de Panin ne survivrait pas à l'année 1856. Mais cet espoir ne devait pas se réaliser. Le comte ne sut pas seulement se maintenir à son poste, il sut aussi conquérir à un si haut degré la confiance de son nouveau souverain que celui-ci, au cours du mois de mars 1860 nomma l'ancien conseiller de son père au poste de président de la Commission de rédaction du Comité d'émancipation, en remplacement du comte Jacob Kostowzoff, qui était mort subitement. La nouvelle de cette nomination fut accueillie avec satisfaction par toute la Russie libérale. Le numéro du *Kolokol* qui la publia parut encadré de noir en signe de deuil. Néanmoins, Panin sut se maintenir à son nouveau poste aussi heureusement qu'il s'était maintenu à son ancien poste, et on le vit s'acquitter de son rôle d'émancipateur des paysans comme il s'était acquitté de celui

de ministre de la justice conservateur. Dans les régions officielles, on s'occupait aussi peu des différences de parti que de l'impossibilité de confier aux organes de l'ancien système, comme une affaire de détail, l'accomplissement d'une œuvre aussi importante que celle de l'émancipation. La confiance du souverain décidait seule la question de savoir quels étaient les hommes les plus aptes à préparer l'acte législatif le plus considérable des temps modernes, et cette confiance se rattachait étroitement à la faveur dont l'empereur honorait les amis de son père. Dix-huit mois seulement après la suppression du servage et sept ans après l'avénement d'Alexandre II, le comte Victor Féodorowitch abandonna l'emploi qu'il avait occupé vingt-deux années durant. La transformation radicale de l'organisation judiciaire, transformation qui eut lieu au cours de l'automne de 1862, avait été opérée d'après des principes qu'il avait désapprouvés et de l'application desquels il ne voulait pas se charger.

A la surprise générale, le successeur de Panin ne fut pas le secrétaire de l'empire Budkoff, qui avait été le promoteur moral de la réforme judiciaire, mais, contrairement à toute tradition, le conseiller intime Samjactin, ancien coadjuteur du ministre de la justice. Ce parvenu, qui était d'une nullité absolue, ne se maintint que peu de temps à son poste. Quelques années après, il fut remplacé par le comte Pahlen, qui était un protégé du grand-duc Constantin. Du reste, la réforme judiciaire eut une destinée non moins étrange que son promoteur. De l'aveu même d'hommes qui

avaient pris une part éminente à l'élaboration de la nouvelle organisation judiciaire, cette œuvre si grande et si difficile en apparence fut accomplie en peu de mois et d'une façon assez sommaire. On prit les mémoires que des commissaires spéciaux avaient rédigés sur l'organisation judiciaire en France et en Angleterre et l'on se contenta d'en extraire, *mutatis mutandis*, les dispositions concernant le jury, les juges de paix et les conférences de juges de paix, sans se préoccuper de savoir si et dans quelle mesure ces dispositions cadraient avec les institutions russes. Le seul chapitre qui souleva certaines difficultés fut celui qui avait trait aux crimes politiques. On compléta ce chapitre par l'addition de dispositions ayant pour objet de s'assurer contre le libéralisme de certains jurés. Cette partie du travail fut, dit-on, l'œuvre du sénateur Buzkoffski, mort en 1873, lequel avait été le principal collaborateur de Budkoff. Le caractère superficiel de cette organisation hâtive s'est depuis manifesté par des conséquences funestes qui ont justifié la plupart des prévisions qu'Iwan Aksakoff avait émises peu de temps après la publication du projet de loi. L'indolence et la morale relâchée des jurés produisirent, en effet, un si grand nombre d'acquittements insensés que le maintien des institutions de 1862 a été plusieurs fois mis sérieusement en question et que les partisans de l'ancien système suranné purent ajourner l'extension de la nouvelle organisation aux parties les plus éloignées du territoire et notamment aux gouvernements du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Si les nouvelles instructions ont été

maintenues à travers toutes les tergiversations et toutes les hésitations, ce résultat est dû surtout à deux causes : la popularité que les juges de paix avaient généralement acquise et la satisfaction que l'on ressentait de la rapidité de la nouvelle procédure. Dans les affaires civiles, notamment, on s'accommodait beaucoup mieux de la fréquente perversité des jugements que des intolérables lenteurs de l'ancienne procédure qui, parfois, ne comportait pas moins de cinq instances successives et peu sûres. On tenait compte aussi de cette considération que la plupart des nouveaux juges étaient du moins honorables et qu'ils compensaient, aux yeux de la grande masse du public, l'insuffisance de leur instruction juridique par leur bon vouloir et par la résistance systématique qu'ils opposaient aux hautes influences. Les vices considérables du jury donnent encore aujourd'hui lieu à mainte critique, et l'on peut dire que cette institution se maintiendrait difficilement s'il n'était pas difficile en Russie, comme partout ailleurs, de retirer les concessions une fois faites à la nation. On a, du moins, cherché de toutes les façons à neutraliser leur influence, notamment en restreignant la publicité, légalement garantie, des débats et la liberté de parole des avocats. Le fameux procès Netschaïeff fut l'occasion de mesures restrictives de ce genre. Une ordonnance impériale enjoignit aux journaux de ne publier sur les débats de cette affaire que les renseignements des journaux officiels et un ordre direct, émanant de la 3e section, envoya le prince Urunoff, de Moscou, le trop hardi défenseur des complices de Netschaïeff, dans un chef-

lieu d'arrondissement de Livonie, où ce personnage réside encore aujourd'hui. En dépit de l'indépendance de la justice, garantie par la loi, l'administration a eu, dans des cas assez nombreux, recours à des mesures absolutistes et arbitraires de cette nature, et, chaque fois, l'on a allégué comme excuse que le gouvernement ne pouvait se dispenser de corriger, du moins en certaines circonstances, les effets de l'œuvre hâtive de 1862 et de l'imprudence avec laquelle on avait trop compté sur le sentiment de justice de la nation. Le conseiller intime et ci-devant secrétaire d'empire Budkoff, président de la Commission, qui avait ébauché la nouvelle organisation, n'a pas reçu le prix qu'il avait attendu de ce travail : en d'autres termes, il n'est pas arrivé au ministère de la justice. Peu de temps après avoir quitté le poste qu'il avait considéré comme le marchepied au moyen duquel il devait s'élever aux plus hautes dignités, M. Budkoff tomba en proie à une maladie mentale qui l'obligea à aller pour plusieurs années à l'étranger. Depuis sa guérison, l'ancien secrétaire d'empire est revenu à Saint-Pétersbourg, mais aucun poste important ne lui a été confié de nouveau. Il passait en son temps pour le plus grand et le plus dangereux libertin de la résidence et c'était à de folles débauches qu'il devait le mal dont il souffrait. Rarement on a vu un personnage de distinction, lequel était investi d'importantes fonctions, se conduire avec autant d'effronterie licencieuse que M. Budkoff. « Vous savez que je déteste les honnêtes femmes ! » — l'entendis-je dire un jour en 1855, à une dame d'une honnêteté irréprochable, qui

était la femme d'un conseiller d'État actuel et respectable fonctionnaire sénatorial. Cette dame et les personnes qui l'entouraient durent se résigner à subir cette insolence sans mot dire, attendu que celui qui avait ainsi parlé passait pour celui des hauts fonctionnaires du ministère de la justice qui avait le plus d'avenir.

Le comte Panin, depuis sa retraite du ministère de la justice, qui eut lieu au cours de l'automne de 1862, a encore joué un rôle et occupé un poste influent. Vers le milieu de la période de 1860 à 1870, il réussit à supplanter le baron — actuellement comte, — M. A. Korff, directeur de la deuxième section de la Chancellerie impériale et il demeura à ce poste jusqu'en 1867. Korff, ancien directeur de la bibliothèque impériale publique, auteur de la relation officielle des événements de décembre 1825, membre du conseil de l'empire, etc., était devenu si sûr de sa position, dont son prédécesseur avait fait une sorte de ministère et l'un des postes les plus influents en Russie, qu'il avait maintes fois manifesté l'envie de se décharger d'une partie du fardeau des affaires publiques et qu'il avait décidé l'empereur à lui donner en la personne d'un jeune homme, M. Solski, lequel venait d'être nommé conseiller d'État, un coadjuteur et un *adlatus* qui le représentât pendant les voyages balnéaires qu'il faisait chaque été a l'étranger. Pendant un de ces intérims, Panin fit observer à l'Empereur combien il était téméraire de confier les importants travaux de codification à un parvenu que nul ne connaissait, qui n'avait encore donné aucune

preuve de capacité et sur qui l'on ne pouvait sérieusement faire fond.

Le monarque expliqua cette anomalie par l'état maladif de Korff et par l'absence de fonctionnaires âgés qui seraient disposés et aptes à débarrasser le baron de son lourd fardeau. Panin se déclara prêt à se charger de ce fardeau et, peu de temps après, Korff, qui résidait toujours à l'étranger, fut avisé par une lettre autographe de l'empereur que Sa Majesté avait enfin réussi à réaliser le vœu du baron et à donner un successeur à ce dernier. Korff devait être dédommagé par la nomination au poste de président du premier département du Conseil de l'empire, mais il vit, non sans raison, dans le changement de situation qui lui était imposé, une disgrâce, ou tout au moins une diminution de sa puissance et de son influence, et au bout de quelques années il prit sa retraite pour pouvoir aller se fixer à l'étranger. Il demeure aujourd'hui encore a Wiesbaden, qui semble exercer sur les dignitaires russes disgraciés une attraction toute particulière et qui déjà sert d'asile à une demi-douzaine d'entre eux.

Actuellement les fonctions de chef de la deuxième section et de président du premier département du conseil de l'empire sont dans les mêmes mains. Celui qui occupe en ce moment ce double poste est le prince Urusoff, jeune sécretaire d'État sans importance personnelle, qui a fait sa carrière grâce à sa qualité d'ancien membre de l'entourage particulier de l'impératrice. Il a d'abord remplacé Budkorff au secrétariat de l'empire, puis, après la retraite de Panin, est devenu le

chef de la 2e section. Les fonctions de secrétaire de l'empire sont échues à M. Solski, l'ancien protégé de Korff, qui occupe encore aujourd'hui ce poste.

Après les directions de section de la chancellerie impériale, — le chef de la 4e section est le prince Pierre d'Oldenbourg, — les hauts emplois dans la Commission des requêtes passent pour les plus importants de tous les postes qui sont les similaires des ministères. Le prince Alexandre Galytzin a été longtemps président de cette commission. Depuis sa mort, ce poste est occupé par le général Ignatieff Ier, proche parent de notre ambassadeur à Constantinople. Comme le général est en même temps président du comité des ministres et que cette dernière fonction l'absorbe à un haut degré, le prince Dolgorouki, sénateur et grand-maître de la Cour impériale, personnage assez mal famé, d'ailleurs, — on l'appelle un « homme de sac et de corde, » — est considéré comme l'âme même de cette importante juridiction. C'est ici le lieu de constater que le comité des ministres comprend, outre les ministres et M. Nabokoff, secrétaire d'état pour la Pologne, les chefs des 2e, 3e et 4e sections de la chancellerie impériale, les présidents des divers départements du Conseil de l'empire et le contrôleur de l'empire, qui, depuis le 1er janvier, est le général Greigh, ancien collègue de M. de Reutern, ministre des finances. La plupart des hauts dignitaires de l'empire et de la cour sont réunis dans le Conseil de l'empire, qui comprend presque tous les anciens ministres, les « collègues-ministres » influents et un certain

nombre de généraux et de conseillers intimes, fort inégaux en situation, en influence et en considération. Comme le nombre des membres du conseil de l'empire est très-considérable, attendu que certains hauts fonctionnaires entrent de droit et traditionnellement dans ce corps, lorsqu'ils ont pris leur retraite ; et que l'empereur n'est aucunement lié par les avis de la majorité de cette assemblée ; que, loin de là, il les confirme ou les modifie à son gré : le conseil de l'empire ne joue pas le rôle important qu'on lui attribue généralement, notamment à l'étranger. Faire partie du conseil de l'empire est, comme nous avons déjà eu l'occasion de le constater, une fortune, mais cela ne constitue aucun titre, soit à la considération, soit à l'influence. On peut même dire que, pour beaucoup de personnages, l'entrée dans le conseil de l'empire équivaut en quelque sorte à un enterrement politique, c'est-à-dire à la ruine de toutes les espérances ambitieuses qu'ils avaient conçues. Le caractère monarchique de l'état se reflète si fidèlement dans la constitution du haut fonctionnarisme que le fait d'appartenir à des colléges a chez nous beaucoup moins d'importance que celui d'occuper certains postes de second rang.

Les membres du conseil de l'empire se répartissent en deux catégories nettement distinctes l'une de l'autre : les membres du *plenum*, qui ne se réunissent que lorsqu'il s'agit de prendre des décisions d'une certaine importance, et les membres des trois départements, — législation, affaires civiles et cultes, politique et

finances, — qui s'occupent du règlement des affaires courantes. Le doyen des membres du *plenum* était le feld-maréchal, général comte de Berg, qui est mort en janvier dernier 1874. Le rôle que ce représentant par excellence de l'esprit germano-russe conservateur a été si considérable que nous devons nous y arrêter un moment. Parvenu à l'âge de quatre-vingt-quatre ans et ayant conservé son activité jusqu'au dernier moment, le comte de Berg appartenait à cette génération qui, dans la lutte engagée contre Napoléon Ier, avait reçu les impressions durables de sa vie, qui avait fait son chemin sous le régime de la réaction Metternich et qui avait passé la meilleure partie de son existence dans un temps absolument différent du nôtre. Il a servi avec une égale distinction trois souverains russes et, jusqu'au dernier moment, a pris une part importante aux affaires de l'État.

Né le 26 mai 1790, d'une ancienne famille noble de la Livonie, M. de Berg n'avait pas été originairement destiné à la carrière militaire. Il venait de terminer ses études à l'université de Dorpat lorsque Napoléon fit irruption en Russie et appela toute la jeunesse de ce vaste empire sous les drapeaux de l'homme de qui seul on avait alors le droit d'attendre l'affranchissement de l'Europe.

Grâce à son instruction solide, grâce à son zèle laborieux et aux bonnes relations de sa famille, le jeune volontaire de vingt-deux ans passa officier au bout de quelques mois, puis il entra dans l'état-major, et déjà, à l'époque de la première prise de Paris, il avait gagné

le grade de capitaine. Pour se remettre des fatigues de la guerre, Berg, après la conclusion de la paix, prit un congé et se rendit en Italie, puis en Grèce, puis encore en Turquie. Dans ce dernier pays, il acquit la connaissance exacte de la constitution géographique et ethnographique de la presqu'île des Balkans, connaissance qu'il eut plus tard mainte occasion d'utiliser en faisant la guerre contre les Turcs. En revenant à Saint-Pétersbourg, le capitaine d'état-major en congé s'arrêta quelque temps à Vienne. De retour dans la capitale de l'empire russe, grâce à sa vive intelligence des choses de l'Orient, il attira l'attention du comte Capo d'Istria, le réfugié ionien qui, depuis 1808, était l'un des conseillers les plus influents de l'empereur, et qui poursuivait activement la réalisation de son rêve de jeunesse, c'est-à-dire, l'émancipation de la Grèce, courbée sous le joug ottoman. Capo d'Istria était en 1817 à l'apogée de son prestige et, depuis le congrès de Vienne, il exerçait sur la politique extérieure de la Russie une influence incomparablement plus considérable que celle du comte Nesselrode lui-même, qui était le directeur officiel de cette politique.

Sur sa recommandation, Berg entra dans la diplomatie et, conformément à son vœu, il fut envoyé pendant plusieurs années dans l'Italie méridionale, où il étudia le carbonarisme qui, depuis la restauration des Bourbons de Naples, était en pleine floraison et qui, non sans raison, était devenu un sujet de défiance pour tous les grands États européens. On sait, en effet, que les conspirations qui troublaient alors la plus grande partie

du monde et que les officiers revenus de France avaient mises à la mode même chez nous, avaient, dans un très-grand nombre de cas, copié l'organisation de la ligue des *carbonari* italiens. Berg fut un des premiers étrangers qui étudièrent à fond cette agitation, dont les effets ont été souvent exagérés et qui en firent le sujet de relations coordonnées. Le gouvernement russe fit publier des extraits de ses rapports; il en fut fait aussi des traductions qui circulèrent dans toute l'Europe et qui provoquèrent alors une sensation universelle.

Berg revint en 1822 à Saint-Pétersbourg. Nommé colonel, il fit plusieurs expéditions contre les Kirghiz. En 1825, il participa à une reconnaissance des bords de la mer d'Aral qui, grâce au concours du naturaliste Eversmann, qui lui avait été adjoint, lui acquit un certain renom dans le monde scientifique. Toutefois, la carrière proprement dite du futur feld-maréchal général ne commença que sous l'empereur Nicolas. La guerre de 1828 contre la Turquie donna à Berg l'occasion d'utiliser les études qu'il avait faites douze ans auparavant dans ses voyages. Dans la guerre et la révolution polonaise de 1830, et notamment dans les négociations qui eurent lieu à l'occasion de la capitulation de Varsovie (1831), il révéla une habileté diplomatique si extraordinaire que l'empereur le promut rapidement major-général, puis lieutenant général, puis enfin général d'infanterie et quartier-maître général. C'est en cette qualité que Berg fut adjoint au prince Paskewitch, lieutenant-général en Pologne, dont il se concilia l'entière confiance et qui le chargea de diriger les opérations ca-

dastrales en Pologne. Berg résida longtemps en cette qualité, tantôt à Varsovie et tantôt à Saint-Pétersbourg. Bien qu'il fût ardemment dévoué à la personne de l'empereur et à sa ligne de conduite politique, et bien que l'empereur le tînt en haute estime à raison de sa capacité, il n'était pas, à vrai dire, un favori du czar. Comme son culte pour le système de Nicolas procédait précisément d'une conviction sérieuse, Berg n'était pas l'apologiste absolu de *toutes* les mesures impériales ; parfois même, il ne craignait pas de manifester un sentiment s'écartant de celui du souverain. Le tempérament autocrate de l'empereur pouvait, en certaines circonstances, se formaliser même de la plus légère contradiction. Ce fut la raison pour laquelle Berg passa longtemps pour être l'un des généraux les moins en faveur. Ayant un jour commis la haute imprudence de faire prisonnier dans une manœuvre près de Krawnoje-Celo son souverain, qui avait la passion des exercices et des jeux militaires, Berg vit le soleil de la faveur impériale se détourner de lui si complétement que, vers le milieu de la période de 1840 à 1850, il était considéré comme un homme qui était au bout de son rôle et dont la carrière était pour ainsi dire finie[1].

La campagne de Hongrie de 1849 remit les services de Berg en relief. Paskewitch, qui, malgré son grand âge et son outrecuidance qui frisait l'irresponsabilité, avait reçu le commandement en chef de l'armée, ne

1. « Tu es un fou et tu as toujours été un fou ! » — dit l'empereur au général, qui avait commis l'imprudence de demander à Sa Majesté de rendre son épée.

pouvait être abandonné à lui-même. Il fallut lui adjoindre un homme qui possédât sa confiance et qui eût, en même temps, l'expérience des affaires politiques. Cet homme était le général de Berg, qui devait, dans la suite, exercer l'influence la plus sérieuse sur la marche des affaires politiques et militaires. Quelques semaines à peine après l'ouverture de la campagne, les rapports entre les commandants en chef et les officiers des armées russe et autrichienne étaient aussi tendus que possible. L'arrogance hautaine de Paskewitch ne laissait échapper aucune occasion de froisser les généraux autrichiens. C'est lui qui, après la catastrophe de Vilagos, envoya à l'empereur Nicolas ce télégramme : « La Hongrie est couchée aux pieds de Votre Majesté ! » En outre les officiers russes, imitant l'exemple de leur commandant en chef, narguaient brutalement les Autrichiens et leur donnaient clairement à entendre que leurs élégants et alertes amis magyars leur plaisaient beaucoup mieux que leurs « méthodiques » camarades et alliés allemands, sous leur blanc uniforme. Il est bon de constater que la cruauté barbare avec laquelle Haynau sévit contre les généraux hongrois vaincus, contribua puissamment à rendre de jour en jour plus hostiles les rapports des deux armées entre elles. On sait que le grand-duc Constantin, qui avait été adjoint à Paskewitch, eut toute la peine du monde à sauver Gœrgey de la potence et que les officiers russes ne dissimulèrent point l'indignation que leur causèrent l'exécution du brave Domjanitch et celle du comte de Leiningen. Si une rupture formelle fut évitée et si les rapports entre Paskewitch

et Haynau redevinrent tolérables, ce résultat fut l'œuvre presque exclusive de l'intervention habile et prudente de Berg. En sa qualité de quartier-maître général, Berg avait exercé sur la marche des opérations russes l'influence la plus considérable ; en sa qualité de plénipotentiaire impérial au quartier-général autrichien, il avisa à prévenir entre les deux alliés vainqueurs tout dissentiment sérieux. Élevé dans les traditions de la Sainte-Alliance, Allemand de naissance et comme tel, peu disposé à favoriser les visées panslavistes, il avait à cœur le maintien de la bonne harmonie entre les deux grandes puissances qui représentaient à ses yeux le « principe conservateur. » C'était pour lui une affaire de conviction et de cœur. Ce fut à juste titre que, lors du départ de l'armée russe, l'empereur François-Joseph conféra sa décoration la plus élevée, avec la dignité de comte autrichien, à l'habile et zélé médiateur, au seul homme dont le vieux Paskewitch eût écouté la voix.

Même après cette glorieuse phase de sa vie accidentée, Berg demeura au second rang parmi les généraux qui formaient l'entourage intime du défunt empereur. En dépit de l'admiration et du dévouement qu'il avait voués à l'empereur et à son système, cet homme au sens rassis, qui connaissait à fond la situation de l'empire et l'organisation de l'armée, était l'adversaire résolu de cette politique orientale dans la périlleuse voie de laquelle Nicolas s'était laissé entraîner depuis le commencement de la période de 1850 à 1860. Il n'hésita pas à dissuader l'empereur de laisser les événements aboutir à une guerre qui pouvait mettre l'Europe entière en armes

contre la Russie et dont le prix que l'on espérait devoir être la possession de Byzance, n'était pour son esprit froid qu'une vaine chimère. Protestant et rigoureusement conservateur, il n'était point accessible au fanatisme national qui, à cette époque, s'était emparé de la Russie orthodoxe. Dans ces conditions, il dut se résigner, lorsque la guerre eut éclaté, à n'être envoyé ni sur le Danube ni en Crimée et à se contenter du poste secondaire de commandant de Reval et de la côte esthonienne. Ce ne fut qu'après la mort du souverain qu'il avait servi avec distinction trente ans durant que Berg fut pourvu d'un nouvel emploi supérieur. Il fut nommé gouverneur général et commandant général de Finlande, et, à la suite de l'heureuse défense de Sweaborg, nommé comte russe et finlandais. Pendant six ans, c'est-à-dire jusqu'en novembre 1861, Berg demeura à son poste de Finlande, qui, d'ailleurs, était assez mal choisi pour lui. Depuis la fin de la guerre d'Orient, la Finlande se proposait à rentrer en possession des droits constitutionnels qui lui avaient été octroyés mais qui, depuis soixante ans, étaient restés à l'état de lettre morte. L'empereur avait promis de convoquer le parlement finlandais, qui chômait depuis 1808, et cette promesse avait été pour la grande principauté le signal d'une ère libérale nouvelle. Partout, on se mit à préparer les réformes les plus étendues, à organiser des réunions électorales, à publier des brochures et des programmes. En dépit de la censure, la presse déploya une activité jusqu'alors sans exemple. Pour le vieux soldat qui avait blanchi dans les traditions de l'absolutisme le

plus inflexible, ces velléités libérales furent aussi inintelligibles que l'avait été, quelques années auparavant le fanatisme slave orthodoxe des nationaux russes partant en guerre contre les Turcs.

Il tomba en conflits continuels non-seulement avec la jeunesse tumultueuse du parti national finnois et du parti suédois de l'opposition, mais finalement aussi avec le Sénat et les autorités supérieures du grand-duché. Les choses en vinrent à ce point que, de la mission du comte de Berg, il n'y avait plus à attendre aucun effet utile et que l'empereur dut, enfin de compte, rappeler son gouverneur général et le mettre à la retraite avec le titre de membre du Conseil de l'empire, sans parler de plusieurs autres titres honorifiques.

Berg, qui avait alors soixante-et-onze ans, passa deux ans dans le calme de l'existence d'un administrateur envoyé dans le conseil de l'empire. Ces deux années doivent compter dans la partie la plus pénible de la vie mouvementée du comte de Berg : car elles ont eu pour effet de transporter cet homme de l'ancien régime dans une sphère où les idées de réformes libérales, qui étaient devenues à la mode, dominaient exclusivement. Mais le revirement qui se produisit depuis 1863 exerça une influence décisive sur la destinée de l'ancien gouverneur général de Finlande. Quatre semaines après que l'insurrection polo-lithuanienne eut éclaté, c'est-à-dire dans les premiers jours de mars 1863, Berg partait pour Varsovie, en qualité d'*adlatus* du grand-duc Constantin. Cette même année, en juin, il fut nommé, en remplacement de Wielopolski, président du conseil d'État

polonais, lequel a été depuis supprimé; puis, le 12 novembre, lieutenant général dans le royaume, en remplacement du grand-duc Constantin.

Son premier acte fut de déclarer le royaume de Pologne tout entier en état de siége et de le placer sous l'autorité de commandants militaires. Au cours du mois de décembre de cette même année, tous les propriétaires terriens durent rejoindre leurs terres; tous les couvents catholiques durent acquitter de lourdes surtaxes; de nombreuses confiscations furent ordonnées et exécutées. Berg réussit partout où ses prédécesseurs avaient échoué. Il découvrit le siége du gouvernement national secret qui, depuis trois ans, exerçait dans le pays une autorité presque illimitée, et, par le fait même, il porta la hache au cœur même de l'insurrection. Après le rétablissement de l'ordre extérieur, il changea de système et devint l'antagoniste de ses anciens alliés, les missionnaires orthodoxes de l'école de Milioutine : le prince Tcherkasski, Koscheleff, Samarin, etc. Les détails de cette lutte intime ont été beaucoup moins connus à l'étranger que les rigueurs de ses débuts. A vrai dire, le comte de Berg n'a pas été le fanatique ennemi de la Pologne et russificateur pour lequel on l'a tenu. On conçoit sans peine qu'un homme de sa trempe et ayant un tel passé ait écrasé impitoyablement l'insurrection et qu'il ait sévèrement châtié ceux qui la dirigeaient; mais homme froid et pratique de l'ancienne école, il s'abstint de toute cruauté inutile, comme il s'était abstenu de donner dans les rêves fantastiques du slavisme démocratique sur la nécessité et la possibilité d'une

russification et d'une démocratisation complète de l'ancien royaume catholique et aristocratique de Pologne. Les fanatiques qui poursuivaient comme une sainte mission la destruction de toutes les institutions existantes en Pologne, eurent pour adversaire résolu ce contempteur de toute « idéologie. » Chaque fois qu'il l'a pu, Berg a combattu les aspirations de la démocratie nationale et il a conseillé à Saint-Pétersbourg l'adoption d'une politique rigoureuse mais raisonnable, visant des résultats pratiques et dont le but final devait être la réconciliation, et non pas l'anéantissement de l'élément polonais. Homme de l'ancien régime, il vouait aux fanatiques du parti national russe, comme aux libéraux et aux démagogues de toutes nuances, une égale antipathie. En dépit de son inflexible rigueur et bien qu'il fût disposé à prêter la main à la russification qui avait été décrétée à Saint-Pétersbourg, le vieux lieutenant général, dont on connaissait l'esprit sensé et ouvert aux raisons sérieuses, n'était nullement impopulaire dans l'ancienne capitale du royaume de Pologne, durant les dernières années de son administration. On n'ignorait pas que la somme des malheurs qu'il avait détournés de la Pologne n'était pas moins considérable que celle des rigueurs qu'il avait exercées. La haute considération dont il jouissait, en sa qualité de serviteur le plus ancien et le plus élevé de l'État, — le 15 novembre 1867, il avait été nommé feld-maréchal général, — mettait le lieutenant général en état de tenir en échec, avec succès, les partisans de Milioutine. Cette attitude contrastait heureusement avec le servilisme et la

médiocrité de la plupart des personnages de son parti.

Berg est mort cette année, en janvier, à Saint-Pétersbourg, dans l'hôtel Demouth, où il avait fixé sa demeure pendant les fêtes données à l'occasion du mariage du grand-duc. La mort vint le surprendre au moment même où l'empereur lui faisait une visite. Avec lui est mort le dernier représentant éminent de l'ancien système strictement autoritaire, le dernier aristocrate germano-russe qui, dans le maintien de l'absolutisme militaire, voyait l'unique salut, l'unique moyen de maintenir l'« ordre. » Laborieux, consciencieux, économe jusqu'à l'avarice, tempérant et sobre, ce vieux soldat, d'apparence simple et sans prétention, remplaçait par le sang-froid, la finesse, l'habileté et le sens pratique, l'éducation supérieure et la capacité hors ligne qui lui manquaient.

Depuis la mort de Berg, le prince Barjactinski (Alexandre Iwanowitch, né en 1814) est le seul membre militaire du Conseil de l'empire, qui ait le rang de feld-maréchal. Ce personnage blasé à la façon des hommes du grand monde, et dont la santé physique est gravement ébranlée, passe sa vie à inventer des plans fantastiques. A tous les points de vue, il est le contraste vivant du vieux général allemand qui, né d'une famille noble, ancienne mais peu fortunée, et jusqu'alors complétement inconnue dans la résidence, avait fini, à force d'énergique et infatigable activité, par s'élever aux plus hautes dignités militaires de l'empire.

Barjactinski avait commencé sa carrière dès le berceau, car il fut élevé par le colonel Karvelin, en com-

pagnie avec le prince-héritier d'alors, qui n'avait que quatre ans de moins que lui, et qui est devenu l'empereur actuel. Admis dès son adolescence dans les cercles intimes de la cour, il fut protégé et gâté par tous ceux qui voulaient s'insinuer dans les bonnes grâces de son camarade impérial. Bien que sa taille fût au-dessous de la moyenne, il entra avec le grade de lieutenant dans le régiment des hussards rouges de la garde, qui était, sinon le plus aristocratique, du moins le plus riche et le plus libertin de toute la garde. Après avoir épuisé tous les plaisirs de la débauche aristocratique, ce jeune homme de vingt ans s'engagea dans une aventure romanesque dont la partenaire était, comme tous les initiés le savent, une enfant, la fille aînée de Sa Majesté. La suite de cette aventure fut que l'heureux officier de la garde passa dans la ligne et fut envoyé dans le Caucase, où il a vécu vingt années entières. Depuis que Pouschkine et Lermontoff avaient célébré la beauté romantique de ce pays et avaient fait des Russes de distinction exilés dans le Caucase les héros de leurs poésies les plus populaires, le mélancolique aristocrate envoyé de Saint-Pétersbourg dans cette région, était passé à l'état de figure légendaire. L'imagination slave pouvait-elle rêver quelque chose de plus poétique et de plus attrayant que l'existence de ces sombres fils de la civilisation du Nord, rassasiés de jouissances de toute nature, vivant au milieu d'une nature sauvage et grandiose, et partageant leurs jours entre le bruyant tumulte des batailles et les périlleuses aventures d'amour avec de charmantes Lesguiriennes? C'étaient de vrais tem-

péraments byroniens, qui ne trouvaient le repos que dans l'agitation des tempêtes, cherchaient sans cesse la mort, et, dans l'enivrement de la gloire et du plaisir, se mouraient de spleen en conservant au plus profond de leur cœur une passion incurable et « grandiose, » dont l'objet était quelque fabuleuse amante de jeunesse ! Le camarade exilé d'Alexandre II devint le représentant de ce type. En peu de temps, malgré la disgrâce impériale qui pesait sur lui, il fut nommé chevalier de Saint-George, colonel, aide de camp. A trente-quatre ans, il était major général ; à trente-huit ans, lieutenant général, et c'est sur lui que, déjà avant que la guerre d'Orient n'eût éclaté, et alors qu'il commandait l'aile gauche de la ligne du Caucase, on comptait pour mener à bonne fin la guerre dans laquelle la Russie, depuis une génération, versait le meilleur de son sang.

Rappelé dans la résidence après l'avénement d'Alexandre II, le vainqueur de Karick-Dere,—car ce n'était pas le commandant en chef Rebutow, mais Barjactinwski, le chef de l'état-major général, qui avait frappé le coup décisif, — fut accueilli par notre société et, en particulier, par la portion féminine, avec un enthousiasme délirant, et prôné comme le type idéal d'un héros de roman. Pendant la guerre de Crimée, il fit partie de l'entourage de l'empereur. Quelques mois après la conclusion de la paix de Paris, il retourna à son ancien poste, avec le double titre de lieutenant général et de commandant en chef. Bien qu'alors déjà il fût éprouvé par de cruelles souffrances physiques, Rarjactinski poursuivit sa mission dans le Caucase avec

un tel succès qu'au bout de trois ans, il put annoncer la prise de l'insaisissable Schamyl et peu de temps après, la soumission complète du pays. Au cours de l'été de 1862, après avoir pris les eaux en Allemagne, Barjactinski revint à Saint-Pétersbourg. Mais étant tombé gravement malade dans un voyage qu'il fit à Tiflis, il dut abandonner son poste de lieutenant général. Depuis cette époque, le prince réside alternativement à Saint-Pétersbourg, dans ses propriétés de Pologne et à l'étranger. Malade, blasé, d'un tempéramment inquiet, vieilli avant l'âge par des excès de toute nature, il n'a jamais pu rétablir sur l'ancien pied ses relations avec l'empereur. Il vit en dehors du cercle étroit qui a la haute main, et c'est en vain qu'il s'efforce de conquérir l'influence à laquelle il croit avoir droit à raison de ses services militaires. Sur le terrain politique, Barjactinski n'a pas joué de rôle à proprement parler, bien qu'il ait maintes fois essayé d'en jouer un. Tempéramment romanesque, il n'était pas autrefois éloigné de s'engager dans le courant des idées nationales. Dans la dernière partie de sa vie, il a manifesté la velléité de s'associer au parti de l'opposition aristocratique soi-disant libérale. Les fameuses propositions de réconciliation entre Russes et Polonais, qui ont surgi l'année dernière et qui tendaient surtout à opposer une barrière à l'extension du pangermanisme, ont été, non sans raison, attribuées à l'initiative de Barjactinski et aux relations intimes que le feld-maréchal, alors qu'il résidait dans ses propriétés de Pologne, avait nouées avec les membres de la haute noblesse

polonaise. Bien que foncièrement aristocrate, Barjactinski est l'adversaire résolu du ministre de la guerre Milioutine, qu'il a énergiquement pris à partie au cours des récentes délibérations ouvertes sur la réforme militaire et sur l'introduction du service obligatoire pour tous. L'organe dont le prince s'est servi pour diriger ses attaques est un de ses compagnons de guerre du Caucase, le général Fadeïeff, écrivain de talent et auteur du célèbre livre intitulé « *Les Institutions militaires et la politique militaire de la Russie* » et de plusieurs autres brochures panslavistes, dirigées contre l'Autriche. Renvoyé du service, sous le prétexte apparent qu'il était l'auteur de ces publications, mais en réalité à cause des attaques que, dans le *Russki Mir*, il avait dirigées contre Milioutine, Fadeïeff, de concert avec son protecteur princier, chercha à renverser le ministre de la guerre en faisant de son système de décentralisation l'objet d'une critique impitoyable. Accueillies au début avec une certaine faveur, les propositions Fadeïeff-Barjactinski furent néanmoins rejetées par la commission d'organisation instituée *ad hoc*. En cette circonstance, ce fut le comte Heyden, chef de l'état-major général, qui prononça, dit-on, le mot décisif.

Quelques semaines après la mort du comte de Berg, mourut, à l'âge de quatre vingt-quatre ans, un autre vétéran militaire du conseil de l'empire, le comte Lüders, général d'infanterie. Ainsi que Berg, Lüders, qui, malgré l'orthographe germanique de son nom, était un Russe pur sang, avait commencé sa carrière pendant la guerre d'indépendance. Après avoir pris part à la guerre

de Hongrie, il devint lieutenant-général en Pologne, quitta ce poste en juin 1862, vécut douze ans encore et, durant cette dernière période, prit part aux campagnes du Danube et de Crimée. Lüders était un commandant de vieille trempe, vigoureux et brusque et partant, peu aimé.

Fort estimé par l'empereur Nicolas à cause de son esprit formaliste et de sa soumission absolue, le comte Alexandre Swanowitch n'a pu jouer, sous le gouvernement actuel, qu'un rôle de courte durée. Lieutenant-général en Pologne, il déploya une rigueur si maladroite et si inefficace qu'au bout de six mois à peine, il fut rappelé de Varsovie et envoyé dans les catacombes du Conseil de l'empire avec le titre de comte.

Parmi les autres membres militaires du Conseil de l'empire, nous citerons le comte Osten-Sacken, général de cavalerie, fils du prince Osten-Sacken, qui fut, en 1814, gouverneur de Paris; les généraux d'artillerie comte Sumarokoff et Suchazonnett; le prince A. Souwaroff, ancien gouverneur général de Saint-Pétersbourg, et le baron Guillaume Lieven, grand veneur. Le baron Lieven a été jadis gouverneur général des provinces baltiques.

Ami du monarque actuel, comme il l'avait été de son père, il a joué à maintes reprises un rôle important, et pendant quelque temps il a passé pour être le *leader* prédestiné de la diplomatie russe. Son extérieur agréable, son éducation sérieuse, sa haute taille et sa mâle beauté, lui avaient conquis de bonne heure la faveur de l'empereur défunt. Promu, pendant la guerre de Turquie, au grade d'aide de camp, le baron Lieven fut à l'âge de quarante-trois ans, au cours du printemps

de 1843, chargé d'une mission qui fit parler d'elle dans l'Europe tout entière. C'est lui qui, en la qualité de plénipotentiaire russe, contraignit la Porte, au milieu des complications qui suivirent l'expulsion du prince Michel Obrenowitch de Serbie, à se reconnaître deux fois coup sur coup, devant le monde entier, l'humble servante du czar. C'est grâce à ses efforts que le prince Alexandre Karageorgewitch, — fils du noir Georges, — que le Sultan avait nommé au poste laissé vacant par le prince Michel, dut, sur l'ordre de la Russie, abandonner ce poste et quelques semaines plus tard, — toujours sur l'ordre de la Rusie, — être réintégré dans la dignité d'hospodar. La célèbre élection de mai à laquelle la noblesse serbe fut appelée à procéder dans la vallée de Topschidere, après que le sultan se fut soumis à la volonté de Nicolas, avait été dirigée personnellement par Lieven. Il ne faut pas s'étonner si le jeune diplomate, une fois rentré à Saint-Pétersbourg, fut proclamé l'une des lumières de la diplomatie russe, l'un des hommes d'État de l'avenir. Il ne le fut pourtant pas. En effet, il rentra dans la carrière militaire, où il obtint un avancement si rapide que, pendant la guerre d'Orient, il était déjà aide de camp général, quartier-maître général du grand état-major et l'un des conseillers les plus influents des deux monarques à qui incombait la direction des opérations de guerre. Malgré l'habileté dont il avait fait preuve dans les diverses fonctions qu'il avait occupées, Lieven était demeuré un homme foncièrement simple, et il voulut passer loin des régions de la cour les der-

nières années de sa vie. Lorsqu'en novembre 1861, le prince Souwaroff abandonna, après treize ans d'exercice, l'administration des provinces baltiques, pour devenir, sur le désir de l'empereur, gouverneur général de Saint-Pétersbourg, Lieven sollicita le poste de Riga, qui lui fut immédiatement octroyé. Au début, tout alla à merveille. Le baron Guillaume Carlowitch, en sa double qualité de protestant et de fils de la Courlande, fut accueilli avec confiance. Il se montra disposé à accorder aux corporations équestres et urbaines la plus grande liberté possible de mouvement. Il sut, en outre, préparer à l'empereur qui, pendant l'été de l'année mouvementée de 1862, était venu visiter Riga et Mitau, un accueil si loyal et si enthousiaste que le monarque lui en exprima sa gratitude et sa satisfaction en lui conférant la décoration de première classe de l'ordre de Saint-Wladimir. Mais un an après, la situation avait complétement changé, et déjà la position de Lieven était mise en question. Avec la plupart des hommes qui avaient fait leur chemin sous le gouvernement précédent, le baron commit la faute de ne tenir compte que de deux éléments : la confiance de son empereur et les vœux ainsi que les besoins du pays soumis à son autorité. Il ne songea pas que le parti national, qui, depuis que l'insurrection polonaise avait éclaté, avait conquis une influence considérable, était devenu une puissance redoutable qui surveillait avec défiance chacun de ses actes et qui voulait imposer au lieutenant général du czar à Riga l'obligation de se faire en même temps le défenseur de la cause natio-

nale et de l'orthodoxie. Dès l'été de 1864, la *Gazette de Mauscou* et le *Denj* (Jour) se mirent à regarder de travers le gouverneur général des provinces baltiques et à l'accuser de patronner les intérêts protestants et allemands. L'ancien ami de la famille impériale ne crut pas devoir se préoccuper des « bavardages » moscovites et il conserva fidèlement son système d'administration, sans prendre garde aux attaques du parti national. Il ne se contenta pas de faire échec, chaque fois qu'il le jugeait nécessaire, aux prétentions de Mgr. Platen, archevêque de Riga; il s'employa à faire obtenir aux Livoniens le droit de réformer librement leur procédure judiciaire. Dans sa confiance, il ne doutait pas qu'en agissant ainsi, il s'attirait l'hostilité des protecteurs influents que Katkoff avait à Saint-Pétersbourg et qu'il exposait à être soupçonné de favoriser plus qu'il ne convenait le protestantisme. Mandé en décembre 1864 à Saint-Pétersbourg, Lieven fut, à l'occasion d'une des chasses de jeudi qui réunissent chaque semaine les amis de l'empereur, avisé par l'empereur lui-même que les choses ne pouvaient continuer sur ce pied sans inconvénient et que les provinces baltiques, dans leur propre intérêt, avaient besoin d'un administrateur national et orthodoxe.

C'était, politiquement parlant, une sentence de mort. Nommé membre du conseil de l'empire, le baron revint se fixer à Saint-Pétersbourg, où il a joué pendant plusieurs années, un rôle purement secondaire, et cela jusqu'au moment où la faveur impériale, qu'il avait conservée contrairement à toute attente, éleva à la

dignité de grand veneur l'ami et le serviteur éprouvé du souverain. Le baron Lieven fait partie du cercle intime de l'empereur où, à raison de son âge et de son rang, comme aussi en la qualité de directeur des chasses impériales du jeudi, il joue un rôle important. Il est, en outre, le partenaire régulier de l'empereur au jeu de cartes. Ainsi que la plupart de nos seigneurs allemands, il est un ardent partisan de l'alliance prussienne, mais il ne joue aucun rôle sur le terrain politique. Il appartient au groupe des membres conservateurs du conseil de l'empire, dont font partie le prince Souwaroff, son ancien prédécesseur, les deux comtes Strogonoff, le comte de Kotzebue, ancien gouverneur général d'Odessa et actuellement gouverneur général de Pologne, et les autres personnages militaires allemands de l'ancienne école. Cette même catégorie comprend le général de Grünewald, président du comité des provinces baltiques et directeur des haras, le général de cavalerie Hassford[1], le général Gerstfeld, homme

1. Ce général Hassford, qui est mort depuis, a été, si je ne fais erreur, gouverneur général de la Sibérie orientale, de 1840 à 1850. C'est lui qui a inventé ce qu'on appelle la religion « hassfordienne. » Dans son rapport annuel sur l'état du gouvernement de la Sibérie orientale, cet administrateur sagace avait déclaré que les progrès que les missionnaires orthodoxes avaient faits parmi les Bouriates païens confiés à leurs soins étaient complétement insuffisants, attendu que ces idolâtres, qui avaient peu de goût pour l'orthodoxie et le christianisme, manifestaient une prédilection prononcée pour le judaïsme. En conséquence, le gouverneur général tenait pour nécessaire la confection d'une religion « de transition, » composée d'éléments judaïques, chrétiens et bouriates, et il « avait l'honneur » de soumettre à l'approbation du souverain un projet par lui rédigé dans ce sens. La religion « hassfordienne » a été pendant longtemps la cible des lazzi de nos hauts fonctionnaires,

déjà vieux, d'un caractère honnête et modeste, qui pendant longtemps a été l'auxiliaire du ministre des travaux publics et qui a su conserver un nom honoré, bien qu'il ait durant de nombreuses années, travaillé sous les auspices du comte Kleinmichel, de fâcheuse mémoire.

Parmi les anciens gouverneurs généraux dont la carrière a eu pour couronnement la nomination à la dignité de membre du *plenum* du conseil de l'empire, le général Nasimoff et le comte Mourawieff-Amourski sont, avec ceux que nous avons déjà nommés, les plus connus. Le comte Nasimoff, qui est mort il y a quelques semaines à l'âge de 72 ans, était en son temps l'un des membres les plus aimés et les plus populaires du corps des généraux. Déjà sous l'empereur Nicolas il était devenu successivement aide de camp du prince-héritier, aide de camp de l'empereur et, plus tard, aide de camp général. Peu de temps après son avénement, Alexandre II nomma son ancien camarade gouverneur général de Wilna, Minsk, Kowno et Grodno. Dans cette situation, Nasimoff sut conquérir une popularité extraordinaire, en même temps qu'une influence considérable à la cour, par la part qu'il prit aux premiers actes qui préparèrent la suppression définitive du servage. Les corps de la noblesse des dites provinces avaient, au cours de l'automne de 1857, dans une adresse célèbre à l'empereur, sollicité l'autorisation de procéder à la transformation définitive, dans le sens des idées modernes, de leur situation à l'égard des serfs. Toutefois, quelques mois après l'explosion de

l'insurrection polo-lithuanienne, Nasimoff, qui était soupçonné de sympathies secrètes pour la Pologne, perdit son poste. La *Gazette de Moscou* avait si énergiquement accusé de faiblesse, c'est-à-dire de complicité dans l'attitude révolutionnaire de la noblesse polo-lithuanienne, le général universellement estimé, en qui l'on avait vu jusqu'à ce jour l'homme de confiance du souverain, que l'empereur le releva de ses fonctions, au cours de mai 1863, et le remplaça par Mourawieff[1], le patriote que Katkoff honorait de sa recommandation.

Un homme qui joua, en son temps, un rôle plus considérable encore, ce fut le conquérant du territoire de l'Amour, c'est-à-dire le comte Nicolaï Nicolaïewitch Mourawieff-Amourski, que l'on a surnommé plaisamment le « comte de l'Amour ». A l'âge de trente-sept ans à peine, après une carrière commencée dans le Caucase, il avait été chargé du gouvernement général de la Sibérie orientale. Par l'entremise du général Ignatieff, qui lui avait été ajoint, il fit négocier avec la Chine, qui était alors rudement malmenée par l'Angleterre et par la France, la cession des bords de l'Amour, et obtint, en échange de ce service, le titre de comte.

1. La popularité de M. N. Mourawieff n'a pas duré longtemps. Pour la faire revivre, on doit publier prochainement une biographie du proconsul de Wilna, qui promet d'intéressantes révélations sur les rapports de Michel Nicolaïewitch avec la conspiration de 1825. Les Mourawieff ont tous passé, dans leur jeunesse, pour être des libéraux avancés. Un frère aîné de Michel, Alexandre Mourawieff, a été exilé en Sibérie pour fait de participation aux sociétés secrètes : mais il a été bientôt réhabilité.

Quelques années après, il prit sa retraite. Ayant vu repousser les plans qu'il avait conçus pour l'organisation de la Sibérie, il disparut dans l'ombre du conseil de l'empire.

En dehors de ces personnages militaires, plusieurs anciens ministres et secrétaires d'État appartiennent encore au conseil de l'empire. Nous citerons, entre autres, Walouïeff, qui après avoir quitté le ministère de l'intérieur et avant d'être nommé ministre des domaines, avait été nommé membre du conseil de l'empire; le conseiller intime Platonoff, ancien secrétaire d'État pour la Pologne; le comte Poutiactin et Golownine, tous deux anciens ministres de l'instruction publique; Melnikoff, l'ancien ministre des travaux publics; les conseillers intimes Lenski et prince Wiaésemski, etc., autant de personnages marquants du temps passé.

Dans les trois départements du conseil de l'empire, nous retrouvons une série d'hommes « spéciaux » qui nous sont connus. Le département pour la législation et la codification est dirigé par le prince Urunoff, chef de la 2e section. Il compte parmi ses membres le comte Lutke, président de l'Académie des sciences, et le baron Andrias Budberg, ancien ambassadeur de Russie à Paris.

Budberg comptait parmi les diplomates que l'empereur Nicolas honorait de sa faveur. En 1848, étant chargé d'affaires près la diète fédérale de Francfort, il avait prédit le fiasco de la révolution, dont le premier parlement allemand était l'incarnation, et il avait traité les héros de l'église Saint-Paul avec un dédain

qui avait plu tout particulièrement à l'empereur. Pendant les longues missions qu'il eut à remplir tant à Boston qu'à Paris, le comte Budberg, que son allure hautaine avait rendu assez impopulaire, passait pour être le successeur probable de Gortschakoff, jusqu'au jour où la fameuse scène avec le baron Meyendorff, qui était atteint d'une maladie mentale, mit soudain un terme à sa carrière politique.

Le département civil et des cultes a pour président le prince Pierre d'Oldenbourg, homme déjà d'un certain âge, d'un caractère bienveillant et sans prétention. Parmi les collègues de ce cousin de l'empereur, qui est en même temps beau-père d'un grand-duc, nous citerons l'ancien ministre de la justice Samjactin, homme d'une insignifiance proverbiale, qui a fait son chemin sous l'administration de Panin, en la qualité de successeur d'Illischewski; Titoff, qui était dernièrement ambassadeur à Rome, et un grand nombre de généraux.

La présidence du département des finances a été longtemps entre les mains du général Tschenkie, homme de petite taille et difforme, qui, lorsqu'il succéda à Kleinmichel dans la direction générale des travaux publics, avait été anobli par la confiance unanime de l'opinion. C'était lui qui avait commencé la construction du réseau des chemins de fer russes : mais par l'opposition qu'il fit à la construction de lignes privées, il devint bientôt impopulaire. Son successeur dans le troisième département du conseil de l'empire est, depuis le 1er janvier de cette année, le

grand-maître de la cour Abosa, qui a succédé à Tatarinoff dans la direction du contrôle de l'empire.

Tatarinoff a joué dans l'histoire financière du gouvernement actuel un rôle important et éminemment honorable. Doué d'un remarquable talent de calculateur, par l'introduction de l'unité de caisse, il a fait de la Cour suprême des comptes, qui était autrefois complétement insignifiante, un rouage fort important de la machine administrative. Son système, d'abord très-critiqué, lequel consistait à fondre en une seule les caisses de toutes les autorités des divers gouvernements et de les placer sous la surveillance de Cours de contrôle, qui avaient le droit de vérifier les pièces justificatives de chaque dépense, a donné, en somme, des résultats excellents. S'il a créé aux autorités maintes difficultés, il a, par contre, mis fin à un grand nombre d'abus, notamment à celui en vertu duquel on maintenait certains traitements afférents à des emplois inoccupés, et économisé des millions aux finances de l'État. Tatarinoff appliqua la même méthode à l'examen des comptes du ministère des finances, qu'il collationnait minutieusement avec les propositions budgétaires. En outre, grâce à des publications annuelles, il les plaça sous le contrôle salutaire de la grande masse du public et de la presse, qui, depuis 1862, étaient, chaque année, tenus au courant des propositions budgétaires, mais étaient constamment demeurés dans l'ignorance du rapport réel entre les chiffres résultant de ces propositions et les dépenses effectives. Tatarinoff est mort l'année dernière. Sa perte fut, à juste titre, universel-

lement déplorée. La haute considération personnelle de ce fonctionnaire avait notablement contribué à assurer aux autorités placées sous ses ordres l'indépendance nécessaire. Or, tout le monde sait qu'en Russie, l'indépendance n'est pas chose dont on hérite ou dont on puisse hériter en prenant un emploi. Le contrôle général est actuellement dirigé par le général Greigh, fils d'un vice-amiral anglais, entré au service de la Russie. Il a été, pendant plusieurs années, l'auxiliaire de M. de Reutern au ministère des finances, après avoir été un élégant officier de la garde. Sa nomination au ministère des finances a eu lieu en un moment où l'état de nos finances était assez triste, c'est-à-dire au lendemain de l'échec du projet qui tendait à rétablir l'étalon d'argent. M. Greigh passait alors pour le successeur probable de M. de Reutern et, maintes fois, on lui appliqua à ce propos le mot de Beaumarchais : « Il fallait un calculateur, ce fut un danseur qui l'obtint. » Cependant, il a fini par s'initier aux secrets de la science financière et, sur la recommandation de M. de Reutern lui-même, il a été nommé contrôleur-général.

La chancellerie de l'empire a passé de tout temps pour le lieu de rendez-vous et l'arène de tous les talents d'avenir. A sa tête se trouve actuellement le même Solski, qui, comme nous l'avons dit plus haut, sur la recommandation de Korff, avait été le lieutenant de ce dernier dans la direction de la 2e section et qui l'a, depuis, supplanté. Dans la grande carrière qu'il a eu à parcourir, le protégé est demeuré plus heureux que son protecteur. Il est devenu, en effet, le détenteur

d'un emploi qui compte parmi les plus importants et les plus influents, et auquel les bureaucrates de son espèce n'arrivent pas d'ordinaire. Parmi les secrétaires d'État de la chancellerie de l'empire, nous citerons notamment Shoukowski, secrétaire du comité pour les affaires d'émancipation, et de Rennenkampff, un ancien étudiant en droit qui, en peu d'années, de simple « employé » qu'il était au bureau du procureur du Sénat, est arrivé au poste important qu'il occupe aujourd'hui.

Avant la réforme judiciaire, il y avait encore dans le Conseil de l'empire un département spécial pour les affaires criminelles. Jusqu'en 1856, le secrétaire d'État de ce département a été le vieux conseiller intime Garroil Stephanowitch Popoff, qui est mort cette année avec le titre de membre du conseil suprême de tutelle. Popoff était un personnage original, qui avait commencé sa carrière sous Alexandre Galytzin (le ministre libéral de l'instruction publique sous Alexandre Ier, lequel avait été relevé de ses fonctions en 1822), et il comptait parmi les personnalités les plus connues de la Présidence. L'oncle de Garroil Stephanowitch avait fait partie du cercle intime du ministre, il avait été remercié en même temps que celui-ci, mais il avait été assez heureux pour pouvoir encore faire entrer son neveu dans la chancellerie impériale. On assure que c'est à celui-ci que l'empereur Nicolas, dans la nuit du 13 au 14 décembre 1825, a dicté son premier manifeste. Au cours de sa vie, qui ne compte pas moins de quatre-vingts ans, l'ancien secrétaire d'État avait fait une collection qui

avait à peine son égale dans le monde, — dans le monde russe, du moins. — Il possédait les portraits de tous les hommes qui, sous les trois derniers gouvernements, avaient joué un rôle quelconque. Au bas de chacun de ces portraits, il avait écrit une devise de sa composition et il en avait décoré une longue rangée d'appartements dont il n'avait guère besoin d'ailleurs. En effet, tous les matins, régulièrement à dix heures, en toilette complète, il commençait une interminable série de visites ; chaque jour il dînait chez des amis ; il faisait sa sieste debout au théâtre et ne rentrait chez lui que vers le matin. Avec Popoff est mort le dernier représentant d'un type de fonctionnaires qui a disparu depuis vingt ans : j'entends le type des gens qui faisaient tout par des connaissances, qui cherchaient systématiquement à faire des connaissances, qui finissaient par connaître tout le monde et qui élevaient la connaissance des « carrières » et de la chronique scandaleuse qui s'y rattache à la hauteur d'une science spéciale, pouvant suppléer complétement à toute autre instruction.

Dans le premier volume de ces études, il a déjà été question de la plupart des ministres actuels. Nous devons encore une mention spéciale à M. de Reutern, ministre des finances, au comte Bobrinski, ministre des travaux publics et au conseiller intime Westmann, qui a été longtemps le collègue de Gorstchakoff.

Aucune branche du service public n'était, au commencement du règne actuel, dans un état aussi déplorable que l'administration des finances. Depuis la mort de Canerin, l'anarchie la plus funeste y sévissait et nul

n'avait pu remplacer le ministre de la période de 1822 à 1844. Pendant vingt-deux ans, le successeur de Gurieff avait régné en maître dans cette importante administration qui, grâce à l'énergie, à l'activité et à l'indépendance de son chef, échappa longtemps aux influences variables du courant du jour et aux caprices de l'empereur. Canerin fut toute sa vie un protectionniste étroit et rigoureux, un adepte des idées surannées, dont la science et la pratique avaient dès longtemps fait justice, un chaud et sentimental partisan de l'empereur, et partant, un admirateur enthousiaste de son système de réaction absolutiste. Il suffit de lire le Journal de voyage de Canerin pour se faire une idée de son aveugle antipathie à l'égard de tout ce qui avait un air de libéralisme. Il comptait, par exemple, les chemins de fer parmi les erreurs libérales de l'époque moderne. On ne peut se défendre d'un certain étonnement en voyant l'étroitesse d'esprit de l'homme qui, durant quarante ans, a occupé avec honneur l'un des postes les plus éminents et les plus importants. Il n'est pas douteux que les intentions bienveillantes de Canerin, qui rêvait le bonheur de l'humanité, ne reposassent sur des illusions personnelles. Il est certain que le plus honnête des fonctionnaires russes de son temps a dû autoriser des choses que l'on aurait reprochées à tout homme d'État de l'Europe occidentale; il est certain que son système, qui tendait à affaiblir le crédit particulier au profit du crédit de l'État, a eu pour la Russie, au point de vue de son développement économique, des conséquences désastreuses, et qu'à l'instar de bon nombre

d'étrangers qui sont entrés au service de la Russie, il s'est senti en tout temps plus le serviteur de l'empereur que le fonctionnaire de l'État... Il n'en est pas moins vrai que l'auteur de l'*Économie de la Société* a été le plus capable ministre des finances que la Russie du temps passé ait jamais possédé et que sa gestion a été, pour les contemporains de l'empereur Nicolas, d'une incontestable utilité.

Le système de Canerin était imparfait et étroit; il était, depuis soixante ans, usé et suranné, mais c'était un système, ce n'était pas seulement une agglomération d'éléments assemblés et groupés au hasard; enfin, ce fut un système qui reçut son application. De tous les ministres de l'empereur défunt, le ministre des finances était le seul à l'égard duquel le souverain absolu de toutes les Russies eût une sorte de respect, le seul qu'il considérât comme le représentant d'un département administratif indépendant, le seul dont il acceptât à l'occasion, soit une contradiction, soit une leçon. L'allure roide et pédantesque du vieux bureaucrate allemand imposait tellement au souverain que celui-ci ne s'offensait pas lorsque Canerin, ainsi que cela est maintes fois arrivé, lui déclarait qu'il n'avait pas d'argent pour les destinations indiquées par Sa Majesté, qu'il n'en trouverait pas et qu'il ne demeurerait à son poste que si on lui garantissait certaines conditions, entre autres la limitation des dépenses de la guerre du Caucase, la renonciation des membres de la famille impériale aux voyages dispendieux, la limitation de l'émission du papier-monnaie, etc. Au reste, Canerin

n'a pas réussi à établir un équilibre effectif entre les recettes et les dépenses de l'État. Loin de là, il s'est vu contraint à couvrir l'excédant des dépenses par des emprunts qui, il est vrai, avaient été rendus faciles par l'affermissement du crédit de l'État et, en particulier, par la création de la Caisse des dépôts et consignations et par celle de la Banque des prêts, bien que ces instructions répondissent à un autre but. De 1828 à 1853, la dette publique russe s'est élevée de 373 millions de roubles à 888 millions, dont 326 millions faisaient partie de la dette non consolidée à la Caisse des dépôts et à la Banque des prêts, dette qui, en 1828, ne s'était élevée qu'à 33 millions.

Néanmoins, cet état de choses impliquait un progrès considérable sur la situation voisine de la banqueroute, que l'incapacité de Gurieff avait léguée à Canerin. Et, de fait, la banqueroute était déjà là lorsque Canerin prit possession de son poste. Dans la période antérieure à 1817, la Russie avait émis pour plus de 800 millions de roubles de papier-monnaie, et ce papier avait perdu toute valeur. En douze années, le cours des assignats était tombé si rapidement, que le rouble d'argent que l'on pouvait encore se procurer en 1805 contre une valeur nominale d'un rouble et tiers en papier-monnaie, valait, en 1818, 4 1/5 roubles en assignats, et que, durant la même période, les détenteurs de ce papier n'avaient pas perdu moins de 600 millions de roubles. L'ordre et l'économie de Canerin avaient réussi douze mois après son entrée au ministère, à relever le cours de 15 0/0 et à le maintenir à cette hauteur relative.

Malgré les guerres de Turquie et de Perse et l'insurrection polonaise de 1831, il lui avait été possible de clore la période de banqueroute effective que la Russie traversait, en fixant à 350 kopecks de rouble d'argent le cours des assignats et en organisant les institutions de banque et de crédit sur une base qui affermit le crédit de l'État à l'extérieur et à l'intérieur, et qui obtint l'approbation du monde entier. Après avoir ainsi fixé le cours des assignats, il procéda à la création de la Caisse des dépôts, qui, moyennant consignation d'espèces sonnantes, d'or et d'argent en barre, émettait des bons de dépôt négociables à tout moment.

Grâce à cette institution et à des emprunts émis en temps opportun, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, on réussit à réunir un stock métallique qui permit enfin, en 1843, de former un fonds de change pour les billets de crédit qui avaient été émis dans l'intervalle et de retirer de la circulation les assignats et les bons de dépôt. Cette opération ne fut achevée qu'en 1848, après la mort de Canerin. Cette même année, tous les assignats et les bons de dépôt furent retirés et l'on mit en circulation des billets de crédit jusqu'à concurrence de 306 millions, avec un fonds de change de 147 millions en espèces sonnantes, en barres et en titres de rentes russes et étrangers.

Nicolas lui-même ne pouvait se refuser à reconnaître des services aussi éminents. Il les récompensa par sa confiance absolue, c'est-à-dire par le seul prix qui eût quelque valeur aux yeux d'un ministre des finances dont la vie tout entière était consacrée aux intérêts de

son département. L'attitude de l'empereur à l'égard de Canerin lui faisait le plus grand honneur. Il lui arrivait assez souvent de perdre patience et de s'irriter des procédés étroits et mesquins de Canerin, mais il finissait par céder. Grâce à cela, Canerin n'obtint pas seulement de pouvoir réaliser des économies sur le budget de la cour et sur celui de l'armée : il obtint aussi de pouvoir tenir les autres ministres en échec. Là où Sa Majesté avait daigné céder, il était naturel que les simples mortels en fissent autant. On peut donc dire que les bons effets de l'influence personnelle de Canerin sur le souverain ont, à tout le moins, compensé les fautes de son administration. Il est possible qu'un autre ministre n'aurait pas exagéré d'une façon aussi outrée le système qui tendait à isoler la Russie de l'étranger et à favoriser exclusivement l'industrie indigène ; il est possible qu'un autre n'eût pas maintenu ce système avec autant de rigueur. Constatons cependant que, sous le gouvernement précédent, une politique financière raisonnable n'eût pas été possible et qu'étant donné l'état de choses d'alors, le système adopté était encore le moins mauvais. On a pu s'en convaincre depuis la mort de Canerin. Sous Wrontchenko, son successeur immédiat, homme d'un caractère accommodant, les choses allèrent encore fort bien, grâce au calme de la situation et à la force de l'habitude. Mais sous l'administration de l'incapable Brock, l'ordre rigoureux dans les finances et l'équilibre relatif entre les recettes et les dépenses ne tardèrent pas à disparaître. Affranchi d'un contrôle incommode et dominé par l'illusion qu'il était lui-même

le meilleur ministre des finances, Nicolas se donna libre carrière à ce point que les deux premières années de la guerre de Crimée suffirent à anéantir tous les fruits de la gestion de Canerin et que, pour la seconde fois, l'empire fut amené à deux doigts de la banqueroute. Canerin n'avait pas procédé comme pourrait le faire le trésorier d'un grand empire, mais à la façon quelque peu démodée d'un père de famille économe, qui cherchait à réparer en détail ce qui était gaspillé en grand, par suite d'une organisation défectueuse et d'un personnel trop nombreux de serviteurs parasites. Ses successeurs ne furent que les intendants craintifs d'un maître prodigue, ne se permettant pas la moindre contradiction, ne regardant jamais au-delà des difficultés et des besoins du moment, et s'estimant heureux lorsqu'ils pouvaient se procurer les fonds qu'on leur demandait constamment pour l'entretien de la maison. Sous le règne même de Nicolas, on vit disparaître de la circulation, non-seulement la monnaie d'argent, mais aussi la monnaie divisionnaire. En outre, des bons de 5, 10, 15, 20 et 25 kopecks, émis arbitrairement par des particuliers, durent faire face aux transactions les plus urgentes [1].

Le fonds de change, qui avait été créé par Canerin, et qui était la seule base de la garantie métallique nominale, était complétement dépensé depuis 1854, et il n'était guère possible de songer à émettre un emprunt à l'étranger, attendu que l'Angleterre et la France étaient

1. Ces émissions de papier-monnaie privé ont duré plusieurs années et ont donné lieu à de grands abus.

complétement maîtresses des marchés hollandais et allemands. Quant à un emprunt intérieur ou à un impôt de guerre, il ne fallait pas y songer davantage, eu égard à la pauvreté générale. Dans ces conditions, l'émission de nouveaux billets de crédit et l'interdiction de l'exportation des espèces d'or et d'argent étaient les seuls moyens auxquels il fût possible de recourir, et cela au prix de la transformation des billets de crédit en véritable papier-monnaie et de l'établissement du cours forcé de ce papier.

Ce ne fut qu'après la fin de la guerre que les conséquences désastreuses de ces expédients se firent sentir dans toute leur étendue. Au cours de janvier 1857, un rapport du ministre des finances établit que, pour ne parler que des banques de prêt et de la caisse des dépôts et consignations, il n'y avait pas moins de 150 millions de roubles en billets de crédit, accumulés dans ces établissements. Or, les Banques étaient tenues de payer la rente des bons portant intérêt des billets qu'elles avaient émis en échange de ces billets. Ainsi l'emprunt en billets de crédit ne portant pas intérêt se transforma en un emprunt portant intérêt dont le chiffre menaçait de s'élever à une somme formidable, attendu que les nouvelles obligations 5 p. 100 de chemins de fer trouvaient difficilement preneurs, les capitalistes préférant, selon l'ancien usage, porter leur argent aux banques et les placer en billets de banque portant intérêt à 4 p. 100 et remboursables à tout moment. La dette de l'État avait monté à plus de 1,600 millions de roubles (six milliards de francs), dont 500 à peine en dette consolidée et

1,100 en dette flottante. La dette flottante elle-même comprenait plus de 400 millions en bons de banque et en bons du Trésor, et plus de 700 millions en billets de crédit.

L'histoire des expériences financières à l'aide desquelles Knjaeshewitch, successeur de Brock, chercha à relever le crédit de l'État[1], ne rentre pas absolument dans

1. Sur l'ordre de Knjaeshewitch, on brûla, en mai 1857, pour 60 millions de papier-monnaie et il devait être procédé dans la suite à de nouvelles exécutions de ce genre. En juin, des facilités furent accordées pour les avances de la Banque sur les titres de rente et, bientôt après, l'intérêt des billets de banque fut réduit de 4 à 3 p. 100. En mars 1859, un emprunt fut émis portant intérêt à 4 p. 100; au cours du mois d'avril suivant, les prêts sur nantissement des banques de prêt et des caisses de dépôts et consignations furent complétement suspendus et le fonds de la Banque fut renforcé par la création de nouveaux billets de crédit jusqu'à concurrence de 100 millions. Au cours de septembre, on ordonna la conversion des anciens billets de banque portant intérêt en billets de banque de l'empire, remboursables à certaines échéances et portant intérêt à 5 p. 100. En mai 1860, l'emprunt de 12 millions de livres sterling, fut contracté et au cours du mois de juillet suivant, les caisses de dépôts reprirent leurs opérations sur la base d'un intérêt de 4 p. 100. Enfin, au cours de décembre, on ordonna l'émission de 100 millions de *métalliques* (intérêts et capital à payer en espèces) et, en 1861, on autorisa l'exportation de billets de crédit au delà de la frontière. Toutefois, comme ces expédients ne donnaient pas les résultats que l'on en avait attendus; que, notamment, ils n'avaient pas arrêté l'accumalation des espèces métalliques dans les banques et que le ministre tenait à contraindre le capital qui dormait, à féconder les entreprises industrielles qui étaient partout en voie de création, le ministre se décida à abaisser le taux de l'intérêt pour faciliter la rentrée des billets. Cet expédient réussit, mais l'effet en fut si brusque qu'il bouleversa toute l'économie du plan de Knjaeshewitch. Les billets de banque remboursables affluèrent en masse, et en 22 mois l'encaisse métallique fut si complétement épuisé que, pour faire face aux engagements des banques, il fallut recourir à des expédients en sens inverse, c'est-à-dire, ayant pour objet de faire rentrer dans les caisses des

le cadre de ces études. Qu'il nous suffise de constater qu'elles ont toutes échoué et que les embarras du Trésor ont pris des proportions de plus en plus désastreuses.

En 1862, alors que la foi dans la puissance salutaire du libéralisme était à son apogée, l'empereur, sur le Conseil du grand-duc Constantin, se détermina à relever de ses fonctions le « routinier » Knjaeshewitch et à le remplacer par un talent naissant, par un jeune talent de l'école nouvelle.

Ce talent n'était autre que M. Michel de Reutern, un Allemand des provinces baltiques, qui avait été élevé à

banques l'argent qui en était sorti. En premier lieu, il fut procédé à la création et à l'émission de quatre séries de billets portant intérêt et non remboursables. Ensuite, on suspendit complétement les opérations des caisses de Dépôts, c'est-à-dire les prêts sur nantissement. Toutefois, ces mesures n'eurent pas l'efficacité désirée. Les nouveaux titres non remboursables, notamment, trouvèrent difficilement leur écoulement. En conséquence, en vue de renforcer l'encaisse métallique de la Banque, il fut émis, jusqu'à 100 millions, des billets de crédit, dont le nombre devait être réduit au début. En outre, 275 millions d'anciens billets de banque à 4 p. 100, dont, à s'en tenir aux leçons de l'expérience, le remboursement n'était à prévoir que dans le cas d'une réduction du taux de l'intérêt, furent convertis en billets de banque de l'empire, portant intérêt à 5 p. 100, lesquels doivent être remboursés à des échéances variant entre 15 et 37 ans. Enfin, pour renforcer encore l'encaisse des banques, il fut créé pour 100 millions de billets de banque à 4 p. 100, dont 36 sont déjà émis à cette heure et dont 12 l'ont été vers 1868. Le gouvernement s'est engagé à payer l'intérêt et à rembourser la capital de ces billets en espèces métalliques. La création de ces titres a porté au crédit de l'État un coup sensible en ce sens qu'elle a constaté, aux yeux du public, que la Russie n'osait émettre un emprunt qu'en s'engageant à payer intérêt et capital en espèces, engagement qui déjà était inscrit sur des millions de billets de crédit, mais auquel dans la pratique, il était impossible de satisfaire.

Saint-Pétersbourg. Proche parent de Reutern, peintre de la cour à Dusseldorff, et du poëte Shoukowski, il avait été introduit dans les cercles de la cour et il s'était joint au groupe des jeunes fonctionnaires libéraux qui formaient alors l'entourage du grand-duc Constantin.

Le nouveau ministre des finances aborda avec le feu de l'enthousiasme la mission difficile qui lui était confiée. Fidèle aux principes qu'il avait professés jusqu'alors et auxquels il devait sa nomination à ce poste, il commença par placer, autant que les circonstances le permettaient, l'administration des finances sous le contrôle de la publicité. A la surprise générale, il fit, en février 1862, publier le projet de budget de l'empire dans la *Porte du Nord*, organe officiel qui venait d'être fondé par Walouïeff et qui n'existe plus depuis longtemps. Cette mesure, qui contrastait étrangement avec les allures traditionnellement mystérieuses[1] de notre administration financière, provoqua une vive sensation.

Le ministre avait voulu montrer qu'il était sérieusement résolu à suivre en matière financière les principes qui étaient appliqués dans l'Europe occidentale et à mettre un terme au désordre et à l'arbitraire qui avaient sévi sous le régime de ses prédécesseurs. Il formula clairement cette résolution dans son rapport annuel

1. Sous le gouvernement d'Alexandre Ier, il était devenu de règle que le ministre des finances publiât chaque année un rapport sur l'état des établissements de crédit de l'empire. Cette règle avait été encore observée sous le ministère de Gurieff, mais Canerin se dispensa de la suivre.

adressé en 1863 à l'empereur. Le ministre constatait dans ce document que « jusqu'à ce jour, il n'avait été appliqué aucune règle précise pour l'examen des données sur lesquelles avaient reposé les demandes de crédit. » Il ajoutait qu'il n'existait pas davantage de prescriptions légales sur la façon d'inscrire ces demandes dans le budget. Les sommes demandées pour un objet déterminé pouvaient, sans autre forme de procès, être affectées à d'autres dépenses ou être portées abusivement à des comptes placés en dehors de tout contrôle de l'État. Un grand nombre de recettes, qui ne différaient en rien des ressources générales de l'État, affluaient dans certaines caisses et étaient dépensées par celles-ci, sans que le ministre des finances en sût jamais quoi que ce fût. » Ce rapport fut, en 1863, suivi d'un projet de budget qui fut également livré à la publicité; ce projet était dressé conformément aux principes nouveaux et rationnels qui permettent à tout homme sachant lire et écrire de voir clair dans la situation financière de l'État. Le ministre reconnaissait franchement que les dépenses régulières de l'État, qui s'élevaient alors au chiffre de 318,830,644 roubles, dépassaient largement de 12 millions les recettes régulières et que le déficit ne pouvait être couvert que par l'émission de cinq nouvelles « séries » de bons du Trésor impérial. Ces mesures, qui procédaient de l'application des saines théories administratives, furent, quelque temps après, suivies d'un acte important.

Le jeune ministre des finances avait sans doute appris par expérience que, pour assurer l'éxécution de ses

plans et pour mettre un terme à l'arbitraire traditionnel des hauts fonctionnaires, il avait besoin d'accroître son autorité personnelle. En conséquence, il résolut de frapper un grand coup et, à l'aide d'une grande mesure, de faire disparaître la cause principale de toutes les calamités et de tous les embarras, c'est-à-dire l'incertitude du cours du change, lequel baissait d'une façon continue. A l'étranger, la valeur nominale des titres russes n'avait été maintenue qu'à l'aide de traites dont la Banque impériale fournissait l'appoint dans chaque cas particulier. De même, les payements d'intérêts aux porteurs étrangers n'avaient été effectués qu'à l'aide de traites que le ministère des finances faisait acheter à Saint-Pétersbourg et que, naturellement, il payait au-dessus de leur valeur. M. de Reutern résolut de couper court à cette pratique, qui avait été imaginée par son prédécesseur Knjaeshewitch, mais qui entraînait un surcroît de dépenses considérable, et de ramener au pair le cours du papier-monnaie russe. Il émit à Londres un nouvel emprunt, — c'était le septième, — à 5 p. 100, de 15 millions de livres sterling et, des 100 millions de roubles que cet emprunt lui procura, constitua un fonds de change. Il fit ensuite publier un tableau fixant par avance, d'après une échelle ascendante, les taux de remboursement du papier-monnaie à la Banque impériale, pendant les douze mois qui devaient suivre. Pendant quatre mois, à dater du 1er mai 1862, le rouble métallique fut coté à 1 rouble et 10 kopecks et demi en papier-monnaie, puis à 1 rouble et 8 kopecks et demi, et ainsi de suite jusqu'à ce que

l'équilibre fût établi entre la valeur du rouble métallique et celle du rouble en papier-monnaie. La Bourse, qui bénéficia surtout de cette mesure et qui en tira le plus grand profit possible, n'hésita point à célébrer le projet Reutern comme un trait de génie et à décorer son auteur du titre de « nouveau Canerin, » ce qui était le *nec plus ultra* de l'éloge! Vers la fin de l'année, le ministre put annoncer que les dépenses pour l'amélioration du cours de change et pour la régularisation de la circulation monétaire avaient, depuis l'an dernier, diminué de 13 millions et demi et qu'à Paris, le cours du rouble d'argent russe s'était, en six mois, élevé de 361 7/8 à 371 59/67[1]. Alors la jubilation ne connut plus de bornes, et tout le monde crut que l'ère du papier-monnaie et du cours forcé était heureusement et à jamais terminée. Chose étonnante, pas un financier ne s'avisa de penser que cette admirable situation ne survivrait pas à l'épuisement du fonds de change provenant du septième emprunt à 5 p. 100. Quant aux hommes de la Bourse, ils avaient de bonnes raisons pour ne pas divulguer ce secret. En 1863, la confiance de l'administration des finances était arrivée à un degré tel qu'elle fit savoir que le change au pair ne commencerait pas seulement le 1er janvier 1864, ainsi qu'il avait été fixé d'abord, mais dès le 31 octobre 1863. Or, ce fut, natu-

1. Comme les billets de dépôt qui avaient été émis par Canerin pouvaient, anx termes de la loi, être changés à tout moment et qu'ils avaient été depuis protégés par le cours forcé, il n'existait officiellement aucune différence entre les espèces métalliques et le papier-monnaie. Les roubles de papier s'appelaient et s'appellent encore « bons d'argent. »

rellement le contraire qui arriva. Ensuite du surcroît de dépenses que nécessitaient l'insurrection polonaise et les armements provoqués par les notes Russell-Drouyn de Lhuys, le fonds de change fut, dès la fin d'octobre 1863, complétement épuisé. Le 1er novembre, on dut avouer que les opérations de change étaient suspendues à la Banque et que le cours du change était abandonné à ses lois naturelles, c'est-à-dire à une baisse fatale.

Ainsi, le plaisir d'avoir joué la comédie du change pendant 18 mois fut acheté au prix d'une augmentation de la dette publique s'élevant à des centaines de millions; le crédit de l'État fut de nouveau ébranlé, le change tomba bien au-dessous de son cours antérieur, et le monde des affaires se trouva, par suite de cette catastrophe, plongé dans le plus cruel embarras[1].

Cette crise et l'échec du « grand plan » ébranlèrent, cela va sans dire, la situation de Reutern, et pendant plusieurs semaines, il fut question de la retraite du ministre des finances, qui n'occupait ce poste que depuis deux ans à peine. Un fait qui caractérisera toutefois les tendances de notre public et son attitude à l'égard de la science financière officielle, c'est le vœu unanime qui se manifesta alors de voir M. de Reutern conserver son portefeuille. « Il a payé les frais d'école, disait-on dans le public, et il sera plus sage à l'avenir. Si un

1. M. de Stieglitz, gouverneur de la Banque, « le Midas retourné entre les mains duquel tout l'or se transformait en papier, » fut au cours de novembre relevé de ses fonctions et obligé d'aller faire un voyage à l'étranger.

nouveau ministre lui succède avec de nouveaux projets, il faudra que nous payions encore cette nouvelle expérience. »

Cette fois, l'instinct populaire ne se trompait point. Depuis la mort de Canerin, le ministère des finances avait été et était demeuré une véritable pépinière de plans irréfléchis et fantastiques, le rendez-vous de « talents » et de faiseurs de projets du caractère le plus hétérogène. Chaque nouveau directeur du département, chaque nouveau fonctionnaire « pour les missions spéciales » qui avait été adjoint au Conseil du ministre, avait apporté avec lui son « système » et n'avait fait ainsi que contribuer pour sa part à la confusion déjà existante des conceptions et des principes. Il était temps que le plus important département administratif de l'empire cessât d'être un lieu d'expériences pour tous les novateurs qui, à tour de rôle, venaient jeter pêle-mêle dans le fonds commun de la vieille routine administrative leurs idées confuses et leurs projets mal digérés. Si l'on voulait réellement porter remède à cette situation, il fallait renoncer à nourrir cette illusion que l'on pouvait brusquement, en un tour de main, supprimer, soit par un grand « coup, » soit par une heureuse spéculation, les suites d'une mauvaise administration qui durait depuis tant d'années. Si M. de Reutern demeurait à son poste, on pouvait du moins espérer qu'il serait assez avisé pour chercher le remède là où l'on pouvait le trouver, c'est-à-dire dans le remaniement du système d'impôts, dans l'épuration des sources des recettes directes de l'État, et dans la restriction effec-

tive du système improductif et funeste à l'industrie privée, que Canerin avait imaginé, et qui tendait à faire de l'État un industriel. Toutes ces réformes avaient été préparées par le ministre des finances de 1862. Si un nouveau changement de personne se produisait, elles pouvaient être remises en question. Dans ces conditions, la grande masse du public et le monde de la Bourse virent avec satisfaction que M. de Reutern était maintenu à son poste et que M. Greigh, qui déjà était désigné pour lui succéder, lui était simplement adjoint à titre de sous-secrétaire d'État.

Les espérances que l'on avait rattachées au maintien de M. de Reutern ont été réalisées, du moins dans une certaine mesure.

Le ministre actuel a le mérite incontestable d'avoir établi sa dose d'ordre compatible avec un système d'administration arbitraire et manquant de tout contrôle constitutionnel. Le rapport entre les recettes et les dépenses et le crédit de l'État se sont améliorés lentement et graduellement. D'ailleurs, il restait encore de dures épreuves à traverser. Pendant l'été de 1867, le cours du change était tombé à 35 p. 100 au-dessous du pair, et en février 1868, il fallut, en publiant le projet de budjet, reconnaître que, dans l'hypothèse la plus favorable, l'exercice courant se solderait par un déficit de douze millions et demi. Deux ans plus tard, la situation s'était améliorée à ce point qu'en vue de poursuivre la construction du réseau des chemins de fer, un emprunt put être négocié à des conditions passables et que, dans le rapport qui accompagnait le projet de budget, on put

constater « que les recettes étaient en voie de progression et qu'elles assuraient au système financier une base solide. » Deux ans plus tard encore, les recettes balancèrent les dépenses. Enfin, les exercices de 1873 et 1874 se soldent par des excédants de recettes, savoir : 27,672 roubles en 1873 et 3 millions en 1874. Ces progrès sont dus surtout à trois réformes : la transformation du funeste système d'*Otkoup* (ferme ou régie) en un droit d'accise sur les eaux-de-vie et la transformation, ou pour mieux dire, la réduction des exploitations industrielles placées directement entre les mains de l'État.

Il est certain que la Russie tire la majeure partie de ses revenus d'un droit d'accise qui a contribué à accroître dans une effroyable proportion les ravages de l'ivrognerie, qui a au moins triplé le nombre des cabarets et qui a réduit à néant l'influence des Sociétés de tempérance; mais on ne saurait nier, d'autre part, que, financièrement parlant, ce droit n'ait été une brillante affaire. Dès l'année 1868, c'est-à-dire quelques années à peine après son établissement, le produit de ce droit s'élevait à 128,390,507 roubles; en 1871, il s'est élevé à 174,689,626 roubles, et pour l'année 1874, il est évalué à 179,098,500 roubles; — ce qui, pour une période de six ans constitue une augmentation de 50,707,993 roubles. Si le « *non olet* » ne trouvait pas son application dans les questions de finances comme un peu partout, il y aurait plus d'une réflexion à émettre sur le prix dont a été payée cette dernière augmentation de nos recettes. L'administration supérieure de l'accise,

qui n'est autre que le 4e département du ministère des finances, dirigé par M. le baron Rosen, conseiller intime, et les besoins insatiables du Trésor sont sans contredit les complices directs des progrès déplorables de l'ivrognerie dans les gouvernements du Centre et de l'Est. Mais, au lendemain de la guerre de Crimée, la situation était telle qu'il ne restait plus que le choix entre cet impôt et le danger de la banqueroute.

Les recettes douanières sont, après les droits d'accise sur les eaux-de-vie, celles qui, au cours des dernières années, ont éprouvé l'augmentation la plus importante. En 1868, elles ne s'élevaient qu'à 32,966,590 roubles; elles se sont élevées, en 1871, à 47,323,253 roubles et elles sont évaluées, pour l'année courante, à 53,068,000 roubles, ce qui, pour une période de six ans, constitue une augmentation de 20,101,410 roubles. Cette amélioration de l'état de choses antérieur, qui ne pouvait guère s'expliquer que par la pire corruption, est due, pour une notable part, aux efforts du prince Obolenski, ancien directeur de ce département, et de son successeur Katchaloff. Ces deux fonctionnaires rendirent à l'État l'important service, tout en payant mieux le personnel de l'administration, d'en écarter les membres inutiles et ceux qui ne vivaient que de fraudes et de rapine, et de simplifier la procédure et le contrôle. Il est certain qu'à ce point de vue il reste encore énormément à faire. Toutefois, ceux qui se plaignent constamment des abus qui se commettent sur notre frontière de l'Ouest ne pourront se défendre de reconnaître que, depuis les dernières années qui se sont écoulées, la

situation s'est déjà notablement améliorée de ce côté. Cela est si vrai que la contrebande qui, il y a sept ans, était dans toutes nos provinces de l'Est et dans nos gouvernements lithuaniens et polonais, l'industrie la plus productive, ne nourrit plus aujourd'hui qu'à grand'peine ceux qui l'exercent.

Les produits des autres impôts indirects ont suivi aussi un mouvement continu de progression pendant les dernières années de l'administration de M. de Reutern. Les droits d'accise sur le tabac ont donné en 1868 6,768,900 roubles et, en 1871, 8,392,732 roubles; pour 1874, ils ne sont pas évalués à moins de 10,226,000 roubles. Les droits sur le sucre de betteraves, qui, en 1868, avaient donné 1,649,587 roubles, se sont élevés à 4,468,100 roubles. L'impôt sur le papier a donné depuis 1868 une augmentation de 3,645,300 roubles et la recette en est évaluée pour 1874 à 8,940,000 roubles. L'impôt dit « de Krepost, » sur les mutations et transferts des propriétés, qui avait donné, en 1868, 2,358,000 roubles, s'est élevé à 7,246,000 roubles.

En résumé les recettes des impôts indirects ont donné depuis 1868 une augmentation qui n'est pas de moins de 87,538,538 roubles (en 1868 : 192,448,634; — en 1871 : 264,151,260; — en 1874 : 280,187,173), dont, il est vrai, le malheureux droit d'accise sur les eaux-de-vie fournit la plus grande part.

Les impôts directs ont donné aussi une augmentation, moins importante : toutefois, ils ont produit en 1868 : 92,713,581 roubles; — en 1871 : 106,612,944 roubles; — et pour 1874, ils sont évalués à 107,085,469 roubles :

soit une augmentation totale de 14,371,888 roubles.

Mentionnons encore ici les recettes de ce qu'on appelle les droits domaniaux.

Voici le tableau de ces recettes :

	En 1868.	Évaluation POUR 1874.	Augmentation.
Mines...	432,258	3,587,259	3,155,000
Postes..........	7,591,543	9,631,943	2,340,400
Télégraphes....	2,500,323	4,700,178	1,199,855
	10,524,124	17,919,380	6,695,251

Quant aux recettes des chemins de fer d'État, qui n'avaient donné en 1868 que 13 millions et quart, elles sont évaluées, pour l'exercice courant, à 24,361,418 roubles[1].

Une des plus importantes réformes de M. de Reutern

1. Il va sans dire que la valeur des chiffres publiés dans les projets de budget ne doit pas être exagérée et qu'un examen approfondi de ces chiffres fait naître des objections portant sur le degré de confiance que méritent ces évaluations non moins que sur la situation qui forme la base du système financier et économique de la Russie. Un fait qui doit provoquer un certain étonnement, c'est la disparition dans les deux derniers projets de budget d'une rubrique qui existait dans les précédents : nous voulons parler des frais de perception, qui sont à déduire du chiffre des recettes. La presse russe a déjà maintes fois, et à bon droit, constaté que la disparition de cette rubrique rend plus difficile à la grande masse du public l'appréciation exacte de notre situation financière sur laquelle elle laisse planer un voile. Ce n'était pas sans raison que Tatarinoff avait attaché une importance toute particulière à la publication des chiffres des frais de perception et qu'il avait, à

a été, comme nous l'avons dit plus haut, la réduction du nombre des entreprises industrielles exploitées par l'État. Cette réforme, qui a été mise en œuvre en 1867 et en 1868, a suivi, depuis, une marche graduelle. Le ministre des finances avait reconnu fort justement que notre gouvernement a toujours été un entrepreneur malheureux et produisant à grands frais, et que, dans

l'appui de cette innovation, invoqué cette considération que « la connaissance des frais de perception était un critérium important au point de vue de l'appréciation de la valeur économique de chaque impôt, » et que la Prusse, la France, l'Autriche et d'autres États tenaient un compte exact de ces frais. Dix ans durant, on avait ainsi procédé. Mais, en 1873, le ministère des finances fit un pas en arrière et il se contenta d'indiquer en chiffres ronds le produit brut des impôts, laissant ainsi au public le soin de se représenter les déductions à faire. Une autre circonstance qui est de nature à faire planer des doutes sur l'exactitude des chiffres portés au projet de budget, c'est le fait démontré que les plus-values de chaque impôt ont été à dessein, évaluées trop bas. Il suffit de comparer ensemble les comptes des exercices financiers antérieurs, comptes annuellement publiés sous les auspices du contrôle de l'empire et les projets de budget qui correspondent à ces exercices pour constater que, règle générale, les évaluations budgétaires ont été de 20 à 30 millions inférieures aux recettes effectives. Il appert, par exemple, du rapport de l'office de contrôle sur l'exercice 1871 qui a été publié dernièrement, que les recettes de cet exercice ont dépassé de 37 millions de roubles les évaluations budgétaires. L'explication de ce phénomène est de nature à jeter une vive lumière sur notre situation. Le ministre des finances n'aime pas à faire sonner trop haut les plus-values prévues, parce qu'il sait que messieurs ses collègues s'empresseraient aussitôt de proposer des augmentations de dépenses auxquelles il ne pourrait faire face, attendu que les excédants de recettes suffisent à peine à couvrir les dépenses imprévues et les dépenses extraordinaires qui n'ont pas été portées au budget. Si l'administration des finances tenait sérieusement à ce que ceux qui étudient son budget pussent voir clair dans la situation, elle ne devrait pas plus cacher ces dépenses supplémentaires que l'objet en vue duquel elles ont eu lieu. Le procédé actuellement suivi dissimule la réalité des choses et met en question l'exactitude des chiffres du budget tout entier.

l'intérêt d'une meilleure besogne administrative comme dans celui du relèvement effectif de notre industrie, il est nécessaire que l'État cesse d'être le plus grand agriculteur et le plus grand industriel de la Russie. En conséquence, il eut soin d'amener le gouvernement à se décharger de toute une série des exploitations qu'il dirigeait. Au cours de janvier 1867, un ukase impérial ordonna la vente de la plupart des fermes rurales appartenant au domaine de l'État et la suppression des fonctions administratives y afférentes. Cette mesure fut suivie de la vente de nos possessions dans l'Amérique du Nord et de l'aliénation du chemin de fer de Moscou à Saint-Pétersbourg (chemin de fer Nicolas). Le ministre des finances procéda ensuite à la vente, ou, pour mieux dire, à l'amodiation des mines de la couronne, dont le rendement ne s'était accru en soixante ans que de 2 millions et demi de *pouds;* puis à l'abrogation des dispositions restrictives qui pesaient sur l'industrie minière et aurifère exploitée par les particuliers. Enfin, le nombre des fabriques dites de la couronne fut notablement restreint. Moins heureux, parce quelles furent moins énergiques, furent les tentatives que M. de Reutern fit vers la même époque, en vue de remanier dans le sens du libre-échange le tarif douanier. A la Commission chargée de ce travail le ministre avait adjoint un certain nombre de représentants des diverses chambres de commerce et ce furent eux qui firent aboutir dans le sens protectionniste étroit, toutes les propositions de réforme de tarifs. Chez nous, le commerce et la fabrique industrielle sont généralement

dans les mêmes mains. A Moscou, notamment, et dans les gouvernements de l'intérieur, les fabricants sont, presque sans exception, des négociants. Or lesdits négociants étaient sous l'influence d'Aksakoff[1] et de plusieurs autres publicistes, qui étaient les fervents adeptes de la cause nationale et du protectionnisme. Pour attiser leur zèle, Iwan Aksakoff avait, en 1867, avec le concours de plusieurs grands industriels de Moscou, fondé un organe spécial : la *Moskwa*, qui combattit avec passion les « funestes » intentions du ministre. La *Moskwa* répétait sans cesse « que notre industrie devait demeurer tout aussi nationale que notre civilisation » et qu'il n'y avait pour la Russie qu'une politique économique digne d'être imitée, celle de la libre Amérique du Nord[2] « en tant de points semblable à la Russie. » Ce genre d'argu-

1. La *Gazette de Moscou*, sans se prononcer résolument en faveur du libre-échange, a constamment, dans les questions économiques, adopté un point de vue raisonnable, et elle a combattu avec énergie l'attitude d'Aksakoff et des autres champions du protectionnisme.

2. L'engouement pour l'Amérique du Nord est encore de mode aujourd'hui dans nos cercles nationaux comme il y a huit ans. La marche triomphale que le sous-secrétaire d'État Fox et ses compagnons, constamment ivres, Murray et Braumont accomplirent en 1866 à travers la Russie, a fait époque sous ce rapport et, depuis, aucune idée n'est devenue aussi populaire chez nous que celle d'une étroite alliance entre la République de l'Amérique du Nord et l'autocratie russe. « Des côtes rocheuses du golfe de Finlande jusqu'aux rives du Volga, on entendit, pendant l'été de 1866, retentir des cris de jubilation en l'honneur de la grande République occidentale. Les *moujicks* barbus de Twer et de Nowgorod, agitaient avec enthousiasme le drapeau étoilé. Les maréchaux de la noblesse, les chambellans, les conseillers d'État actuels et intimes étaient pleins d'enthousiasme pour la Liberté, l'Égalité et la Fraternité, et le *Hail Colombia* était devenu un chant populaire russe. » Un an

mentation réussit pleinement. Il eut pour effet la confection d'un tarif qui ne le cédait point à l'ancien quant à l'étroitesse des principes appliqués. Le ministère des finances ne se montra inflexible que sur le chapitre de la libre importation du matériel des chemins de fer. C'est même à cette circonstance surtout et à l'esprit dégagé de préjugés du comte Bobrinski, lequel avait été, en 1867, nommé ministre des travaux publics en remplacement de Melnikoff, qu'il faut attribuer le rapide développement du réseau des chemins de fer, qui déjà a mis en communication Moscou et Nichni-Nowgorod, Kieff et Odessa, Dunabourg et Orel, Liban et Kowno, Saint-Pétersbourg et Reval, et qui bientôt s'étendra sur la grande moitié du territoire de l'empire. Le comte

et demi auparavant, les officiers d'une escadre russe qui stationnait à New-York avaient fait une marche triomphale du même genre à travers le territoire de l'Union, qui était alors encore en proie à la guerre civile. Depuis cette époque, le lien existant entre le parti national russe et les républicains de l'Amérique du Nord a été encore consolidé et resserré sous l'influence des prétendus cas de parallélisme que l'on a cru découvrir entre les faits de l'histoire moderne des deux États. Le rôle que les républicains de l'Amérique du Nord ont joué en tant qu'émancipateurs des esclaves dans les États du Sud, les démocrates moscovites le revendiquent pour eux-mêmes à l'occasion de l'action exercée par eux en Pologne et en Lithuanie, et le protectionnisme russe, qui fait cause commune avec eux, n'est pas peu fier de voir que l'excellence de son système a été démontrée scientifiquement par un citoyen de l'Union (Carrey), et que ce système n'a reçu nulle part une application plus complète et plus rigoureuse que dans la patrie de la liberté et des idées libérales modernes. Dans cette théorie, la non-liberté économique est le corollaire obligé du développement démocratique national. Voilà comme la nation du virginal orient doit marcher désormais de pair avec la nation de l'avenir occidental, à la tête de la civilisation, laissant loin derrière elle le monde européen et sa civilisation dégénérée!

Bobrinski a dressé un plan indiquant l'ordre dans lequel devaient être accordées les concessions qui étaient sollicitées de tous côtés, et il s'est appliqué à restreindre les formalités de la procédure officielle qui, avant lui, entravaient et faisaient traîner en longueur les octrois de concession. La plupart des lignes ont été construites par des associations privées et par des associations régionales. Les chemins de fer méridionaux, notamment, doivent leur naissance à l'énergie du baron Ungern-Iternberg, lequel est mort l'an dernier [1].

Bobrinski et Reutern comptent parmi les plus connus et les plus populaires, — du moins dans certains cercles, — des conseillers actuels de l'empereur. Après avoir passé jadis pour un ardent libéral et, de temps à autre, pour un ami de la Pologne, le ministre des finances, depuis plusieurs années, ne s'occupe plus que des intérêts de son département. Il se tient autant que possible à l'écart de la grande politique et de l'agitation des partis. Il évite surtout avec soin tout ce qui pourrait, d'une façon désagréable, rappeler à la presse et au public son origine allemande. Célibataire, ayant passé la cinquantaine, d'un extérieur froid et boutonné, M. de Reutern se montre rarement en public. Nos cercles boursiers lui ont, maintes fois, notamment à l'occasion de son entrée en fonctions, donné des témoi-

1. Le baron Ungern a construit d'après la méthode américaine, et il s'est servi, à cette fin, de compagnies de détenus qui lui avaient été fournies par la Couronne. Pour être assuré contre le soupçon d'exploiter ces individus et pour pouvoir attester les bonnes conditions de l'alimentations qu'il leur donnait, il avait pris la précaution de les faire peser à leur entrée à son service et à leur sortie.

gnages de leur confiance. Quant au comte Bobrinski et à son frère l'aide de camp général, ils comptent tous deux, à raison de leur caractère loyal, indépendant et véritablement aristocratique, parmi les membres les plus aimés et les plus estimés de notre haute noblesse.

De tous les sous-secrétaires d'État, le plus jeune est le prince Andréas Lieven, auxiliaire de Walouïeff, le plus ancien est M. Westmann, qui tous les ans, pendant la saison d'été, remplace le prince Gortschakoff dans la direction du ministère des affaires étrangères, mais qui, d'ailleurs, pendant tout le cours de l'année, joue, sans éclat et sans bruit, un rôle important. De longue taille, maigre et sec, taciturne, toujours boutonné jusqu'au menton, M. Westmann, de qui le chancelier fait le plus grand cas, est issu d'une obscure famille de fonctionnaires. Il était, il y a vingt ans, censeur à la poste. Recommandé au chancelier de l'empereur, comme étant un homme tout particulièrement sûr, discret et laborieux, il entra dans la chancellerie, dont il demeura pendant plusieurs années le directeur. Gortschakoff, qui avait eu longtemps pour sous-secrétaire d'État un personnage de haute naissance mais insignifiant, profita de l'entrée de celui-ci au service de la cour, pour appeler à ses côtés le modeste et discret directeur de la chancellerie, d'abord à titre provisoire, puis à titre définitif. M. Westmann passe pour être tout-puissant, notamment en ce qui concerne les questions de personnes. Il évite tout ce qui pourrait ressembler à de l'ostentation ou à de la morgue, il sait

ménager les faiblesses de son chef et il se consacre exclusivement à son service. On rencontre rarement dans la société le sous-secrétaire du chancelier de l'empire : on le voit tout au plus aux bons concerts et dans les petites réunions musicales. Il est grand amateur de musique classique de chambre et passe pour être fin connaisseur en cette matière. Le chancelier estime en lui, non-seulement le fonctionnaire consciencieux et compétent, mais aussi l'ami sûr et loyal, qui, sans jamais imposer son opinion, sait, le cas échéant, formuler un avertissement et un conseil[1].

Comme dans les autres États monarchiques de l'Eu-

1. On sait, notamment, que Westmann a, maintes fois, avisé le prince de la légèreté et de la frivolité de son favori Catacazy. Ce Catacazy passe pour avoir gagné la faveur de Gortschakoff par la vivacité de ses répliques et par ses bons mots, pour lesquels le spirituel et alerte vieillard a toujours eu un certain faible. L'ancien conseiller d'ambassade avait, notamment, annoncé au chancelier la mort de son chef, personnage absolument insignifiant, en disant : « En rendant le dernier soupir, ce digne homme a rendu un dernier service à la patrie. » Il n'est que trop vraisemblable que la nomination du jeune conseiller d'État au poste d'ambassadeur à Washington, nomination qui surprit tout le monde, doit être en partie attribuée au plaisir que cette spirituelle boutade fit à Gortschakoff. Au reste, ce qu'on a reproché au prince, c'est moins encore cette nomination elle-même, que l'obstination impérieuse avec laquelle il persista à maintenir à son poste, bien qu'il ne fût pas à la hauteur de cette fonction et qu'il la compromît sans cesse par de nouvelles frasques, son favori, dont on connaissait les allures emphatiques, vantardes et prétentieuses. « Point de mélodrames ! » — avait dit une fois Gortschakoff dans un télégramme envoyé à Washington en réponse à une dépêche ampoulée de Catacazy. On sait que Catacazy a quitté le service de l'État et qu'il a essayé de justifier publiquement sa conduite. Mais cette tentative a été aussi malheureuse que possible, et elle n'a fait que confirmer le jugement défavorable que notre société officielle, comme notre société non officielle, avait porté sur cet aventurier sans tact ni tenue.

rope, le directeur de la police de la résidence, à raison de ses rapports quotidiens et directs avec la personne du souverain, compte parmi les fonctionnaires les plus influents. Les fonctions de chef supérieur de la police de Saint-Pétersbourg sont actuellement, pour la première fois depuis une quarantaine d'années, entre les mains du général Trephoff (ne pas confondre avec Tnepoff), homme honorable, qui est parfaitement à la hauteur de son emploi. Se conformer aux vœux et aux volontés de l'empereur et de la cour, veiller au maintien d'un décorum convenable dans la capitale et éviter avec soin de ne donner aucun grief aux personnages influents, telle avait été l'unique préoccupation des nombreux fonctionnaires qui, avant Trephoff, avaient occupé ce poste important et qui, en conséquence, s'étaient faits piteusement les humbles officieux de tous les personnages princiers, de tous les ministres bien en cour, de tous les aides de camp généraux, sans parler de leurs chefs directs, savoir : le ministre de l'intérieur, le gouverneur général et le gouverneur de Saint-Pétersbourg, et la « 3e section. » Hors d'état de satisfaire à des prétentions aussi diverses et à des obligations aussi multiples, presque tous ces fonctionnaires ont été plus ou moins malheureux dans l'exercice de leur emploi. Le général Trephoff, qui avait été auparavant chef de la police de Varsovie, et qui, en cette qualité, avait été recommandé par le baron Frédériks, ancien chef général de la police du royaume, apporta dans les nouvelles fonctions des principes de conduite tout à fait nouveaux. Il voulut

s'occuper de la résidence elle-même et veiller à sa sécurité et à l'ordre public, au lieu de se préoccuper exclusivement des fantaisies de ses chefs hiérarchiques. Il avait d'ailleurs, la conscience de satisfaire à sa mission en donnant satisfaction aux vœux légitimes de tous les habitants de la résidence. Ce système a été couronné d'un plein succès. Avec le coup d'œil d'un véritable policier, il reconnut qu'il fallait, avant tout, avoir un personnel sûr, c'est-à-dire suffisamment payé, et organiser une discipline rigoureuse et uniforme. Il eut soin d'améliorer le service de la police et d'en simplifier l'organisation, et il sut, — ce qui était la partie la plus difficile de sa difficile mission, — se rendre personnellement indépendant des caprices des grands personnages et s'affranchir de toute ingérence de leur part dans les affaires de la police. Il existe à peine un autre fonctionnaire supérieur qui ait eu à subir autant d'assauts et de conflits que le chef suprême actuel de la police de Saint-Pétersbourg. A toutes ces épreuves il a fait face victorieusement, et il a fini par se rendre le maître absolu de son département. Soutenu par la confiance de l'empereur, il a réussi à suivre sa voie sans encombre et sans tracasseries de la part, soit de ses chefs, soit de toute autre personne. Toutes les branches de l'administration de la police ont été notablement améliorées par ses soins. A l'inverse de ses prédécesseurs qui, dans leur zèle servile, ne se préoccupaient que de la bonne viabilité des rues principales de la résidence et de la sécurité des palais impériaux et des hôtels aristocratiques, il a établi une

surveillance sévère et aussi impartiale que possible, eu égard aux circonstances, sur tous les quartiers de la ville, sur toutes les couches de la population. Il était autrefois de règle que celui qui avait été victime d'un vol, dissimulait sa mésaventure, c'est-à-dire achetait le silence du surveillant du quartier pour se soustraire aux ennuis d'une enquête interminable et presque toujours sans résultat. Aujourd'hui, nul ne craint plus de signaler les dommages et les pertes dont il a été victime; le pavé des chaussées et l'éclairage sont surveillés dans les ruelles les plus éloignées, comme dans la Perspective et dans la petite Morskoi. Les prescriptions relatives à la taxes des fiacres ne sont pas encore complétement observées, mais un progrès réel n'en a pas moins été réalisé de ce côté. Quant aux coquins de distinction, il faut qu'ils se tiennent sur leurs gardes tout comme les voleurs de bas étage. Le service des pompiers est devenu sérieux et il a cessé de n'être qu'une occasion pour la police de faire montre de son zèle et pour les voleurs d'exercer leur industrie. Nos trop fameuses « classes de danses » (bals publics équivoques) elles-mêmes n'osent plus se livrer comme autrefois à leurs débordements.

Une part des services rendus par l'administration de Trephoff, est l'œuvre de son auxiliaire le colonel et aide de camp Kosloff, jeune homme de bonne famille,—il a pour oncle l'aide de camp général Sinowjeff, — qui déjà s'était signalé à Riga, par la réorganisation du service de la police et que Trephoff a mandé à Saint-Pétersbourg, pour lui confier la sur-

veillance spéciale du service des pompiers. Trephoff compte parmi les hommes les plus populaires de la résidence, à laquelle il a rendu d'incomparables services. Il est probable que la confiance de l'empereur le maintiendra longtemps encore à son poste.

CHAPITRE III

NOS MINISTRES DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

> **Мы всѣ учились по немногу,**
> **Когда нибудь и какъ нибудь.**
> **Пушкинъ.**
>
> **Nous apprimes un peu de tout,**
> **N'importe comment, n'importe où.**
> **Pouchkine.**

Jamais un souverain russe ne fut accueilli à son avénement avec des marques plus visibles de joie et d'espérance qu'Alexandre Ier, le successeur de l'infortuné Paul. « Après avoir dormi quatre ans dans la tombe, a dit dans ses mémoires un écrivain qui avait vu les remarquables événements de 1801, Catherine était ressuscitée dans la personne d'un superbe jeune homme; c'était son bien-aimé petit-fils qui déclarait dans son manifeste qu'il ferait renaître pour nous le temps de cette impératrice... Tout le monde se sentait plus libre et respirait plus aisément; tous les visages étaient devenus plus joyeux. Le mois d'avril qui suivit la mort de l'empereur Paul fut plus animé que tous ceux dont on pouvait se souvenir; les fonctionnaires et les officiers, exilés dans leurs terres ou déportés en Sibérie, ren-

traient en foule à Saint-Pétersbourg pour briguer la faveur du jeune empereur; toutes les routes étaient couvertes de voyageurs à la mine joyeuse; la Russie s'était tellement transformée en quelques jours qu'on ne la reconnaissait plus. »

Pendant les quinze premières années de son règne, le nouveau souverain sembla surtout s'efforcer de réaliser les brillantes espérances que ses sujets avaient conçues. Élevé à l'école de Laharpe et sous l'influence de sa grand'mère, l'amie des philosophes Voltaire et Diderot, le fils aîné de l'empereur Paul était de tout point le contraire de son malheureux père, dont il n'avait jamais été aimé; il professait avec enthousiasme les idées humanitaires du dix-huitième siècle et était un vrai libéral dans le goût de l'époque. Pensant que sa principale mission devait consister à faire progresser l'éducation et l'instruction, il favorisa et appuya tous les efforts qui pouvaient ranimer la vie intellectuelle en Russie, et produire une réaction contre la stagnation déjà visible dans les dernières années du règne de Catherine. Grâce à la protection de Karamsine, la littérature nationale, qui n'était jusqu'alors qu'un objet d'amusement pour la cour et pour quelques cercles érudits prit un élan tout à fait inattendu; dans toutes les parties de l'empire, on vit se fonder des universités, des colléges, des établissements techniques; dans les grandes villes, on créa des écoles pour les enfants du peuple et de la petite bourgeoisie. La franc-maçonnerie, implantée dès 1730 à Moscou par Schwartz et Nowikoff, osa sortir des cachettes où les interdictions sévères de

l'empereur Paul, l'avait forcée de se réfugier et trouva auprès d'Alexandre et de ses amis intimes la protection et l'appui dont elle avait besoin. L'instruction et le progrès prirent partout une nouvelle vie, et le philanthropique monarque, loin de montrer de la méfiance, laissa une entière liberté à toutes les tendances qui n'étaient pas directement hostiles à l'État; les préjugés et les scrupules nationaux et ecclésiastiques semblèrent avoir quitté le sol de la Russie pendant cette heureuse période, qui fut comme le printemps du règne d'Alexandre. Lorsque l'empereur transforma en 1802 les colléges gouvernementaux en ministères placés immédiatement sous sa surveillance, il créa aussi un ministère de l'instruction publique, qui devait non-seulement organiser l'enseignement, mais aussi appuyer et protéger tous les efforts ayant pour but de propager les connaissances supérieures et la véritable philanthropie. L'empereur avait raison de dire qu'en créant ce ministère, il avait comblé une regrettable lacune de l'organisation administrative et satisfait à un besoin qui existait depuis longtemps. Au dix-huitième siècle, l'instruction publique était dénuée en Russie de toute direction unitaire. Les écoles primaires fondées par un ukase de Pierre-le-Grand, étaient placées, dans les endroits où elles avaient été réellement créées, sous la surveillance des autorités municipales (lois du 28 février 1714 et du 16 janvier 1721); les instituteurs étaient subordonnés à l'administration de l'amirauté (ukase du 16 avril 1720); l'organisation des écoles créées pour les enfants des nobles, était confiée au premier héraut d'armes; on n'avait pas

du tout songé à fonder des écoles pour les enfants des paysans. La direction supérieure de tout le haut enseignement devait, d'après les intentions de Pierre-le-Grand, rentrer dans les attributions de l'académie des sciences, dont les membres devaient se charger de composer des livres d'école et se consacrer à l'enseignement. Dès qu'elle se sentit un peu maîtresse d'elle-même, l'académie s'exempta naturellement de cette tâche pour accomplir sa véritable mission, qui consistait à faire progresser la science. Pendant la période qui suivit la mort du grand réformateur, période caractérisée par un désordre général et par une absence complète de principes, on ne fit naturellement rien pour l'enseignement. Ce n'est que sous Catherine II que l'on fit des efforts pour reprendre aussi à ce point de vue les traditions de Pierre-le-Grand. L'impératrice fonda un grand nombre d'établissements d'instruction militaire supérieure, qui étaient destinés à préparer les fils des nobles au service militaire, encore obligatoire à cette époque; mais elle s'en était tenue là. L'enseignement ne fut organisé comme une branche indépendante de l'administration ni sous Catherine ni sous Paul, bien que ce souverain ait tenté plusieurs fois de rendre inutiles les voyages à l'étranger en organisant d'une meilleure façon les écoles du pays. — Alexandre avait l'intention de faire du ministère de l'instruction publique l'égide suprême de l'enseignement scolaire proprement dit et le centre de tous les efforts faits en Russie dans l'intérêt de l'instruction. Le comte Alexis Kyrillowitch Rasoumowsky, fils du fameux feld-maréchal,

fut chargé de la direction de ce ministère, et en même temps du protectorat des nombreuses loges maçonniques qui s'étendaient de Saint-Pétersbourg et de Moscou sur tout le vaste empire, *travaillant* non-seulement dans les capitales, en Pologne, en Livonie et en Courlande, mais aussi en Sibérie et sur les bords de la mer d'Okhotsk, et se créant avec une rapidité extraordinaire des amis dans toutes les classes de la société, à l'exception du clergé orthodoxe. Malgré la confusion qui y régna toujours, ces loges exercèrent une très-grande influence sur l'éducation intellectuelle des hautes classes de la société ; car elles devinrent bientôt le centre d'une agitation qui était extrêmement active sur le terrain politique et religieux, et dont les fauteurs croyaient agir conformément aux intentions de l'empereur, en préparant la Russie à recevoir des institutions constitutionnelles et à jouir d'une tolérance qui était assez nettement opposée aux traditions de l'Église orthodoxe et à l'exclusivisme de l'esprit national. Sous l'influence des Lanskoï, des Wielopolski et des Batenkoff, on travailla systématiquement à faire une brêche au formalisme inanimé et au dognatisme glacial de l'orthodoxie, et à y introduire une nouvelle vie. Pendant de longues années, ces tendances furent formellement approuvées par le gouvernement. Les maîtres libéraux des religions de l'occident, tels que Gessner, Fessler, etc., étaient sûrs d'être accueillis avec empressement par ceux qui s'occupaient de l'éducation du peuple russe, et personne ne trouvait étrange que l'empereur montrât une prédilection particulière pour les usages et les opinions des

protestants, qu'il distinguât, toutes les fois qu'il en avait l'occasion, les ecclésiastiques évangéliques, et favorisât d'une façon systématique les alliances entre les familles des nobles russes et celles des nobles allemands et luthériens. Dès son apparition à Moscou, la franc-maçonnerie russe avait offert un caractère très-différent de celui de la franc-maçonnerie de l'Europe occidentale ; elle avait des tendances plutôt mystiques que rationalistes et favorables à la propagation des lumières, et la principale tâche qu'elle s'imposait consistait à rendre le sentiment religieux plus profond. L'empereur Alexandre montrait depuis la catastrophe de 1812 et depuis les grands événements de la guerre d'Allemagne et de France un penchant prononcé pour les spéculations, nous pourrions dire pour les enfantillages mystiques, qui était entretenu dans son esprit par l'amiral Tchitchakoff, personnage jouissant alors d'une haute considération. Ce penchant qui le soumit plus tard à l'influence de madame de Krüdner, de Baader et d'autres saints d'une étrange sorte, n'était pas du tout un phénomène spontané, mais le résultat de l'éducation reçue par une grande partie de la haute société russe. Les hommes libéraux qui étaient du nombre des amis intimes d'Alexandre, ce même Tchitchakoff[1] dont nous venons de citer le nom, et le prince Galytzin (*le grand* Galytzin), étaient précisément les partisans résolus de madame Krüdner, dont ils soutenaient

1. Tchitchakoff fut banni et dépouillé de ses biens en 1834 par l'empereur Nicolas, parce qu'il n'avait pas voulu renoncer au séjour de l'Angleterre, bien que l'empereur eût, dans un moment de caprice, ordonné à tous les Russes qui étaient à l'étranger de rentrer dans leur pays.

les idées. Jugés au point de vue orthodoxe russe, ces personnages auquel l'Europe occidentale reprochait d'être piétistes, étaient encore les représentants des principes libéraux. Ils entretenaient des relations très-intimes avec les libéraux politiques tels que Tourguénieff et Labsine; de plus, leurs prédilections pour le subjectivisme vivant de la piété des Européens occidentaux, l'enthousiasme que leur inspirait tout idéal humanitaire, et l'intérêt qu'ils étaient obligés de montrer, en raison de la situation qu'ils occupaient comme hauts fonctionnaires, pour les religions *étrangères* non reconnues, mais seulement tolérées en Russie, tout cela faisait d'eux les adversaires naturels du froid formalisme et de la bigoterie servile de l'Église orthodoxe et du parti réactionnaire et pseudo-nationale (ou vieux russe, comme on disait alors) allié à cette Église.

Le plus éminent de tous les hommes d'État favorables à ces tendances fut le prince A. M. Galytzin, conseiller intime et directeur général des postes, procureur en chef du synode à partir de 1803, ministre de l'instruction publique et du culte à partir de 1817, ami intime de madame de Krüdner, et connu aussi en Allemagne comme protecteur du vieux Jungstilling et comme intermédiaire entre Baader et l'empereur. Le prince, dont, malgré le peu de mémoire de la nation russe, on voit encore le portrait dans le cabinet de travail de plusieurs membres de la haute société, était un homme aussi distingué par son éducation que par la noblesse de son caractère et l'amabilité de ses manières (deux qualités qu'il n'a pas conservées, il est vrai, pendant les der-

nières années de sa vie); mais c'était malgré cela un saint d'une singulière espèce. Comme un grand nombre de membres de la haute société du temps, il avait renoncé du jour au lendemain à la philosophie des libres-penseurs du dix-huitième siècle pour se livrer à l'exaltation mystique; que, déjà avant 1813, — époque à laquelle elle fut mise à la mode, — il avait cultivée. La sympathie de Galytzin pour le piétisme et le mysticisme allemands provenait d'un véritable besoin de sentiments religieux, et était tout à fait sincère; le prince fit les sacrifices les plus considérables en faveur des sociétés bibliques et des associations de bienfaisance créées sous sa protection. Ses « pieux » amis Gamaleïa, Pésarovius, de Poll, etc., étaient des hommes d'une parfaite honorabilité, mais d'un esprit borné. Le caractère particulier du christianisme qu'il professait n'en rappelait pas moins les pires excès de l'exaltation des frères moraves. A l'époque où il remplissait les fonctions de ministre, le prince était déjà un homme assez âgé et assez corpulent; mais cela ne l'empêchait pas de montrer, comme son souverain, une fâcheuse prédilection pour les jeunes sœurs en Jésus-Christ dont la nature avait soigné les formes, et les réunions pieuses auxquelles il assistait avaient souvent une affreuse ressemblance avec les parties fines de sa jeunesse. Un des personnages qui prirent part aux étranges aventures par lesquelles le prince compromit plusieurs fois d'une manière sensible la haute situation qu'il avait acquise par ses talents politiques, vivait encore il y a quelques années; un service rendu au prince dans un

moment critique lui avait procuré une position et des dignités. On montrait encore, il y a peu d'années, aux portes de Saint-Pétersbourg, non loin de l'ancienne route postale de Varna, la petite maison où se faisaient les plus secrètes des dévotions secrètes auxquelles le ministre de l'instruction publique avait coutume d'assister en qualité de président. Lorsque les prières et les chants étaient achevés, on y éteignait les lumières, d'après ce qui avait été dit à la police, et l'on exécutait dans le déshabillé le plus complet des danses qui, en réalité, n'étaient pas faites pour être exécutées en plein jour, et qui ressemblaient fort aux fameux *bals adamites* donnés à Vienne par le baron Kutschera. Le comte Araktchéïeff, l'ennemi mortel de Galytzin, avait eu connaissance de ces exercices et avait ordonné à la police, qui était soumise à son influence, de faire tout son possible pour se saisir de ceux qui y prenaient part. Par une froide nuit du mois de mars 1819 ou 1820, on était précisément en train de se réchauffer les membres en dansant une pieuse ronde, lorsqu'on entendit frapper à la porte de la salle, et quand le valet de chambre de Galytzin, placé dans le vestibule pour faire le guet, annonça que la police faisait mine d'enfoncer la porte de la maison, le prince se crut perdu; mais son jeune secrétaire l'entraîna près d'une fenêtre, par laquelle il sortit en faisant passer avec si peu d'égards le corpulent Galytzin par l'étroite ouverture, que ce dernier s'y déchira les flancs, mais put du moins gagner le large. Le prince et le secrétaire se sauvèrent en ville en traversant, à peine vêtus et nu-pieds, un champ couvert de

neige, sans tomber dans les mains de la sainte-hermendad d'Araktcheïeff. Le prince en fut quitte pour un rhume de cerveau, qui le guérit, dit-on, pour quelques années de ses coupables penchants ; quant au jeune secrétaire, il est mort en 1874, à un âge avancé et dans une brillante position.

L'homme qui était exposé, même après sa conversion, à des aventures aussi scabreuses, n'en était pas moins un des ministres de l'instruction publique les plus capables et les plus actifs que la Russie ait jamais eus ; il prenait ses fonctions tout à fait au sérieux, et sa mémoire a été bénie pendant de longues années. Labsine et Alexandre Tourguénieff, conseillers et confidents de Galytzin, dont ils n'ont, du reste, jamais partagé les penchants mystiques étaient très-considérés par les meilleurs d'entre leurs contemporains et rendirent en Russie d'importants services à la cause de la science ; les universités russes n'ont jamais eu un aussi vigoureux élan ni joui d'une aussi grande liberté que sous l'administration de Galytzin, qui n'était pas un savant, mais un véritable Mécène, et savait apprécier et récompenser l'activité intellectuelle et scientifique.

Cet homme remarquable ne remplit que pendant cinq ans les fonctions de ministre de l'instruction publique. Il fut renversé en 1824 par une intrigue qui eut une importance et un retentissement funestes. Après son retour d'Allemagne, qui eut lieu en 1819, l'empereur Alexandre, soumis à l'influence des Metternich, des Stourdza, etc., était rempli de la plus grande méfiance pour tout ce qui sentait le libéralisme, et l'on

comptait, comme nous l'avons dit, parmi les libéraux les piétistes et les rêveurs du genre de Galytzin. L'empereur avait d'abord montré pour les aspirations de son temps un dévouement plein de confiance, qui avait fait de lui le souverain le plus populaire et le plus aimable de l'époque de la Restauration; mais ce penchant avait fait place à une hypocondrie qui non-seulement le torturait lui-même, mais pesa bientôt comme un cauchemar sur la cour et sur toute la société de Saint-Pétersbourg, faisant surtout souffrir les amis et les confidents des jours heureux de ce monarque vieux avant l'âge et tourmenté par la méfiance qu'il nourrissait envers tout son entourage. Araktchéïeff, le comte Golénitcheff-Koutouzoff, le trop fameux Magnitzky et plusieurs autres membres du parti réactionnaire militaire et ecclésiastique profitaient de ce moment pour prévenir l'empereur contre leurs adversaires libéraux et finalement contre tous ceux qui ne se conformaient pas sans restriction à leurs idées. En 1822, toutes les loges maçonniques qui existaient en Russie furent fermées par ordre du comte W. P. Kotschoubéï, ministre de l'intérieur[1]; quelque temps après, ce fut le tour des sociétés bibliques et de tout ce qui s'y rattachait. Le clergé orthodoxe, qui voyait depuis longtemps avec une colère contenue l'influence croissante des sectes

1. Cette mesure contribua beaucoup à pousser dans les sociétés secrètes, devenues plus tard des clubs de conspirateurs, les jeunes officiers nobles qui ne disposaient pas des moyens légaux nécessaires pour satisfaire leur besoin d'éducation et leur goût pour la société. Le colonel Patenkoff, un des chefs de l'insurrection de décembre, était devenu, par exemple, maître des loges de Sibérie.

protestantes, et en particulier celle des frères moraves, s'allia avec les réactionnaires vieux-russes pour renverser Galytzin et ses amis libéraux.

A la tête de la coterie étaient placés Araktcheïeff, le comte Golénitcheff-Koutousoff (fils du feld-maréchal) et l'amiral Schischkoff, secrétaire de l'Empire; les chefs ecclésiastiques de la conspiration étaient les métropolitains Seraphim et Photi, archimandrite (supérieur) du couvent de Jourieff, un des confesseurs les plus aimés et les plus influents du grand monde, et en particulier du sexe féminin. La présence du métropolitain de Saint-Pétersboug et Moscou, Seraphim, alors président du synode, dans les rangs des adversaires du prince, n'avait qu'une importance pour le moins secondaire.

Vivant en apparence sur le meilleur pied avec le ministre, le rusé supérieur du couvent de Jourieff savait se procurer des audiences secrètes chez l'empereur, qui était facile à persuader, et lui faisait croire que le trône et l'autel étaient mis dans le plus grand danger en Russie par les manœuvres du prince hérétique et de ses amis Tourguénieff, Rounitch, Popoff, Labsine etc., qui étaient des esprits fourvoyés. Photi a noté, souvent textuellement, ces entretiens dans le journal qu'il a laissé; il assure qu'il réussit comme l'avait fait en son temps madame de Krüdner, à émouvoir l'empereur au point de le faire tomber à genoux et de lui arracher des larmes. Araktchéïeff, qui avait à peine quitté l'empereur depuis 1822, fit de son côté tout ce qu'il put, et la bombe fut bientôt prête à éclater. L'étincelle qui devait l'enflammer fut lancée par Photi lui-même; ayant ren-

contré dans la chapelle privée de la comtesse Orloff, sa pénitente, le prince Galytzin, qui ne s'attendait à rien, il lui enjoignit d'une voix impérieuse et en le menaçant de l'anathème de renoncer à une conduite désagréable à son Dieu. Galytzin s'adressa à l'empereur pour obtenir satisfaction; mais il reçut une réponse si blessante qu'il fut bien forcé de se dire que les jours de son ministère du culte[1] et de l'instruction publique étaient comptés.

Les relations intimes qu'il avait eues autrefois avec le souverain empêchèrent toutefois qu'il ne fût démis de toutes ses fonctions gouvernementales; on lui laissa la direction générale des postes; mais le portefeuille qu'il avait possédé pendant cinq ans fut donné à son vieil adversaire l'amiral Schischkoff[2]; les fonctions

1. Galytzin est le seul ministre des cultes qu'ait eu la Russie. Il était en même temps procureur en chef du synode et s'attira par là d'une façon toute particulière l'inimitié du clergé.

2. Comme le prouvent les lettres publiées il y a environ dix ans de Photi à la comtesse Orloff (Anna Alexéïewna, fille du vainqueur de Tchesmé), la colère du parti bigot provenait surtout de la faveur accordée par Galytzin à Alexandre Tourguénieff, dont on connaissait le libéralisme viril. « Ce fils du diable T. nous déteste, nous autres ecclésiastiques, dit Photi dans une de ses lettres, parce que selon lui nous ne sommes pas de Fénelons... Ce T... nous déteste, nous qui sommes par la grâce de Dieu les successeurs des apôtres et les vrais serviteurs du Seigneur, 1° parce qu'il est l'ennemi déclaré de tout ce qui est divin et de tous les prêtres, un disciple des faux prophètes et des infidèles; 2° parce qu'il est un enragé franc-maçon, et 3° parce que son Fénelon, l'ami de madame de La Motte-Guyon, était aussi un franc-maçon. Il nous déteste, nous autres prêtres, parce que nous ne sommes pas des hérétiques, des francs-maçons, etc... Ce Tourguénieff est comme Séjan, ministre de l'empereur Tibère, dont le corps décapité fut traîné dans les égouts de Rome; mais il n'est pas même un Séjan; il n'est qu'un moucheron maudit de Dieu, qui a beaucoup nui à la parole divine, et personne pour cette raison, n'a le droit de l'écraser. »

de ministre du culte furent supprimées, et celles de procureur en chef du synode, qui y étaient jointes, furent séparées du ministère[1] et confiées à un prince Mechtcherski.

Le successeur de Galytzin, Alexandre Semenowitch Schisckoff, secrétaire de l'empire depuis la chute de Speransky, amiral, président de l'académie pour la langue russe, etc., avait soixante-huit ans lorsqu'il prit possession de son nouveau poste et était déjà une célébrité oubliée. Cet adversaire passionné et borné des tendances libérales de son prédécesseur avait acquis sa réputation littéraire dans les luttes qu'il avait soutenues au commencement du siècle contre Karamsine et son école. Il s'était fait le champion du slavisme et de l'éducation purement nationale et était opposé aux tendances européennes de la jeune école, en particulier aux efforts faits par Karamsine pour dégager la langue russe des traditions slaves et créer une langue littéraire imitée du français. Schischkoff, le premier écrivain qui ait critiqué d'une manière indépendante les réformes de Pierre-le-Grand et leur funeste influence sur l'esprit national, fut l'ancêtre et le précurseur des membres de l'école slavophile et devint rapidement populaire par ses luttes courageuses contre la gallomanie qui régnait dans la littérature et dans la haute société de son pays. Doué au suprême degré du sentiment de la langue,

1. Le premier ministre de l'instruction publique qui ait joint de nouveau à ses fonctions celles de procureur en chef du synode est le comte Tolstoï qui a encore aujourd'hui le portefeuille en question.

il avait rendu d'éminents services à l'idiome russe; sa position de secrétaire de l'empire lui fournit l'occasion de se distinguer par des documents officiels, lois, etc., d'une perfection de style incomparable, et d'exercer par là une grande influence. L'exclusivisme des tendances strictement nationales qu'il suivait sur le terrain politique comme sur le terrain littéraire s'était accru avec le temps et était accompagné d'un ardent fanatisme religieux. Schischkoff croyait devoir se défendre contre l'influence envahissante de l'Europe occidentale par tous les moyens possibles, surtout en prenant des mesures de police pour fermer la Russie à l'étranger et en poursuivant d'une manière impitoyable toutes les tendances libérales à l'intérieur de l'empire. Il agissait à cet égard de concert avec son protecteur Araktchéïeff et les amis ecclésiastiques de ce dernier, les Séraphim et les Photi. A l'époque de ses luttes littéraires contre Karamsine, cet homme passionné et despotique ne s'était fait aucun scrupule d'invoquer dans certains cas l'intervention de la police et de faire parvenir à l'empereur, par l'entremise d'Araktchéïeff, des dénonciations contre son célèbre adversaire et contre ses amis les francs-maçons. Il n'est donc pas étonnant qu'il ait inauguré dès son entrée au ministère, un véritable système d'abêtissement et organisé une razzia contre tous les partisans de Galytzin et en outre contre les membres de l'*Arsamass*, association de poëtes qu'il détestait. Comme il était persuadé que la principale tâche du ministre de l'instruction publique consistait à protéger la nation contre la fausse civilisation de l'Europe et sur-

tout à conserver intactes l'ignorance et la crédulité naïve du bas peuple, les premières mesures qu'il prit eurent pour but de rendre la censure plus rigoureuse et de surveiller plus sévèrement les universités et les autres établissements d'instruction supérieure. Le personnage qui exerçait le plus d'influence sur les décisions de Schischkoff était Magnitzky, conseiller intime et curateur de la circonscription scolaire de Vilna, plus tard de celle de Kasan, homme jouissant encore aujourd'hui d'une triste célébrité à cause de sa haîne pour l'instruction et de sa bigoterie stupide. Sous l'influence de cet obscurantiste brutal et à la grande satisfaction d'Araktchéïeff et de ses adeptes, les cours de droit naturel furent complétement interdits dans les universités, les professeurs d'histoire et de philosophie qui montraient des idées furent destitués par douzaines, les savants et les prédicateurs influents de l'étranger (par exemple Gessner, l'adversaire de l'absolutisme papal) furent transportés au delà de la frontière, les livres défendus furent enlevésdes bibliothèques publiques et privées, etc, etc. A Kasan Magnitzky fit confisquer les préparations anatomiques et les fit enterrer par les prêtres afin que les hommes auxquels les corps avaient appartenu pussent ressusciter sans difficultés au jour du jugement dernier.

Le régime établi par ce dernier ministre du l'instruction publique d'Alexandre Ier fut tellement draconien qu'il parut suffisant à Nicolas, quelque rigoureux que fût le despotisme demandé par ce souverain à son entourage après la crise révolutionnaire de 1825. Schischoff

n'était pas fâché des idées libérales adoptées par l'aristocratie russe, car leur caractère dangereux avait été prouvé par les événements du mois de décembre 1825, et avait fait considérer toute instruction supérieure comme nuisible. Il se montra tout disposé à surveiller encore plus rigoureusement les livres et les journaux, à réglementer encore plus sévèrement la liberté de l'enseignement et à maltraiter d'une manière encore plus impitoyable les universités et leurs membres. C'est par suite des mesures prises par lui que les curateurs des universités cessèrent d'être les protecteurs des établissements d'instruction soumis à leur direction et en devinrent les tyrans et que ces fonctionnaires furent désormais choisis de préférence parmi les vieux généraux.

L'administration de Schischkoff a duré un temps très-court relativement aux effets destructeurs qu'elle a eus. Dès 1828, ce ministre, âgé aujourd'hui de 72 ans, cédait son portefeuille au prince Charles Andréïéwitch Lieven, curateur de la circonscription scolaire de Dorpat, pour consacrer entièrement le reste de ses jours à des travaux lexicographiques. Pendant les dernières années de l'administration de Schischkoff, la partie la plus importante des affaires était dirigée par le secrétaire d'État Bloudoff, l'ami d'enfance de Tourguénieff et de Pouchkine, dont on avait fait le *collègue* du ministre et qui avait quitté l'association d'*Arsamass*, composée des partisans de Karamsine, pour entrer dans la chancellerie de l'homme qui était considéré comme le plus ancien et le plus dangereux ennemi du célèbre historiographe de l'empire. Aucune des nombreuses positions

occupées par Bloudoff pendant sa carrière longue et variée n'a fait autant de tort à sa réputation que les fonctions remplies par lui, de concert avec Schischkoff, fonctions qu'il accepta sans y être autorisé par le moindre prétexte. Les libéraux russes ont gardé bonne mémoire de tout le mal qui a été fait par les successeurs de Galytzin. Les anecdotes concernant l'idiotisme, les scrupules exagérés et le caractère corrompu des pédagogues du temps de Schischkoff, de Bloudoff et de Magnitzky figuraient encore il y a quelques années parmi les moyens dont on se servait habituellement pour ranimer les conversations languissantes dans les sociétés de Saint-Pétersbourg. Lorsque Schischkoff eut quitté le ministère, la direction des affaires éclésiastiques relatives aux cultes dissidents (dont le nouveau ministre ne pouvait guère se charger, vu qu'il était protestant) fut confiée d'abord à Bloudoff et subordonnée plus tard au ministère de l'intérieur; Lieven n'administra que l'enseignement proprement dit, pour lequel s'ouvrirent des jours meilleurs. En sa qualité de fils de la gouvernante de Sa Majesté, le prince était un des intimes de la cour; il avait commencé sa carrière dans l'armée, il était devenu en 1817 curateur de la circonscription scolaire de Dorpat, et avait déjà 61 ans lorsqu'il fut nommé ministre de l'instruction publique. Il passait pour piétiste et opposé à toutes les idées libérales; mais il était protestant, éclairé et doué d'un caractère doux, auquel répugnaient la dureté et l'injustice. De plus, le nouveau souverain ne voulait nullement entendre parler de l'immixtion du clergé orthodoxe dans les affaires

gouvernementales. Araktchéïeff, le mauvais génie d'Alexandre Ier, était renversé depuis longtemps et était mort dans l'isolement, et ce qui s'était passé dans les dernières années de l'administration de Schischkoff faisait penser même dans les cercles strictement conservateurs, que cet état de choses ne pouvait pas durer plus longtemps. Les quatre années que dura l'administration de Lieven furent certainement la période du règne de Nicolas la plus favorable à l'enseignement. Les conditions étaient telles, il est vrai, qu'on ne pouvait songer à créer de nouvelles institutions pour faire progresser l'instruction. On eut du moins l'avantage de voir cesser pendant un certain temps cette foule de nouvelles lois et de nouveaux règlements qui se remplaçaient continuellement les uns les autres; on abandonna en outre à elles-mêmes les anciennes institutions, et l'on serra moins fort que précédemment le frein de l'administration: mais le nouveau régime établi par Lieven finit malheureusement dès l'année 1832[1]. Un ancien libéral, devenu réactionnaire, le conseiller intime SS. Ouwaroff, président de l'académie des sciences, fut chargé alors de reprendre l'œuvre de Schischkoff et de la continuer d'après une méthode meilleure. Ouwaroff, qui était né en 1785, avait fait ses études à Gœttingue. Son *Projet d'Académie asiatique* l'avait fait connaître de l'empereur Alexandre, qui l'avait nommé curateur de la circonscription scolaire

1. Le prince Lieven a survécu de 13 ans à son administration; car il n'est mort qu'en 1845.

de Saint-Pétersbourg (1818), puis président de l'Académie (1823). Il possédait une véritable instruction, connaissait l'antiquité, en dilettante, il est vrai, et protégeait avec ardeur les études orientales; il s'honorait de l'amitié de Gœthe et portait toujours sur lui, comme un diplôme scientifique, la lettre dans laquelle le grand homme louait l'excellent style que le haut personnage russe avait en allemand. Il était trop instruit, trop intelligent, et avait trop appris à connaître les principes de l'administration du moment, pendant les quatre années qu'il avait fréquenté Schischkoff et Bloudoff, pour pouvoir sérieusement se faire des illusions sur l'état des choses et pour ne pas voir que le système auquel la Russie était soumise depuis 1825 excluait le vrai culte de la science; mais cet homme plein d'ambition et dénué d'opinions n'en consentit pas moins à transformer la haine de son maître pour l'instruction en un système qui maintenait le dehors de la science et avait cependant pour but de soumettre l'esprit à un régime qui le tuait. Sous son administration, les établissements d'instruction de la Russie devinrent très-florissants en apparence : jamais les professeurs et les savants ne furent mieux payés; jamais on ne fonda tant de musées, d'observatoires, de bibliothèques et de sociétés savantes; jamais on ne dépensa d'aussi grandes sommes dans un but scientifique ou artistique, et cependant jamais les largesses de ce genre n'ont produit des fruits aussi nuls et aussi misérables que pendant la période comprise entre 1832 et 1848. Ouwaroff, qui avait, comme l'empereur, la rage de réglementer et qui se considérait

en outre comme le pédagogue le plus éclairé et le plus circonspect de son temps, se mêla si impitoyablement de tout ce qui concernait l'enseignement, prescrivit avec tant de pédanterie à chaque arbre qu'il voyait croître la mesure de sa tige et la couleur de ses fleurs que le mouvement scientifique fut dépouillé de toute liberté et que les professeurs et les élèves n'éprouvèrent plus le moindre plaisir à enseigner et à s'instruire. Non-seulement il s'en fallut peu qu'on ne mît les sciences naturelles et philologiques *sans danger* dans l'impossibilité de participer aux progrès de l'époque; mais de plus toutes les branches de connaissances qui se rattachaient plus ou moins à l'administration gouvernementale furent surveillées avec autant de méfiance et réglementées aussi brutalement qu'au temps des Schischkoff et des Magnitzky.

Les hommes de science n'étaient guère plus avancés, lorsque le ministre leur assurait que sa prudence ne s'appliquait qu'aux intérêts du département très-suspect de l'enseignement, auquel son seigneur et maître voulait épargner tout dommage et tout désagrément. Ouwaroff, qui se rappelait de temps en temps les nombreuses brochures libérales de sa jeunesse, essayait en vain de démontrer à la jeune génération que sa propre personne prouvait d'une manière irréfutable que l'on pouvait être à la fois un instrument dévoué de l'absolutisme et un véritable apôtre de la science; vainement il profitait de toutes ses entrevues avec les savants pour faire des hypothèses ingénieuses sur la littérature slave du quatrième siècle de l'ère chrétienne; en vain s'efforçait-il

de raviver l'éclat pâli de sa gloire littéraire en publiant à toute occasion des ouvrages dans les genres les plus différents. Il fut traité par tous les partisans des idées libérales comme l'ennemi et le destructeur de l'éducation du peuple et considéré avec mépris malgré ses citations classiques et ses expressions prétentieuses. Les curateurs et les inspecteurs scolaires nommés par lui étaient aussi stupides et aussi despotiques que ceux qui avaient été choisis par ses prédécesseurs. La crainte servile que le ministre de l'instruction publique avait de perdre les bonnes grâces de la police secrète le rendait encore plus méprisable que M. Schischkoff, qui avait au moins le courage de ses opinions et de sa haine pour l'instruction. Des hommes comme le prince Serge Galitzin, le curateur de Moscou, Bibikoff, le brutal pacha de l'Université de Kieff, G. G. Crafftstroem, le *Papetchitet* (inspecteur) de Dorpat, étaient chargés de gouverner au nom d'Ouwaroff, et l'administration de la censure était livrée sans condition au stupide Krassowski, que le ministre avait coutume d'appeler son chien de garde. Cet état de choses prouvait trop bien les tendances qui régnaient au ministère pour que le vigoureux élan qu'il prit par moments et l'appui qu'il prêta aux entreprises scientifiques de l'étranger pussent empêcher même momentanément le public éclairé de voir où on en était. La Russie devait cependant apprendre que la réaction n'avait pas atteint son apogée sous ce ministre et que l'opinion publique avait eu tort de considérer le dévouement et l'obéissance d'Ouwaroff envers l'empereur comme absolus. L'ami de Goethe et de

Pouschkine[1] eut la satisfaction de tomber victime de la liberté de la science.

Impressionné par les événements de février et mars 1848, l'empereur avait pris la résolution d'attaquer la maladie révolutionnaire dans sa racine et d'anéantir à cet effet toutes les universités de ses États. On eut beaucoup de peine à décider Nicolas à renoncer à cette mesure monstrueuse et à rejeter le projet soigneusement élaboré de Boutourline, d'après lequel les différentes facultés devaient être transformées en écoles spéciales, séparées les unes des autres et transférées dans divers chefs-lieux de gouvernement ; mais l'empereur persista à penser qu'il était absolument nécessaire d'opérer une transformation radicale des institutions universitaires et de restreindre la liberté dangereuse dont elles jouissaient. L'empereur voulait au moins réduire le nombre des étudiants de chaque université à 300, supprimer les chaires de droit politique européen, confier l'enseignement philosophique aux prêtres de l'Église grecque, soumettre à un examen et à une autorisation préalables les notes d'après lesquelles on enseignait l'histoire et les autres sciences dangereuses et abolir le droit que le conseil des professeurs avait d'élire le recteur. Ouwaroff trouva qu'il était au-dessous de lui de contribuer à des restrictions aussi insensées : il avait trop bonne opinion de sa réputation de savant et de la position qu'il occupait vis-à-vis de l'Europe éclairée pour pouvoir les

1. Le célèbre poëte avait dédié ses Посланіе къ Лукуллу (*Lettres à Lucullus*), au savant, qui était « très-libéral » sous Alexandre Ier.

sacrifier et assumer la honte de mesures qui faisaient la plus pénible impression même dans l'obéissante Russie de 1848. Ouwaroff se retira d'une manière aussi théâtrale que le permettaient les circonstances[1] et eut pour successeur le prince Schischmatoff Schévinski, vieillard aussi distingué par sa bigoterie que par son manque d'esprit, qui n'eut jamais le moindre contact avec la science et qui pensait qu'il fallait exécuter aveuglément la volonté du tzar, soit qu'il s'agît d'un changement de coupe des uniformes ou des intérêts les plus élevés de la nation. L'administration de cette obscurantiste dura cinq ans et consista dans une série non interrompue de mesures destinées à détruire en Russie les derniers vestiges de la science et de la liberté intellectuelle et à transformer les établissements d'instruction de l'empire en prisons pour la jeunesse[2]. N'ayant aucun programme à lui, ignorant absolument la valeur d'une éducation élevée, de plus, vieux et infirme, le successeur d'Ouwaroff n'était pour ainsi dire que l'exécuteur des ordres que la 3e section jugeait à propos d'envoyer aux généraux postés au ministère de l'instruction publique pour dompter la jeunesse des écoles. Dès 1850, on avait si complétement balayé tout ce qui pouvait être *dangereux* qu'il n'y eut finalement plus rien à interdire et à surveiller et que les fonctions principales

1. Il a conservé jusqu'à sa mort, survenue en 1855, sa position de président de l'Académie des sciences et son siége au conseil de l'empire.

2. Une des premières mesures du prince eut pour but de rayer la langue grecque de la liste des matières qui devaient être enseignées dans les gymnases.

du ministère de l'instruction publique menacèrent de devenir inutiles. L'administration de la censure, qui dépendaït de ce département et qui était surveillée par un bureau supérieur et secret de la censure nommé directement par l'empereur et composé du prince Galitzin, (président de la commission des requêtes), et du baron, actuellement comte M. A. Korff, avait banni de l'empire presque tous les journaux étrangers et tous les livres nouveaux; les productions remarquables de la littérature russe étaient on ne peut plus rares depuis que Gogol se taisait et que le critique Belinski était mort (1848); la presse du pays se réduisait à l'*Abeille du Nord* et à une douzaine de journaux officiels; les professeurs des universités et des gymnases étaient si timides et si prudents qu'ils n'osaient presque plus ouvrir la bouche. Le ministère n'avait pas autre chose à faire que d'attendre la disparition complète de la génération, qui avait vu des jours meilleurs et s'en souvenait par moments. Le système de répression appliqué depuis trente ans poussait naturellement tous les jeunes hommes amis du progrès vers les idées du radicalisme le plus effréné; et des savants aussi conservateurs que l'historien Granowski en étaient arrivés à ne plus attendre le salut de la Russie que d'une rupture avec le passé et du renversement de toutes les institutions existantes; mais l'administration de Schischmatoff ne s'en apercevait naturellement pas plus que les lynx de la police publique et secrète, qui faisaient seulement attention aux manifestations apparentes des opinions mauvaises et déclaraient de bonne foi, lorsqu'ils n'en décou-

vraient pas, que tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Pendant les dernières années de l'administration de Schischmatoff, la société de Saint-Pétersbourg se demandait surtout quel fonctionnaire ce vieillard solitaire prendrait pour adjoint (*towarischtsch*) et désignerait ainsi comme son successeur. Le prince passait pour complétement inabordable ; il ne fréquentait aucune société, ne recevait personne chez lui et employait tous ses loisirs à des exercices pieux. Tout à fait modeste et passablement timide, le ministre cachait même le nom de l'église où il se rendait chaque jour de très-grand matin pour entendre la messe. Des ambitieux essayèrent en vain de l'approcher et de briguer sa faveur. Le vieux misanthrope semblait être sourd pour tout ce qui ne concernait pas directement son service, et son confident le censeur Krassowski était aussi inaccessible que lui. La haute société avait accueilli dans son sein un individu nommé Awram Sergéïéwitch Noroff qui avait pris part aux guerres de délivrance et y avait gagné une jambe de bois. C'était un bon diable aux idées un peu embrouillées, qui passait pour un savant parce qu'il avait été à Jérusalem et avait écrit tout au long le récit de son voyage et de son séjour en terre sainte et aussi parce qu'il avait ajouté à ses armes cette devise latine : *Omnia si perdas, animum servare memento.* Ce singulier personnage, qui se sentait tout à fait destiné à devenir quelque chose, réussit à découvrir le nom de l'église où le ministre de l'instruction publique allait chaque matin faire ses dévotions et basa sur cette

importante découverte un projet qui eut le plus grand succès. Pour ne pas être remarqué, Schischmatoff se rendait régulièrement au lever du jour à une petite chapelle située dans l'île de la Néwa, appelée Kaméni-Ostroff. Cette chapelle était tout à fait déserte en hiver et était fréquentée en été par tous les fidèles qui habitaient les villas de Kaméni, Chresstowski, Pschorno-Retschki, etc.

Pendant six mois, la voiture de Noroff suivit le carrosse démodé du ministre, à l'heure où ce dernier se rendait à Kaméni pour y entendre la messe du matin. Le soldat de 1813 s'agenouillait ainsi à côté du pieux Schischmatoff pour écouter la messe avec recueillement, et rentrait ensuite dans l'intérieur de la ville, qui commençait à se réveiller. Les mauvaises langues assuraient que Noroff avait fait tout le bruit possible en frappant les dalles de l'Église de sa jambe de bois pour attirer l'attention du ministre. Quoi qu'il en soit, cette manœuvre fit connaître à Schischmatoff son futur adjoint, et l'alliance de ces deux cœurs dissemblables fut conclue à Kaméni. Noroff gagna toute la confiance du vieux prince et se recommanda à lui comme coreligionnaire politique et comme savant par son livre sur la terre sainte. Il devint le collègue de Schischmatoff, et lorsque celui-ci mourut (1853), il lui succéda.

La première moitié de l'administration de Noroff, qui dura aussi cinq ans, coïncide avec l'époque agitée de la guerre d'Orient et du changement de souverain survenu en février 1855. Pendant les années qui précédèrent sa mort, Nicolas avait autre chose à faire que de

s'occuper des universités et des gymnases de son empire, qui étaient domptés depuis longtemps; il laissa agir à sa guise le nouveau ministre, qu'on lui avait recommandé comme un homme tout à fait sûr. L'université de Saint-Pétersbourg, qui était exposée plus que toute autre à la surveillance de l'empereur, était dirigée en outre par deux hommes considérés avec raison comme les défenseurs éprouvés de l'ancien système, le curateur Moussine-Pouchkine, bruyant énergumène, qui était un des derniers chevaliers de la Croix noire de Kulm et jouait pour cette raison le vétéran, et Alexandre Iwanowitch Vitzthum d'Echstædt, inspecteur en chef des étudiants, vieux serviteur de la routine qui veillait avec une exactitude tout allemande (il était d'origine saxonne) à ce que les disciples de la science ne sortissent jamais sans être ajustés suivant le règlement, et boutonnés jusqu'au menton, et rendissent les honneurs aux généraux de la façon prescrite « *rouki pa chwam* » (la main sur la couture du pantalon). L'empereur attachait en effet une si grande importance à ces choses-là qu'il lui arriva souvent de punir lui-même les omissions commises sur ce point et de les reprocher aux directeurs des étudiants coupables comme une preuve de mauvaise surveillance. Personne ne s'occupait du recteur Pletneff, l'ami intime de Pouschkine et l'exécuteur du testament littéraire de cet écrivain, parce que ses supérieurs et ses subalternes savaient tous que ce vieux poëte au doux caractère n'était là que pour l'ornement et ne comptait pas au point de vue de l'administration. Lorsque l'empereur visita en 1854 et

1855 l'université qu'il n'avait pas vue depuis plusieurs années pour assister aux marches militaires des élèves des deux premières sections[1], ordonnées en raison de la situation périlleuse de la patrie, et pour perpétuer le souvenir de sa visite en donnant à l'établissement deux canons de campagne, Moussine-Pouchkine et Alexandre Iwanowitch Vitzthum étaient parvenus à habituer les étudiants à une tenue militaire si correcte que l'empereur rendit ses bonnes grâces à l'université, qu'il avait traitée jusque-là assez mal, et exprima à l'heureux ministre sa satisfaction et sa reconnaissance.

Awram Sergéïéwitch, qui avait toujours eu pour devise : *Vivre et laisser vivre*, s'acquitta du reste, de sa tâche d'une manière si supportable qu'il se maintint à son poste pendant les premières années du règne d'Alexandre et que ses subalternes en furent très-contents. Il était ce qu'on appelle un « brouillon, » un homme de bon caractère, mais d'esprit tout à fait confus, qui avait autant de bonnes intentions que d'idées pratiques, mais auquel manquaient toutes les qualités de l'administrateur et tous les éléments d'une instruction véritable. Le plus grand désordre imaginable régnait dans son département. Les affaires les plus im-

1. Les cours des universités étaient déjà divisés à l'époque d'Ouwaroff de façon à empêcher les étudiants de les choisir dans un ordre contraire au règlement. Lorsque l'étudiant avait fini sa première année, il était forcé de subir un examen pour pouvoir assister aux cours de seconde année, et ainsi de suite jusqu'à la fin de ses études, après lesquelles il lui fallait encore passer un examen. Ce système humiliant et pédantesque continua d'être appliqué sous le gouvernement actuel et ne fut aboli que vers 1860.

portantes y étaient traînées en longueur, puis réglées avec précipitation, et le ministre croyait montrer que son principal devoir consistait à adresser dans toutes les occasions convenables et non convenables de longs discours pleins de lieux communs aux professeurs et aux étudiants. Mais on souffrait tout cela volontiers, car ces défauts étaient compensés par des qualités qui répondaient d'une manière très-suffisante aux modestes besoins de l'époque. Noroff était, en effet, un « *dobri maly* » (un bon enfant), un homme à qui on pouvait parler, qui ne froissait personne, montrait volontiers de la complaisance et comprenait réellement, bien que d'une manière assez vague, la valeur d'une éducation supérieure.

Il l'emportait par là sur la plupart de ses prédécesseurs, et avait au moins le mérite d'ouvrir sa maison aux savants et aux hommes de lettres de réunir régulièrement chez lui les débris de la vieille association poétique des Pouschkine, des Wesemski et des Schoukowski, de protéger les talents naissants, et de faire obtenir des subventions à des hommes comme Gogol. Awram Sergéiéwitch profita avec empressement de la dose de liberté plus grande qui était accordée depuis la mort de l'*inoubliable* aux tendances favorables à l'instruction, pour procurer aux institutions et sociétés savantes des facilités auxquelles on n'aurait pas osé songer du temps de Schischkoff ou d'Ouwaroff. Lorsqu'il se produisait des vacances, les fonctions de curateur, réservées jusque-là aux vieux généraux, étaient confiées à des hommes instruits et non militaires, tel que le fa-

meux chirurgien Pirogaff, Kowalewski et de Bradke. La censure renonça petit à petit à ses rigueurs insensées; la création de nouveaux journaux cessa d'être une impossibilité; la loi qui réduisait le nombre des étudiants, et plusieurs autres restrictions gênantes, ne furent plus observées et finirent par être complétement abolies. La plupart de ces améliorations étaient dues, il est vrai, aux tendances générales de l'époque plutôt qu'à l'initiative du ministre; mais il eut du moins le mérite de ne pas les empêcher. Par malheur pour Noroff, ces mérites négatifs ne parurent plus suffisants lorsque la guerre de Crimée fut terminée et que l'on eut fait disparaître les conséquences directes de cette catastrophe. La décadence des établissements d'instruction publique exigeait une réorganisation radicale, tout un système de nouvelles lois. Une création positive n'était naturellement pas l'affaire du bon Awram Sergéïéwitch, et dès qu'il fut chargé d'une tâche importante en ce genre, on connut la complète incapacité du voyageur en terre sainte, devenu pédagogue sur ses vieux jours. Au printemps de l'année 1858, Noroff reçut tout à coup l'ordre de mander à Saint-Pétersbourg le conseiller intime Kawalewski, nommé curateur de la circonscription scolaire de Kasan sur sa recommandation, et considéré comme un homme des plus capables. Awram Sergéïéwitch ne reçut pas son vieil ami sans éprouver une certaine émotion; car il supposait que Kawalewski avait eu le malheur de s'attirer le mécontentement de l'empereur. Tous deux se creusèrent en vain la tête pour découvrir le motif de cet appel subit et plein de

mauvais présages. Mais quel ne fut pas l'étonnement de Noroff lorsque Kawalewski lui apprit lui-même le lendemain, avec un embarras facile à comprendre, que l'empereur désirait le faire ministre de l'instruction publique, et comptait que Noroff offrirait immédiatement sa démission.

Le successeur d'Awram Sergéïéwitch était, disait-on, un homme intelligent et instruit, mais novice sur le terrain glissant de la haute société. On vit bientôt qu'il était dénué d'influence et incapable d'en acquérir. Il se mit à l'œuvre avec zèle et habileté, élaborant un projet de réorganisation des universités et des autres établissements d'instruction du même rang. Pendant que le ministre recueillait lui-même des informations sur les institutions existantes, pour en étudier les bons et les mauvais côtés, de jeunes fonctionnaires bien intentionnés, plus ou moins capables, et la plupart libéraux, firent des voyages à l'étranger, afin de connaître les universités de l'Allemagne, de l'Angleterre et de la France, et les résultats qu'elles avaient produits. Bien que ces études ne fussent pas précisément sérieuses, elles confirmèrent cependant l'opinion générale, d'après laquelle une réforme radicale était devenue nécessaire. Le résultat final des nombreuses délibérations des commissions et des comités composés d'hommes instruits et non instruits de toute espèce, fut que le ministre se prononça en faveur du système allemand, c'est-à-dire de l'indépendance des corps universitaires, du droit que ces corps ont de se compléter eux-mêmes, et d'une liberté d'enseignement assez étendue, etc. Kawalewski

rédigea un projet dans ce sens, et le présenta au comité des ministres et au conseil de l'empire, pour qu'il fût examiné législativement; mais il rencontra en haut lieu une opposition inattendue. Les universités avaient plus d'une fois abusé des adoucissements qu'on avait apportés aux rigueurs de l'ancien régime, et aucune n'en avait abusé d'une manière plus sérieuse et plus dangereuse que celle de Saint-Pétersbourg; dans cette ville, les étudiants de l'université, les élèves de l'école de médecine et de chirurgie, déjà connue pour son radicalisme, et avec eux un grand nombre de professeurs, se laissaient aller à toutes sortes d'excentricités, négligeaient le culte de la science pour celui de la haute politique, se plaisaient à jouer le rôle de réformateurs socialistes, tenaient des réunions, rédigeaient des brochures et des proclamations, se livraient en un mot à une licence effrénée, qui était la contre-partie naturelle de l'ancien système consistant dans une réglementation servile et dans un complet anéantissement de l'individu. Le parti de la réaction, qui était encore assez puissant à la cour, démontra à l'empereur que les réformes libérales de Kawalewski encourageaient, de la manière la plus dangereuse, l'indépendance dont faisaient déjà preuve les esprits, et que le ministre ne jouissait pas de l'autorité nécessaire pour dominer la jeune génération, etc., etc. L'empereur conçut des craintes, et nomma un comité spécial chargé d'examiner le projet de Kawalewski, et composé du comte Panin, ministre de la justice, homme aux opinions strictement conservatrices du prince Dolgoroukoff, chef de la 3e section, et du

comte Stroganoff, curateur du grand-duc héritier Nicolas Alexandrowitch. C'était la condamnation du projet, ainsi que de son auteur. Kawalewski fut forcé de donner sa démission, et de faire place à un nouveau soleil levant, le comte Poutiatine.

De même que Schischkoff, qui était son modèle et avait été un de ses prédécesseurs, Poutiatine était amiral, haïssait mortellement toutes les idées libérales, et était profondément dévoué à l'Église orthodoxe. Revenu depuis peu du Japon, où il avait conclu un traité favorable aux intérêts russes, le comte n'avait aucune idée des tendances de la jeunesse de l'empire et des exigences de la situation. Les entrevues que cet homme borné et en même temps très-vaniteux avait eues assez souvent avec les *High-Fories*, avaient fait de lui un anglomane et un admirateur de l'Église anglicane, dont la réunion avec l'Église orthodoxe est, comme on sait, un des rêves favoris d'une certaine classe de fidèles russes. Poutiatine portait une barbe coupée à l'anglaise, parlait entre les dents, et se déclarait né pour réaliser en Russie l'union de l'Église nationale et des universités, qui existait déjà dans la vieille Angleterre. Le règlement élaboré par cet homme d'État d'un genre tout nouveau était non-seulement opposé sur tous les points à celui de Kawalewski, mais enlevait aux étudiants un certain nombre de libertés qui leur avaient été accordées dans les dernières années, et dont une partie leur avait été octroyée directement par l'empereur ; ce règlement interdisait en particulier les caisses de secours auxquelles les étudiants de Saint-Pétersbourg attachaient une très-

grande importance. La nouvelle loi fut mise en vigueur dans le courant de l'été de 1861 ; pendant l'automne de la même année, il se produisit dans quatre universités (la Russie en a sept), de véritables révoltes parmi les d'étudiants. Le plus grand nombre des gens éclairés, et spécialement la Société de Saint-Pétersbourg, prirent résolument leur parti, bien qu'il fût, en vérité, question de choses tout à fait secondaires, et qu'il s'agît en particulier de savoir si les étudiants auraient le droit d'administrer eux-mêmes leur caisse de secours.

Si grand que fût le désordre auquel se livrèrent les étudiants de Saint-Pétersbourg, — que l'on punit du reste, en fermant pour trois mois leur université, — l'incapacité et la perfidie, dont Poutiatine et ses adjoints, le curateur et général Philippson et le recteur Sresnewski, firent preuve pendant cette fameuse crise, compensèrent entièrement les excès de cette jeunesse exaltée et des maîtres à la tête chaude qui les dirigeaient : elles occasionnèrent une défaite complète du nouveau ministre. Ce dernier se retira honteusement, poursuivi par le mépris non déguisé de l'opinion publique de la capitale, après avoir tellement compromis ses alliés dans la lutte que ceux-ci durent aussi renoncer aux postes qu'ils occupaient. Les détails de cette indigne affaire ont été racontés pendant des mois entiers par le *Kolokol* de Herzen avec une méchanceté incomparable et occupent encore une place assez importante dans les traditions de la jeunesse universitaire de Saint-Pétersbourg.

Il se produisit encore une fois un revirement complet.

Ayant appris par l'expérience qu'une réorganisation libérale de l'enseignement supérieur était un des principaux besoins de l'époque, et ne pouvait à aucune condition être retardée plus longtemps, l'empereur, tenant compte de la recommandation du grand-duc Constantin, nomma le secrétaire d'État, Golownine, protégé de ce prince, successeur de Poutiatine. Comme tous les amis du grand-duc, le nouveau ministre était un ardent partisan des idées et des institutions de l'Europe occidentale; il se mit si énergiquement à les implanter sur le sol russe qu'il fut bientôt considéré comme le plus avancé de tous les conseillers de l'empereur, et comme le plus libéral des hauts fonctionnaires après M. Milioutine. Golownine eut d'abord beaucoup à faire pour faire cesser la confusion qui régnait depuis le mois de septembre 1861 dans les universités, laquelle avait forcé un grand nombre de jeunes professeurs, en partie très-capables, à donner leur démission, puis dispersé à tous les vents les étudiants de Saint-Pétersbourg. Comme les cours de l'université avaient été interdits par l'empereur, des professeurs et des particuliers avancés faisaient une foule de conférences publiques, où affluaient les gens éclairés, et dans lesquelles régnait un esprit on ne peut plus radical. Les écoles du dimanche, créées de tous les côtés, donnaient aussi beaucoup de fil à retordre, et M. Golownine fut bientôt forcé de se montrer sévère à l'égard de ceux qu'il avait protégés jusqu'alors, et de faire suivre à plusieurs d'entre les principaux criards la route bien connue des pentes orientales de l'Oural. Rien ne faisait tant obstacle

à ses intentions libérales que l'exaltation révolutionnaire dont la jeunesse érudite faisait alors preuve; cette exaltation menaçait de pousser de plus en plus les amis de l'ordre dans le camp de la réaction. Bien que les incendies du mois de mai 1862 eussent de nouveau aggravé la situation de Golownine, l'eussent obligé d'interdire les conférences publiques, de fermer toutes les écoles du dimanche, et l'eussent forcé d'envoyer en Sibérie Serno-Solowiewitch et Tchernytchewski, deux écrivains influents, et de suspendre plusieurs journaux radicaux, le ministre parvint petit à petit à se rendre maître de la situation et commença l'exécution de ses projets de réorganisation. Un heureux hasard avait voulu que l'administration de la censure, administration difficile et pénible surtout pour un ministre libéral, fût séparée déjà depuis un certain temps du ministère de l'instruction publique et subordonnée au ministère de l'intérieur; mais il restait encore d'autres difficultés, qui étaient certainement aussi grandes. Comme la plupart des Russes libéraux et éclairés, Golownine était opposé au système de l'enseignement classique, qui n'a jamais été populaire ni florissant en Russie.

Ce ministre éprouvait, du reste, une profonde antipathie pour les idées exclusivement nationales; il était cependant satisfait que les champions de ces idées combattissent la latinité des gymnases (qui, en vérité, n'avait jamais valu grand'chose), et que l'on contestât le droit de bourgeoisie à la langue des Césars et des papes dans un pays qui n'avait jamais connu le droit romain et n'avait jamais été en contact avec la

civilisation antique. L'étude du latin, très-mal dirigée dans les écoles supérieures (on ne s'était élevé jusqu'au grec que par exception), ne fut pas supprimée, il est vrai, mais mise au second rang et remplacée de plus en plus par celle des sciences naturelles. Ce changement avait malheureusement *deux* inconvénients, qui devaient devenir petit à petit insurmontables pour le ministre. On remarqua bientôt que les élèves de l'un et de l'autre sexe qui avaient passé leur jeunesse à étudier la zoologie, l'anatomie et la physiologie, formaient une génération déréglée et impie, non-seulement ennemie de toute étude approfondie, mais montrant aussi un matérialisme et un athéisme dont toutes les personnes sérieuses étaient épouvantées. Le centre de ces tendances matérialistes était situé, il est vrai, en dehors du département de Golownine; il était dans un établissement subordonné au ministère de la guerre, à l'école de médecine et de chirurgie, dont les élèves s'efforçaient de faire de l'athéisme la religion officielle de tous les établissements d'instruction supérieure; ces écoles donnaient le ton à tous les étudiants de Saint-Pétersbourg, et jouissaient sur ce point de l'appui d'une partie de leurs professeurs, et surtout de la presse. En fait, il s'agissait d'abord de mesures purement provisoires et le gouvernement n'avait encore pris aucune décision définitive touchant le système d'enseignement qui devait être adopté; néanmoins le ministre dut assumer toute la responsabilité de l'éclosion du *nihilisme*, qui semblait vouloir devenir la religion de la jeune génération et que professaient déjà une foule de jeunes hommes et de jeunes

filles, principalement dans les classes moyennes de la société. La seconde conséquence du réalisme qui caractérisait les mesures prises par Golownine fut l'antagonisme qui se produisit entre ce fonctionnaire et deux hommes, que l'on compta bientôt parmi les plus puissants de l'empire russe. Katkoff et Leontieff, les deux rédacteurs de la *Gazette de Moscou*, étaient non-seulement des philologues érudits, mais aussi des champions enthousiastes et dévoués du classicisme, dont ils avaient vu en Allemagne les effets civilisateurs; ils le considéraient comme l'unique source de la véritable éducation et le seul moyen d'échapper à l'ornière de l'éducation mauvaise et fausse dont on souffrait depuis longtemps en Russie. La lutte que ces publicistes entreprirent contre le prétendu *père du nihilisme*, fut pour celui-ci une source d'embarras, dont il lui fut, finalement, impossible de triompher.

Les premiers différends que Golownine eut avec la *Gazette de Moscou* provenaient, il est vrai, d'autres motifs. En sa qualité de *zapadnik* (occidental) et d'ami du grand-duc, gouverneur de Pologne, le ministre de l'instruction publique était un ardent adversaire de la politique de russification prêchée par les publicistes moscovites depuis l'insurrection polonaise de 1863, mise en pratique en Lithuanie par Mourawieff et étendue plus tard par Milioutine au royaume de Pologne. Sur ce point aussi, le ministre se trouva dans la pénible nécessité de s'unir à des hommes dont l'alliance le compromettait et l'exposait à être soupçonné d'éprouver une secrète sympathie pour les

nihilistes. Les journaux inspirés par le ministre de l'instruction publique de 1863 à 1865, le *Golos* et la *Gazette de la Bourse*, plus hostiles dans la suite aux Polonais que la *Gazette de Moscou* elle-même, étaient on ne peut plus gênés dans leur polémique en faveur de la nationalité polonaise, car le *Sowréménik* et d'autres organes radicaux soutenaient la même opinion et l'on reprochait à M. Golownine d'avoir Nekranoff, Pypin et Dobroliouboff pour alliés dans les questions relatives à la Pologne et à l'enseignement. Les divergences d'opinion qui existaient entre le ministre et la *Gazette de Moscou* prirent un caractère de plus en plus menaçant.

D'accord avec le grand-duc et ses amis politiques, le baron Fircks (K. D. Schedo-Ferroti), attaché à la légation de Bruxelles, écrivit, dans l'hiver de 1863 à 1864, sa célèbre brochure : *Que fera-t-on de la Pologne?* dirigée directement contre Katkoff; .cette brochure, d'une allure vive et d'un style très-clair, fit un bruit énorme et trois éditions en furent vendues en quelques mois[1]. Golownine, était à la tête du petit

1. La brochure du même auteur *Le nihilisme en Russie*, parue plus tard et publiée pour la première fois dans l'*Écho de la presse russe* était une apologie indirecte de l'administration de Golownine et le disculpait du reproche de « nihilisme » que lui adressait le parti national. Bien que ce spirituel pamphlet s'efforçàt avec beaucoup d'habileté de démontrer une connexion entre les idées socialistes de la coterie des Milioutine et le radicalisme nihiliste, il passa sans faire sensation. L'auteur est mort en 1872 à Dresde, où il vivait comme simple particulier; il projetait de faire paraître un ouvrage d'une certaine étendue et relatif à la réorganisation du système agraire.

cercle qui défendait à Saint-Pétersbourg les intérêts du grand-duc gouverneur, il commit l'imprudence d'envoyer *officiellement*, la brochure de Fircks à toutes les administrations des universités et des gymnases, pour qu'elle prît place dans leurs bibliothèques, et cela quoi que l'auteur se fût gravement compromis aux yeux des nationaux par un précédent écrit en faveur du rétablissement de la Pologne. Katkoff et Léontieff réussirent, en qualité de professeurs et de membres honoraires de l'université de Moscou, à faire renvoyer la brochure au ministre par l'université qui se prononça d'une façon désapprobative sur ses tendancces antinationales. L'incident fut reproduit tout chaud par la *Gazette de Moscou* et servit de thème à une série interminable d'articles pleins de dénonciations assez transparentes contre Golowine, le grand-duc et le « nihilisme » de certains « pédagogues haut placés de Saint-Pétersbourg. » Et cela se fit, en dépit de la censure préventive qui n'était pas encore supprimée et bien que Walouïeff, son chef suprême appartînt au même parti que le ministre de l'instruction publique!

La série des humiliations préparées au libéral ministre de l'instruction publique ne fut pas encore close par ces attaques scandaleuses et en opposition flagrante avec l'idée traditionnelle que l'on se fait de l'autorité en Russie. Lorsque le gouvernement se fut prononcé définitivement en faveur du programme de russification des nationaux, eut rappelé le grand-duc Constantin de Varsovie et, par cette mesure, eut mis fin aux discussions publiques sur l'avenir du tsarisme, la question

de l'enseignement revint à l'ordre du jour. Après avoir, pendant des semaines, rempli les colonnes du journal de Katkoff d'articles en faveur du classicisme et contre le système officiel, après avoir presque lassé le grand public, à force de traiter cette question, les publicistes de Moscou passèrent des paroles aux actes. Léontieff fonda à Moscou un lycée, destiné à subvenir au manque de bonnes écoles savantes, dont le programme reposât sur les bases de la véritable éducation et de la vraie science. A cette occasion, il annonça *urbi et orbi* que les gymnases de l'État, avec leur défectueux enseignement des langues anciennes et leur goût d'amateur pour les enfantillages de l'histoire naturelle, avaient cessé depuis longtemps de répondre d'une façon satisfaisante au but qu'ils devaient poursuivre, à savoir la préparation aux études académiques[1]. Le lycée fut solennellement inauguré en présence de nombreux dignitaires, de hauts ecclésiastiques, de représentants de l'université de Moscou, de la municipalité et de la noblesse locale; il fut autorisé à porter le nom de lycée Nicolas, en souvenir du fils aîné de l'empereur, mort au printemps de 1865. L'anniversaire de sa fondation est célébrée tour les ans comme une fête officielle, à laquelle tous les partisans de la *Gazette de Moscou* se donnent solennellement rendez-vous.

1. Ce lycée est celui que le prince Frédéric-Charles de Prusse, lors de son dernier séjour à Moscou, a visité sur l'invitation de Katkoff et à l'occasion duquel eut lieu la fameuse conversation du prince avec le célèbre publiciste. La haute valeur de cet établissement est reconnue même par des hommes qui, sur d'autres questions, ne partagent pas les idées de Katkoff et de Léontieff.

Le fait que Golownine, après des humiliations si dures ait pu se maintenir à son poste, pouvait être qualifié de miracle et ne s'expliquait que par les égards de l'empereur pour l'ami et le protecteur du ministre, pour le grand-duc Constantin qu'avait déjà gravement blessé la désapprobation dont sa politique polonaise était l'objet. En outre il faut tenir compte des dispositions du grand public et de la presse qui, malgré leur enthousiasme pour le programme antipolonais de Katkoff, prenait parti, dans la question de l'enseignement, sinon pour Golownine, du moins contre la *Gazette de Moscou* et le classicisme. Les feuilles pétersbourgeoises se firent particulièrement remarquer dans cette polémique; elles ne se lassaient pas de tourner l'enseignement classique en ridicule, comme un produit de la civilisation usée de l'Occident et avaient de leur côté la foule des bavards à tête vide du parti libéral. Néanmoins l'impression que la fin approchait pour lui, paralysait tous les actes du ministre depuis l'été de 1865 et l'on comprend facilement comment la première catastrophe, celle d'avril 1866, amena sa chute. Après l'attentat de Karakosoff, on releva de différents côtés l'ancienne accusation que les tendances radicales de Golownine avaient favorisé le nihilisme de la jeunesse russe. La *Gazette de Moscou* qui déjà en 1864 n'avait pas craint d'insinuer qu'il y avait une « connexion morale » entre les théories des bourreaux de la Pologne et le système pétersbourgeois d'éducation, laissa entendre aussi clairement que possible sur qui il fallait faire retomber la responsabilité de la décadence morale de la nouvelle

génération ; et Mourawieff, le président de la commission chargée de l'enquête sur l'attentat et pour le moment le maître de la situation, était homme à transformer en actes les paroles de ses amis de Moscou. Quelques jours après que Dolgoroukoff et Souwaroff eurent été destitués, Golownine reçut son congé (naturellement « sur sa demande ») et, comme tous les anciens ministres, entra dans le conseil de l'empire.

Il a été déjà question dans ces études du successeur du ministre de l'instruction publique de la période « libérale » de l'empereur Alexandre II. Le premier procureur du Synode, le comte Dimitri Tolstoï, vu ses sentiments « vraiment nationaux » et orthodoxes, passait pour un homme particulièrement capable d'arracher l'ivraie nihiliste semée par son prédécesseur. Réunir les fonctions de procureur du Synode et la direction du ministère des lumières dans une seule main, comme au temps de Galytzin, c'était là un des principes favoris du parti national, qui attendait de cette union personnelle deux avantages : extension de l'influence de l'église orthodoxe sur l'instruction publique et application des forces et des ressources pécuniaires du clergé à la cause de l'éducation populaire, qui jusque-là avait compté de nombreux adversaires parmi la hiérarchie monastique. Le comte Tolstoï, gendre du manchot Bibikoff (le fameux ex-gouverneur-général de Kieff), auteur d'une brochure dirigée contre l'église catholique, favori de la comtesse Bloudoff et du cercle des dames orthodoxes zélées qui entouraient l'impératrice, avait suffisamment prouvé ses « bons sentiments »

et sa valeur administrative comme premier procureur du Synode; on avait depuis longtemps oublié qu'il avait servi autrefois au ministère de la marine et avait été « Constantinowze ». Il fut proposé à l'empereur et agréé par lui. Son administration ne répondit qu'en partie aux espérances fondées sur lui. Katkoff eut, il est vrai, la satisfaction de voir faire, bien qu'incomplétement du classicisme, prêché par lui, la base de l'enseignement dans les gymnases et les universités, de voir russifier l'université polonaise de Varsovie, établir la suprématie de la langue russe dans les gymnases du royaume et nettoyer les bureaux du ministère de l'instruction publique de tous les éléments entachés « d'européanisme, » mais les arbres arrosés d'eau bénite du système Tolsoï ne purent s'élever jusqu'au ciel. Réglementairement l'étude des langues anciennes forme la base de l'enseignement dans les gymnases; en réalité, celui-ci est dans d'aussi tristes conditions qu'au temps de Golownine et de ses prédécesseurs. Les élèves des gymnases ne sont pas forcés de suivre les cours de grec; pour le latin, ils parviennent tout au plus à pouvoir traduire les auteurs les plus faciles; quant à la composition latine, en général il n'en est pas question.

Depuis la guerre franco-allemande l'étoile du parti national a beaucoup pâli et le ministre de l'instruction publique a dû se résigner à suivre de plus en plus la direction générale prise par la politique intérieure. Le comte n'a pu tenir la promesse qu'il avait faite aux têtes chaudes de Moscou de dissoudre l'université allemande de Dorpat. Au-dessous du *Doklad* qui proposait

la suppression de cet établissement, l'empereur écrivit au crayon la note brève, mais significative que voici : « Est-ce toi le maître ou est-ce moi? » (*Tū Gossudar illi ja*), et il ne fut plus question de l'affaire. Le système de la russification lente et systématique des Ukraines (pays de frontières), a été définitivement adopté et le premier procureur du Synode et ministre de l'éducation populaire a dû s'y résigner tant bien que mal. Le fait déjà signalé que la révision du réglement des établissements d'enseignement secondaire a été confiée à un comité dirigé par M. Walouïeff, prouve clairement que le ministre ne jouit pas d'un très-grand crédit dans les cercles influents. La *Gazette de Moscou* elle-même a donné à plusieurs reprises à entendre que sa confiance dans l'intelligence et l'énergie du ministre national de l'instruction publique n'est pas très-ferme et qu'il est resté à plusieurs points de vue au-dessous des espérances qu'on avait fondées sur lui. Dans ces dernières années, le comte Tolstoï semble du reste avoir cherché à donner la majeure partie de ses soins sur la direction des affaires du Synode, dont il prône tous les ans les prétendues grandes conquêtes dans d'interminables rapports.

CHAPITRE IV

POUSCHKINE ET DANTÈS

Lorsque, en décembre 1825, Nicolas monta sur le trône devenu vacant par suite de la mort d'Alexandre et de la renonciation du grand-duc Constantin, Alexandre Pouschkine, qui avait alors 26 ans, se trouvait pour la seconde fois, en exil. Il avait eu en partage l'étrange destinée d'être élevé durant la première moitié du règne d'Alexandre Ier et de faire son entrée dans la vie publique juste au moment où ce souverain revenait de Vienne à Saint-Pétersbourg avec la résolution de se faire le gardien jaloux de la Restauration, et où il était entièrement livré à la néfaste influence du comte Araktscheïeff. Né à Moscou, d'une ancienne famille noble, Pouschkine avait été élevé par un père et par un oncle, qui jusqu'à la fin de leur vie, demeurèrent des Français du dix-huitième siècle. Selon l'usage, ils abandonnèrent cet enfant merveilleusement doué aux influences d'une chambre d'enfants dans laquelle des Françaises aux mœurs légères et des serfs russes superstitieux avaient la haute main. L'oncle mourut à un âge avancé, avec les chansons de Béranger entre les

mains : quant au père, il survécut de plusieurs années à son glorieux fils et mourut le cœur brisé. Ce qui porta le coup de la mort à ce vieillard septuagénaire, ce ne fut pas la perte du plus illustre poëte de son pays, mais la passion malheureuse qui lui avait inspirée une jeune fille naine, nommée Alexandra Ossipoff. Abandonné à lui-même, l'enfant, dont l'imagination révélait déjà une vivacité singulière, puisa sa première nourriture intellectuelle dans les écrits de Voltaire, d'Helvétius et de Rousseau qu'il prenait librement dans la bibliothèque non surveillée de son père. Lorsque, à l'âge de douze ans, notre jeune Voltairien quitta la maison paternelle pour entrer au lycée de Tzarskœ-Celo, il était déjà si complétement brouillé avec sa famille que, durant quatre ans, il n'entretint correspondance qu'avec sa sœur et que l'initiative de son père fut nécessaire pour amener en quelque sorte la conclusion de la paix. L'établissement dans lequel Pouschkine était entré et qui devait, cinq ans durant, remplacer pour lui l'éducation maternelle, réunissait la fleur de la haute noblesse russe autour de quelques professeurs russes d'un mérite insignifiant et d'un certain nombre de professeurs français d'une valeur assez équivoque. Le directeur du lycée n'était rien moins que le comte Rasumowski, ministre de l'instruction publique, qui ne craignait pas d'entrer dans tous les détails de l'administration intérieure, de faire comparaître à sa barre les élèves indisciplinés et de surveiller l'enseignement qui leur était donné. On cite parmi les condisciples de Pouschkine le prince Gortschakoff, chancelier actuel de

l'empire russe, le baron poëte Delwig et le comte M. A. Korff, dont il a été souvent question. De tout le personnel enseignant, M. de Boudri, professeur de langue et de littérature françaises, a été le membre le plus marquant. Son véritable nom était Marat. M. de Boudry était, en effet, le propre frère du trop fameux révolutionnaire de 1793, dont il ne cessa de professer les principes jusqu'à sa mort avec une louable franchise. Afin d'éviter le scandale, l'Impératrice Catherine II lui avait donné le nom bien sonnant qu'il portait en public. Dans la Russie d'alors, nul ne se scandalisait de voir un jacobin élever les fils de la haute noblesse. Depuis le dernier quart du dix-huitième siècle, les précepteurs et les gouverneurs des maisons nobles et des établissements d'enseignement supérieur *devaient* être des Français : pourvu que leur prononciation fût correcte, on passait généreusement sur le reste. Jusqu'en 1813, époque à laquelle l'enseignement russe supérieur passa, pour une période de vingt ans, entre les mains des vétérans de la Grande Armée qui avaient été faits prisonniers, trois classes de Français se partagèrent la mission d'éléver à la dignité d'homme les boïards et les gentilshommes russes. C'étaient d'abord les émigrés de la haute noblesse, tels que le célèbre chevalier Rollin de Belleville, qui fut précepteur dans la famille Galitzin : ceux-là se chargeaient de guider théoriquement et pratiquement la jeunesse dans les sentiers des principes politiques de l'ancien régime et de la morale de Faublas. C'étaient ensuite des jésuites élégants, tels que l'abbé Nicole, directeur d'un établissement fort

couru de Saint-Pétersbourg : ceux-ci surent inspirer a la jeunesse orthodoxe un profond respect à l'endroit de la religion catholique et préparer les conversions devenues épidémiques de 1820 à 1830 dans le monde des dames à la mode, telles que mesdames Swetchine, la comtesse Rostopschine, la princesse Galitzin, etc. Ou bien c'étaient enfin de jeunes disciples de Robespierre et de Danton. Quant à la noblesse provinciale et aux familles moins aisées, elles se contentaient de Parisiens égarés et de laquais génevois qui, à l'instar de Lefort, étaient venus en Russie, « où ils devenaient précepteurs ou grands seigneurs. » L'influence de ces aventuriers était si considérable que jusqu'en 1830, dans un grand nombre d'établissements d'instruction publique de Saint-Pétersbourg on conserva l'usage d'exposer en français la plupart des matières d'enseignement. Le professeur Hauenschild, qui avait donné à Pouschkine des leçons de littérature allemande, fut obligé de produire sa science en français : c'était, d'ailleurs un homme trop détesté pour pouvoir exercer une influence quelconque. A cette époque déjà, il y avait un certain nombre de jeunes gens de famille qui, par principe, ne voulaient pas apprendre l'allemand et qui toléraient tout au plus qu'on leur parlât dans la langue de Voltaire de l'importance littéraire des Lessing, des Schiller et des Gœthe. D'ordre et discipline il n'était, naturellement, pas question. Ce que les professeurs français, nourris dans l'esprit de l'Encyclopédie, avaient laissé intact dans l'esprit de la jeunesse était gâté par des inspecteurs russes qui étaient, soit des personnages

sans éducation, partageant les extravagances de leurs élèves, soient des mystiques superstitieux qui, à l'instar de l'inspecteur en chef Pilozki-Urbanowitch, s'adonnaient en secret au culte de la sorcellerie ou au bigotisme. Parfois aussi — à titre exceptionnel, il est vrai, — il se glissait dans le personnel de service des criminels « qui avaient jusqu'à trois ou quatre assassinats sur la conscience. » La seule puissance morale, la seule considération qui fût reconnue par cette jeunesse abandonnée à elle-même était le « point d'honnenr » tel qu'il est entendu dans le monde de la noblesse. Mais on n'ignore pas que ce « point d'honneur » s'accorde parfaitement avec les excès de toute nature. On ne s'étonnera donc pas que les classes supérieures du lycée fussent considérées comme devant servir à préparer les jeunes gens aux plaisirs du grand monde. Au temps de Pouschkine, les lycéens prenaient pour modèle les officiers du régiment des hussards de la garde qui était caserné dans le voisinage. Les élèves, dont l'éducation pratique était particulièrement avancée, apprenaient de ces guerriers à tunique rouge l'art d'aller chercher leurs maîtresses dans le théâtre particulier du comte Tolstoï, qui habitait à Tzarskœ-Celo ; les autres en étaient réduits à se contenter des chambrières et des domestiques femelles de la ville.

La preuve la plus éclatante que l'on puisse invoquer de la vigueur et de la vitalité primesautière du génie de Pouschkine, c'est le fait qu'il a résisté victorieusement à ce genre d'éducation. Lorsqu'il quitta le lycée à l'âge de dix-huit ans, il passait pour un des plus

mauvais élèves de l'établissement, et plusieurs de ses condisciples les plus intelligeats ne le jugeaient pas moins défavorablement que les professeurs eux-mêmes. On l'appelait le « Français » parce qu'il possédait à un degré peu ordinaire la langue de Voltaire et des Encyclopédistes, et parce qu'il pratiquait le libertinage du gentilhomme avec une bravoure dont on n'aurait cru capable qu'un Français de naissance. Engelhard, qui était depuis 1816 directeur de l'établissement, d'ailleurs un homme du monde et rien moins qu'un rigoriste, déclara que le jeune poëte, — car déjà on lui donnait ce nom, — était un homme épuisé, intellectuellement et moralement parlant, et qu'il était devenu impuissant à rassembler sérieusement ses forces et ses aptitudes. Il ajoutait que sa riche imagination était empoisonnée, sa mémoire trop pleine des obscénités de la littérature française, son cœur vide et froid. Des camarades d'école de Pouschkine, qui étaient en même temps ses amis, s'associaient, sous certaines réserves, à ce jugement sévère. Ils insistaient notamment sur ce point que Pouschkine n'avait jamais possédé la moindre trace de sentiment religieux et de sens moral. Tous ces critiques avaient jugé à faux. Il est vrai que l'entrée du poëte dans la société et dans la vie publique de la présidence sembla confirmer les pronostics fâcheux de ses maîtres. Il se jeta tête baissée dans le tourbillon des jouissances de la vie du grand monde, jouissances dont il n'avait eu qu'à l'occasion l'avant-goût pendant sa période scolaire. Au reste, les circonstances en face desquelles il se trouva étaient aussi peu favorables que possible à un sain

développement de ses facultés. La fournée de 1811 avait été renvoyée des bancs du lycée de Tzarskoe-Celo l'avant-veille du congrès d'Aix-la-Chapelle. Tandis que la jeunesse bien élevée s'adonnait au libéralisme que le régime d'Alexandre avait mis à la mode, on voyait s'amasser les nuages d'une réaction qui semblait vouloir exclure l'aristocratie de tout contact avec la civilisation européenne occidentale et de toute participation aux destinées de la nation, pour la reléguer dans les jouissances d'une vie énervante et stérile. La circulation de la séve qui, jusqu'à ce jour, avait couru librement et sans obstacle dans les veines du monde politique et social, subit, par ordre, un temps d'arrêt soudain; — le pouls, que la grande guerre contre la France avait fait battre plus vite, fut réglé et ses mouvements comptés par mesure de police; — la jeune génération qui avait grandi au milieu de ces impressions vivifiantes fut avisée d'avoir à rentrer dans le calme général du despotisme pétersbourgeois. Empêché de circuler dans des conditions normales, le sang se reporta sur les parties les plus nobles du corps pour les enflammer.

Les loges de francs-maçons, qui jusqu'alors avaient été tolérées et relativement encouragées, avaient été fermées, ainsi que les associations d'instruction; les sociétés bibliques elles-mêmes avaient été interdites comme étant dangereuses pour l'État, et les organes de la jeune presse avaient été placés sous la férule d'une censure brutale. La meilleure partie de la haute société se mit alors à conspirer et à transformer les associations en sociétés secrètes; le reste, c'est-à-dire la

grande masse, chercha à s'étourdir dans des orgies sans fin. On avait cru d'abord que Pouschkine suivrait le grand chemin. Mais les chefs de la noblesse militaire libérale exercèrent sur lui une attraction moins puissante que les personnages fashionnables qui donnaient le ton au grand monde. Le jeune Pouschkine, poussé par la vanité et sans prendre garde aux modestes revenus de sa famille, voulut, à tout prix, se joindre à ces personnages, pour gaspiller avec eux les meilleures années de sa vie dans l'oisiveté, les amours de passage, les jeux de hasard, voire les rixes à l'occasion. Mais il n'était pas alors facile, même à un homme portant un nom aussi illustre et aussi ancien que celui de Pouschkine, de conquérir une situation égale à celle des lions de cette société exclusiviste. Vers l'époque même où allait éclater l'insurrection de 1825, les grandes vieilles familles firent sérieusement mine de vouloir s'isoler de la classe des parvenus de la noblesse et du fonctionnarisme officiel, pour former un « sanctuaire » social dont l'accès devait être à tout le moins aussi difficile que celui des bals Almak à Londres. Ce ne fut qu'au prix d'humiliations sensibles que le poëte réussit à pénétrer dans cette sphère, où pendant un certain temps il n'occupa qu'une place secondaire en la qualité de fils d'une famille peu riche et n'ayant été connue jusqu'alors qu'à Moscou[1]. Mais la sottise et la frivolité de l'entourage qui

1. La rivalité sociale entre Moscou et Saint-Pétersbourg est aussi vieille que cette dernière ville, qui, aux yeux de la « première capitale de l'empire, » a toujours passé pour une parvenue, pour la personnification de l'abandon de la tradition nationale, pour un

prétendait le courber sous son joug, ne purent éteindre l'étincelle divine que la nature avait jetée dans l'âme de Pouschkine. Dans les années mêmes où la « mondanité » du poëte excitait les moqueries et la colère de ses amis plus rassis, et où Pouschtschin et Besstutschoff, qui devaient être plus tard les chefs de la conspiration militaire, se plaignaient amèrement de ce que les frivolités de la vie de salon avaient, aux yeux de leur ami, plus d'attrait que leurs plans politiques ambitieux, Alexandre Sergijéwitch préparait son premier poëme de longue haleine, la célèbre épopée intitulée : *la Russie et Ludmilla.* Les premiers échantillons connus de ce poëme attirèrent l'attention des connaisseurs à tel point que le petit-maître qu'on avait tant blâmé fut immédiatement inscrit parmi les membres de la pléïade poétique l'*Arsamass*, dont il devint le coryphée.

Des hommes tels que Karamsine, Shukowski, Daschkoff, Bloudoff, n'hésitèrent pas à traiter comme leur égal le jeune Pouschkine, qui avait à peine atteint l'âge d'homme; ils s'intéressaient vivement à ses œuvres et s'inspiraient de son jugement pour leurs propres travaux. Pouschkine avait conquis d'emblée dans l'aristocratie littéraire une place qui n'est généralement que le prix de longs et pénibles efforts. Non-seulement des hommes tels que l'aimable et modeste Shukowski, mais

instrument passif du despotisme czarien qui a pris naissance depuis Pierre-le-Grand. Les Pétersbourgeois se vengent en se moquant de l'allure pesante et patriarcale des Moscovites de race et en les traitant comme des provinciaux n'étant qu' a moitié européens et hommes de salon.

aussi des caractères plus fortement trempés, tels que l'illustre historiographe impérial Karamsine, lequel avait déjà dépassé la cinquantaine, reconnurent immédiatement qu'ils avaient en face d'eux un génie tel que la Russie n'en avait jamais encore produit un semblable. A partir de ce moment, on passa l'éponge sur les faiblesses aristocratiques de cet homme exceptionnel et on lui pardonna ce qui qui eût semblé impardonnable chez un autre. L'« *Arsamass* » et les réunions plus intimes qui avaient lieu dans la maison de Karamsine, dans celle de Katenin, etc., exercèrent sur le genre de vie et sur la tournure d'esprit de Pouschkine une influence de plus en plus considérable. Le poëte et critique, qui était enchanté de s'entendre appeler le Voltaire russe, fut graduellement attiré dans la sphère politique de ses amis et prit bientôt un vif intérêt à leurs idées. Les rapports de Pouschkine avec cette « Société du Nord, » qui, en décembre 1825, se mit à la tête de la malheureuse insurrection des Gardes, n'ont jamais été complétement éclaircis; mais il ressort des témoignages existants que ces rapports n'ont jamais été très-actifs. Il est certain que Pouschkine était lié d'amitié intime avec Besstutschoff, Odojewski, Pouschtschin, le poëte Ryleïeff et les autres chefs de cette association, et qu'il partageait au fond les idées politiques de ces nobles esprits, malheureusement livrés à de folles utopies. Mais s'occuper des projets constitutionnels de cette association et prendre part aux délibérations ayant trait à ses statuts, ce n'était évidemment pas son affaire. Son imagination vivait dans un monde autre que le

monde réel ; son temps était, par moitié, partagé entre ses travaux et les plaisirs du grand monde; sa verve spirituelle et son intarissable raillerie, — on cite encore aujourd'hui nombre de bons mots de Pouschkine, — se donnaient carrière dans des épigrammes et des calembours, qui cadraient peu avec le rôle de conspirateur, et cela d'autant moins qu'ils auraient pu être aussi dangereux pour leur auteur que pour ses amis. La haine du despotisme qui l'animait, haine que les tracasseries quotidiennes de la censure ne faisaient qu'alimenter, était d'un caractère trop bouillant pour pouvoir se plier aux besoins d'une société secrète et attendre patiemment le moment « voulu. » Le censeur maladroit qui n'avait admis qu'à correction la ballade de Shukowski intitulée : *le Rendez-vous de la veille de la Saint-Jean*, par ce motif qu'un rendez-vous amoureux n'est pas décent à la veille de la fête d'un grand saint ; — le censeur qui renvoyait les critiques théâtrales avec cette note que « le rédacteur devait se conformer davantage aux sentiments du public, et, conséquemment, changer son mode de critique ; — ce censeur était, aux yeux de Pouschkine, beaucoup plus coupable que Metternich, qui attirait l'empereur dans le guêpier de la Sainte-Alliance, et qu'Araktschéïeff, qui s'appliquait à calomnier les amis de jeunesse du souverain et à les tenir à distance. Dans sa pensée, l'arbitraire brutal de la police était un malheur beaucoup plus déplorable que l'absolutisme qui avait supprimé l'antique liberté des boïards. Néanmoins, cette impuissance de Pouschkine à s'occuper sérieusement des pro-

blèmes politiques n'empêcha pas la police de Saint-Pétersbourg de considérer ce poëte de vingt et un ans comme un sujet éminemment dangereux et de le traiter en conséquence. Aux yeux des hommes qui formaient l'entourage de l'empereur, les épigrammes de Pouschkine étaient des crimes aussi graves, sinon plus graves, que les études auxquelles ses amis se livraient sur Constant et sur Bentham, attendu qu'elles troublaient le repos et la quiétude des plus hauts dignitaires de l'État et de l'armée. Le comte Miloradowitch, vétéran de 1812, qui passait, d'ailleurs, pour humain et généreux, était alors gouverneur général de la résidence. En cette qualité, il fit surveiller secrètement Pouschkine, dont les poésies demeuraient le plus souvent manuscrites, mais circulaient en nombreux exemplaires, afin d'être armé pour le moment où certains personnages de marque auraient à se plaindre des boutades railleuses du poëte. Au cours du printemps de 1820, ce sévère gardien de la moralité et de la sécurité publique à Saint-Pétersbourg reçut communication d'une ode de Pouschkine « à la Liberté, » qui fit déborder la mesure du mécontentement dont le hardi poëte était déjà l'objet. L'empereur manda Pouschkine auprès de lui, et exigea du jeune criminel qu'il lui présentât toutes ses poésies. Alexandre les parcourut et sembla disposé à fermer les yeux sur les productions même les plus hardies de la muse de Pouschkine. Il avait, en définitive, assez de goût et de jugement pour rendre justice au génie du poëte et lui pardonner maint détail. Par malheur, Pouschkine avait suivi trop au pied de la lettre l'ordre

de l'empereur, et, trop confiant, il avait lu à son juge toutes ses épigrammes, y compris une poésie satirique dirigée contre Araktschéïeff, le tout-puissant favori de l'empereur. Cette hardiesse perdit tout. Alexandre pouvait bien, à la rigueur, passer condamnation sur l'« *Ode à la Liberté*, » et sur les épanchements érotiques de l'ancien lycéen de Tzarskoe-Celo; mais tourner en dérision l'homme qui possédait sa confiance absolue, c'était une faute mortelle qui ne comportait aucun pardon. « Ton ancien élève inonde la Russie de vers révolutionnaires que la jeunesse apprend par cœur! » avait dit l'empereur au directeur Engelhardt, qu'il avait rencontré sur son passage par une matinée d'avril. Le même soir, l'empereur signait un papier qui envoyait en Sibérie le détracteur d'Araktschéïeff.

Vainement Engelhardt, qui, du premier coup d'œil, avait interprété exactement le froncement de sourcil de l'empereur, fit appel à l'intervention de Karamsine et d'autres personnages influents; ni les hauts dignitaires de l'État ni les aides de camp qui étaient le mieux en cour ne pouvaient contrebalancer l'influence d'Araktschéïeff, à qui le mot « pardon » était inconnu. Cependant, le comte Capo d'Istria s'interposa. Il fit observer qu'un châtiment trop dur infligé à un grand talent et à un talent si jeune serait jugé sévèrement par la postérité. Grâce à cette intervention, la sentence fut adoucie et le jeune criminel, au lieu d'être exilé dans les solitudes qui s'étendent au delà de l'Oural, fut envoyé à Kischeneff, dans les bureaux du général Jesoff, gouverneur de la Russie méridionale. Le 5 mai 1820,

Pouschkine, muni d'une lettre autographe de Capo d'Istria à Jesoff, partit pour Kischeneff, plus désespéré et plus exaspéré que jamais. L'adoucissement de la peine qui lui avait été infligée avait donné naissance à un bruit contre lequel la fierté du poëte se révoltait et qui lui semblait être un malheur beaucoup plus grave que ne l'eût été l'exil en Sibérie. Longtemps après, il suffisait de faire la moindre allusion à ce bruit pour mettre Pouschkine hors des gonds. On avait raconté dans la ville que l'empereur avait fait châtier corporellement, avant son départ, le poëte exilé. Le fait même que sous le règne d'Alexandre Ier on pût raconter une telle aventure se rapportant au fils d'une ancienne famille noble et à un illustre écrivain, et ajouter foi à un récit de cette nature, indique suffisamment le caractère contradictoire et la semi-barbarie de l'« ancienne société » que le régime de Nicolas a fait si souvent regretter. Les contrastes étaient si flagrants que tout paraissait possible, et que ce qui était le plus exorbitant était tenu pour vraisemblable. Un souverain qui avait grandi dans le culte de l'idéal philosophique du dix-huitième siècle, qui longtemps s'était occupé de projets constitutionnels et que, néanmoins, on tenait et pouvait tenir pour capable de faire bâtonner le plus distingué de ses sujets; — une noblesse qui s'était éprise des idées de Jean-Jacques, de Tracy et de Bentham, qui croyait pouvoir imiter l'exemple de La Fayette et de Mirabeau et que, néanmoins, on faisait bâtonner ou de laquelle, du moins, on pensait qu'elle pouvait être bâtonnée[1];—

1. Sous le règne d'Alexandre, la peine corporelle était depuis

a-t-on jamais vu un état social plus plein de contradictions, une civilisation plus étrange dans son développement?...

Ni Pouschkine ni ses amis ne pouvaient se douter que l'exil du poëte devait être tout à la fois un bonheur pour lui et un bonheur pour la Russie. Si l'ami de Pouschtschin, d'Odojewski et de Besstutschoff (Marlinski), n'a pas été impliqué directement dans la conjuration de décembre, et s'il n'a pas été, comme les membres de cette conjuration, envoyé dans les prisons de Tschita et de Petrowsk ou dans les mines de mercure de Nevzschink, il ne le dut qu'à cette circonstance que, de 1820 à 1825, il vécut loin de Saint-Pétersbourg et sous la rigoureuse surveillance de la police. La triste destinée à laquelle Pouschkine échappa fut celle d'un grand nombre de ses jeunes amis, et tout indique que lui, qui à plusieurs reprises avait approuvé la fondation de sociétés secrètes, il aurait, le 25 décembre 1825, comme Ryleïeff, Besstutschoff et Obolenski, troqué la lyre contre l'épée, pour se placer aux premiers rangs du malheureux groupe qui avait pu confondre la place

longtemps légalement supprimée pour la noblesse et pour les classes privilégiées, et l'on peut tenir pour certain que l'empereur lui-même ne l'a jamais fait appliquer à des gentilshommes. Le bruit fâcheux qui s'était répandu au sujet de Pouschkine ne peut s'expliquer que par l'influence persistante des traditions du dix-huitième siècle, c'est-à-dire d'une époque où les peines corporelles étaient encore très-souvent appliquées à l'occasion des procès de haute trahison. Des gentilshommes et des officiers dégradés et devenus simples soldats ont été encore bâtonnés depuis, à l'occasion. La peine corporelle n'a été supprimée que sous le règne d'Alexandre II, en 1865.

Isaac avec le *forum Romanorum* et la populace de Saint-Pétersbourg avec le peuple des Quirites. Ce fut, en outre, pour Pouschkine, au point de vue du développement de son talent, une circonstance d'une importance décisive que le fait d'être, pendant une série d'années, affranchi des liens de la haute société de Saint-Pétersbourg, et mis à même d'entrer en contact intime avec la nature sur le Dniester, dans la région de la côte taurique et au pied du Caucase, et d'apprendre ainsi à connaître de près le peuple dont il était le grand poëte.

Six ans durant, Pouschkine demeura exilé loin de Saint-Pétersbourg. De Kischeneff, il était allé à Odessa, mais il n'avait pu se fixer définitivement dans cette dernière ville, par ce motif que le comte Stroganoff, qui était préposé à sa surveillance, avait fait la remarque que l'influence du jeune poëte sur la société bourgeoise qui chaque été afflue à Odessa, était pernicieuse et que la jeunesse du Lycée de Richelieu commençait à imiter les manières « byronesques » du poëte qu'elle admirait. Le malheur voulut que Pouschkine écrivît vers la même époque à Saint-Pétersbourg des lettres faisant allusion à la connaissance qu'il avait faite de l'Anglais Hutchinson, ami de Shelley. Ces lettres, dans lesquelles il prenait la défense de ce penseur original, soupçonné d'athéisme, tombèrent entre les mains de la police. Une lettre particulière de Nesselrode, datée du 11 juin 1824 et libellée en français, fit savoir au gouverneur général de la Russie méridionale, que Sa Majesté était mécontente de la conduite du secrétaire collégial Pouschkine et qu'Elle avait donné l'ordre de renvoyer

dans son bien familial de Michaïloffskoje, situé dans le gouvernement de Pskoff, cet employé mal famé à raison de son « inconduite, » et de le placer sous la surveillance de la police. Alors s'ouvrit pour Pouschkine une des phases les plus pénibles de sa vie.

Dans la conviction qu'un fonctionnaire de la 10e classe disgrâcié par le gouvernement ne pouvait être qu'un homme absolument dégénéré, les parents de Pouschkine considérèrent le poëte déjà célèbre comme un fils perdu, devenu complétement indigne de l'affection et de l'estime de sa famille. Chaque jour de plus passé dans le bien familial ne fit qu'accroître la mésintelligence entre Pouschkine et son père, qui, tout en étant un « Français libéral » de l'ancienne école, était un adorateur absolu de l'autorité. Le vénérable Sergéi Liwowitch, laissant là son fils dépravé, finit par aller se fixer dans une autre propriété, et alors commencèrent pour Pouschkine des jours plus heureux. Des amis de Dorpat, entre autres Shukowski et l'étudiant Wulff, vinrent le voir; des visiteurs de Saint-Pétersbourg se montrèrent aussi de temps à autre, et il y avait lieu d'espérer que, tôt ou tard, le poëte exilé obtiendrait l'autorisation d'aller passer quelques mois à Dorpat, où Shukowski, Woïéikoff, Wulff et mesdames Protassoff avaient commencé à former un agréable noyau de société russe. Tandis que Pouschkine caressait ce rêve, la nouvelle de la mort de l'empereur Alexandre et des graves événements de décembre qui en furent la conséquence arriva soudain. La première impression de Pouschkine fut qu'il n'avait pas le droit de manquer là où l'avenir de

sa patrie était en jeu. Il se mit donc en route pour Saint-Pétersbourg, mais il ne tarda pas à rebrousser chemin, ayant rencontré un pope[1] dès la première étape et ayant aperçu un lièvre qui traversait la route au moment où il passait... Trois jours après, il apprit que l'insurrection avait échoué et qu'une sentence terrible avait frappé les chefs de ce mouvement. Une fois encore, la bonne étoile de la Russie avait voulu que son plus grand poëte n'eût eu avec les rebelles aucun rapport direct; que, durant lès derniers mois, il n'eût échangé aucune correspondance, ni avec Poutschtschin, ni avec Ryléïeff et qu'ainsi il pût échapper à toute poursuite.

Gravement préoccupé du sort des amis de sa jeunesse,—Raïéffski, cousin et ami intime de Pouschkine, avait couru longtemps le danger d'être incarcéré, — le poëte passa un printemps douloureusement inquiet. Au cours de l'été le bruit se répandit que l'empereur songeait à grâcier les individus compromis sous le gouvernement précédent qui, pendant la dernière crise, avaient gardé une attitude loyale. Pouschkine résolut de profiter de cette faveur dans toute la mesure du possible. Invoquant ce fait qu'il n'avait jamais appartenu à une société secrète, il adressa directement à l'empereur une requête courte et digne, sollicitant l'abrogation du décret d'exil qui pesait sur sa tête. Le marquis Paulucci, gouverneur général de Pskoff et des provinces baltiques, et le gouverneur civil d'Aderkas attestèrent la bonne conduite

1. D'après un préjugé superstitieux, qui a cours en Russie, la rencontre d'un pope présage un malheur.

du fonctionnaire de la 10e classe placé sous leur surveillance. En septembre 1826, un aide de camp impérial arriva à Pskoff; Pouschkine dut partir avec lui pour Moscou, où l'empereur, qui venait d'être couronné, tenait sa cour depuis plusieurs semaines. Nicolas manda Pouschkine au palais et eut avec lui un entretien assez long, dont quelques fragments nous sont connus d'après le propre récit que l'empereur en fit plus tard.

« Où aurais-tu été, le 25 décembre, si tu avais été à Saint-Pétersbourg? — de mon côté ou du côté des rebelles? — demanda l'empereur.

— Dans les rangs des rebelles, » répondit intrépidement Pouschkine.

Cette franchise plut à Nicolas. La promesse que fit ensuite le poëte de garder dorénavant une attidude loyale n'en eut que plus de valeur aux yeux de l'empereur. Nicolas embrassa le jeune homme étonné et lui déclara gracieusement que le décret d'exil rendu par Alexandre était retiré et que Pouschkine avait le droit de se fixer où il voudrait. « Tu n'as pas besoin, ajouta l'empereur, de te préoccuper de la censure de tes poésies[1], Alexandre Sergijewitch, c'est moi qui serai

1. La censure, dont l'empereur lui-même reconnaissait les inconvénients, était incarnée dans la personne du conseiller intime Krassowski, lequel mourut en 1857. Pendant soixante et un ans, il fit partie du bureau de la censure de Saint-Pétersbourg, et, pendant vingt-cinq ans, ce fut lui qui trancha en dernière instance la question de savoir quels livres étrangers pouvaient entrer en Russie, avec ou sans coupures préalables, et quels livres ne devaient pas franchir la frontière. A l'occasion du soixantième anniversaire de son entrée en fonctions, Krassowski put se vanter de n'avoir pas, durant toute cette longue période, pris un seul jour de congé. Cet

ton censeur désormais[1]. » Grand fut l'embarras de Pouschkine. Il était manifeste que le successeur d'Alexandre I[er], c'est-à-dire le prince même qui venait de con-

homme, auquel les lettres de Pouschkine et de plusieurs autres écrivains de cette époque assurent une triste célébrité, était l'incarnation de la haine jurée à la civilisation et de l'indifférence pratiquée à l'égard des intérêts supérieurs, qui furent le signe distinctif de l'époque de Nicolas. Uwaroff avait l'habitude de dire en parlant de ce bureaucrate passionnément dévoué à son service, figé dans sa roideur pédantesque et dans sa bigoterie superstitieuse : — « C'est mon chien de garde, qui veille à ce que je puisse dormir tranquille. »

Le prince Schirinski-Schichmatoff, successeur d'Uwaroff, fit de Krassowski l'homme le plus important du ministère de l'instruction publique et l'honora d'une confiance absolue. Un malicieux subalterne de Krassowski s'est donné le plaisir de publier après sa mort, avec accompagnement de commentaires, le journal autobiographique de son ancien chef de service. S'il n'existait pas, en quantité surabondante, des preuves authentiques de l'inintelligence et de la barbarie de Krassowski, les générations futures seraient tentées de prendre pour des inventions mensongères et hostiles tout ce qu'on raconte des mutilations pratiquées par lui « au nom de l'ordre, de la morale et de la religion. » Il est avéré que ce fanatique détermina, en 1849, le prince Schirinski-Schichmatoff à interdire « tous les dessins représentant des femmes qui ne fussent pas complétement vêtues de la tête aux genoux. » C'est encore lui qui s'opposa à l'impression du célèbre dictionnaire russe-allemand-français de Reiff, « par ce motif qu'il s'y trouvait des expressions immorales et indécentes. » C'est lui qui, de temps à autre, faisait fouiller et fumiger des ballots de papier venant de l'étranger afin de s'assurer si ce papier ne pouvait devenir dangereux, c'est-à-dire s'il ne contenait pas des choses écrites avec de l'encre chimique. Cet homme, qui ne possédait aucune notion scientifique, se faisait de l'Europe occidentale l'idée la plus bizarre. Paris, par exemple, était pour lui la « résidence favorite de l'esprit du mal. » Afin de pouvoir se consacrer entièrement à son service, Krassowski ne se maria point et s'affranchit de toutes visites et réceptions officielles. Il fut l'homme de confiance de trois ministres de l'instruction publique, le douanier préposé à la surveillance de la littérature occidentale et la juridiction de dernière instance dans toutes les questions contentieuses ayant trait à la censure. Il fut aussi membre de l'Académie impériale des sciences, qui n'avait pu se dispenser de

damner Ryléïeff à mort, qui avait envoyé Besstutschoff et Odoïwski en Sibérie et qui n'avait rendu à Baractinski qu'une liberté conditionnelle, — que ce prince, dis-je, voulait gagner à lui le plus grand poëte de la Russie et le décider à renoncer aux tendances libérales de sa jeunesse. Car, de la part de l'ami de jeunesse de Pouschtschin et de Marlinski, c'était un véritable renoncement que d'accepter, avec sa grâce, les marques formelles de la faveur impériale, et cela au moment même

décerner respectueusement un diplôme à l'influent et redouté conseiller intime, chevalier de l'Étoile de Sainte-Anne et de beaucoup d'autres ordres. Être constamment à la merci des fantaisies et des caprices d'un homme de cette nature ; en être réduit à se dire que ce serait folie que de vouloir tenter la moindre résistance et qu'il ne restait plus d'autre parti à prendre que celui de se soumettre sans condition à son autorité et à celle de ses cocenseurs, et cela pendant des années sans fin, — c'était un joug auquel nul ne pouvait résister à la longue et qui devait nécessairement briser les caractères les mieux trempés, condamner au dépérissement et à l'étiolement les esprits les plus vigoureux.

Lorsque, il y a quelques mois, le journal de Krassowski parut dans un organe de la presse de Moscou, nos journalistes, dont la plupart pourtant avaient atteint l'âge d'homme sous le gouvernement précédent, déclarèrent unanimement qu'ils pouvaient à peine se faire une idée de l'état d'une littérature soumise au joug de Krassowski, — tant les hommes et les choses ont changé depuis. Les mémoires de Krassowski fourniraient au satiriste un riche sujet de réflexions sur le degré d'étroitesse et d'hébétude que peut atteindre un homme en certaines circonstances. Krassowski enregistrait, entre autres choses, régulièrement ses rêves. Or, presque toutes les nuits, il rêvait de visites qui lui étaient rendues par des « personnages distingués, » de discussions sur le « service » et — d'exploits censoriaux.

1. [*Note de la p.* 206]. Ces mots ne doivent pas être pris au pied de la lettre. Pouschkine n'obtint en réalité que le droit important d'appeler de la décision du censeur à l'empereur, qui généralement d'ailleurs, s'est montré assez tolérant à l'égard de la Muse de Pouschkine.

où le libéralisme était proscrit, ses représentants envoyés à la mort ou en exil et la presse soumise à un joug trois fois plus dur. Pouschkine était un peu observateur. Les quelques jours de liberté qui s'étaient écoulés depuis son départ de Michaïloffskoje avaient déterminé chez lui la conviction que la haute société russe s'était modifiée de façon à être devenue méconnaissable et que, depuis le 25 novembre 1825, avait commencé un régime nouveau avec lequel la paix ne pouvait être conclue qu'au prix d'un sacrifice important.

Si sombres qu'eussent été les dernières années d'Alexandre II, elles n'en avaient pas moins été éclairées par un reflet des jours meilleurs où le petit-fils de Catherine avait adopté les traditions du siècle philosophique, où il croyait aux hommes et à la dignité humaine, où il se donnait pour but de substituer au régime absolutiste le régime constitutionnel. Il ne s'agissait plus, il ne pouvait plus s'agir de cela à cette heure. Une partie des amis de Pouschkine gémissaient dans les cachots de la forteresse de Pierre et Paul et de Schlüsselbourg; d'autres s'étaient réfugiés par peur dans la solitude de leurs propriétés rurales; beaucoup d'autres encore, notamment l'excellent N. I. Tourguénïeff, vivaient exilés à l'étranger. On n'entendait parler que d'arrestations et de perquisitions; il était dangereux même de s'informer des individus qui avaient été arrêtés comme suspects. Pouschkine, en dépit de sa mondanité et de ses faiblesses, était un caractère généreux et droit; il n'était pas homme à s'illusionner péniblement sur la gravité de la situation. Il reconnut qu'il

était arrivé au carrefour de sa vie et qu'il avait à choisir entre l'acceptation résignée du système dominant ou une nouvelle exclusion du monde civilisé. Il opta pour la première alternative. Il n'avait jamais été un homme politique, mais simplement un patriote, et le patriotisme semblait lui commander de se conserver à la Russie lui et son talent. S'il tournait le dos au soleil de la faveur impériale, il se voyait dans l'obligation de renoncer à continuer ses travaux littéraires et à publier ceux qui, depuis longtemps déjà, attendaient le moment d'être livrés à l'impression.

Exclu de tout rapport avec les hommes de son niveau, exilé dans sa propriété rurale, au milieu de ses livres, notre poëte de vingt-sept ans aurait dû renoncer à l'entier développement de son talent, s'il ne faisait pas la paix avec l'empereur. L'épreuve dut être dure au fier cœur de Pouschkine. Il ne savait pas seulement dans quelle mesure on se montrerait dorénavant exigeant à son égard; il savait aussi que la meilleure portion de la noblesse et la jeunesse presque tout entière honoraient silencieusement comme des martyrs les victimes du 25 décembre et que, lorsqu'il aurait déserté l'opposition, on le considérerait comme traître à la cause de la liberté et de la patrie. La foi à sa vocation poétique, le désir passionné de revoir la société dont il avait été exclu durant les meilleures années de sa vie et le sentiment de l'inaliénabilité de sa dignité intime et de son indépendance donnèrent à Pouschkine la force d'écarter toutes autres considérations. Contempteur du *profanum vulgus,* le fils de l'ancienne famille de boïards et le petit-

fils d'Hannibal le Nègre [1], avait toujours dédaigné les coteries littéraires. Il accepta la grâce de l'empereur et se rendit à Moscou, puis delà à Saint-Pétersbourg, où les débris de l'« *Arsamass* » existaient encore, mais dans des conditions tout à fait différentes, c'est-à-dire dans un état de rupture complète avec l'idéal de leur jeunesse. Pour son tempérament raffiné, le genre distingué et la haute éducation de la société aristocratique avaient été constamment un besoin, et il savoura à grands traits la joie d'être enfin rendu à la sphère pour laquelle il se sentait né et dans laquelle il se trouvait en contact avec des poëtes tels que le prince Wïaesemski, Shukowski et Dohl, avec des artistes tels que le comte B. L. Wiclehorski et Alexis Ljwoff, avec des politiques et des dilettantes littéraires, tels que A. I. Tourguénieff, sans compter Dansoss, Pletsseff, Rajewski, les amis éprouvés de sa jeunesse. Sa vocation n'était pas de se préoccuper du destin du commun des mortels, ni du joug de fer qui pesait sur la plupart des hommes actifs et intelligents de son pays : Il était poëte, il avait une situation privilégiée et il y trouvait plaisir. Sans doute, de temps à autre, son vieil orgueil se révoltait lorsque la volonté de son protecteur impérial imposait au poëte des faveurs qu'il n'avait point sollicitées et qui ne pouvaient que fournir un aliment nouveau aux commentaires désagréables de ses amis et de ses envieux. Bien

1. Pouschkine descendait par sa mère d'un nègre que Pierre-le-Grand avait acheté et qu'il avait fait élever et instruire en France pour en faire un officier de Génie. Hannibal arriva au grade de général et mourut dans la situation d'un propriétaire riche et considéré.

qu'il éprouvât souvent des embarras pécuniaires, la pension annuelle que lui offrit l'empereur contre l'obligation d'écrire une histoire de Pierre-le-Grand ne lui était rien moins que bienvenue : il considéra même comme un acte qui portait atteinte à son mérite personnel et à sa dignité sa nomination simultanée au poste de chambellan de la cour impériale. Au grand-duc Michel, qui le félicitait de cette nomination, Pouschkine répondit : — « Votre Altesse impériale est la première personne qui me félicite de la dignité de chambellan. » Cette réponse rappelait d'une façon assez grave les jours depuis longtemps écoulés de sa jeunesse, c'est-à-dire de l'époque où il était dans les rangs de l'opposition. Mais la susceptibilité du poëte n'allait pas au delà de ces réminiscences accidentelles.

La situation dans laquelle il se trouvait contrastait d'une façon trop séduisante et trop heureuse avec les misères des années d'exil qu'il avait traversées pour que Pouschkine pût s'en plaindre et vouloir identifier sa cause à celle de la Russie. Il se trouvait à l'apogée de sa gloire, de son talent, de son activité littéraire. Les poésies les plus remarquables : « *La Fontaine de larmes de Bachtschissarai,* » — « *Le prisonnier du Caucase,* » — « *Les Bohémiens,* — « *Boris Godounoff,* et « *Eugène Onigin,* » avaient été non-seulement imprimées, mais, grâce à la censure impériale, presque complétement épargnées par la mutilation. Les études sur la vie de Pierre-le-Grand, loin de limiter sa fécondité poétique, lui avaient donné un nouvel et puissant aliment, les dépenses de ses voyages dans le Caucase et à Orenbourg, théâtre de

l'insurrection de Pagatscheff, avaient été soldées par la cassette impériale ; enfin, l'heureux et aristocratique poëte, à qui le grand monde prodiguait sa faveur, était sur le point d'épouser sa « bien-aimée madone brune, » la belle Natalie Gortcharoff. Quant à la situation politique de sa patrie, Pouschkine avait su s'en accommoder en poëte. Il n'était pas homme à s'abuser à dessein sur l'absence de la liberté et sur l'atonie générale qui en était la conséquence : il n'était pas homme à chercher son refuge dans une larmoyante béatitude. Son puissant génie envisagea courageusement de face la réalité des choses et se préoccupa de lui trouver une justification historique. La Russie n'était point mûre encore pour la liberté; elle avait à conquérir la place qui lui est due dans la famille des peuples européens; elle avait à assurer les bases de son existence politique, avant de pouvoir songer à transformer sa situation dans le sens de la liberté et des idées bourgeoises. L'empereur Nicolas avait reçu la mission de mener à bonne fin l'œuvre gigantesque que les descendants de Pierre-le-Grand avaient entreprise, c'est-à-dire de conquérir à la Russie ses frontières naturelles et de résoudre dans le principe supérieur de l'unité l'antique antagonisme existant entre les deux branches de la famille slave qui se disputaient l'hégémonie, c'est-à-dire entre les Russes et les Polonais. C'est dans cet ordre d'idées qu'il célébra, dans sa fameuse ode intitulée : *Aux calomniateurs de la Russie*, les victoires remportées par les Russes sur cette même Pologne pour la restauration de laquelle le poëte avait si longtemps manifesté ses vœux enthousiastes. C'est en

se plaçant à ce point de vue que Pouschkine loua comme un acte de patriotisme le défi porté par la Russie au libéralisme de l'Europe occidentale et que, sans se préoccuper du blâme qu'il pouvait s'attirer, il demeura fidèle à la cause de son czar. L'orgueil et le patriotisme du poëte étaient frappés de la puissance matérielle de l'État et de ses représentants. Ce spectacle lui imposait, et il trouvait tout à fait régulier que l'on répondît par le canon aux griefs de la Pologne et aux observations présentées par ses amis de l'Europe occidentale. Oui, le fait de voir la Russie menacer de devenir l'épouvantail de toutes les nations qui aspirent à la liberté semblait lui garantir la grandeur de la mission future de son pays !

Nous n'avons pas à rechercher ici la part que l'imagination poétique eut dans ce système de philosophie de l'histoire qui visait à trouver à son pays un côté lumineux; nous n'avons pas à rechercher la part qui doit en revenir au besoin qu'éprouvait notre ex-libéral de justifier son attitude personnelle et de motiver sa soumission au régime établi. Ainsi qu'il arrive d'ordinaire à l'homme qui se constitue le juge des excentricités de sa jeunesse et qui éprouve le besoin de se mettre en équilibre avec le monde réel, Pouschkine voyait dans chacun des pas faits par lui pour s'éloigner des idées radicales de sa jeunesse un progrès accompli, une victoire remportée sur lui-même; il voyait dans chaque concession qu'il faisait à la politique d'immobilisme de son protecteur une conquête méritoire. Il avait, d'ailleurs, le tempérament assez aristocrate pour

répudier avec horreur l'enthousiasme que les écrivains et les journalistes libéraux, ses pseudo-collègues, professaient en silence à l'égard des principes d'égalité et de fraternité. Il pouvait, sous les yeux du Philippe moderne, continuer d'être homme ; à lui et à ses amis de haut rang la libre expansion, le libre mouvement dont ils avaient besoin sur le terrain intellectuel, étaient garantis ; — qu'avait-il à se soucier de la situation plus ou moins précaire de la plèbe littéraire, qu'il méprisait profondément à cause de son esprit de dénigrement? Cette plèbe n'avait que le traitement qu'elle méritait, lorsque la censure lui rognait les ailes. Il n'avait rien de commun avec la masse qui grouillait au-dessous de lui, et qui n'avait pas la moindre intelligence des nécessités historiques, pas le moindre sentiment des véritables besoins de la Russie et de la nation russe. A son insu, il devint de plus en plus la proie de l'esprit d'exclusivisme dédaigneux dans lequel la haute société de Saint-Pétersbourg s'était cantonnée. Insensible aux misères du commun des mortels, exempt des préoccupations de la vie matérielle, il s'adonna entièrement aux jouissances esthétiques et chercha dans le monde de l'art la compensation de ce qui manquait et de ce qui, par la volonté même de l'empereur, devait manquer au monde de la réalité. Son penchant intime et la force de l'habitude, l'influence de sa jeune et charmante femme, qui était devenue l'étoile de la haute société, enfin les séductions de la faveur impériale détournèrent, lentement mais sûrement, de l'idéal de sa jeunesse le présomptueux poëte. Il dut même se plier à porter le

joug que notre société exclusiviste imposait à quiconque avait franchi son seuil. A son insu et sans le vouloir, Pouschkine devint aussi l'esclave de la mode, des folies et des préjugés qui étaient à l'ordre du jour et pour lesquels il avait toujours nourri un penchant secret, même alors qu'il vivait exilé à Kischeneff et à Michaïloffskoje. Ses amis n'avaient que trop raison d'affirmer que Pouschkine s'est lui-même dépeint et condamné lui-même, dans la personne du bizarre héros des « *Nuits égyptiennes,* » du fashionable écrivain Tscharski, « qui « aimait mieux se poser en homme de monde banal « qu'en littérateur; qui se perdait dans des minuties « incroyables de la part d'un homme aussi bien doué; « qui, par vanité, se faisait joueur, gastronome et *sport-* « *man,* bien qu'il ne se rappelât jamais l'atout, qu'il « préférât en secret les pommes de terre frites à tous « les raffinements de la cuisine française et qu'il fût « incapable de distinguer un bidet d'un cheval arabe. »

C'est à cette faiblesse, en même temps qu'aux folles excentricités de son entourage que le plus grand poëte de la Russie, le plus illustre contemporain de Nicolas, dut faire le sacrifice de sa propre vie. Son merveilleux génie était demeuré intact et sain au milieu de l'atmosphère empoisonnée qui l'environnait. Il dut sacrifier au monde qu'il avait adopté le bonheur des derniers jours de sa vie et sa vie elle-même. Oui, « ce joug vulgaire que nous subissons tous » lui coûta la vie. Mais pour raconter la triste histoire de la fin du poëte Pouschkine, il faut que nous remontions un peu plus haut dans le passé, pour dépeindre l'état de la société de Saint-

Pétersbourg durant la première moitié de la période de 1830 à 1840.

L'empereur Nicolas avait été témoin de trois révolutions. Cette circonstance exerça sur son esprit et sur son système de gouvernement l'influence la plus désastreuse et la plus persistante.

Le troisième fils de l'empereur Paul avait dû se frayer son chemin au trône à travers les péripéties de l'insurrection de 1825. Il consacra les meilleures années de sa vie d'homme à combattre les idées que les événements de juillet 1830 et de février 1848 avaient mises en mouvement. L'impression profonde que la Révolution de février 1848 fit sur ce monarque a été consignée dans les mémoires du baron Bourgoing, qui, en 1830, était à titre intérimaire, chargé d'affaires de France à Saint-Pétersbourg; — le duc de Mortemart, qui était l'ambassadeur en titre, se trouvait alors en congé. On trouve dans ces mémoires des renseignements fort complets sur les actes d'hostilité dont le roi Louis-Philippe fut l'objet, de la part de la Russie, pendant toute la durée de son règne[1].

Il est vrai que les projets de Polignac tendant à bou-

1. Si la paix fut maintenue et si Nicolas, avant même d'avoir reçu les réponses de la Prusse et de l'Autriche déclinant toute intervention, s'abstint d'ouvrir directement les hostilités contre le nouveau gouvernement français; si notamment, il n'interdit pas l'accès du port de Cronstadt aux bâtiments marchands français naviguant sous le pavillon tricolore, ce résultat est dû surtout à l'action personnelle du baron Bourgoing, qui sut très-habilement s'y prendre avec le monarque irrité. L'antipathie de Nicolas à l'égard du roi-citoyen ne s'est jamais manifestée plus clairement ni d'une façon plus mesquine qu'à l'époque où Casimir Périer le

leverser la Constitution française avaient été désapprouvés par le prudent Pozzo di Borgo et déconseillés au nom du gouvernement russe. Mais à Saint-Pétersbourg comme à Paris on savait que, personnellement, l'empereur partageait le point de vue de Charles X et qu'il était en doute sur l'opportunité, mais non sur la légalité, des ordonnances. A la première nouvelle des événements de Paris, le baron Bourgoing dut se rendre en toute hâte à Tzarskoe-Celo pour rendre compte en détail à l'empereur de tous les incidents de cette lutte de trois jours et de l'attitude des corps de troupes. Pour se concilier personnellement les bonnes grâces du czar et faire tourner cette disposition à l'avantage de son pays, l'habile diplomate français eut soin de célébrer par des éloges enthousiastes la fidélité et la valeur des soldats de la garde royale. L'empereur ne se lassait pas d'admirer l'attitude incomparable des grenadiers qui avaient défendu la cour de Louvre et, maintes fois, il

fils était ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg. Indigné de ce qu'à plusieurs reprises l'ambassadeur de Russie n'avait point paru aux fêtes des Tuileries, le roi avait ordonné à M. Périer de s'abstenir une fois d'assister à la fête de l'empereur et de s'excuser pour raison de santé. Nicolas s'en formalisa si fort que, pendant plusieurs mois, l'ambassadeur français ne reçut plus aucune invitation à la cour et qu'il se vit en quelque sorte exclu de la société. L'empereur avait donné personnellement à ses fonctionnaires et à ses généraux l'ordre de n'adresser aucune invitation à l'ambassadeur de France et de ne lui rendre aucune visite. Il va sans dire que toute la « société » suivit cet exemple, dont s'autorisèrent même plusieurs diplomates des petits États allemands. L'histoire de cette animosité mesquine, mais éminemment propre à caractériser l'état social de 1830 à 1840 et le tempérament de l'empereur, a été, quatre années après, racontée en détail par M. Périer lui-même.

interrompait les récits de Bourgoing en s'écriant : — « Je voudrais offrir à ces braves une statue d'argent ! » Mais Nicolas n'eut pas l'occasion de distribuer ces statues ; en revanche, son argent a coulé à pleins flots dans les poches de plusieurs des combattants royalistes de 1830. — Au nombre des anciens officiers de la garde royale que le bruit du parti-pris résolu de l'empereur de Russie en faveur de la cause du légitimisme français avait attirés à Saint-Pétersbourg se trouvait un M. de Dantès, lieutenant en disponibilité, qui n'avait ni hautes relations de famille ni fortune, mais qui, en revanche, possédait un extérieur agréable et une dose de vanité et d'aplomb étonnante, même chez un Français. Qui était-il et quel motif l'avait encouragé à venir chercher fortune à Saint-Pétersboug? Ce fut d'abord un mystère, attendu qu'il n'était en relation avec aucune des vieilles familles appartenant notoirement à la noblesse, et que le nom de Dantès était complétement inconnu aux habitués de notre société, qui généralement étaient fort bien au courant des choses de Paris. On savait seulement que M. de Dantès se rencontrait fort souvent chez le baron de Heeckeren, ambassadeur des Pays-Bas et qu'il était porteur de lettres de recommandation à l'adresse de la comtesse Ribeaupierre et du célèbre baron Montferrand, chargé de la construction de l'église Saint-Isaac. Cette recommandation devait être de fort bonne main, car Montferrand fit en faveur de son protégé une démarche assez insolite. En sa qualité de directeur des travaux de construction de notre grande cathédrale, Montferrand s'était fait construire dans les

vastes dépendances de cet édifice une chambre dans laquelle il passait chaque jour quelques heures pour donner ses instructions aux entrepreneurs et aux chefs d'atelier, recevoir leurs rapports, prendre telle ou telle disposition, etc. L'empereur, qui s'intéressait vivement à cette construction puissante, qui du reste n'a été achevée que plusieurs années après sa mort, et qui venait souvent visiter ces travaux, avait pris l'habitude, à cette occasion, d'aller voir Montferrand dans son bureau et de s'entretenir avec lui. L'illustre architecte sut utiliser cette circonstance en faveur de son jeune compatriote. Il s'arrangea de façon que l'empereur, dans l'une de ses visites, rencontrât inopinément chez lui Dantès et un autre émigrant. Nicolas remarqua les deux jeunes Français aux manières élégantes et s'enquit de leur nom et de leur origine. A peine eut-il appris que c'étaient des officiers royaux, ayant quitté le service par horreur de la Révolution, qu'il leur proposa d'entrer dans un des régiments de la garde. Dantès allégua sa situation peu aisée de fortune, mais l'empereur déclara qu'il voulait lui venir en aide, et, quelques jours plus tard, le jeune aventurier était lieutenant du corps des chevaliers-gardes, qui est le premier de nos régiments aristocratiques de la garde à cheval, et pensionnaire de la cassette impériale, qui lui payait mille roubles par mois[1]. Ainsi sa fortune fut faite : le bruit de la faveur dont l'honorait l'empereur ouvrit à M. de Dantès les salons des familles les plus considérées

1. D'après une autre version, cette scène s'est passée dans l'atelier du peintre Ladurnire.

de la ville. Son rang lui assurait le droit de paraître à la cour. Ses manières entreprenantes et avantageuses le rendirent bientôt le favori des dames du grand monde et firent de lui un astre de première grandeur dans la sphère des jeunes fashionables.

Le terrain que le jeune aventurier trouva devant lui était fait pour un homme de sa trempe. Depuis les campagnes des années 1813 à 1815, et depuis les relations directes que ces campagnes avaient fait naître entre Saint-Pétersbourg et le faubourg Saint-Germain, le culte des Français, qui est traditionnel dans notre « Société, » était redevenu à la mode. Dans les cercles que fréquentait M. de Dantès, on parlait, on écrivait, on pensait, on rêvait même en français ; il était convenu que « rien n'était au-dessus de la France » et que l'ancien régime, remis à neuf par Louis XVIII et Charles X, représentait le *nec plus ultra* de la civilisation humaine. La prédilection secrète, presque inconsciente, que l'on nourrissait à l'égard de la littérature révolutionnaire de la France, prédilection dont l'aristocratie elle-même n'était point exempte, se dissimulait sous l'intérêt que l'on prenait aux accidents de la lutte soutenue, — sans succès hélas ! — pour la bonne cause du légitimisme, et elle faisait partie du bon ton comme l'enthousiasme dont était l'objet la fidèle noblesse du roi Charles X, que l'on voyait incarnée en la personne de M. de Dantès. En dépit de son obscure origine et de ses manières qui trop souvent sentaient quelque peu la caserne, l'aventurier aux yeux bleus et aux cheveux blonds, devint en peu de temps le héros du jour, l'homme devant lequel

s'ouvraient avec empressement tous les cœurs et toutes les portes, et qui pouvait se permettre des hardiesses allant au-delà du croyable. Le képi blanc liseré de rouge de l'officier et la tunique verte, collante et garnie de boutons d'argent du cavalier, allaient si merveilleusement au jeune fashionnable qu'il n'avait qu'à ouvrir la bouche pour capter les sourires et l'admiration. Le soir, lorsque dans une baignoire du théâtre Michel, le lieutenant du premier régiment de la Garde impériale s'essayait à écorcher le russe et à prononcer devant les dames à la mode, les termes de commandement militaire russe qu'il avait appris à grand peine, c'était d'un effet charmant. Il ne manquait pas de conclure par cette remarque spirituelle « qu'il n'apprendrait jamais cette langue « barbare, dont le son lui rappelait un cheval hennis- « sant. » Cela n'était-il pas tout naturel de la part d'un homme qui arrivait de Paris ? Et n'était-ce pas, de la part d'un vétéran de 1813, un acte du plus mauvais goût que de répondre un jour à la spirituelle boutade de l'aimable causeur par cette question brutale : — « Pourquoi donc le pain russe que tu bâfres ne te sem- « ble-t-il pas aussi trop barbare? » Les modistes françaises et les lorettes des bals publics de Saint-Pétersbourg se disputèrent bientôt cet homme de bon ton aussi passionnément que les lionnes de la bonne société aux pieds desquelles il déposait chaque soir ses hommages. Le monde et le demi-monde s'accordaient à dire que la faveur impériale n'aurait pas pu se porter sur un sujet qui en fût plus digne que le fils naturel du Baron Heeckeren, adopté en 1834 : car, finalement,

M. Dantès se révéla en cette qualité. M. de Heeckeren *senior*, depuis plusieurs années ambassadeur près la Cour impériale et Nestor de la jeunesse galante, était un homme dont le prestige et le renom laissaient quelque peu à désirer. Père adoptif et bienfaiteur de l'ex-garde de Paris, il redevint lui-même à la mode, et bientôt le père et le fils se virent en possession d'une considération que les plus anciennes familles du pays eussent pu leur envier.

Parmi les salons que M. de Dantès-Heeckeren honorait de sa visite durant l'hiver de 1835 à 1836 se trouvait celui d'Alexandre Pouschkine et de sa belle épouse Nathalie, née Gortcharoff. Il va sans dire qu'un homme tel que Pouschkine ne pouvait guère prendre goût à la personne du jeune français engoué de soi-même, qui pérorait constamment sur le chapitre de ses succès et de ses grâces irrésistibles. Mais il n'y avait pas moyen de fermer les portes d'une maison qui appartenait à la haute société, au petit-maître placé à la tête du monde élégant et que l'on rencontrait chaque jour dans la société la mieux choisie; qui était tout à la fois le protégé de l'empereur et de la légation française, l'ami intime du sympathique vicomte d'Archiac, attaché à cette légation, et par surcroît, le fils adoptif d'un ministre étranger. Pouschkine était trop homme du monde pour vouloir demeurer en arrière. Les relations, d'abord superficielles, devinrent peu à peu intimes; le baron hollando-français prenait plaisir à fréquenter les salons de la belle Nathalie Pouschkine; il devint régulièrement son cavalier dans toutes les parties de cotillon

et de mazurka; il se présentait même chez elle dans la matinée aussi souvent que les convenances le permettaient.

Pouschkine, qui, malgré la fidélité immaculée de sa femme, était jaloux comme un Turc, et qui connaissait assez l'indiscrétion de Dantès-Heeckeren pour se défier profondément de lui, assista pendant quelque temps à ce manége sans trahir sa mauvaise humeur ni son mécontentement. Il savait qu'aux yeux du monde, qui était devenu le sien, rien ne pouvait être plus ridicule qu'un mari jaloux; il savait que l'influence de Dantès était au moins égale à la sienne et qu'il ne pouvait rompre avec le jeune Français sans compromettre le renom de sa maison, sa situation personnelle et celle de sa femme. Cependant les prétendus succès de « l'irrésistible » auprès de madame Pouschkine menacèrent de devenir la fable de toute la ville, et Dantès lui-même se permit certaines allusions inquiétantes sur son « bonheur ». Alors, mais alors seulement, Pouschkine interdit sa maison à l'importun. Les suites de cet acte ne se firent pas longtemps attendre. La « société » prit parti pour le galant contre le mari, et Pouschkine se trouva impliqué dans les affaires les plus désagréables. Les nombreux protecteurs et les protectrices plus nombreuses encore de Dantès, considérèrent qu'ils avaient le devoir de venir à la rescousse de l'amoureux et de faire sentir au mari « l'inconvenance » de son procédé. Ils surent arranger les choses de façon que madame Pouschkine rencontrât toujours inopinément son adorateur, qu'elle l'eût pour vis-à-vis dans chaque quadrille, pour cavalier dans

chaque cotillon, et qu'elle eût à écouter, du moins à demi-mot, ses soupirs et ses serments. L'ambassadeur de Sa Majesté hollandaise ne négligea pas non plus de prendre la défense d'un amour aussi fidèle. « Rendez-moi mon fils, Madame, pour l'amour de Dieu ! » — murmurait-il à l'oreille de la malheureuse jeune femme, chaque fois que celle-ci se rencontrait sur son passage. D'ailleurs, il était tout bonnement impossible d'éviter un homme qui était l'habitué de tous les salons. Et ce ne fut pas tout. Une coterie de fainéants élégants, dont le fier et spirituel poëte avait constamment excité l'envie maligne, et qui ne lui pardonnaient point ses critiques impitoyables contre les produits informes de leur dilettantisme poétique, entreprirent de faire des susceptibilités de Pouschkine le sujet de toutes les conversations, et de provoquer de sa part de nouveaux éclats de jalousie. Notre poëte, dont les nerfs étaient déjà gravement surexcités, fut littéralement bombardé de lettres anonymes roulant sur les « relations » de sa femme, le traitant tantôt de c..., tantôt de fou ridicule, et lui rapportant des bruits absurdes, ou lui donnant des « explications » fantastiques. Bientôt après, ces lettres furent suivies de pasquinades diffamatoires et de mauvaises épigrammes françaises du caractère le plus ordurier, qui étaient non-seulement envoyées dans la maison de Pouschkine, mais répandues à une foule d'exemplaires par une main invisible, dans la ville tout entière, dont elles défrayaient les commentaires. Il n'était pas possible de découvrir les auteurs de ces infamies et, aujourd'hui encore, on ignore quels ont été

les principaux coupables. On a nommé tantôt le prince Pierre Dolgoroukoff, qui fut, depuis, l'auteur de la *Vérité sur la Russie;* tantôt le prince Gagarin, qui se fit plus tard émigrant et père jésuite. Le seul fait constant, c'est que ces messieurs étaient en rapport intime avec Dantès et que l'on pouvait fort bien juger Dolgoroukoff capable de commettre des farces sinistres [1].

Pouschkine résolut de s'adresser à l'homme qui était

1. Une circonstance qui ne saurait passer inaperçue, c'est le fait que le soupçon d'avoir commis ces infamies n'a été formulé que vingt ans après, c'est-à-dire à une époque où les deux personnages suspects vivaient à l'étranger, en la qualité de réfugiés politiques. Quelques années après la mort de Pouschkine, le prince Gagarin tomba en proie à une mélancolie profonde. Il se rendit en France, où il adopta la foi catholique et entra dans l'ordre des jésuites, dont il défendit activement les tendances et par la parole et par la plume. On assure que les causes de la mélancolie et de la conversion du prince Gagarin ne sont autres que les remords de conscience que lui fit éprouver la part de responsabilité qui lui incombait du fait de la mort de Pouschkine.

Quant au prince Dolgoroukoff, connu par ses écrits sur la généalogie russe et par ses pamphlets venimeux, il passait il y a trente-cinq ans, c'est-à-dire alors qu'il résidait à Saint-Pétersbourg, pour un homme d'un caractère très-équivoque, joueur, faiseur de dettes et intrigant. On sait que ce personnage, dont le nom a été souvent cité jadis, à raison de son ouvrage foncièrement mensonger, *la Vérité sur la Russie*, a fait une triste fin. Le prince Worouzoff (Semen Michaïlowitch), accusa publiquement le prince Dolgoroukoff de lui avoir offert, contre une somme de 20,000 roubles, de supprimer dans son livre sur la noblesse russe certains passages malsonnants de l'histoire de la famille des Worouzoff. Cette offre lui avait été faite dans un billet sans signature, écrit en français. Dolgoroukoff assigna Worouzoff en diffamation devant le tribunal correctionnel de Paris, qui, après avoir examiné l'affaire à fond, renvoya Worouzoff des fins de la plainte. Dolgoroukoff, ayant fait de ce jugement l'objet d'une brochure, fut expulsé de France par mesure de police. Les journaux ont annoncé qu'il est mort il y a quelques années en Belgique, où il publiait le journal le « *Véridique* » (Prawdiwy).

la cause première de cette affaire : il envoya une provocation à Dantès. Un duel au pistolet, à quinze pas de distance, devait terminer la querelle.

Dantès, qui passait pour être un tireur sans rival, accepta la provocation sans hésiter, mais demanda un délai de deux semaines « pour mettre ordre à ses affaires. »

Avant même l'expiration de ce délai, la cour et la ville apprirent, à leur grande surprise, que le baron Dantès-Heeckeren s'était fiancé avec Catherine Gortcharoff, belle-sœur de Pouschkine, acte qui démontrait d'une manière irréfutable que le poëte l'avait soupçonné sans motif et « mal compris. »

Alors, de part et d'autre, amis et protecteurs s'interposèrent pour couper court à la querelle qui allait exposer le premier poëte de la Russie devant le pistolet du redouté tireur des chevaliers-gardes.

Le baron de Heeckeren travailla son fils. Les amis de Pousckine adjurèrent ce dernier de retirer sa provocation. Après avoir longtemps hésité, Pouschkine se détermina à faire cette démarche, mais il l'accompagna d'une faute grave et fatale. Il déclara que le duel était devenu inutile, mais en même temps il déclina toute relation personnelle avec son adversaire, maintint son interdiction antérieure et refusa de recevoir la visite de noces de son beau-frère et de sa belle-sœur, dont le mariage avait eu lieu au cours de ce même hiver de 1836 à 1837. Cet acte fut l'origine et le prétexte d'une querelle nouvelle, plus aigre encore que la première.

Soutenu par la plus grande partie de la « Société, »

qui trouvait inconcevable la conduite de Pouschkine, en même temps que fort « émouvante » non moins que fort « piquante » l'inaltérable affection du jeune époux pour sa charmante belle-sœur, Dantès reprit l'ancien jeu. Dans les bals et dans les soirées, il fallut, comme autrefois, que madame Pouschkine se montrât inopinément avec son beau-frère et adorateur; celui-ci, de son côté, lui parlait à l'oreille du caractère indomptable de certaines passions. Enfin, le vieux diplomate renouvela ses instances auprès de la jeune femme, dont il implorait la compassion en faveur de son fils désespéré, qui appelait de ses vœux la réconciliation. Ce n'est pas tout, les lettres anonymes et les épigrammes mordantes recommençèrent à pleuvoir sur la maison de Pouschkine, dont elles troublaient la paix intérieure. Dantès jouait manifestement un double jeu. Officiellement, il déplorait cette querelle de famille et exprimait le désir de se réconcilier avec le mari mal conseillé de sa belle-sœur, mais, par-dessous main, il laissait voir que l'ancienne flamme brûlait encore dans son cœur. La situation de Pouschkine devenait de plus en plus difficile; il était menacé d'un isolement complet, car tout le monde prenait parti contre lui. Non-seulement les officiers des chevaliers-gardes et de la garde à cheval prirent fait et cause pour leur camarade, non-seulement les lionnes des soirées encouragèrent hautement le fidèle amant, les anciens amis, les amis éprouvés de Pouschkine eux-mêmes lui reprochèrent sa jalousie excessive et inutile. Enfin, ses cousins et ses tantes gémirent de voir la paix de la famille troublée par sa faute. Le poëte finit

par ne plus trouver de repos ni chez lui ni hors de chez lui. C'est au milieu de cette situation d'esprit que, vers le 15 janvier 1837, il reçut de son beau-frère une lettre lui demandant directement la réconciliation. Cette lettre demeura sans réponse. Quelques jours après, elle fut suivie d'une seconde lettre. Pouschkine, qui était convaincu qu'il ne s'agissait, pour son beau-frère, que de recommencer son ancien jeu et de continuer ses assiduités d'autrefois, résolut de retourner cette lettre, sans y répondre, à celui qui la lui avait envoyée, et d'interdire à celui-ci de renouveler ses correspondances. Le malheur voulut qu'ayant la lettre de Dantès dans sa poche, il rencontrât M. de Heeckeren le père chez sa cousine, mademoiselle Sagraeschki, fille d'honneur de la cour. Sous le coup d'une surexcitation violente et passionnée, Pouschkine remit la lettre au diplomate qu'il haïssait, en le chargeant brusquement de la rendre à son auteur. Heeckeren ayant refusé de se charger de cette mission, Pouschkine lui jeta la lettre à la figure, en lui disant ces mots : *Tu recevras la lettre, gredin!* Un violent conflit s'en suivit; mais, contrairement à toute attente, il n'aboutit pas à une provocation. Or, Pouschkine avait précisément visé à faire dégénérer l'affaire en duel. Après avoir supporté pendant quelques jours encore un état de choses qui était devenu pour lui intolérable, Pouschkine, dont la mauvaise humeur n'avait fait qu'empirer, écrivit à Heeckeren le père une lettre qui prodiguait à cet homme honorable des insultes d'une violence sans exemple. Pouschkine reprochait au vieux diplomate « la conduite d'une vieillesse

obscène ; » il le qualifiait de « maquereau de son bâtard, ou soi-disant tel, » et terminait par la sommation « de faire finir tout ce manége d'un pleutre et chenapan. » La réponse à cette lettre fut une provocation que le vicomte d'Archiac remit à Pouschkine, au nom de son ami Dantès, et que Pouschkine fit immédiatement accepter par l'entremise de son camarade d'école et de jeunesse, le capitaine Dausass, qui devint depuis sénateur et conseiller intime.

Dans l'après-midi du 27 janvier 1837, deux traineaux glissant sur la glace de la Néwa, le long du quai du Palais-d'Hiver, conduisirent les deux adversaires dans un petit bois situé près de ce qu'on appelle « le Rond-Point du Commandant. » Avant même que Pouschkine, qui était assez bon tireur, pût lâcher son coup de pistolet, il était grièvement blessé au bas-ventre et tombait en s'écriant: « J'ai la cuisse fracassée. » Mais la haine lui rendit la force de se redresser contre son adversaire et de dire: « Je me sens assez fort pour tirer mon coup. » Cela fait il lâcha la détente, blessa Dantès au bras et retomba couvert de sang sur la neige en s'écriant : « Bravo ! »

L'histoire des deux derniers jours de la vie du poëte, des tortures qu'il eut à supporter et de sa fin virile en même temps que chrétienne a été souvent racontée. Shukowski l'a minutieusement relatée, dans la fameuse lettre adressée au père de Pouschkine, et les traducteurs allemands et français de Pouschkine ont communiqué ce récit à leurs lecteurs. Dès le soir de la fatale journée du 27 janvier, le poëte savait que sa vie était con-

damnée, il prit congé de sa famille et des amis qui entouraient son lit de douleur, puis il reçut le célèbre billet de l'empereur[1]. Le 29 janvier, dans l'après-midi, il avait rendu le dernier soupir.

Le cri de furieuse indignation par lequel la Russie civilisée accueillit la nouvelle de la mort de son plus grand et de son plus illustre poëte, ne s'adressait pas seulement au lansquenet étranger[2] qui, à moitié contraint, avait attenté à la vie de Pouschkine, il s'adressa surtout à la « Société » qui était la cause morale de cet incident et de son tragique dénouement. C'était la haute noblesse de la Russie qui avait trouvé ridicule l'acte d'un homme mettant la paix de sa maison et de son mariage au-dessus des conventions du monde; c'était cette noblesse qui avait pris parti pour le libertin de profession contre le mari, pour le scabreux représentant de l'immoralité française contre le plus grand génie de la Russie; c'était la « bonne société » de la

1. Ce billet était ainsi conçu :

« Cher ami (*drug*) Alexandre Sergéiewitch, si telle est la volonté de la Providence que nous ne nous voyons plus sur cette terre, je te conseille de mourir en chrétien. Ne te préoccupe pas du sort de ta femme et de tes enfants, je veillerai sur eux ! »

2. Pour être à l'abri de la fureur populaire, Dantès, malgré la blessure qu'il avait reçue au bras, dut passer quelques jours en prison et quitter le territoire russe à la faveur de la nuit et du brouillard. Sa femme le suivit en France, où, sous le titre de baron Heeckeren, il a joué un certain rôle. Il fut, en 1848, membre de l'Assemblée nationale de Paris ; sous le second empire, il fut sénateur et, en cette qualité, il fut en 1852 chargé d'une mission auprès de l'empereur Nicolas. — La veuve de Pouschkine, plusieurs années après la mort de son premier mari, épousa le sénateur Lanskoï, qui fut depuis, — de 1855 à 1861, — ministre de l'intérieur.

Russie qui avait fait du poëte la proie, l'esclave et la victime de sa corruption morale. La colère patriotique flétrit un état de choses qui rendait possibles des catastrophes de cette nature, qui rendait la fleur de l'aristocratie sociale et intellectuelle complice d'une criminelle bouffonnerie et qui avait acculé le poëte à une situation indigne de sa noble nature. Cette colère, le poëte Lemontoff s'en fit l'interprète dans les strophes fameuses que tout Moscou apprit par cœur et qui invitaient le czar à châtier le meurtrier et ses complices :

Tes derniers jours ont été empoisonnés par les railleries sinistres de plats détracteurs; tu es mort altéré de vengeance, en te plaignant amèrement et à voix basse de voir s'évanouir tes plus belles espérances;

Le sens profond de ta dernière parole, aucun de ceux à qui tu l'as dite ne l'a compris; perdue est la lamentable plainte que ta noble bouche nous a confiée en mourant..... »

..... Telle fut la fin du poëte qui s'était trouvé mêlé à la catastrophe de 1825, et qui avait fait la paix avec elle sans pourtant renoncer à la meilleure partie de son être, sans sacrifier sa forte et virile nature à la béate mollesse de son entourage, sans chercher à atteindre son idéal en fuyant lâchement devant la réalité.

La douleur causée par la mort prématurée de Pouschkine est demeurée pendant de longues années sans consolation. Ce n'est que dans la seconde moitié du gouvernement qui avait fait de lui son poëte en titre

que des voix se sont élevées pour célébrer la destinée qui avait dispensé le poëte du soin de choisir entre la soumission aveugle à un système devenu finalement impossible et la dangereuse rébellion contre ce système.

CHAPITRE V

LES SCIENCES EN RUSSIE

Dans le voisinage de la place Isaac, non loin du palais du Sénat et du quai anglais, auxquels elle est reliée par le pont de bois du château et par le pont de granit Nicolaï, se trouve Wassily-Ostroff, la plus grande et la plus importante de nos îles de la Néwa. Le quartier de la ville qui est bâti sur cette île a dès longtemps joué un rôle important dans l'histoire de Saint-Pétersbourg. Il comprend, outre la Bourse et une grande partie des plus importants centres commerciaux anglais et allemands, les bâtiments de l'université, de l'académie des sciences, le corps des mines, le corps de la marine, l'académie des beaux arts et la plupart des écoles de cadets[1] (gymnases militaires). Autrefois Wassily-Ostroff passait pour être le quartier allemand par excellence. Tant que le commerce et la science se trouvèrent concentrés principalement dans des mains allemandes et

1. L'école des ingénieurs, l'académie d'artillerie, l'école des gentilshommes de la garde et le corps des pages ne rentrent pas dans cette catégorie et sont situés dans d'autres quartiers.

que les représentants de ces branches de l'activité humaine demeurèrent domiciliés dans le voisinage de leurs centres d'opération, on entendait parler aussi souvent l'allemand que le russe dans les trois avenues et dans les vingt-sept rues de ce quartier, et l'on pouvait dire par manière de plaisanterie que se fixer à Wassily-Ostroff était le but final de toute carrière commencée à Riga ou à Reval. Aujourd'hui encore, bien que la situation se soit depuis longtemps modifiée, Wassily-Ostroff se distingue à maints égards du « Grand côté » de la ville. Depuis que nos étudiants ont remplaçé l'uniforme vert bleu par la tenue civile et que leurs professeurs ont cessé d'exhiber à tout propos leur frac bleu officiel, l'île de Saint-Basile, au contraire des quartiers élégants où les uniformes fourmillent, produit une impression absolument bourgeoise. Le long des quais de l'île, des bateliers et des nautonniers exercent leur industrie; sur la place Rumjaenzoff et dans les ruelles avoisinantes, on rencontre surtout des gens qui portent des livres et des cahiers sous le bras; sur la chaussée des avenues et dans les rues de l'île circulent, au lieu de brillants attelages, des fiacres modestes ou de simples voitures de louage. Au lieu d'hôtels et de palais imposants, on aperçoit des bâtiments publics qui, en dépit de leurs proportions gigantesques, présentent l'aspect sobre et pratique d'édifices qui n'ont jamais eu de trop hautes prétentions. Les maisons particulières elles-mêmes ont généralement un air assez modeste. Leur rez-de-chaussée abrite, non plus des magasins splendides bondés d'articles de luxe, mais de sim-

ples boutiques où l'on vend les denrées alimentaires et les objets de consommation journalière. De simples brasseries remplacent ici les restaurants français qui dominent partout ailleurs. Les habitants du premier étage eux-mêmes appartiennent généralement à la classe moyenne, qui est réduite à un revenu annuel de 4 à 5,000 roubles et quelquefois moins. Pas un seul théâtre, pas un seul hôtel aristocratique, pas un seul édifice somptueux n'interrompent la longue monotonie des rangées de maisons qui coupent rectangulairement ce quartier. Du moment où l'on a quitté les bords de la Néwa et son encadrement imposant, on se trouve dans un monde qui n'a rien du brillant aspect qui distingue les rues principales de la résidence, et qui doit se contenter d'un lot plus modeste.

Parmi les établissements scientifiques que Wassily-Ostroff abrite, l'académie des sciences occupe d'ores et déjà la première place. Quoi qu'ait pu dire les fanatiques du parti national, Aksakoff, Lamanski et consorts, du caractère « non russe » de cette institution et de son inutilité au point de vue des intérêts véritables de la Russie, la connaissance même la plus superficielle de l'histoire de notre académie suffit à faire naître la conviction que cette institution, loin de répondre aux espérances que Pierre le Grand avait rattachées à sa fondation, est restée bien au-dessous de ces espérances. Il sera d'autant plus utile de jeter un coup d'œil rétrospectif sur les phases principales du développement de l'académie des sciences, laquelle comptera bientôt cent cinquante années d'existence, que chacune de ces

phases a caractérisé nettement l'état de la civilisation de la Russie, notamment à Saint-Pétersbourg, pendant la même période, et qu'il a toujours existé un certain rapport entre les tendances de notre académie et les courants qui dominaient dans nos régions supérieures.

Fondée en 1724 par Pierre le Grand, l'académie impériale des sciences n'a été ouverte que le 6 janvier 1726, c'est-à-dire après la mort du grand réformateur. Pendant une quarantaine d'années, elle a été le seul établissement d'enseignement supérieur de la Russie. Elle a pris naissance avant même que, dans l'immense empire russe, il y eût un seul gymnase et *à fortiori* une seule université. Cela revient à dire que pendant les premières années de son existence, elle a dû servir aux buts les plus hétérogènes, remplir les missions les plus diverses. Les membres, dont la plupart avaient été mandés d'Allemagne, étaient chargés des travaux suivants : publication de deux journaux, l'un en langue russe et l'autre en langue allemande [1]; — rédaction d'un almanach allemand et d'un almanach russe [2]; — publication annuelle de notices sur toutes les autorités et sur tous les hauts fonctionnaires de l'em-

1. La *Gazette allemande* et la *Gazette russe de Saint-Pétersbourg*, qui ont été pendant longtemps les seuls journaux privilégiés de la résidence, sont encore aujourd'hui la propriété de l'académie, qui en tire un revenu considérable. Il va sans dire que les membres de l'académie ont, depuis longtemps, cessé de s'occuper de la rédaction de ces feuilles, qui sont affermées pour le compte de la docte compagnie.

2. Le privilége de l'académie relatif à la publication des almanachs a été supprimé il y a plusieurs années, après avoir duré plus d'un siècle. Jusqu'à l'époque de cette mesure l'usage d'almanachs, autres que ceux de l'académie n'avait été autorisé, aux

pire ; — collation de l'enseignement dans le gymnase annexé à l'académie — organisation de l'enseignement supérieur dans son ensemble; — études scientifiques sur la géographie, l'histoire, la langue, l'ethnographie de la Russie ; — enfin, encouragement en faveur des beaux arts et des manufactures ! Et ce n'était pas tout encore. On imposait aux membres de l'académie le devoir d'enrichir de nouvelles pièces, du moins à l'occasion, le répertoire du théâtre impérial; de célébrer par des odes dithyrambiques les anniversaires impériaux; de rendre la langue de leurs concitoyens susceptible d'exprimer des idées scientifiques, de perfectionner leur style, de surveiller l'impression, et finalement aussi le débit des livres écrits par eux ou sous leurs auspices. Donner également et en même temps satisfaction à des exigences aussi hétérogènes était naturellement chose impossible. L'académie n'a pu vaquer à l'accomplissement de la partie la plus importante et la plus élevée de sa tâche qu'après que les progrès successifs de la civilisation russe et le développement de l'organisme administratif l'eurent délivrée des obligations pédagogiques et administratives qui lui avaient été primitivement imposées. C'est ici le lieu de constater que la fondation de l'université de Moscou (1755), l'organisation du ministère de l'instruction publique (1803), et la suppression du gymnase annexé à l'académie (1806), ont contribué successivement et dans une importante mesure à alléger la tâche par trop lourde de cette com-

termes de la loi, que dans les provinces baltiques, dans le royaume de Pologne et dans le grand-duché de Finlande.

pagnie. Mais déjà à l'époque où l'académie alimentait à elle seule toute l'activité scientifique, pédagogique et artistique de l'immense empire, elle a pu rendre à la cause de l'investigation scientifique de grands et décisifs services.

Les physiciens Daniel et Nicolas Bernouilli, le grand mathématicien Léonhard Euler, et son fils l'éminent Jean-Albert, le botaniste Gmelin, le physicien Richmann, les historiens Müller et Schlœsser ont accompli leurs travaux de pionniers pendant la période juvénile de l'Académie, c'est-à-dire alors qu'elle était surchargée de missions pratiques de toute nature. Chacun de ces hommes a dû partager son temps entre les travaux scientifiques et les travaux pédagogiques et administratifs. Euler a dû consacrer plusieurs années de sa précieuse vie à des travaux sur la construction navale; — Müller a dû s'occuper de statistique dans un but purement administratif; — Lomonossoff, le premier Russe éminent qui soit entré à l'académie, a dû, en même temps, donner dans le gymnase y annexé des leçons de chimie, de géographie physique, de minéralogie, d'art poétique et de style russe. Un jour, il lui arriva de la cour l'ordre d'écrire une tragédie, et, sur le désir de l'impératrice Élisabeth, il dut s'occuper d'écrire l'histoire de la Russie. Il se plaint, dans une lettre à Euler de cette multiplicité de travaux : « Je ne suis pas seulement, dit-il, contraint de jouer ici les rôles de poëte, de rhéteur, de chimiste et de physicien : il faut maintenant que j'entre presque tout entier dans la peau d'un historien. » Sur quoi, il énumère toutes les questions

du domaine de la physique dont l'obligation d'étudier les origines et les antiquités de la Russie l'empêche de poursuivre la solution. On lui avait conféré, en outre, la direction de la chancellerie de l'académie, la surveillance de l'enseignement de l'académie et du gymnase et la direction du département géographique. On le voit tantôt étudier les problèmes de la statistique de la population, tantôt s'occuper de travaux sur la mosaïque; tantôt il élabore un nouveau règlement pour l'académie des sciences, tantôt il écrit une tragédie ou une ode; aujourd'hui, il travaille sur le terrain de la philologie russe; demain, il formulera devant les savants de son temps une série d'hypothèses sur les problèmes les plus ardus de la physique expérimentale.

Bien que, durant la seconde moitié du dix-huitième siècle, la situation matérielle de l'académie et de ses membres différât fort peu de ce qu'elle était pendant les premières années d'existence de cette compagnie, ses travaux scientifiques acquirent, vers la fin de ce siècle, une importance croissante.

L'appui généreux que Catherine II accorda aux entreprises scientifiques rendit possible une exploration des nombreuses parties de l'empire qui jusqu'alors étaient demeurées à peu près inconnues du monde civilisé. Les voyages alors entrepris par les académiciens Krascheminikoff, Müller, Pallas, Sokoloff et Guldenstaedt ont d'abord ouvert la Sibérie à la science, et ont frayé la voie aux investigations ultérieures des Humboldt, des Baert, des Brandt, des Midlendorff, etc. Ces explorations ont donné des résultats féconds, non-

seulement en ce sens qu'elles ont fait connaître d'une façon plus complète la constitutition de la surface du sol, mais aussi au point de vue de la botanique, de la géologie et de la zoologie. Elles ont, en outre, encouragé le gouvernement à poursuivre l'œuvre si heureusement commencée. Grâce à cette circonstance, tous les successeurs de Catherine II ont constamment favorisé les missions scientifiques. Les glorieuses expéditions de Kotzebue et de Krusenstern, les voyages en Sibérie de Humboldt, Maximowitch, Lütke, Helmersen, Midlendorff, Schrenk et F. Schmidt ont été largement subventionnés. Sans l'influence de l'académie et sans le prestige qu'elle avait conquis non-seulement dans les régions du gouvernement, mais aussi dans le monde civilisé tout entier, jamais il n'aurait pu être question des grands sacrifices à la science que l'empereur Nicolas daigna autoriser. Il n'a pas fallu moins que le zèle ardent avec lequel les représentants, nommés plus haut, des sciences naturelles se livrèrent à leur tâche difficile, et l'empressement avec lequel des historiens et des linguistes tels que Müller, Schlœsser, Bayer, Klaproth, Frœhn, etc., se mirent à explorer le passé des pays que l'on venait de découvrir, pour tenir en éveil et rendre productif le zèle naturellement assez tiède des personnages officiels, zèle qui le plus souvent n'avait sa source que dans un sentiment de vanité,

Depuis qu'en 1806 on a vu disparaître le dernier reste des obligations pédagogiques qui pesaient sur l'académie et qui l'empêchaient de poursuivre, comme elle l'aurait pu, sa mission scientifique; depuis, notam-

ment, que le statut de 1836 a remanié, conformément aux besoins du temps, l'organisation intérieure de l'académie, celle-ci est entrée dans une voie de progrès constant : il n'existe pas une branche des connaissances humaines dans laquelle l'académie de Saint-Pétersbourg n'ait pas fourni des travaux de premier ordre. Les successeurs d'Euler, savoir : Fuss, Ostrogradski, Buniackoffski, Somoff, n'ont pas seulement enrichi par leurs découvertes les domaines les plus divers de l'investigation mathématique, ils ont aussi contribué essentiellement à mettre l'enseignement des mathématiques, dans nos établissements d'instruction moyenne et supérieure, au niveau de ce que cet enseignement est en France et en Angleterre, et au-dessus de ce qu'il est en Allemagne. Il est vrai que les autres branches de l'enseignement sont restées en arrière. La plupart des élèves de nos gymnases, de nos écoles de cadets, etc., qui dans d'autres branches n'ont reçu qu'une dose fort incomplète d'instruction, quittent généralement l'école avec un fonds de connaissances mathématiques supérieur à la moyenne de celles que les élèves acquièrent dans les écoles d'Allemagne. Les professeurs de mathématiques qui enseignent dans nos écoles militaires de cadets et dans nos écoles spéciales sont généralement les membres les plus utiles, et souvent même les seuls membres du personnel enseignant de ces établissements qui soient aptes à rendre des services. Pas n'est besoin d'insister sur ce qui a été fait par les Struve dans le domaine de la science astronomique, grâce à l'observatoire qui a été construit à Pultawa.

La physique a été, depuis Richmann et Zomonossoff, représentée de la façon la plus remarquable par des hommes tels que Jacobi, l'inventeur de la galvanoplastie, Kupffer et le météorologiste Kaemptz. Les voyageurs éminents qui ont fait partie de l'académie ont été déjà nommés plus haut. Il faut joindre à la liste Charles-Ernest de Baer, le père de l'histoire du développement moderne, qui s'est fait connaître tout à la fois comme zoologiste, physiologiste et anatomiste, et qui, depuis la mort de Humboldt, a été certainement le plus important naturaliste de son temps et celui dont les études ont porté sur les points les plus divers.

Non moins éminents sont les services que l'académie a rendus sur le terrain de la linguistique. Aucun savant allemand du temps passé n'a poussé plus loin qu'Isaac Jabob Schmidt l'investigation des langues mongole et thibétaine; aucun n'a plus que lui contribué à faire connaître le boudhisme; en même temps que lui, Christian Martin Fraehn, dont l'activité tenait du prodige, se distinguait par sa science profonde et étendue des littératures arabe, persane et turque, et frayait la voie à ses successeurs dans mainte branche des études sur l'Orient. C'est à Fraehn surtout que la numismatique de l'Orient, qui depuis, grâce aux travaux du Berlinois Jean Brandis, est devenue l'une des sources les plus importantes de l'histoire de l'antique Asie, doit sa naissance. Par les collections de manuscrits et de monnaies orientaux, mais surtout par la publication de manuscrits arabes, il réussit à jeter un nouveau jour

sur un grand nombre de questions ayant trait à l'histoire. de la Russie dans les temps les plus reculés.

A Schmidt et à Fraehn est venue se joindre, dans les temps modernes toute une légion de linguistes de mérite. Castré a étudié le lapon, le samoïède et le burjacte; — Sjacgren, les dialectes finnois, importants au point de vue de l'histoire du Nord; — Schiefner, les langues du Caucase et du Thibet; — Wiedmann, l'esthonien, le wtjaque, le tcheremisse; — Lerch, le kurde ; — Radloff, les dialectes des habitants des Kouriles et de l'ancienne Amérique russe; etc. Enfin, c'est ici qu'il faut citer le glorieux nom de notre Otto Bœhtlingk, qui, après s'être signalé par ses recherches sur les dialectes de Turquie et d'Yakoutsk, a conquis la première place parmi les sanscritans contemporains par sa traduction du *Sakountala*, mais surtout par son dictionnaire de la langue sanscrite, qu'il publia de concert avec Roth.

Si Kæppen et Storch, qui sont les principaux représentants de la statistique et des sciences politiques dans les temps anciens, ne peuvent être nommés qu'en second ordre, cela n'a pas tenu à eux-mêmes, mais aux circonstances au milieu desquelles ils ont vécu, circonstances qui étaient aussi peu favorables que possible aux utiles travaux dont pouvait être l'objet l'« histoire réduite à l'immobilité. »

Ce n'est que dans les temps les plus rapprochés de nous, c'est-à-dire depuis la première période ministérielle de P. A. Walouïeff, que l'on s'est occupé sérieusement en Russie de recherches statistiques et que le

gouvernement a essayé d'obtenir un tableau vrai, sincère et impartial, de la situation présente. Quant à ce que l'on décorait du nom de statistique sous les règnes d'Alexandre Ier et de l'empereur Nicolas, nous avons sur ce point deux témoignages qui sont d'autant plus caractéristiques qu'ils émanent de deux camps réciproquement hostiles et que, pourtant, ils concordent sur le fond.

Un des membres du premier comité de Statistique qui ait existé en Russie, — Speransky en avait institué un en 1803, près le ministère de l'intérieur, — a été Philippe Philippowitch Wigel, celui-là même qui professait à l'endroit de l'absolutisme « national » l'enthousiasme le plus ardent. Voici ce que Wigel écrit dans ses Mémoires : « Il n'y avait pas, dans toute la Russie, dix individus sachant ce que l'on doit entendre par ce mot : Statistique. Il va sans dire que je n'étais pas un de ceux qui savaient cela : néanmoins, j'acceptai l'emploi qui m'était offert. Car, avec l'heureuse ignorance de la jeunesse, je pensais que c'était la moindre des choses, et que je serais bientôt au courant du secret. » Wigel n'a pas donné d'autres détails sur le caractère de son travail. Mais ce que ce travail devait être ressort de cette circonstance que Wigel, « alors que lui-même et ses collègues croyaient qu'il était attaché au ministère et qu'il faisait partie du bureau de Statistique, était, en réalité, congédié depuis deux ans ! » Notre statistique officielle est restée pendant une quarantaine d'années dans l'état où Wigel l'avait trouvée. Vers la fin de la période de 1830 à 1840, le comte Bloudoff, qui était alors ministre de l'intérieur, donna à

cette branche de la science une impulsion nouvelle, et décida que tous les gouvernements de l'empire adresseraient chaque année au gouvernement central des rapports statistiques. Alexandre Herzen, ancien condamné politique, qui avait été contraint d'accepter un emploi dans l'administration, fut chargé de ce travail par le gouvernement de Wjaetka. Écoutons ce qu'il dit à ce propos : « Notre ministère de l'intérieur a eu en 1837 un accès subit de passion pour la statistique. Sur tous les points du territoire on a institué des comités de Statistique, et on leur a adressé des formulaires à remplir, des programmes à suivre qui, sans doute, eussent été à leur place en Suisse et en Belgique, c'est-à-dire dans les pays où la statistique a pris naissance. Ces comités devaient, d'après des moyennes de dix ans dont les éléments n'avaient jamais été recueillis, rendre un compte exact de toutes les choses possibles : état moral, moissons, météorologie, etc., sans que le moindre kopek eût été mis à leur disposition pour leur permettre de se procurer les documents nécessaires. Les renseignements dont il s'agit devaient, « par pur amour de la science, » être réunis par notre police rurale, et adressés à la chancellerie du gouvernement, où ils devaient être triés et triturés. La police et la chancellerie, qui étaient surchargées d'autres travaux, ne considéraient naturellement le comité de Statistique que comme un objet de luxe, une superfluité, un enfantillage du ministère. Mais il fallait remplir les tableaux, il fallait fournir les renseignements et les explications nécessaires, et la chancellerie se trouvait dans le plus cruel

embarras, en présence d'une tâche dont l'accomplissement lui était tout simplement impossible. Surtout, il ne fallait pas s'attirer une remontrance pour le fait de n'avoir pas rempli son devoir. J'offris mes services au directeur de la chancellerie, et je lui proposai de me charger de cette difficile besogne. Je lui promis qu'il ne manquerait ni chiffres, ni réflexions biensonnantes, assaisonnées de mots étrangers et de citations, pourvu qu'il me fût permis de faire ce travail, non pas dans le local détesté de la chancellerie, mais chez moi... L'introduction de mon travail, qui retraçait l'infatigable activité et le but élevé du comité de Statistique, — lequel n'existait pas, à vrai dire, — émut le directeur de la chancellerie jusqu'au fond de l'âme, et le gouverneur lui-même dut reconnaître que cette introduction était magistralement écrite. Le « Comité » fut, à partir de ce jour, mis à ma disposition absolue, et celui qui avait été jusqu'alors mon chef immédiat, j'entends le président de la table, qui était constamment ivre, me regarda comme son supérieur. Toutefois, pour sauver les apparences, je dus me montrer de temps à autre dans les bureaux de la chancellerie. Pour donner ici la mesure des absurdités que ces tableaux m'imposaient, je citerai les deux exemples qui suivent :

« VILLE DE KWI : *Nombre des noyés?*

Réponse : 2

Causes de la mort?

Réponse : Inconnues. 2

Total. 4

Événements extraordinaires?

Réponse : Le nommé X..., qui depuis longtemps s'adonnait à la boisson, s'est pendu.

Morale publique?

Réponse : Il n'y a pas de Juifs ici[1]. »

Ces petits échantillons de l'esprit dans lequel notre « ancienne école » faisait de la statistique, et le fait constant que tous les renseignements statistiques, — y compris ceux qui émanaient du gouvernement de

1. Puisque j'ai cité le livre de Herzen, je ne résiste pas au plaisir d'en extraire encore la citation suivante, qui sera extrêmement instructive au point de vue de la situation des fonctionnaires d'autrefois : « Notre nouveau gouverneur Korniloff reçut un jour un avis officiel d'un gouvernement voisin, qu'il lut et relut sans pouvoir en démêler le sens. Il fit venir le secrétaire : celui-ci lut, mais il ne fut pas plus heureux que son chef. Le gouverneur demanda alors ce qui arriverait s'il transmettait le papier à la chancellerie. « Je l'enverrais à la 3e section, c'est là qu'il devrait aller, répondit le secrétaire. — « Le président de cette section comprendrait-il alors de quoi il s'agit? — Certainement répondit le secrétaire, il occupe ce poste depuis sept ans. » Korniloff manda alors le président de la 3e section, lui remit le document et lui demanda ce qu'il y avait à faire. L'employé regarda le papier, le parcourut d'un bout à l'autre et déclara immédiatement qu'il y avait lieu d'adresser une question à la Cour des comptes et de donner une instruction à l'administrateur du district. « Quelle instruction? » — demanda le gouverneur. L'employé éprouva un certain embarras et déclara que cela n'était pas facile à dire, mais qu'il rédigerait sans peine les pièces en question. Le gouverneur fit alors venir une plume et du papier et ordonna à son subordonné de se mettre immédiatement à l'œuvre. L'employé rédigea séance tenante les deux pièces voulues. Korniloff les prit, les lut, les relut, mais sans y pouvoir rien comprendre. « Toutefois, racontait-il plus tard en souriant, comme j'avais vu que les réponses étaient faites comme l'exigeait le papier que j'avais reçu, je les signai. Je n'ai jamais, depuis, entendu parler de cette affaire. Les pièces que le président de la 3e section avait rédigées, étaient donc évidemment ce qu'il fallait. »

Wjactka, — qui étaient adressés au ministère de l'intérieur, n'étaient que le produit de la fantaisie de leurs auteurs, permettent de comprendre pourquoi les représentants de la statistique et des sciences politiques dans notre académie n'ont pu laisser des travaux dignes d'être placés à côté de ceux des Baer, des Struve et des Bœhtlingk. L'insuffisance des documents officiels dont ils pouvaient disposer mettait de prime-abord Kæppen et Storch dans l'impossibilité de travailler sur une base solide. En outre, ils se trouvaient arrêtés à chaque pas par la méfiance du gouvernement à l'égard de tout ce qui pouvait ressembler, même de loin, à une critique de l'état de choses actuel. La censure ne pouvait s'empêcher d'accorder par exception un certain privilége aux représentants des sciences naturelles; mais, en revanche, les écrivains politiques de l'académie se voyaient la liberté mesurée aussi parcimonieusement qu'elle l'était aux autres publicistes. Cette circonstance atténue jusqu'à un certain point les défauts qui déparent le *Tableau de Saint-Pétersbourg* et les *Tableaux de statistique historique de la Russie*, défauts qui rendent fort problématique l'utilité de ces ouvrages, d'ailleurs forts répandus. Ces livres, dont l'auteur est Storch, lecteur de l'empereur et précepteur du grand-duc, et qui furent suivis de toute une série d'ouvrages moins importants, appartenaient, en outre, à une époque où, hors de la Russie, il était peu question d'investigations rigoureuses et méthodiques sur le terrain des sciences politiques, et où les sciences dites « caméralistiques » (sciences administratives), embrassaient

tout ce qui ne pouvait être classé sous une autre rubrique : les livres de Storch touchaient d'ailleurs à des matières si hétérogènes, que leur titre même leur imprimait un certain cachet de dilettantisme. Plus méritoire est l'œuvre de Pierre Kæppen, dont les plus importants travaux ont trait, non pas aux sciences économiques, mais à l'histoire et à l'archéologie. Néanmoins, certaines monographies de Kœppen sur le commerce et la population sont encore aujourd'hui, à maints égards, utiles à consulter.

Depuis 1841, — et ceci nous amène au point le plus important pour l'histoire actuelle de notre académie des sciences, — l'institution que Pierre le Grand a fondée comprend une section spéciale pour la langue et la littérature russes. Cette même année (1841), l'académie pour la langue russe, qui avait été fondée en 1783 par Catherine II, devint une classe spéciale, — le monde, — de la création de Pierre le Grand, et cela pour deux raisons : en premier lieu, pour délimiter la sphère de ses attributions; ensuite, pour exercer dans le sens national une certaine pression sur cette Compagnie à qui le parti des Vieux-Russes a toujours reproché ses sympathies exotiques. Jusque vers le milieu du dix-huitième siècle on avait trouvé tout naturel, — et cela par nécessité, — que l'académie ne fût composée exclusivement que de membres étrangers, de membres allemands notamment, et qu'en conséquence elle revêtît un caractère nettement allemand. La prédilection de Pierre le Grand pour l'Europe occidentale et pour sa civilisation allait si loin, que parfois il signait des ukases

et autres actes officiels non pas en caractères russes, mais en caractères latins ; qu'il orthographiait son nom *Pieter* au lieu de *Peter*, et qu'il ne confiait l'exercice de certaines professions ayant à ses yeux une importance spéciale, — l'exercice de la pharmacie, par exemple, — qu'à des Hollandais et à des Allemands. Pierre avait fait dresser par Leibnitz le plan de son académie, et il la destinait expressément à importer en Russie la civilisation occidentale, et « à faire tout ce qui serait possible pour que les Russes apprissent à connaître et à apprécier cette civilisation, ce qui était pour eux le meilleur moyen de cesser de passer pour barbares. » C'était pour répondre à ses intentions que les travaux purement pédagogiques et administratifs des académiciens étaient rédigés en russe, c'est-à-dire traduits en langue russe, tandis que les publications purement scientifiques étaient faites en allemand et en français. Abstraction faite des difficultés que présentait une langue encore fort incomplète, des ouvrages russes de cette nature n'auraient pas trouvé de lecteurs. Or, l'un des vœux du grand empereur avait été de tirer honneur devant l'Europe des travaux de son académie. En un temps où tout étranger résidant en Russie était considéré et traité comme un gentilhomme, où les plus hauts et les plus importants emplois étaient, soit entre les mains des étrangers, soit dirigés par des secrétaires étrangers, où le Russe de haute classe ne connaissait pas de but plus enviable que celui de posséder complétement la langue, l'éducation, le genre et les manières des pays occidentaux, il était tout naturel que les mem-

bres de la première compagnie scientifique de l'empire demeurassent fidèles à la nationalité qu'ils avaient apportée avec eux, et à laquelle ils devaient leur situation.

Qu'il en pût être autrement, et que l'on pût jamais leur demander de se faire Russes, cela n'entra pas plus dans l'esprit des académiciens de la première génération que l'idée de se targuer en aucune façon de leur nationalité. Il était dans la nature des choses que ces hommes s'occupassent avant tout des sciences au milieu desquelles ils avaient vécu et par lesquelles ils s'étaient élevés, et qu'ils ne se reconnussent pas, à l'égard de la nation russe, d'autre engagement qu'un engagement pédagogique. Pouvait-on exiger des Blumentrost, des Müller, des Geploesger et des autres représentants de la civilisation allemande à cette époque, qui se voyaient transplantés dans un pays à moitié barbare, qu'ils portassent une attention toute spéciale sur le passé et sur les premiers tâtonnements de ce pays sur le terrain de la civilisation? D'ailleurs, les enfants de ce pays ignoraient eux-mêmes presque absolument leur propre histoire, et leur suprême ambition était de s'initier à la civilisation étrangère, à celle qui leur arrivait de l'occident. Partout où l'on rencontrait des indigènes intelligents et laborieux on s'empressait de leur laisser la voie libre.

On a fait aussi beaucoup pour la langue russe durant cette période. Le « savant » chambellan baron Jean-Albert de Korff, Courlandais, qui était entré dans le service russe et qui possédait le rare avantage de savoir le latin et de pouvoir converser en cette langue, avait

été, en remplacement de Kayserlingks, appelé au « commandement » (*sic*) de l'académie. Peu de temps après, c'est-à-dire en 1735, sur l'initiative méritoire d'un des premiers membres russes de l'académie, lequel n'était autre que Tradjakowski, une « conférence » spéciale russe fut instituée près l'académie. En même temps, deux savants nationaux obtinrent des postes importants : c'étaient Tatitscheff, auteur d'un manuel d'histoire russe à l'usage des écoles, et le botaniste Krascheninikoff, que son voyage au Kamtchatka et la description qu'il fit de ce pays avaient rendu célèbre. L'un et l'autre exercèrent une influence des plus heureuses sur le style des écrivains leurs compatriotes et sur leur façon d'exposer les choses, en se servant, dans leurs travaux scientifiques, d'expressions claires, correctes et conforme au génie de la langue. L'infatigable bibliothécaire Schuhmacher était alors le factotum de l'université. A côté de lui, Gerhard Müller, qui venait d'achever son voyage en Sibérie, se chargea de la rédaction du *Journal* (russe) *de Saint-Pétersbourg;* dans des suppléments joints à ce journal, il publia des études sur l'histoire russe, la généalogie russe, etc., qui éveillèrent le goût des recherches historiques. Auguste Louis de Schlœsser, qui était le protégé de Müller et qui devint plus tard son rival et son ennemi, traduisit Nestor, inaugura l'investigation et la manipulation méthodiques des documents qui formaient les sources de l'histoire russe dans les temps anciens et fraya ainsi la voie à tous les travaux qui devaient être entrepris après lui sur ce terrain. L'académie conserva néan-

moins pendant cette période, un caractère allemand bien prononcé. Tout en étant animés de la passion la plus vive pour la prospérité et la gloire de la Russie, les académiciens de cette époque accomplissaient leur tâche dans un esprit purement allemand. Ils n'avaient affaire qu'avec l'État et le gouvernement de la Russie. La nation russe leur demeurait et devait leur demeurer étrangère, par ce simple motif qu'aux yeux de ses propres maîtres, cette nation ne comptait qu'en tant que contribuable acquittant l'impôt et fournissant des conscrits à l'armée. Les quelques Russes qui parvinrent à se faire admettre parmi les membres de l'académie étaient tous d'anciens élèves des professeurs allemands. Force leur était donc, s'ils voulaient entrer en ligne de compte et demeurer des membres vivants de la savante corporation, de suivre les traditions de leurs maîtres, d'adopter leur genre et leurs usages. Les Allemands étaient les coryphées et les maîtres de la situation, non-seulement à raison de leur supériorité sur tous les terrains, mais aussi à titre d'hommes de confiance des présidents et à titre de directeurs de la chancellerie, alors toute-puissante de l'académie.

N'ayant guère de relations qu'avec leurs collègues compatriotes et, sous l'impératrice Anna, protégés par leurs rapports avec Münnich, Biron et Ostermann, le tout puissant favori de cette princesse, contre les mésaventures qui auraient pu leur arriver du monde extérieur[1], ces savants menaient une existence de colons

1. Ce qui contribua notablement à la chute et à l'exécution du ministre Q. P. Wolinski, en 1740, ce fut le fait que cet homme

s'inquiétant fort peu des choses du monde russe, vivant en dehors de sa vie et demeurant fidèles aux usages, voire aux bizarreries de leur pays, comme à sa méthode surannée de travailler.

Cet état de choses idyllique ne se modifia qu'à dater du jour où Lomonossoff entra à l'académie, se posa immédiatement en champion et en représentant des prétentions russes nationales, et à la faveur de la révolution qui venait de s'accomplir à la cour[1], fit une première tentative en vue d'émanciper du « joug des Allemands » la vie intellectuelle russe et la « science russe. » Ce premier élan de réaction populaire contre la suprématie intellectuelle des étrangers, suprématie qui était en quelque sorte le legs des dernières volontés de Pierre le Grand, a fait époque dans l'histoire de la littérature russe, et il se rattache étroitement aux incidents du mouvement national dans les temps modernes. C'est à cet élan que Lomonossoff doit d'avoir échappé à la destinée des autres poëtes russes du dix-huitième siècle, et de vivre aujourd'hui dans la mémoire de son peuple.

d'État du parti « national » avait fait bâtonner Tredjakoffski, secrétaire de l'académie, et que la savante corporation avait adressé à Biron et à Ostermann, ennemis mortels de Wolinski, une protestation collective contre cet acte barbare.

1. En décembre 1741, Élisabeth, avec l'aide du parti national aristocrate, avait renversé le gouvernement que Münnich, Ostermann, Lœwenwold, Mengden, etc., exerçaient au nom de la régente Anna et de son fils mineur Iwan IV, et s'était fait proclamer impératrice de Russie. Ce fut sous son gouvernement que le parti réactionnaire des Vieux-Russes, commença une guerre systématique contre les « étrangers et le joug étranger. »

Michel Wassilïewitch Lomonossoff (né en 1711, mort en 1765), était le fils d'un serf du village de Denissowka, près de Cholmogory, dans le gouvernement d'Archangel, où il exerçait la profession de pêcheur.

Comme tous les Russes de son temps, il devait toute son instruction à des maîtres allemands. N'ayant reçu à Moscou, à Kieff et à Saint-Pétersbourg qu'une instruction préliminaire fort incomplète, il avait, pendant un séjour de quinze ans qu'il fit en Allemagne, acquis non-seulement les notions scientifiques et les connaissances spéciales de l'exploitation des mines auxquelles il dut plus tard son poste de professeur, mais aussi le souffle patriotique qui fit de lui le créateur de la langue russe littéraire. Doué des aptitudes les plus étendues et les plus variées, d'un tempérament ardent et passionné, Lomonossoff s'insurga contre les allures compassées et pédantesques de ses collègues allemands de l'Académie et contre leur prépondérance dans toutes les questions scientifiques et pédagogiques. Son retour en Russie avait coïncidé, comme nous l'avons dit plus haut, avec une époque qui avait vu des hommes d'État russes remplacer les Allemands à la tête des affaires et où certains personnages remuants se berçaient de l'espoir que la fille de Pierre le Grand avait inauguré une nouvelle ère, véritablement nationale, une seconde ère de réforme *péteréenne*. Il n'y avait rien de plus contradictoire au fond que le culte dont était entourée la souveraine, qui n'avait hérité d'aucune des grandes qualités de son père et qui ne tenait de lui que la sensualité grossière et l'amour des plaisirs. Élisabeth, qui cares-

sait sérieusement le projet de transférer sa résidence à Moscou, qui avait banni du territoire de l'empire Münnich et Ostermann, c'est-à-dire les deux plus éminents, les deux plus vaillants et les deux plus sages collaborateurs de son père, cette Élisabeth, disons-nous, n'était ni une souveraine réformatrice, ni une souveraine sérieusement nationale. Néanmoins, ce fait qu'elle s'entourait de favoris de nationalité russe, qu'elle manifestait une prédilection prononcée à l'égard de l'ancienne capitale de la Russie et qu'elle était plus fervente adepte de l'Église grecque que ses deux devancières germanisées, avait gagné à cette souveraine les sympathies de la nation. Le clergé avait été fort négligé durant la dernière période, mais il avait encore conservé une influence considérable. Ce fut lui qui, le premier, proclama la gloire de l'impératrice et qui lui assigna la mission de renouveler l'esprit populaire. Le métropolitain Dimitri Setschenoff et Ambroise Jurkewitch, archevêque de Nowgorod, déclarèrent les premiers que l'expulsion des deux « émissaires du diable, » Münnich et Ostermann était le prélude d'une ère nouvelle et meilleure, que le règne de « Belzébuth et de ses anges » était terminée : et la Russie tout entière adopta cette doctrine. « Pierre, dit-on alors, s'est servi des Allemands pour éclairer son peuple et pour préparer les Russes au service de l'État. Sous ses successeurs, ce but a été perdu de vue, et la mémoire du grand empereur a été indignement outragée. Des étrangers se sont emparés des plus hauts emplois et ils ont joui de la confiance des souverains, tandis que les indigènes étaient

laissés de côté et sacrifiés. » Élisabeth, que le Seigneur avait, dès le berceau, prédestinée au pouvoir, Élisabeth est devenue notre sauveur; son nom seul (*dévouée à Dieu*) signifiait le salut. Comme la nation rêvait le rétablissement de ses anciens « sanctuaires, » comme elle aspirait à réagir contre la longue domination de l'élément étranger, ses porte-paroles interprétaient dans ce sens le régime grossier et mal ordonné d'Élisabeth. L'organe politique et le porte-voix de cette tendance fut Lomonossoff. Une seule pensée inspira toutes ses œuvres lyriques : il glorifia le règne d'Élisabeth, qui était à ses yeux le signal de l'émancipation de l'esprit populaire russe. Odes et discours académiques, inscriptions d'arcs de triomphe et dédicaces adressées à de hauts protecteurs, tout lui servit de prétexte à développer ce seul thème : Élisabeth était l'Astrée « qui avait ramené l'âge d'or, » le Moïse « qui avait arraché la Russie à la nuit de la servitude égyptienne », le Noé « qui nous sauva du déluge étranger. » Élisabeth devait rendre la Russie à elle-même; c'est avec son aide que la Russie devait prouver au monde étonné qu'elle n'avait pas besoin de professeurs étrangers et qu'elle était capable d'enfanter elle-même

« Des Newtons à l'esprit puissant
Et des Platons profonds. »

On conçoit sans peine que Lomonossoff, dans ses « aspirations nationales, » ait eu en vue le cercle de son entourage immédiat, le milieu dans lequel il vivait,

c'est-à-dire l'académie. Ses savants collègues rendirent pleine justice à son mérite. Euler, qui avait déclaré maintes fois que cet homme éminemment doué, faisait honneur à l'Académie comme à la nation tout entière, Gmelin, Richmann, Wolff étaient liés d'amitié avec lui; Stachlin était son partisan enthousiaste. Néanmoins, les traditions de l'académie eurent pour effet de reléguer au second rang le jeune homme qui était l'élève de ses collègues plus âgés, tandis que les savants plus anciens qui étaient venus en Russie sous les auspices d'une renommée européenne se sentaient les chefs de file et demeurèrent en cette qualité.

Lomonossoff était tout à la fois poëte, publiciste, linguiste et historien. A raison de ce seul fait, Lomonossoff en dépit de la variété de ses aptitudes et de la richesse de ses facultés, ne put conquérir une place de premier rang dans les sciences naturelles qui étaient son domaine spécial. Or, il aspirait précisément à la première place. Aussi assuré de la faveur de la souveraine qu'il avait si souvent glorifié dans ses vers, que de l'appui de ses hauts protecteurs Woronzoff, Tcherkanoff et Schouwaloff, exalté par la grande masse de la nation et par le clergé en particulier, qui voyaient en lui le champion de la cause nationale, Lomonossoff, chaque fois qu'il avait le dessous à l'académie des sciences, en appelait de ce jugement au tribunal supérieur de la nation.

Les controverses historiques et grammaticales avec Müller et Schlœsser empruntèrent de prime abord à cette circonstance une importance exceptionnelle, qui lui assura la victoire définitive. Lorsqu'il reprochait à

ses adversaires de n'avoir fait dériver le mot russe *knjaes* (prince) de l'allemand, *knecht* (laquais), que pour humilier la nation russe et pour faire des souverains du monde slave, les serviteurs du monde européen occidental et du monde germain, cet argument *ad hominem* avait plus de valeur aux yeux de son public que les plus profondes démonstrations grammaticales ou linguistiques. Sur ce terrain, il était encore secondé par cette circonstance qu'alors déjà les cercles des académiciens allemands étaient travaillés par de misérables rivalités et par des tendances déplorablement serviles. En effet, tandis que Müller et Schlœsser, qui étaient les deux principaux représentants des sciences historiques, étaient brouillés à mort ensemble, certains savants, tels que Stachlin, croyaient trouver leur avantage à prendre parti pour le porte-parole de la nation russe, ce qui avait rendu depuis longtemps proverbiale l'absence de caractère des savants allemands des bords de la Néwa.

L'attitude de Lomonossoff a été, à maints égards, grosse de conséquences, au point de vue de l'histoire de l'académie des sciences. Il n'était pas seulement le premier Russe qui revendiquât pour le compte de la cause nationale les services attendus de cette institution consacrée à la science et qui sût invoquer les instincts nationaux partout où les arguments scientifiques ne suffisaient point. Naturaliste enthousiaste et sincèrement épris de cette branche de la science, il fut aussi le premier qui désignât comme la tâche principale de l'académie fondée par Pierre le Grand le « perfectionnement » de la langue russe et de la littérature populaire.

Quant à ce qu'il entendait par ce « perfectionnement, » et quant à la façon dont une Compagnie dont le domaine était la science abstraite, devait s'y prendre pour faire surgir une belle littérature, remonter aux sources du génie populaire et épurer le goût esthétique de la nation, Lomonossoff n'a pas mieux réussi que ses innombrables successeurs à fournir sur ce point des indications précises. Le pénible labeur de linguistique comparée auquel l'Académie s'est astreinte dans la suite et qui n'a pas été moins utile aux slavistes qu'aux linguistes des autres nationalités, n'a pu diminuer l'antipathie de nos nationaux à l'égard de l'académie. L'idéal que la jeune génération avait rêvé, c'était une institution analogue à l'académie française, distribuant à tous les écrivains nationaux les lauriers que ceux-ci auraient mérités et constituant en quelque sorte l'aréopage esthétique de la nation : mais tel n'était pas l'idéal de Lomonossoff. Porté par penchant et par disposition naturelle à l'étude des questions scientifiques et, d'après son propre sentiment, plus grammairien et plus linguiste que poëte, Lomonossoff avait une trop haute idée de la valeur des études et des investigations rigoureusement méthodiques pour partager le dilettantisme des slavophiles modernes et leurs prétentions au bel esprit, et pour mésestimer la science de l'Europe occidentale. Une fois que l'ardeur de sa fougue s'était dissipée, il se ravisait et revenait généralement à une appréciation plus juste de ce qu'il devait et de ce que la patrie elle-même devait aux maîtres allemands qu'il avait trop décriés. A vrai dire, les vœux de Lomonossoff ne sont jamais allés

au delà de la prescription, demeurée d'ailleurs à l'état de lettre morte, qui était contenue dans le nouveau règlement de l'académie publié en 1747. Aux termes de cette prescription, « les membres de l'académie devaient être principalement des savants *russes* de naissance, et l'on devait, dans toutes les classes de l'empire, soit civiles, soit militaires, former des *savants russes.* »

Il importe beaucoup moins de savoir ce que sont les hommes et les choses que de savoir ce pourquoi on les tient. L'histoire de Lomonossoff et de sa situation relativement à l'Académie fournit de ce fait une nouvelle preuve.

On s'inquiétait peu de savoir ce qu'au fond il pensait de cette institution. Son nom était devenu et était demeuré le symbole de toutes les attaques « nationales » dirigées contre l'académie. La paix qu'il avait détruite ne fut jamais complétement rétablie. Cet asile du travail paisible et infatigable est demeuré étranger au cœur même de la nation russe. Les beaux esprits et les coryphées intellectuels de la Russie n'ont jamais eu de rapports réels avec l'académie, par cette raison que, presque sans exception, ils se sentaient plus chez eux en plein marché que dans le paisible cloître académique. Leur centre de ralliement fut, du moins pendant un certain temps, « l'académie russe, » fondée en 1783 par Catherine II. Cette académie fut l'œuvre de la princesse Doschkoff, qui, depuis la mort du comte Rasumoffskes, était en même temps directrice de l'Académie des sciences. Cette nouvelle institution, à laquelle l'épi-

thète *russe* assura immédiatement une certaine popularité, avait été fondée dans le but d'épurer et d'enrichir la langue nationale, « de fixer les règles de l'orthographe, la grammaire et la prosodie de cette langue, et d'encourager l'étude de l'histoire russe. Sans se souvenir des services considérables que l'ancienne académie avait, déjà à cette époque, rendus à la langue et à l'investigation des antiquités russes, on s'y prit comme s'il s'agissait de s'engager sur un terrain encore complétement inexploré. La nouvelle Académie aborda immédiatement une série de travaux conçus sur un plan grandiose. Un grand dictionnaire, une grammaire scientifique, les codes de la rhétorique et de la prosodie devaient être immédiatement élaborés avec le concours des esprits les plus éminents de la nation. La vogue de cette académie fut si rapide, que les hommes et les femmes des plus hautes classes de la société tinrent à grand honneur de collaborer à la première de ses œuvres, laquelle, — soit dit en passant, — fut la seule que l'on menât à bonne fin. La princesse Daschkoff, le comte Iwan Schouwaloff, Gawril, métropolitain de Nowgorod, les illustres poëtes Dershawin, de Wisin et Knaeshnin, s'empressèrent de fournir leur contingent à l'œuvre commune; Catherine elle-même écrivit des « annotations complémentaires » pour le premier volume de cet ouvrage. Quant à la partie en quelque sorte matérielle du travail, les académiciens Lepuchin, Runnoffki et Oserzskoffski s'en chargèrent. Quarante-trois mille deux cent cinquante-sept mots, — pas un de moins, — furent entassés dans les six volumes qui pa-

rurent de 1789 à 1799. Ce dictionnaire a dû, toutefois, subir durant la période de 1840 à 1850, une refonte complète. Tout se borna pour longtemps à ce premier effort. Karamsin et les autres écrivains éminents de la période d'Alexandre Ier ont suivi leur propre voie, à l'abri des influences de l'Académie et sans en avoir eu besoin. Il en est de même de la pléïade de l'*Arsamass*, avec laquelle nous avons fait connaissance, et du groupe dont Pouschkine et Shoukoffiski formaient le centre. Dans les biographies des plus éminents écrivains russes des temps modernes, on ne rencontre presque aucun nom appartenant à l'académie de 1783. Déjà sous Alexandre Ier, le projet de faire de cette institution le pendant du collége français des Quarante Immortels, était tombé entièrement dans l'oubli. Lorsque Uwaroff, qui, depuis 1818, est président de l'Académie, et qui, depuis 1832, fut ministre de l'instruction publique, fit rédiger vers 1835 un nouveau règlement pour l'ancienne académie, il crut ne pouvoir rendre à « l'académie russe » un plus grand service qu'en faisant d'elle une classe spéciale, — le monde, — de l'ancienne académie, et cela, pour la mettre en vivant contact avec ce foyer du travail scientifique et secouer ainsi son énergie.

Cette fusion des deux institutions en une seule fut opérée en 1841. Ainsi, l'élément russe fut introduit dans l'académie et fut mis en état d'y briguer la prééminence. Jusqu'à ce moment, l'œuvre de Pierre le Grand avait conservé complétement son caractère primitif. Elle ne connaissait pas d'autre science que cette science cosmopolite dont les institutions similaires de

l'Europe occidentale se font les organes. On sait qu'un assez grand nombre de savants russes en avaient fait partie et que, parallèlement aux publications allemandes et françaises de l'académie, ils avaient publié une quantité considérable d'ouvrages russes. Mais la suprématie appartenait aux Allemands, et, abstraction faite de la deuxième classe, elle leur appartient encore. Ni le statut du 8 janvier 1836, ni la fusion opérée le 19 octobre 1841 avec l'académie russe, ni le nouveau statut, dont les bases furent jetées en décembre 1863, ne purent empêcher les Allemands de parler en maîtres ni enlever à la première et à la troisième classe (histoire et philologie, mathématiques et sciences naturelles) le droit de publier leurs bulletins en allemand et en français.

Parmi les savants qui se consacrent à l'étude des sciences naturelles, nous citerons comme jouant depuis longtemps le rôle le plus important : Baer, Middendorff, secrétaire de l'académie depuis nombre d'années, les géologues Hofmann et Helmersen, le physicien Lenz, etc. Ces hommes qui étaient en même temps professeurs à l'Université et dans plusieurs hautes écoles spéciales, formaient, à vrai dire, le foyer de la vie scientifique à Saint-Pétersbourg. Ils menaient une existence de savants, qui reproduisait consciencieusement le type allemand. Unis ensemble par le lien d'une amitié intime qui datait des années de leur jeunesse, résidant tous dans le même quartier, à côté les uns des autres, et, malgré leurs titres, leurs décorations et leurs fonctions honorifiques, demeurant complétement étrangers aux intrigues qui s'agitaient autour d'eux, ils avaient

conservé dans leurs relations réciproques la bonhomie et le sans-façon qui en avaient été le caractère distinctif pendant leurs années d'étude à Dorpat. Quiconque a jamais vécu au milieu d'eux, peut parler de la simplicité affable et de la gravité scientifique de ces hommes, qui, malgré leurs titres sonores, sont restés, selon le type allemand, les prêtres de la science et dont l'existence tout entière s'est accomplie dans l'étroite sphère de leur mission. Il n'a été donné qu'à quelques-uns d'entre eux de pouvoir rendre à la science des services aussi éminents et aussi durables que les Baer, les Middendorff, les Helmersen, les Schrenk, etc. Mais, envisagés collectivement, ils ont puissamment contribué à former et à développer en Russie l'esprit scientifique et le goût des investigations scientifiques.

Lenz a composé un excellent manuel russe de physique, qui, depuis plusieurs années, a été introduit dans tous les établissements scolaires de l'empire. Il a été, en outre, pendant nombre d'années, recteur de l'université de Saint-Pétersbourg, dont il a représenté les intérêts de la façon la plus efficace et la plus utile pendant les années difficiles qui ont suivi l'émeute des étudiants de 1861. Helmersen, en sa qualité de directeur du corps des mines, a formé plusieurs centaines de fonctionnaires capables et élevé à un niveau très-honorable l'école confiée à ses soins.

Middendorff qui, de 1855 à 1859, a été le secrétaire perpétuel de l'académie et, à ce titre, l'âme même de cette institution, a exercé la plus utile influence sur la direction rationnelle de l'élève des bestiaux et des chevaux.

La plupart des membres de ce groupe sont ou morts, — tels que Lenz et Hoffmann, — ou mis à la retraite, — tels que Middendorf et Baer, — et leurs successeurs ont reçu en partage la difficile mission de maintenir et de défendre contre toutes les attaques hostiles la saine tradition et l'esprit cosmopolite de l'Académie.

Dans la classe des sciences naturelles, l'élément russe est déjà depuis longtemps représenté par des hommes d'une capacité réelle, sérieusement dévoués à la cause de la science. Les mathématiciens Astrogradski, Tschebynheff, Ianoff et Bunjackoffski, — ce dernier est vice-président de l'académie, — et l'astronome Sawitch sont honorablement connus même en dehors de la Russie, bien que le côté pédagogique constitue la partie essentielle de leur mission. Un homme qui jouit aussi d'une haute estime et qui s'est tenu constamment en dehors de toutes les rivalités internationales, c'est l'excellent Weneloffski, auteur du célèbre livre intitulé : *Du climat de la Russie*, et, depuis la retraite de Middendorff, secrétaire perpétuel de l'académie. Nous avons déjà fait mention de Jacobi, de Kuffer et de Kaemptz, qui ont été jadis les principaux membres de la classe des sciences naturelles.

L'élément allemand a également dominé jusqu'à ce jour dans la classe de la philologie historique. Nous avons déjà constaté plus haut que la linguistique forme la partie essentielle de cette branche et que, sur ce terrain, une légion d'hommes éminents a jeté les premiers fondements de l'œuvre qui a été inaugurée il y a un siècle par la publication du Grand Dictionnaire com-

paré, — c'est Pallas lui-même qui a dirigé les travaux, — et que Klaproth et Graefe ont étendue et développée. Les membres de cette classe de notre académie ont étudié avec le plus grand succès les langues asiatiques, les langues de l'Europe orientale et, en particulier, les langues finnoises et slaves, et en ont fait l'objet de travaux importants. L'œuvre que les Ijagrén, les Castrén, etc., ont glorieusement commencé a été, depuis, continuée avec un zèle infatigable, notamment par Wiedemann, Rojeff, F.-W. Radloff, Schiefner, Kunik et par le pasteur Bielenstein, qui s'est signalé par ses recherches sur les dialectes letton et lithuanien. Si l'on continue de laisser libre carrière à ces hommes et à leurs élèves, et si l'on oppose un frein au zèle intempérant de ceux qui ne veulent accorder en Russie droit de cité qu'aux sciences représentées par des savants nationaux, on peut, dès à présent, prévoir que notre Académie, sur le terrain de la linguistique, saura longtemps encore conserver le premier rang. Elle a devant elle un champ immense à explorer; elle se trouve en présence d'une foule de problèmes importants dont la solution lui incombe. Sur le Wolga, comme dans le Caucase et au delà de l'Oural, vivent de nombreuses races et branches de races dont il reste encore à étudier les idiômes pour enrichir et compléter l'histoire du langage humain. Dans un rapport sur les travaux déjà accomplis par la classe de philologie historique et sur ceux qui lui reste encore à accomplir, rapport qui a été publié il y a plusieurs années, nous lisons ce passage : « Encore incomplétement exploré est le grand domaine des dialectes

fongouses, dont Castrén ne nous a fait connaître que deux, lesquels appartiennent à de petites peuplades, entretenant des rapports avec d'autres nations, il y a lieu également d'étudier à nouveau les dialectes mongoles de la Sibérie, ainsi que les dialectes bouriates et les dialectes kalmoucks, qui n'ont pas encore été l'objet d'une étude d'ensemble, bien que les travaux de Bobrownikoff fournissent un bon point de départ. L'idiôme tchouwach, auquel Ahlquist a consacré une partie de sa vie, n'a pas encore été suffisamment étudié au point de vue de ses phénomènes phoniques et grammaticaux. Les langues du Caucase offrent à l'investigation un champ immense, dont le défrichement pourrait occuper largement plusieurs douzaines de linguistes pendant nombre d'années. Outre les langues ci-dessus indiquées, presque tous les autres dialectes du Daghestan sont presque entièrement inconnus.

Quant aux études qui ont été faites jusqu'à ce jour sur les langues du Caucase occidental, si l'on en excepte les travaux du baron Uslar sur le dialecte abchasien, elles n'ont pas la valeur d'une investigation sérieusement scientifique. Or, les langues caucasiques sont précisément de la plus haute importance, au point de vue de la solution de mainte question encore pendante concernant les habitants primitifs de la Russie méridionale. Des questions du même genre, qui intéressent d'autres parties de notre pays, attendent encore leur solution. L'exploration minutieuse des dialectes lithuaniens jettera un jour précieux sur l'histoire primitive de cette population et sur les points de contact qu'elle a eus avec

d'autres éléments, notamment avec l'élément finnois. Les langues finnoises du nord-ouest de la Russie n'ont pas encore été elles-mêmes suffisamment étudiées dans leurs rapports avec les idiômes voisins. Parmi les dialectes lapons, celui des Lapons de Tersch est encore complétement inconnu. La comparaison des dialectes lapons avec les langues finnoises, qui appartiennent à la même famille, en les rapprochant des idiômes étrangers qui les touchent immédiatement, conduira certainement à d'intéressants résultats ethnographiques. »

Sera-t-il donné à notre académie de résoudre ces divers problèmes? Il serait aussi difficile de le dire aujourd'hui qu'à l'époque où ces problèmes ont été indiqués. Il est certain que la plupart des hommes dont les travaux ont autorisé jadis les plus belles espérances, sont encore vivants. Mais il y a lieu de se demander si et combien de temps encore ils seront en état de s'adonner avec la liberté voulue à leur haute mission. Dans la presse périodique, comme dans la grande masse du public, on voit se manifester à tout instant la velléité de remplacer par des hommes « nationaux » les savants étrangers auxquels la Russie doit ses succès scientifiques, ou, tout au moins, d'exclure les langues étrangères des bulletins et des publications de l'académie. Or, c'est ici précisément que gît le point décisif. Si l'on impose aux académiciens de l'avenir l'obligation de posséder à fond la langue russe et le style russe, et si les Allemands auxquels incombe surtout l'exploration de ce domaine, doivent s'astreindre à publier leurs travaux en russe élégant, on peut dire que l'activité

réellement scientifique de l'académie subira un arrêt d'un siècle, et que le centre de gravité de sa mission sera complétement déplacé. Voilà ce qu'ont dû reconnaître les deux derniers présidents de l'académie, Uwaroff et Bloudoff, dont les sentiments nationaux n'étaient pourtant pas suspects. Contrairement à leurs tendances personnelles et même aux dépens de leur popularité, ils ont l'un et l'autre travaillé de toute leur influence à sauvegarder l'indépendance et le caractère international de l'Académie. L'amiral comte Lütke, qui, en 1864, a été nommé au poste laissé vacant par Bloudoff, est lui-même Allemand de naissance. C'est, d'ailleurs, un homme beaucoup trop loyal, intelligent et franc d'allure pour briguer la faveur populaire et pour songer à faire des concessions telles que celles que les fanatiques du parti « national » désirent. Néanmoins, la situation devient d'année en année plus difficile et moins favorable au maintien du *statu quo*. Depuis un siècle, il ne surgit aucune entreprise nouvelle qui ne serve de prétexte aux prétentions exagérées des fanfarons nationaux et aux intrigues des représentants russes que ce parti possède au sein de l'académie. On se souvient, par exemple, des difficultés qu'il a fallu vaincre au temps de Bloudoff pour obtenir que le grand lexique sanscrit édité par Bœhtlongk et par M. Roth, professeur à Tubingue, fût publié en allemand. La publication en russe était tout aussi impossible que la publication en russe et en allemand qui fut proposée plus tard.

Dans le premier cas, il aurait fallu renoncer à l'importante collaboration de Roth, et dans le second cas,

Bœhtlingk aurait été contraint d'apprendre encore le russe et d'augmenter du double la terminologie russe, sans compter que ce travail aurait été à peu près perdu pour l'Europe occidentale, pour les savants et pour les bibliothèques. D'ailleurs, la publication en russe et en allemand aurait donné à un ouvrage déjà très-étendu des proportions gigantesques et en aurait doublé les frais et le prix. Néanmoins, le succès final de cette entreprise a été, plusieurs années durant, compromis et retardé par les intrigues qui avaient pour objet la confection d'une traduction russe. Si le parti de la raison finit par triompher, ce résultat ne fut dû qu'à l'inébranlable fermeté de Bœhtlingk et à sa déclaration catégorique qu'il préférerait renoncer à cette œuvre que de consentir à la gâter sous prétexte de l'améliorer. Cet exemple choisi entre tant d'autres suffira pour caractériser la situation difficile que l'agitation du parti « national » a faite chez nous à la cause de la véritable science. L'influence croissante des gens qui naviguent selon le vent du moment, est malheureusement aussi indéniable que leur tempérament incorrigible et leur impuissance à faire un travail fécond.

C'est avec raison qu'à l'époque de la haute marée nationale, à qui l'avenir appartient, bien qu'elle soit momentanément refoulée, un homme d'esprit, qui était en même temps un fin observateur, a dit que les qualités caractéristiques des chefs de ce mouvement étaient la stérilité et une insurmontable paresse. « Au lieu de donner, ne fût-ce que sur un point imperceptible, une base réelle à leur propre principe, en vertu duquel le

pays slave est un monde à part, une sorte de révélation primordiale ayant ses lois propres, une piscine de salut à l'usage des peuples malades, épuisés, égarés, ces messieurs aiment mieux, dans le confortable de leur cabinet, jouer avec les hochets de leur fantaisie, ériger sur les débris d'Aristote et d'Hegel une nouvelle philosophie anatolienne; — déchiffrer les inscriptions lyciennes au moyen du russe; — reconnaître dans l'Alhambra un monument d'architecture slave, par ce motif que, dans la première période du moyen âge, un grand nombre d'esclaves slaves avaient été vendus et emmenés dans l'Espagne méridionale; — voir dans le Titien un peintre slave, à cause de la *riva degli Schiavoni*, et dans Glück un génie musical slave, parcequ'il avait été élevé à Prague. »

A cette disgrâce de la situation générale du moment, viennent encore s'ajouter certaines circonstances spéciales qui semblent de nature à compromettre l'avenir de l'Académie. Bien que la classe de philologie historique se compose, en majeure partie de membres non-russes et qu'elle n'admette en fait de membres russes que ceux qui reconnaissent sincèrement que leur patrie n'est pas encore assez avancée pour pouvoir produire, ou même désirer, une académie des sciences véritablement nationale; la cohésion et la communauté de sentiments de ces représentants de la science laissent beaucoup à désirer. Chez les linguistes et les historiens, comme chez les naturalistes, la vieille race des hommes indépendants et sans peur s'éteint peu à peu. Bolhtlingk, qui, jadis, était le centre du groupe allemand, a, de-

puis plusieurs années, transféré ses pénates à Sana, pour y achever son grand ouvrage. Quant à ses amis et disciples, Schiefner et Wiedmann, ils ont une situation isolée. Les autres passent pour s'adonner assez activement à leurs travaux spéciaux, mais pour se préoccuper assez peu des intérêts généraux de l'académie. M. Brosset, le savant qui étudie les langues géorgiennes, est un ancien jésuite français qui a peu de rapports avec ses collègues allemands. M. Stephany, à qui ses publications sur les fouilles pratiquées dans la région de la mer Noire ont assuré une place très-honorable dans le monde de l'archéologie philologique, passe généralement pour se montrer d'humeur fort accommodante, non-seulement à l'égard des désirs du Gouvernement, mais aussi à l'égard des prétentions des patriotes moscovites. Dorn, directeur du musée asiatique, se consacre exclusivement à sa spécialité, qui est l'étude du persan. Kunik, le slaviste, n'a jamais possédé une influence considérable; il a, d'ailleurs, la réputation d'être un homme ultra-prudent. Tant que l'empereur Alexandre demeurera sur le trône et que le comte Lütke conservera entre ses mains la direction de l'académie, il n'y aura pas lieu de redouter de voir se produire des attaques directes contre l'organisation actuelle de la 1re et de la 2e classe; mais leur destinée finale est d'autant plus problématique que, loin de conquérir un terrain nouveau, elles ont perdu, à la longue, et insensiblement, celui qui avait été gagné[1].

1. Dans le nouveau statut de l'Académie, le caractère russe de

Le foyer des aspirations nationales est naturellement l' « académie russe, » laquelle, depuis 1841, est devenue la seconde classe de notre Académie des sciences. Ce qui lui manque en valeur scientifique, elle le supplée largement par ses rapports avec la presse et par la faveur de la grande masse du public.

Néanmoins, — et ceci est un trait caractéristique de notre philologie nationale, — cette classe n'a pas même réussi jusqu'à ce jour à se faire une situation égale à celle des deux autres classes. Tous les membres de celles-ci résident à Saint-Pétersbourg, touchent un traitement fixe, assez modeste toutefois (3,000 roubles par an et le logement), et n'ont pas d'autres missions à remplir que leur mission scientifique. Il est vrai que plusieurs d'entre eux occupent encore, depuis leurs

cette institution est déjà nettement indiqué. L'exposé des motifs contient un passage ainsi conçu : « Afin que l'élément russe soit renforcé autant que possible dans la composition du personnel, le nouveau statut prescrit que les académiciens soient recrutés parmi les savants russes. Dans les cas exceptionnels seulement, c'est-à-dire lorsqu'il sera impossible de trouver un savant de nationalité russe qui soit à même d'occuper le siége devenu vacant, l'académie a le droit de faire appel à un savant étranger jouissant d'une réputation universellement reconnue (§ 107), l'académie devra donc recruter son personnel parmi les savants russes de premier rang. »

Il y a lieu de constater encore qu'aux termes de ce nouveau statut les vice-présidents de l'académie devront être choisis désormais dans son sein et élus par les académiciens eux-mêmes. Pendant le dix-huitième siècle, l'académie n'a eu qu'un vice-président, A. A. Risheffski (1771-1773). Pendant le siècle actuel, ce poste a été occupé par deux personnages n'appartenant pas à l'académie, savoir : le prince Dundakoff-Korssakoff (1835-1851) et le prince Dawydoff (1852-1863), et par trois académiciens, savoir : Ruinoffski (1800-1803); Storch (1830-1835) et le mathématicien Victor Bunjækoffski (depuis 1863).

premières années d'activité, des chaires de professeur à l'université et dans d'autres écoles spéciales : mais, actuellement, ces emplois accessoires ne sont plus que l'exception, attendu que le nouveau règlement stipule expressément que les académiciens ne doivent pas se charger de travaux autres que ceux qui sont inhérents à leur mandat académique. Il a été impossible, même à l'aide du nouveau statut, d'appliquer cette disposition aux membres de la seconde classe. Le gouvernement savait si bien qu'un tiers au plus des membres de cette section seraient disposés à fournir un travail assidu et à prendre part régulièrement aux séances qu'il laissa subsister, pour l'appliquer à la plupart des « académiciens nationaux, » l'ancienne disposition portant que ces messieurs peuvent vivre où bon leur semble, et que leur traitement consiste uniquement en jetons[1], dits de présence, c'est-à-dire en indemnités qui leur sont allouées pour chaque séance à laquelle ils ont assisté. Rien de plus instructif que la partie de l'exposé des motifs qui a trait à ce point : « Dans le tableau du budget de la section pour la langue et la philologie russes, six siéges sont indiqués pour les représentants des branches de sciences purement académique, telles que la langue russe, l'ancienne langue slave et l'histoire russe... Ce nombre a été jugé suffisant, par ce motif que, abstraction faite des raisons d'économie, il n'existe aucun motif sérieux de multiplier les siéges acadé-

1. Le jeton de présence était fixé à huit roubles pour chaque séance.

miques. Parmi les vingt membres actuels de cette section, on compte un grand nombre d'orateurs, de littérateurs et de poëtes, dont les occupations ne rentrent pas dans le cadre des travaux académiques et qui, actuellement, n'ont pas besoin du concours matériel qui est encore indispensable aux jeunes adeptes de la science... L'effet de l'organisation actuelle de la section pour la langue et la philologie russes est que, sur vingt membres qui en font partie, on n'en a compté, jusqu'à ce jour, que cinq ou six qui aient assisté régulièrement aux séances et aux travaux de la corporation. »

Le nouveau statut n'a guère modifié cette situation peu édifiante. Presque tous les ans on entend parler de l'apparition de jeunes talents qui autorisent « les plus belles espérances » et qui promettent de fournir plus tard à la « seconde classe » les recrues dont elle a toujours eu un pressant besoin; — puis, quelque temps après, on apprend que ces comètes ont disparu du ciel national de la Russie, sans laisser la moindre trace. Ce qui manque, ce ne sont pas les talents, mais les caractères, c'est-à-dire les hommes qui, outre l'aptitude spéciale, possèdent le don d'assiduité laborieuse sans lequel rien de sérieux n'a jamais été ni ne sera jamais fait sur le terrain de l'art ou de la science. A quoi bon, les élans grandioses? à quoi bon, les travaux pleins de promesses des élèves et des débutants, si tout se borne à cela, et si l'homme ne peut tenir l'engagement de l'adolescent? Le manque d'assiduité et de persévérance, l'absence d'une volonté poursuivant avec désintéressement un but scientifique, voilà les vices hé-

réditaires de la race slavo-russe, si richement douée d'ailleurs, et voilà ce qui l'empêche d'accomplir des œuvres d'une portée universelle. A part quelques rares exceptions, nos jeunes savants sont incapables de « tenir bon, » c'est-à-dire de résister aux séductions de la vanité, de l'ambition bureaucratique et du matérialisme grossier. Habitués à s'entendre exalter et prôner comme des génies pour les travaux les plus médiocres, ces messieurs, aussitôt qu'ils ont gagné les premiers grades savants, s'engagent généralement dans la voie facile de la littérature nomade et du journalisme, ou bien encore, ils cherchent à faire « carrière, » c'est-à-dire à acquérir sous les auspices d'un emploi public, la fortune, les titres sonores et les décorations, toutes choses auxquelles les savants n'arrivent que lentement et péniblement, — quand ils y arrivent. L'organisation de l'accise sur les eaux-de-vie, qui eut lieu en 1862, eût été pour la jeunesse savante russe un véritable fléau. Pour engager les gens honnêtes à entrer dans cette branche d'administration où le fonctionnaire est exposé à maintes tentations, M. de Reutern alloua aux inspecteurs et aux sous-inspecteurs de l'accise des appointements qui, eu égard au critérium vulgaire, pouvaient être qualifiés de brillants. La conséquence de cette mesure fut que des centaines et des milliers de jeunes gens, étudiants ou candidats au professorat, abandonnèrent la carrière scientifique pour entrer dans le service le plus machinal, le plus insipide et le plus rebutant que l'on puisse imaginer. L'irrésistible attrait d'une mission consistant à contrôler les distilleries

d'eaux-de-vie, à prendre en fraude les bouilleurs juifs, voilà ce qui, pendant plusieurs années, dans les villes russes, a rendu déserte la moitié des chaires académiques[1]; voilà ce qui a fait que, durant cette même période, les riches subventions destinées aux jeunes savants pour des missions scientifiques durent être gaspillées, c'est-à-dire allouées à des postulants dont la médiocrité et l'incapacité étaient notoires; voilà ce qui autorisa Golownine, ministre de l'instruction pu-

1. Ceci n'est point une figure de rhétorique, c'est la réalité textuelle. Dans nos petites universités, depuis nombre d'années, certaines chaires n'ont pas un titulaire régulier. Dans les grandes universités, la situation n'est parfois pas meilleure. Vers la fin de 1873, le *Golos*, invoquant les renseignements fournis par les documents officiels, publiait au sujet de la faculté de droit de la célèbre université de Moscou, les réflexions suivantes :

« Les chaires principales ne sont point pourvues, faute de professeurs; le cours de droit politique chôme, le cours de droit romain chôme; la chaire de droit civil est également vacante, attendu que le jeune aspirant à cette chaire se trouve actuellement à l'étranger pour y compléter ses études et qu'il ne sera de retour que vers la fin de 1874. La chaire de droit criminel a été pourvue pendant un an, mais son titulaire, Sobler, était un jeune professeur, qui, au bout d'un an, a abandonné la carrière académique. Actuellement, c'est M. Barscheff, vétéran de la faculté, qui occupe cette chaire d'office et à titre intérimaire. Le cours de procédure criminelle chôme: il n'y a personne pour le faire. La chaire de procédure civile est occupée depuis peu par un avocat qui a terminé, il y a sept ans, ses études à la faculté des sciences et qui ne possède aucun grade juridique. La chaire de droit international n'a pas de titulaire : le cours est fait jusqu'à nouvel ordre par le vétéran Mühlhausen, professeur de législation financière. La chaire de droit russe est également déserte, attendu que Bjelaïeff, son titulaire, est gravement malade, et que, selon toute vraisemblance, il lui sera impossible de reprendre ses fonctions. Le cour de droit public est fait par le vétéran Leschkoff; le cours de jurisprudence encyclopédique est fait par un jeune maître de droit civil; la chaire de droit slave n'a pas de titulaire. Le maître qu'on lui destine écrit encore sa thèse.

blique, à motiver son antipathie à l'égard du système d'enseignement classique en alléguant l'impossibilité de trouver des professeurs même à moitié passables. Ce n'est ni l'ancienne organisation de l'académie russe, ni l'insuffisance « du concours matériel dont nos jeunes adeptes de la science ont un si pressant besoin, » mais c'est, surtout et avant tout, la tendance grossièrement réaliste du caractère slave qu'il faut rendre responsable de l'état d'infériorité, au point de vue des services rendus, dans lequel la seconde classe de notre académie des sciences est restée par rapport aux deux autres sections de cet institut.

Il n'entre naturellement pas dans notre cadre de mentionner les hommes de lettres, les orateurs et les poëtes qui appartiennent à cette catégorie. Le bagage du vieux M. P. Pagodin, qui est le plus connu d'entre eux, se réduit à deux ou trois monographies passables. L'auteur des « *Lettres russes* » a joué, comme agitateur panslaviste, comme professeur académique et comme journaliste, un rôle beaucoup plus considérable que comme savant. La faveur avec laquelle ses travaux historiques ont été accueillis dérivait, pour une bonne part, de la mésestime générale dont avait été l'objet feu son contemporain Ustrjacloff, biographe de Pierre le Grand et historiographe officiel de Nicolas. L'histoire de Russie dont ce mercenaire littéraire a gratifié sa patrie et qui, depuis vingt ans, est utilisée à titre de guide dans toutes les écoles de l'empire, était, à raison de la glorification czarienne qui y déborde, tombée dans le plus profond discrédit aux yeux des patriotes loyaux

et indépendants. A ce titre, elle a servi de repoussoir aux œuvres de Pagodin, comme à celles de Kostomoroff, de Snegireff et des autres historiens du temps actuel. Pagodin n'a joué aucun rôle à l'académie, par ce motif qu'il a résidé constamment à Moscou et qu'en bon moscovite il ne visitait qu'à contre-cœur la capitale des bords de la Néwa. Ustrjacloff, qui est mort il y a quelques années, avait, jusqu'au dernier moment, conservé la toute-puissance sur le terrain de l'histoire officielle. Son poste n'est pas encore pourvu aujourd'hui, attendu que le journaliste Pypin, qui a été désigné par l'académie pour succéder à Ustrjacloff, n'a pu réussir encore à faire agréer son élection par le ministre de l'instruction publique Tolstoï et par l'empepereur.

L'histoire de cette élection mérite d'être exposée en détail, attendu qu'elle est éminemment de nature à caractériser la situation actuelle et qu'elle a été, pendant plusieurs mois, l'occasion de luttes passionnées dans les cercles savants de Wassily-Ostroff et dans la haute société. Peu de temps après la mort d'Ustrjacloff. il avait été publié une « *Histoire de la Russie sous Alexandre Ier*, » dont l'auteur, grâce à la hardiesse de ses jugements et au radicalisme de ses appréciations, était devenu le favori de la jeune génération et avait conquis, haut la main, la considération du monde savant. Cet écrivain, encore assez jeune, s'appelait Pypin. Il avait fait ses études au séminaire de Saint-Pétersbourg. Mais, à l'instar de bon nombre de ses condisciples, il avait renoncé à la vocation religieuse pour entrer dans la

carrière plus séduisante du journalisme radical. En peu de temps, il fit, parmi les éditeurs de la revue démocratique mensuelle, le *Sowréménik* (le Contemporain), une situation si éminente, que le poëte Sukrassoff, propriétaire de cette revue, l'en nomma, en 1862, rédacteur responsable. C'est ici le lieu de constater que Tschernitschewsky, qui la rédigeait, avait dû prendre le chemin de la Sibérie. Trois ans plus tard, le *Sowréménik* fut supprimé, sous prétexte qu'il avait pris parti contre la politique polonaise du gouvernement, et Pypin se vit contraint, pour gagner sa vie, de collaborer aux rares publications périodiques qui osaient imprimer ses articles.

Mieux doué et plus laborieux que la plupart de ses collègues, il profita des loisirs qui lui avaient été imposés malgré lui pour se livrer à des études approfondies sur l'histoire de la vie intellectuelle en Russie pendant les deux derniers règnes. Les fruits de ce travail furent une série d'aperçus publiés par le *Wesstnik Jewropp* (Messager européen), sur la littérature russe moderne et l'histoire, mentionnée plus haut, du règne d'Alexandre Ier. Ce livre, qui était le premier essai d'un tableau complet, indépendant et dressé d'après les documents originaux, de la plus importante période de l'histoire de la Russie dans les temps modernes, provoqua une légitime sensation. La sincérité manifeste de l'auteur, son culte pour la vérité formaient un contraste si heureux avec l'hypocrisie traditionnelle qui, jusqu'alors, avait jeté un voile sur les fautes et sur les erreurs du souverain « béni, » que l'on pardonna volontiers à l'au-

teur le côté étroit et absolu de son radicalisme et que tous les partis indépendants, y compris ceux que Pypin avait malmenés par antipathie contre le romantisme des Vieux-Russes, s'accordèrent à déclarer que l'ancien éditeur du *Sowréménik* devait être le successeur d'Ustrjacloff, de celui-là même qu'il avait si impitoyablement pris à partie. A la grande satisfaction du public libéral, l'académie s'associa au jugement que l'opinion publique avait porté. Ce ne fut pas sans contradiction, mais ce fut toutefois à une majorité suffisante, que Pypin fut élu académicien, d'abord par la seconde classe, puis par l'académie tout entière réunie en séance plénière [1].

Le comte Lütke, président de l'académie, lequel s'était sans doute aussi peu occupé de Pypin que des autres publicistes et historiens russes modernes, approuva l'élection et promit d'en communiquer le résultat à Sa Majesté. En outre, Golownine, qui était alors ministre de l'instruction publique, et qui comptait parmi les plus zélés protecteurs de Pypin, avait prêté à l'élection un appui énergique et avait promis de lever tous les scrupules qui pourraient se produire en haut lieu. C'en était assez pour que le comte Tolstoï, le successeur de Golownine, qui était son ennemi mortel et qui s'était signalé par son zèle religieux non moins que par l'enthousiasme de ses sentiments dynastiques, mît tout

1. D'après le nouveau statut les trois quarts des suffrages exprimés sont nécessaires pour l'élection d'un académicien dans la seconde classe ; — pour l'élection en séance plénière, les deux tiers des suffrages suffisent.

en œuvre pour combattre la candidature « nihiliste » du protégé de son prédécesseur libéral. Il mit sous les yeux de l'empereur et de l'impératrice des passages extraits du livre de Pypin, passages dans lesquels l'historien traitait d'une façon fort peu respectueuse l'oncle défunt de Sa Majesté, et une série de phrases « impies » habilement groupées. Par ce moyen, il réussit à perdre, dans l'esprit de l'empereur et de l'orthodoxe impératrice, l'ex-rédacteur du *Sowréménik*. On entendit alors les courtisans loyaux raconter avec effroi que l'on avait tenté de donner pour successeur à l'excellent Ustrjacloff un dangereux ennemi du trône et de l'autel, et d'introduire le « nihilisme » dans l'académie des sciences. Lorsque Golownine et le comte de Lütke, qui ne se doutait de rien, amenèrent sur le tapis l'approbation de l'élection du nouvel académicien, l'empereur leur exprima son étonnement de voir qu'un impie détracteur de son oncle avait été appelé à la plus haute dignité scientifique en Russie, et qu'il ne s'était trouvé personne pour relever le caractère illicite et blessant d'une telle élection. Lütke était un honnête et rude loup de mer, un géographe éminent et un ancien officier, d'une loyauté à toute épreuve. Pendant toute sa vie il n'avait professé, à l'égard des sectes et des partis de la jeune Russie, qu'un suprême dédain. Il se trouva dans le plus cruel embarras. Il était lié devant l'académie. Il savait, en outre, que la seconde classe « nationale » ne retirerait pas son vote et qu'elle ne pouvait pas le retirer sans se compromettre aux yeux du groupe allemand de l'académie et, surtout, aux yeux de

la grande masse du public dont Pypin était l'idole. Une tentative qu'il fit en vue d'amener les savants à se déjuger échoua dès le début; les savants se refusèrent même à discuter toute motion ayant pour objet de provoquer une nouvelle élection. Il ne lui resta plus, en cette occurrence, d'autre parti à prendre que celui de faire part de cette affaire à Pypin et de le déterminer à ne point accepter le poste d'honneur qui lui avait été destiné. Pypin, après avoir formulé quelques objections, finit par céder. Il déclara donc que le mauvais état de sa santé l'empêchait d'accepter un poste public auquel se rattachaient des obligations multiples. La vérité est qu'au fond de l'âme de ce jeune homme qui, à ses propres yeux comme aux yeux des autres, avait l'étoffe d'un Rousseau ou d'un Robespierre moderne, il était resté un peu de ce culte czarien qui semble être devenu un élément intégrant du tempérament slave. La conséquence de cet acte fut que Pypin se vit en butte aux amers reproches et aux attaques de ses anciens amis et que le « fauteuil » d'Ustrjacloff est encore actuellement inoccupé.

L'historiographie russe n'a jamais été brillamment représentée dans la seconde classe de l'académie des Sciences. Un assez grand nombre d'historiens populaires, tels que Kostomoroff et Schytschebalsky, n'appartiennent point à cette corporation. La philologie slave est mieux favorisée. Il est vrai que, depuis la mort de Wostokoff, cette faculté ne présente que des étoiles de deuxième grandeur. On y rencontre pourtant des hommes d'un certain mérite.

Wostokoff est mort en février 1864, à l'âge de 83 ans, après avoir consacré entièrement à la science une existence paisible, modeste, étrangère à toute pensée de vanité. Pour caractériser la situation qu'il s'était faite dans le monde scientifique et pour se faire une idée du désappointement que les circonstances qui accompagnèrent sa mort causèrent à la vanité de nos nationaux, il suffira de reproduire ici le passage suivant d'une lettre d'un inconnu, qui fut écrite à Saint-Pétersbourg et qui fut publiée depuis : « Déjà au début de sa carrière linguistique, Wostokoff fit l'importante découverte du *rhinisme* (nasalité de deux voyelles dont la prononciation était restée énigmatique jusqu'alors) de l'ancienne langue slave; puis il décrivit les manuscrits du musée de Rinnianzow; édita l'Évangile ostromirien, qui datait du onzième siècle; publia une Grammaire russe, qui eut de nombreuses éditions et qui laissait bien loin derrière elle les mauvais travaux de Gretch; composa enfin, dans sa vieillesse, un grand Dictionnaire de la langue slave religieuse, dont il avait, trente ans durant, recueilli les éléments puisés à des sources imprimées ou purement orales. Quelle force productrice! — allez-vous vous écrier. — Quel zèle infatigable! Voilà une nouvelle preuve que nous aussi... — N'allez pas plus loin et écoutez-moi d'abord! Un terrible secret, que peu d'initiés seulement connaissent, fut révélé au moment de la mort de l'illustre savant. La mort, cette grande révélatrice, nous dépouille tous de notre faux éclat. Alexandre Christoforowitch était un *Allemand,* et, qui pis est, un Allemand des provinces baltiques

un Arembourgeois de l'île d'Œsel. Il s'appelait Osteneck; il a eu deux femmes luthériennes, était luthérien lui-même et il a été enterré selon le rite luthérien[1]. Au nom de l'académie russe, M. Presnewsky prononça sur la tombe de Wostokoff, une oraison funèbre dans laquelle : 1° il ne fit aucune mention ni de la naissance ni de la jeunesse de Wostokoff; — 2° il cita Hanka parmi les maîtres éminents de la philologie slave; — 3° il ne cita pas même le nom de Miklosich, le véritable maître! Vous avez bien entendu! Au reste, l'origine allemand du défunt nous a rendu le service de nous préserver des exagérations de langage et des ridicules hyperboles qui, sans cela, n'eussent pas manqué de se produire. Le Jacob Grimm russe, disait-on déjà (Qu'en pense M. Buslacjaff, de Moscou, qui lui-même est le Grimm russe?) Wostokoff s'est toujours ressenti de l'instruction défectueuse de sa jeunesse, car il est im-

1. Issu de parents sans fortune, Osteneck avait fait ses études dans nos écoles militaires. A l'époque où il allait passer les examens de sortie, il avait composé un petit volume de poésies russes et sollicité de son directeur l'autorisation de les faire imprimer. En lui accordant cette autorisation, le directeur, dans une excellente intention, avait conseillé au jeune homme de le présenter au public sous les auspices d'un nom national qui siérait mieux à un poëte russe, et de se rendre ainsi le succès plus facile. « Appelez-vous Wostokoff, ce nom sonne bien et il est, en outre, la traduction littérale de votre nom allemand Osteneck. » Le poëte suivit le conseil, et comme son premier début obtint quelque succès, le nom de Wostokoff lui resta; il fut inscrit, depuis, dans ses états de service à côté du nom primitif d'Osteneck; puis, finalement, il demeura porté tout seul. Comme notre savant avait survécu à tous ses contemporains et à une notable partie de la génération suivante, le monde savant russe avait complétement oublié son origine allemande.

possible de regagner plus tard le temps perdu lorsqu'il s'agit d'étudier les langues anciennes. Aussi, tous les ouvrages ont-ils un côté dilettantesque. On dit que, lors de l'apparition du premier ouvrage de Wostokoff, Dobrowski a voulu déchirer les *Sustitutiones :* c'est là une légende, sans doute. Un autre membre de l'académie russe, ou, pour mieux dire, de la seconde classe de l'académie des sciences, c'est M. Grot, qui aujourd'hui, avec une conscience toute germanique édite les œuvres de Dershawin. M. Grot forme lui-même une sorte de diagonale dans le parallélogramme des forces dont la Russie et l'Allemagne forment les deux côtés. A ce titre, il a, dans la *Gazette de l'Académie,* consacré à son collègue défunt une chaleureuse oraison funèbre.

A côté des membres nationaux de notre seconde classe que nous avons déjà nommés, nous citerons encore Ritschkoff et le soi-disant historien Nikitenko. Ce dernier a été, pendant plusieurs années, corédacteur de l'officielle *Poste du Nord;* mais, au cours de l'été de 1862, une malheureuse faute d'impression lui fit perdre cet emploi. Il m'est aussi difficile de signaler ici les services rendus par ces deux hommes que les maisons pour lesquelles le représentant de l'académie de notre école économique nationale, M. Wladimir Besobrasoff, — qu'il ne faut pas confondre avec M. Nicolas Besobrasoff, le défunt chef du parti noble conservateur, — passe pour un éminent économiste. Sans vouloir déprécier les mérites de ces personnages, je ne puis me défendre de conjecturer qu'il en a été d'eux comme d'un grand nombre de leurs « célèbres » com-

patriotes, c'est-à-dire qu'après avoir fait leur chemin dans le journalisme, ils ont été enrégimentés parmi les savants. Dans un pays où tous les « écrivains » sont considérés et traités sur le même pied; où l'on entend articuler cette réflexion étonnée : — « Il lit des livres! » — chaque fois que l'on veut parler d'êtres exceptionnels, hommes ou femmes; — dans une nation dont les aptitudes sont essentiellement formalistes et qui, depuis un siècle, s'applique à imiter le style et les traditions des écrivains français; — en Russie, dis-je, cette confusion est plus facile que partout ailleurs. Le nombre des livres qui se publient chez nous, diminue d'année en année : par contre, celui des journaux et autres publications périodiques augmente sans cesse. L'article de Journal est la forme de publicité la plus populaire et la plus répandue. Quiconque veut exercer une influence sur les masses, quiconque veut obtenir de grands succès doit adopter cette forme. Or, qui donc, en Russie est complétement dégagé d'un penchant à préférer les succès superficiels aux conquêtes effectives, les lauriers littéraires aux services scientifiques? Le petit groupe de savants sérieux que renferme l'académie des sciences, qui ne fait ni ne veut faire aucune concession à la grande masse du public, le condamne, de ce chef, à un complet isolement dans la Société russe et à une impopularité croissante. Il ne faut donc pas s'étonner de voir les hommes qui entendent mieux leur intérêt et qui ont besoin de l'appui du *profanum vulgus* s'engager dans une autre voie. Tel est, à très-peu d'exceptions près, le cas de tous ceux qui appartiennent plus ou

moins directement à notre jeune génération. Qu'on parcoure d'un bout à l'autre la liste de tous nos noms illustres, on verra que tous ont sucombé à une seule et même tentation. Après avoir fait la première moité du chemin étroit et abrupt qui mène au temple de la vraie science, ils l'ont abandonné pour s'engager dans la large voie d'un dilettantisme commode, ombragé de lauriers populaires ou bureaucratiques. Dans quel autre pays a-t-on vu un chirurgien et un opérateur du mérite de Pirogoff jouer pendant la seconde moitié de sa vie le rôle du pédagogue et du philosophe! Où a-t-on vu un juriste et un historien tel que Kawélin, consacrer plusieurs années de sa vie à élucider dans de froids articles de journal les « problèmes de la psychologie? » Où a-t-on vu un autre juriste, — Boris Tschitscharin, — écrire des préfaces par métier? — un historien et un érudit tel que Pagodin, après avoir publié trois volumes de nouvelles, deux volumes de relations de voyage et un volume de tragédies, entreprendre dans sa vieillesse la publication d'une revue hebdomadaire politico-littéraire? Dans quel autre pays a-t-on vu des hommes de cette trempe passer aux yeux de leur nation pour des types de savants, pour des coryphées que le reste du monde n'est point capable de comprendre? Dans quelle autre région de l'Europe a-t-on vu se produire ce fait que des douzaines de chaires étaient et demeuraient vacantes par ce motif que leurs titulaires présomptifs préféraient à toute autre branche de l'activité humaine l'inspection des distilleries d'eau-de-vie et des cabarets? — Il ne faut pas compter sur une amélioration de cet

état de choses d'ici à une quarantaine d'années au moins. Notre jeunesse est livrée au réalisme et au matérialisme le plus grossier, et cette tendance funeste est encouragée non-seulement par la presse et par l'esprit qui la domine, mais aussi par l'importance croissante du développement industriel et de ses organes : fabriques, chemins de fer, banques, etc., qui réclament sans cesse de nouveaux serviteurs.

Au point de vue de l'avenir de la vie intellectuelle en Russie, une question décisive sera celle de savoir si l'académie des sciences sera en état de lutter contre le courant du temps et de rester fidèle à son caractère et à sa tradition. Cette corporation est, depuis nombre d'années, battue en brèche par tout ce qui veut se donner un air national en même temps qu'indépendant et libre-penseur. Ce parti lui reproche, en effet, d'être non-seulement l'incarnation de l'Europe occidentale qu'il déteste, mais aussi la protégée de l'absolutisme monarchique.

Si l'Académie surmonte la crise au début de laquelle nous nous trouvons, si elle parvient à tenir à l'écart dans l'avenir comme elle l'a fait dans le passé les éléments hétérogènes et à poursuivre sa mission sans se préoccuper de l'éloge ni du blâme des masses, — il est permis d'espérer qu'il lui sera donné plus tard d'exercer une réaction salutaire contre l'anarchie morale qui sévit actuellement. Mais si elle succombe, la Russie perdra le centre solide autour duquel, depuis deux cent cinquante ans, tous les efforts scientifiques de l'Europe orientale ont gravité. Sa destinée décidera aussi

de l'avenir de nos universités. Les générations futures ne pourront compter sur de vaillants maîtres que si l'œuvre glorieuse de Pierre le Grand résiste victorieusement à l'effort de la tempête actuelle et si elle sauvegarde la continuité de la vie scientifique en Russie.

CHAPITRE VI

LA LITTÉRATURE ET LES HOMMES DE LETTRES SOUS L'EMPEREUR NICOLAS

Dans l'histoire de la littérature nationale russe, la période de trente ans qui constitue le règne de l'empereur Nicolas joue un rôle très-considérable. On compte de 1825 à 1855 toute une légion d'écrivains importants et influents. Pouschkine, Shukoffski, Dahl, Wjacsemski, sont arrivés sous ce règne au plein épanouissement de leur talent; Lermontoff, Granowski, Belinski et Gogol, se sont fait connaître durant la même période; enfin, c'est encore sous le règne de Nicolas que Herzen, Iwan Tourguénieff, Aksakoff, Gontscharoff et la plupart des jeunes adeptes des tendances « réalistes et radicales qui dominent aujourd'hui » ont reçu les impressions durables de leur vie. Le règne de l'empereur Nicolas a vu tomber et disparaître l'école des romantiques russes. En revanche, il a mûri les tendances nationales et politico-radicales qui ont porté la parole dans la Russie moderne et qui ont relégué dans le monde des légendes le bon vieux temps où la littérature était l'occupation

d'un cercle restreint de personnages de marque. L'histoire officielle n'a pas manqué, — cela va sans dire, — de faire du père du souverain actuel de toutes les Russies un protecteur de la science et des arts et de prendre prétexte des décorations, des titres et des dotations par lui conférés aux écrivains qu'il protégeait pour faire observer combien « le langage russe » avait été cher au czar et avec quelle grandeur d'âme il s'était comporté malgré sa défiance à l'égard du libéralisme et de l'*écrivasserie*, chaque fois qu'il s'était agi de récompenser et d'encourager des talents « réels. » Shukowski n'est-il pas devenu conseiller intime? Pouschkine n'a-t-il pas été fait chambellan impérial et historiographe de Pierre Ier? Et son ami Pletsseff n'a-t-il pas été nommé recteur de l'université de Saint-Pétersbourg? N'est-ce pas l'auguste défunt qui a signé la nomination de Granowski au poste de professeur à Moscou? N'est-ce pas lui qui a autorisé la représentation de la comédie de Griboïedoff, — qui a nommé ministre de l'instruction publique Uwaroff, l'ami des lettres? N'est-ce pas lui qui, en toute occasion, favorisa l'historien Utsjacloff, — qui accorda une pension à Gogol et qui laissa vivre l'*Abeille du Nord* de Gretsch et de Butgorin, malgré la *razzia* opérée en 1849 contre les journaux « inutiles ? » Tout cela est parfaitement vrai, sans doute : mais, pour apprécier exactement le sort qui fut fait à la littérature russe et à ses représentants dans la période de 1825 à 1855, il convient de recourir à des témoignages autres que ceux de l'historiographie officielle. Celui qui voudra se renseigner un peu plus compléte-

ment à ce sujet et à qui ne suffisent point les fruits qu'ont produits les pépinières plantées sous le règne de l'empereur Nicolas, fera bien de jeter un coup d'œil sur l'histoire des lois et des ordonnances qui ont été rendues pendant cette période en matière de presse. Il fera bien aussi de s'informer de la destinée des contemporains littéraires de Nicolas, que leur talent et leur situation sociale ont mis en rapport avec lui.

Il ne saurait rentrer dans mon cadre de donner ici la liste complète des ordonnances en matière de censure et de presse qui sont parties du « foyer des intérêts conservateurs. » Je me bornerai à en produire ici quelques échantillons. En 1826, peu de temps après l'avénement de l'empereur au trône, il fut rigoureusement interdit à tous les journaux publiés sur le territoire de l'empire, à l'exception de l'unique *Journal de Saint-Pétersbourg*, qui paraît sous les auspices et la direction du ministère des affaires étrangères, de se livrer à l'appréciation des mesures prises par le gouvernement. L'exception qui fut faite quelques années après en faveur de l'*Abeille du Nord* était un don gracieux dont MM. Butgorin et Gretsch s'étaient effectivement rendus dignes par leur loyale et patriotique attitude. Deux ans plus tard, un ukase impérial institua à côté de la censure générale, trois juridictions de censure spéciale. Tout ce qui avait trait à l'Église et à la religion devait, avant d'être soumis au censeur régulier, être examiné par les évêques et par les consistoires; de même, les pièces de théâtre autorisées par le censeur, devaient, avant d'arriver à être représentées, obtenir le visa de la

3e section[1]; enfin, les travaux scientifiques étaient soumis à l'examen de comités spéciaux de savants.

Un peu plus tard, les ministres des finances et de la guerre et le directeur des haras jugèrent eux-mêmes à propos de contrôler personnellement les publications relatives à leurs départements respectifs, et il allait de soi que les rescrits impériaux tenaient compte des conclusions formulées par ces hauts dignitaires. En outre, en vertu du principe même de « l'égalité devant la loi, » les publications qui avaient lieu par les soins et sous les auspices de chaque ministère étaient soumises à la censure comme les autres écrits. Ce fut une importante innovation de cette époque que celle en vertu de laquelle les comptes rendus de musique et de théâtre furent autorisés sur toute l'étendue du territoire[2]. Mais, afin que, même sur ce terrain, il ne se produisît rien d'excessif, on recommanda aux rédacteurs de comptes-rendus de Saint-Pétersbourg de ne pas oublier que les artistes des théâtres de la cour et des orchestres impériaux étaient des personnages qui avaient l'honneur de

1. Pendant plusieurs années, le *Guillaume Tell* de Rossini ne fut admis que sous le titre de *Charles le Téméraire*, et avec certaines modifications introduites dans le libretto; — les *Huguenots* de Meyerbeer sont devenus *Raoul et Valentine*, et l'action s'en trouve reportée à l'époque des puritains anglais du dix-septième siècle; le héros de Lortzing, *Czar et Charpentier*, est encore aujourd'hui l'empereur *Maximilien d'Autriche*. Il va sans dire que les *Brigands*, le *Fiesque* et le *Tell* de Schiller, l'*Émilia Galotti* de Lessing et l'*Egmont* de Gœthe étaient interdits.

2. Le résultat fut que le *reportage* dégénéra en un véritable abus et que la critique théâtrale devint l'occupation presque unique de nos littérateurs. C'est surtout dans les colonnes de l'*Abeille du Nord* que s'étalait la critique scandaleuse.

compter parmi les serviteurs de l'État et dans les classes de rang[1]. En 1829, un censeur de la capitale fut gardé huit jours en prison pour avoir publié, dans un article de statistique, certaines indications sur la diminution des recettes provenant des droits sur les eaux-de-vie. La situation des écrivains et des censeurs devint encore plus difficile après la révolution de Juillet et l'insurrection polonaise. Déjà en 1831, furent édictées toute une série de mesures répressives très-énergiques. En 1832 la *Russkaja Skaska* du célèbre poëte et linguiste Dahl (Kosak Luganski), recueil de récits populaires, proverbes, etc., fut interdite; l'éditeur fut jeté en prison et ne fut relâché qu'après avoir subi une véritable inquisition sur la tendance et la portée de son œuvre inoffensive, qui n'intéressait que l'art poétique. La même interdiction frappa un journal paraissant à Moscou sous la direction de Kiréiewski, lequel devint plus tard le chef du parti slavophile. Ce journal, qui portait ce titre *Sewropejez* (Européen), était, sans la moindre raison, suspect de dangereuses tendances libérales. Deux ans plus tard, le *Télégraphe* de Polewoï, journal fort répandu, fut atteint par la foudre de la colère impériale. A raison d'un article anodin que l'inoffensif poëte tragique Kukolnik avait publié dans ce journal de critique littéraire, l'éditeur du journal fut conduit, sous escorte de gendarmes, à Saint-Pétersbourg, et mis en état d'arrestation. Il ne fut relâché et autorisé à reprendre ses tra-

1. Les serviteurs de la cour impériale font aussi partie des classes de rang. Les chambellans de Sa Majesté comptent dans la sixième classe (conseillers collégiaux et lieutenants-colonels).

vaux littéraires qu'après avoir renoncé au rôle d'intrépide réformateur démocratique de la belle littérature russe et après avoir consenti à prendre sous sa direction l'ultra-loyale *Syn ostetochesswa*, qui s'abîmait dans le culte du système dominant. Un peu plus motivée fut l'interdiction qui fut, en 1836, fulminée contre le *Télescope moscovite* publié par Nadeshdin. Indigné du mouvement de recul qui s'était produit en Russie dans la vie intellectuelle et dans la civilisation depuis l'avénement de l'empereur Nicolas, le colonel Tschaadaïeff, ancien adjudant d'Alexandre Ier, dans une courte lettre adressée à l'éditeur du *Télescope*, avait résumé en termes précis et accablants les neuf cents ans d'existence de la Russie. Il avait déclaré, entre autres choses, « que cette période formait une lacune dans l'histoire de l'esprit humain, qui devait servir de leçon et d'avertissement au reste de l'Europe ; que la Russie était un pays qui n'avait point de passé, dont le présent était stérile et qui, partant, devait renoncer à l'avenir. » Cette sortie, empreinte d'une vivacité sans exemple, fit une grande sensation. La rigueur de la peine édictée fut à l'avenant. Le censeur qui avait accordé l'*imprimatur* à l'article en question du *Télescope* fut cassé et exclu du service de l'État ; le rédacteur Nadeshdin fut exilé dans la région glaciale de l'*Usst-Sysslosk* (gouvernement de Wologda) ; quant à l'auteur de la lettre, il fut déclaré fou. Au cours de cette même année, Michel Lermontoff, qui est après Pouschkine le plus grand poëte lyrique de l'école dite romantique, fut exilé dans le Caucase et, par le fait même, arraché pour tout le reste de sa vie au monde

civilisé, et cela, pour avoir osé, dans une poésie débordante d'ardeur passionnée, et au nom de la Russie, fait à l'empereur un devoir de châtier sévèrement le frivole Don Juan français qui avait tué Pouschkine en duel. Cinq ans plus tard, le chantre du *Démon*, des *Dons du Terek* et du *Novice*, réduit au désespoir par la triste destinée, devint victime d'une mort prématurée : il fut tué en duel à l'âge de 27 ans.

Le silence de mort qui, depuis le commencement de la période de 1840 à 1850, régnait dans les régions du Parnasse russe était si complet qu'il ne restait presque plus rien à interdire. La censure peut consacrer tous ses loisirs à surveiller plus strictement la science et les établissements d'instruction (écoles) académiques. En 1841, l'académicien Kœppem reçut une verte remontrance pour avoir, dans un article concernant l'administration des postes, osé alléguer que les moyens de communication en Russie laissaient encore beaucoup à désirer. En 1843, l'historien Granowski, lequel était le plus éminent et le plus habile professeur de l'université de Moscou, s'entendit signifier d'avoir à veiller sur son langage, s'il ne voulait pas que son cours fût fermé pour toujours. Granowski avait été élevé à l'école de la science allemande : il s'était épris de la doctrine protestante ; on lui imposa l'obligation de ne juger qu'au point de vue de l'Église catholique la réforme luthérienne du seizième siècle et de la présenter comme un acte révolutionnaire de rupture avec le principe traditionnel d'autorité. L'autorisation demandée alors par Granowski de publier une revue scientifique mensuelle, sous ce titre : *Seshem-*

jaessetschnoje Obosrenie, lui fut catégoriquement refusée, sous prétexte que cette publication était superflue. Il faut que le vent qui, en 1843, soufflait dans les hautes régions de la « société » ait été d'une rigueur tout exceptionnelle, si l'on songe qu'à la même époque le pauvre Kukolnik, dont la loyauté s'était pourtant assez manifestée dans les drames où il glorifiait les grands-ducs moscovites du moyen âge, fut averti à deux reprises à l'occasion de son drame *Iwanoff le Sergent*[1].

En 1844, la ligne de chemin de fer de Moscou à Saint-Pétersbourg avait été livrée à la circulation. Au bout de quelques mois à peine, la direction de ce chemin de fer d'État, qui était, notoirement, fort mal administré, éprouva le besoin de s'assurer une fois pour toutes contre les jugements défavorables de la presse. En conséquence, elle soumit au ministre de l'instruction publique, en sa qualité de chef suprême de la censure, une proposition tendant à ce que toutes appréciations et toutes observations ayant trait à l'administration des chemins de fer construits sur l'ordre de Sa Majesté et administrés au nom de Sa Majesté ne fussent autorisées par le censeur régulier qu'après avoir subi l'examen préalable de la direction. Ce qui avait été accordé aux départements des finances, de la guerre et des haras dut l'être également à la direction du chemin de fer impérial, et celle-ci sut si consciencieusement faire usage du privilége qui venait de lui être conféré que le gou-

1. On avait reproché au poëte d'avoir dans la pièce donné à un gentilhomme le rôle du vaurien et à un serf le rôle de l'honnête homme.

vernement et le public n'apprirent que vingt ans plus tard que l'État n'avait rien de mieux à faire que de vendre cette ligne très-productive. La déplorable administration de ce chemin était devenue pour le commerce un fléau si grave que les négociants regrettaient le bon vieux temps des transports par roulage et que le ministre des finances finit par déclarer qu'il n'avait nulle envie de prolonger une situation en vertu de laquelle cette ligne coûtait chaque année à l'État des sommes très-considérables.

Ce n'est, toutefois, que dans l'année de la révolution de 1848 que les rigueurs excessives de la censure atteignirent leur point culminant. Bien que, grâce aux complaisances d'Uwaroff et au contrôle minutieux qu'Orloff exerçait déjà sur le ministère de l'instruction publique, la censure déployât une rigueur qui n'avait pas eu son égale même à l'époque de Paul Ier et dans les années qui suivirent la malheureuse insurrection de décembre, l'action exercée par cette juridiction sembla si insuffisante au souverain qu'un rescrit impérial du 2 avril 1848 institua un comité spécial chargé de contrôler le travail des censeurs et de censurer en seconde instance les écrits publiés avec l'approbation des censeurs réguliers, des comités de censure, des consistoires, etc. Cette juridiction a vécu près de huit ans: elle ne fut, si je ne m'abuse, supprimée que sous le règne d'Alexandre II, en novembre 1855. C'est grâce à elle surtout qu'à la mort de l'empereur Nicolas, les trois quarts des journaux européens étaient interdits en Russie, — que les journaux et publications indigènes étaient réduits à l'état

de véritables squelettes, — et que les poëtes et les écrivains russes de cette époque étaient, ou surveillés comme des criminels, ou livrés au mépris de la nation comme étant les détracteurs du système dominant. Ce n'est pas que ce comité se fût distingué par une activité extraordinaire ou par une initiative trop tracassière. Les membres qui en faisaient partie étaient de grands personnages qui en prenaient à leur aise dans l'exercice de leur mandat[1]. Mais la simple création de cette inspiration avait suffi pour redoubler le zèle des censeurs subalternes et pour les exciter à faire une guerre à mort à tout ce qui semblait avoir le rapport même le plus lointain avec les idées libérales dès « païens » des pays occidentaux. On en vint jusqu'à effacer des remarques sur l'élévation des bancs de fer qui ornent les jardins de Tsarskoe Celo, par ce motif que les modèles qui avaient servi pour leur fabrication avaient été confectionnés sur des dessins approuvés par le ministère de la maison de l'empereur.

Pour ne point paraître inoccupés, les fonctionnaires chargés de surveiller la vie intellectuelle durent porter leur attention jusque sur les sources même de cette vie et s'occuper des mesures préventives à prendre pour

1. Le président de ce comité était le fameux Buturlin, ennemi acharné de la civilisation de l'Europe occidentale, qui aurait été inévitablement promu au ministère de l'instruction publique si le choléra n'était venu couper court à sa carrière. Un des membres principaux du comité était le N. A. Korff, devenu baron depuis, qui pendant la première moitié de la période de 1860 à 1870, affecta des allures libérales. C'était d'ailleurs un homme instruit, qui rendit d'incontestables services en la qualité de conservateur de la Bibliothèque impériale.

empêcher qu'il ne se formât une pépinière des mécontents et des esprits forts de l'avenir. En premier lieu, on fit un triage de tous les établissements supérieurs d'instruction et d'éducation, afin de rechercher ceux dont on pouvait se passer. Ceux qui parurent « superflus » furent supprimés ou réduits à des proportions plus modestes. En 1849, on rendit une ordonnance interdisant d'admettre plus de trois cents étudiants aux cours des universités. Ce n'est pas tout. Quelque temps après eurent lieu, à de courts intervalles, la suppression de l'institut pédagogique annexé à l'université de Moscou, la suspension des publications de la Société archéologique de Moscou[1], l'interdiction de la *Revue d'ethnographie*, enfin la promulgation du programme tristement célèbre que le comte Rostowzoff fit élaborer pour les écoles militaires soumises à sa surveillance. L'avertissement contenu dans ce programme d'avoir à « s'abstenir des témoignages d'injustifiable admiration prodigués dans les écoles à l'histoire des anciens romains et des anciens grecs, admiration qui ne peut que contribuer à la propagation des tendances républicaines, » on assurera pour toujours à ce document une place à part dans l'histoire de l'obscurantisme. On peut s'étonner à bon droit que des écrivains indépendants et des écrivains de talent aient osé produire durant les cinq dernières années du régime inauguré par l'empereur Nicolas. On peut s'étonner qu'en 1852 il ait pu paraître un livre tel que: le

1. Cette interdiction fut provoquée par la reproduction d'une traduction russe de l'ouvrage de Fletcher, intitulé *Description de la Russie durant le seizième siècle.*

Journal d'un chasseur, d'Iwan Tourguénieff, et qu'il ait été donné à la 3e section l'occasion de sévir contre le même auteur, à raison d'un article sur Gogol. On ne s'explique que trop bien que la mort du célèbre critique Belinski, décédé pendant l'été de 1848, ait été saluée d'un soupir de soulagement par les amis de cet homme. Ils n'ignoraient point que si le Lessing russe avait vécu plus longtemps, il aurait terminé ses jours dans la région située au delà de l'Oural.

La triste destinée des poëtes et des écrivains qui, de 1825 à 1855, ont été condamnés à vivre en Russie a été un des thèmes favoris de nos détracteurs radicaux. Alexandre Herzen a calculé que, dans cette période de trente années, les trois poëtes russes les plus illustres, Griboïedoff, Pouschkine et Lermontoff, avaient été assassinés ou tués en duel ; que trois autres, Polejaïeff, Besstuslsew et Baractinski, étaient morts en exil ; que deux autres, Batjuschkoff et Gogol avaient perdu la raison ; que deux autres encore, Wenjewitinoff et Kolizoff, étaient morts de misère ; qu'enfin Konrad Ryéileff étaient morts de la main du bourreau. Mais c'est assez parler de la triste destinée des hommes qui, un peu par leur propre faute, ont été broyés sous les roues de fer de notre ancien « char de l'État. »

Occupons-nous maintenant des écrivains qui ont su s'accommoder de la situation faite à la littérature par le régime inauguré en décembre 1825 et s'assurer suffisamment les bonnes grâces de l'empereur pour obtenir de lui l'autorisation de continuer leurs travaux poétiques, en même temps que la dose de faveur

compatible avec ses principes. Nous citerons dans ce nombre Shukowski et Pouschkine, deux célébrités du temps d'Alexandre Ier, deux représentants typiques de la société que le gouvernement précédent avait trouvée devant lui et qui fut ensuite transformée selon son vœu. Le fait seul que Nicolas, qui ne s'était jamais trop préoccupé des écrivains arrivés sous son règne à la célébrité, témoignait à ces deux hommes un intérêt réel, nous autorise à revenir avec quelques détails sur leurs antécédents.

Né en février 1783, à Mishensk, dans le gouvernement de Tula, Wassily Shukoffski était déjà, à l'avénement de l'empereur Nicolas, un homme de 42 ans. Les circonstances qui entourèrent sa naissance reporteront le lecteur de l'Europe occidentale au berceau de l'antique civilisation, aux temps d'Abraham, de Sarah et d'Agar, si extraordinaire que ce rapprochement puisse paraître.

Loin des sentiers de la routine qui passait pour de la civilisation dans la Russie du dix-huitième siècle, dans une de ces provinces « de la *terre noire*, où les fortunes se comptent d'après le nombre des âmes et où les melons d'eau se récoltent par tonnes, » vivait dans la seconde moitié du siècle précédent, un digne gentilhomme, nommé Afanassy Bunin. Il vivait tout simplement, à la façon de ses ancêtres, c'est-à-dire avec une noble oisiveté, dans sa riche propriété féodale de Mishensk. Sa femme, qui avait le même âge que lui, avait déjà donné onze enfants à son mari, lorsqu'en 1771 un de ses paysans ramena comme butin une jeune

fille turque, âgée de seize ans à peine, qui avait été faite prisonnière lors de la conquête de Bender. Il la donna à son maître. Le vénérable patriarche, dont la Sarah était assez mûre pour lui faire désirer de la remplacer par une jeune Agar, nomma la jeune païenne première auxiliaire de son intendante et la rendit, en dix ans, mère de quatre enfants, dont le plus jeune était notre Wassily. Madame Bunin ne fut pas précisément charmée de cette liaison de son époux, mais elle se montra d'humeur assez accommodante pour s'y résigner et finalement pour en prendre son parti. Elle résidait dans la maison seigneuriale avec ses filles et leurs nombreux enfants, qui venaient souvent la voir. Quant au patriarche, à sa jeune concubine et à leur progéniture, ils prenaient leurs ébats dans un pavillon voisin de la maison principale. Entre les deux maisons régnait une entente amicale : la « païenne » Saleha n'avait pas, il est vrai, le droit de franchir le seuil de la maison seigneuriale, mais ses enfants y trouvaient un second foyer et les grandes filles déjà mariées de Bunin semblaient éprouver à l'égard de la compagne de vieillesse de leur vénérable père et de leurs frères et sœurs de second lit une sympathie réelle. Le petit Wassily, à qui un vieux gentilhomme du voisinage avait, par la voie de l'adoption, conféré son rang et son nom, était le favori de toute la maison, et bientôt il fut élevé par la femme légitime de son père avec autant de sollicitude affectueuse que ses frères et ses sœurs légitimes. Lorsque le vieux Bunin mourut, il avait depuis longtemps fait la paix avec sa femme et

ses filles et il avait obtenu d'elles la promesse que le dernier rejeton de son caprice amoureux serait traité et élevé comme un membre de la famille et « comme un gentilhomme. »

Être élevé « en gentilhomme russe » était à cette époque un bonheur assez douteux. Dans nos pays plats, — tel est l'état de choses qui s'est maintenu jusqu'à nos jours, — le prêtre du village est généralement la seule personne qui soit en état d'apprendre à un jeune gentilhomme les rudiments de la lecture et de l'écriture, à supposer qu'il ne consacre pas exclusivement à la boisson tous ses instants de loisir. Dans la ville provinciale où la noble famille avait l'habitude de passer les mois d'hiver, on n'avait d'ordinaire le choix qu'entre des barbiers français égarés en cet endroit et des chevaliers d'aventure allemands n'ayant reçu qu'une demi instruction. Après avoir essayé de plusieurs pédagogues de ce genre, deux des filles de Bunin se décidèrent à se charger elles-mêmes de l'éducation et de l'instruction du petit Wassily et à lui faire partager les leçons qu'elles donnaient à leurs filles aînées et à leurs sœurs cadettes. Étant donné cette situation, c'était une heureuse fortune que ces deux dames fussent douées d'une intelligence et d'une instruction au-dessus de la moyenne. Quoi qu'il en soit, l'enfant grandit au milieu d'influences exclusivement féminines, qui imprimèrent à son tempéramment doux et porté à la mélancolie un cachet que Shukowski a conservé durant toute sa vie. Le pseudo-classicisme français et la littérature de la période sentimentale allemande formaient l'atmos-

phère de ce cercle, et c'est dans cette même atmosphère que l'enfant demeura encore, lorsque, dans le cours de sa quatorzième année, il fut transplanté à Moscou, dans la « pension noble » annexée à l'université de cette ville. L'enseignement du latin, qui était donné dans ce « savant » établissement, n'était qu'une simple formalité. Ce qui dominait le tout, c'était l'influence de l'éducation française, ainsi que celle qu'exerçait Karamsin, le poëte du jour. Le but que cet écrivain poursuivait était l'émancipation de la langue russe et du style russe, qu'il voulait soustraire aux liens forgés par les soi-disant classiques russes, Lomonossoff et Dershawin. La langue poétique dut être rapprochée de la langue de la vie réelle, elle dut être simplifiée et épurée. Quant au fond, on composa pour l'usage national, un mélange d'aliments franco-classiques et germano-sentimentaux, abandonnant à chaque poëte le soin de faire son choix entre les diverses influences auxquelles ils voulaient accorder leur prédilection. Shukowski, qui, de bonne heure déjà, possédait une élégance de formes et de style peu ordinaire, s'associa sans réserve à ce mouvement. Déjà lorsqu'il était encore élève, il travaillait activement pour les journaux et pour les libraires auxquels il sut se recommander avantageusement grâce à ses excellentes traductions des romans de Spiess et des comédies de Kotzebue. Ses premiers essais lyriques s'inspirèrent également de modèles étrangers, et, en particulier, de modèles anglais et allemands. Les élégies de Gray, de Burger et de Holsty furent par lui traduites et imitées

avec bonheur. Dès son entrée dans la vie réelle, le jeune Wassily s'était déjà si entièrement adonné au culte de la littérature que, pour vivre exclusivement du produit de ses études et de ses travaux, il se démit, au bout de quelques mois à peine, d'un emploi public que ses relations de famille lui avaient fait obtenir. Dans le calme et le silence de sa retraite champêtre, Shukowski étudia avec ardeur Diderot, Voltaire et Young, de même que Burger, Herder, Wieland et Schiller. A dix-neuf ans, il traduisit *Tell*, et, trois ans plus tard *Don Quichotte*, d'après la version de Florian. C'est ici le lieu de constater que, dans la suite, le jeune poëte traduisit presque toutes les œuvres de Schiller et un grand nombre de poésies de Gœthe. Ainsi, il contribua puissamment à enrichir la langue et la littérature de son pays. Ses traductions de poésies lyriques étaient le plus souvent des imitations libres, adaptées aux tendances du génie national russe, ce qui fait que la grande masse du public les considéra comme originales. Le poëte lui-même s'appelait un romantique; mais, à tout prendre, il n'a guère fait que contribuer à fonder dans la littérature russe l'école romantique.

Bien qu'il possédât d'incontestables qualités de style, il ne lui fut pas donné de puiser à pleines mains dans son propre fonds et de se faire l'interprète original du génie populaire de la Russie. Son tempéramment qui, au point de vue de la façon de sentir, se rapprochait de celui de la femme, se contentait de suivre l'impulsion des esprits plus vigoureux et de rendre accessibles à sa nation les trésors de la poésie étrangère, surtout

de la poésie allemande. Shukowski a composé un certain nombre d'épopées, de ballades et de contes de son crû, dont le sujet était emprunté à l'histoire et aux légendes russes, et qui furent très-favorablement accueillies par ses lecteurs. Mais, bien que ces poésies personnelles ne manquassent ni d'invention, ni d'originalité, il était toujours facile de leur trouver un air de parenté avec quelque œuvre originale de la littérature de l'Europe occidentale, œuvre dont il s'était inspiré plus ou moins directement.

L'année 1812 appela notre poëte sous les armes. En qualité d'officier de la landwehr, il prit une part honorable à la campagne qui eut lieu sur le sol de la Russie « contre les *Gaulois* et leurs alliés. » Il quitta ensuite le service avec le titre de chevalier de l'ordre de Sainte-Anne et le grade de capitaine d'état-major. Sa muse l'avait accompagné au camp. Sa poésie intitulée : *Le chantre au camp de l'armée russe*, le fit connaître plus promptement et plus généralement qu'aucun de ses travaux antérieurs. Un *Message à l'empereur Alexandre*, composé au lendemain de la prise de Paris, lui valut un riche présent en argent et, pour la première fois, mit le poëte en contact avec les dames de la famille impériale.

Ses poésies, à vrai dire, ne rendaient ni ne cherchaient à rendre l'accent populaire. Écrites dans la forme traditionnelle de l'ode, elles respiraient un patriotisme dont l'allure était plutôt romaine que russe. Mais ce ton concordait trop bien avec l'esprit dominant de l'époque pour nuire à leur succès. Au reste,

le poëte lui-même s'est à peine préoccupé du sort de ces produits de sa muse. Il venait alors de tomber en proie à une mélancolie profonde parce qu'il s'était vu refuser la main de sa nièce Marie Protassoff, qu'il aimait éperdument. Ce refus, qui avait été provoqué par les préjugés religieux de madame Protassoff contre les mariages consanguins, porta au cœur de Shukowski une blessure qui ne se cicatrisa que vingt-cinq ans plus tard. En 1815, Madame Protassoff suivit à Dorpat sa fille aînée, qui était devenue la femme de Vojeikoff, professeur de langue russe. Schukowski, qui n'avait pas encore renoncé à voir ses vœux se réaliser, s'associa à ce changement de résidence.

Le poëte russe vécut près d'un an dans la petite ville universitaire allemande, pittoresquement située sur les bords de l'Embach. Pour nous, qui vivons au milieu du conflit des rivalités nationales qui s'agite avec une vivacité toute particulière entre les Allemands et les Slaves, nous pensons tomber des nues lorsque nous apprenons que le Russe Shukowski et sa famille s'éprirent bientôt des charmes de la vie allemande et académique que l'on menait dans la petite cité livonienne et qu'ils en savouraient les joies avec enthousiasme. Fondée en 1802 seulement, l'université de Dorpat fleurissait alors dans l'heureux épanouissement de sa jeunesse. Professeurs, étudiants et habitants menaient, dans une tranquille obscurité, une vie idyllique qu'aucun dissentiment ne troublait, qu'aucune manie de tutelle gouvernementale ne gênait.

Parrot, le recteur d'alors, qui était un intime ami d'Alexandre, tenait le sceptre en patriarche affectueux. Il laissait à la jeunesse sa pleine liberté et ne croyait pas déroger à sa dignité en descendant au milieu de ses joyeux élèves et en entonnant avec eux le *Laudeamus igitur*. La plupart des professeurs étaient allemands de naissance. C'étaient des personnages déjà d'un certain âge et d'humeur accomodante, qui ne prenaient pas la science trop au pied de la lettre et qui, à l'occasion, ne se privaient pas de lui donner un croc-en-jambe. Quant à la jeunesse, elle avait une exubérance de séve et s'entendait merveilleusement à jouir de la vie sans se blaser jamais. Par suite de l'heureuse inconscience de cette époque, les rares Russes qui étudiaient à l'université de Dorpat s'étaient germanisés au contact de cette université allemande. Notre poëte de trente-deux ans se joignit à eux : bientôt il ne manqua pas une seule de leurs réunions ; avec les professeurs, il discutait philosophie et littérature allemande; il faisait traduire ses poésies en allemand par M. de Borg, syndic de l'université; enfin, dans les familles nobiliaires qui passaient l'hiver à Dorpat, il était un hôte bienvenu avec lequel on aimait à danser, à faire de la musique et à jouer la comédie. Toutefois, cet épisode de sa vie fut de courte durée. Au bout d'un an à peine, Shukowski se vit obligé d'abandonner son paradis terrestre d'Embach. Sa nièce, qu'il adorait, avait fini par se fatiguer d'une attente vaine, elle avait donné sa main à un professeur allemand, et Shukowski se rendit à Saint-Pétersbourg, où ses amis,

qui voulaient lui trouver un emploi à la cour, l'attendaient depuis longtemps. Dans une juste appréciation des choses et de son propre tempérament, le poëte avait longtemps résisté aux « grands projets » de ses amis Bloudoff et Uwaroff : maintenant, il se décida à suivre sa destinée.

Le groupe d'amis qui avait déterminé Shukowski à abandonner Dorpat pour venir se fixer à Saint-Pétersbourg et qui lui procura ensuite un emploi à la cour, se composait d'éléments qui, en 1816, pouvaient sembler homogènes, mais qui, aujourd'hui, paraissent singulièrement hétérogènes. Là se trouvaient réunis pêle-mêle les poëtes libéraux Pouschkine et Batuschkoff, le généreux Nicolas Tourguenieff, Bloudoff et Uwaroff, le sentimental prince Wjaesemski et Ph. Wigel, auteur de *la Russie envahie par les Allemands*. Ils constituaient ensemble la société des poëtes l'*Arsamass*, qui formait alors le noyau de la nouvelle école, hostile au classicisme français, et qui, en la personne de Shukowski, honorait en même temps l'un de ses fondateurs et l'un de ses secrétaires. Les discussions qui s'agitaient alors dans le monde littéraire russe ont, depuis longtemps, perdu toute importance. Dans les débats engagés entre les « Jeunes et les Anciens, » il ne s'agissait pas des diverses façons d'envisager les choses du monde et de la vie réelle : c'étaient des controverses sur des questions d'esthétique qui manquaient d'une formule claire et de toute solution pratique. Au point de vue du monde extérieur, la ligue poétique l' « *Arsamass* » n'a pas eu d'importance durable; et les « effets » que les

historiens de la littérature russe lui attribuent rentrent dans le domaine des fables conventionnelles dont chaque génération nouvelle hérite de celle qui l'a précédée. Les écrivains qui en faisaient partie étaient des jeunes gens heureux d'être au monde, qui, pour leurs réunions, avaient rédigé des statuts d'une fantaisie humoristique. On avait baptisé la ligue du nom d'une petite ville peu importante de la province, laquelle était renommée pour ses oies grasses; —on se parait des noms des héros des ballades de Shukowski; — on fustigeait dans des discours humoristiques ses adversaires, et parfois aussi, à l'occasion, ses propres frères et amis. Des associations de ce genre se rencontrent partout où des jeunes gens épris d'un but commun entrent en relations familières, mais elles n'acquièrent une existence durable que dans les époques qui se prêtent à un développement pacifique, et entre individus qui se sont rendu un compte exact du but final de leurs efforts et de leurs actes. Or, dans le cas qui nous occupe, ces deux conditions étaient absentes. Dans la vie russe de cette époque, il s'agissait de rivalités antagonistes bien autrement graves que celles qui existaient entre les pseudo-classiques et les romantiques, et, pour tout dire, les membres de l'*Arsamass* n'étaient point aussi unis sur ce terrain que dans leur foi à l'importance de Pouschkine et de Shukowski au point de vue du développement de la littérature nationale de leur patrie. On vit la preuve de ce fait le jour où l'un des membres de cette Table ronde proposa d'étendre à la politique les travaux de la société, de fonder un journal à cette fin, et d'ac-

cepter l'offre du comte Capo-D'Istria, lequel s'était déclaré prêt à écrire des articles politiques, et à procurer des nouvelles et des aperçus puisés dans les régions de la haute diplomatie. Après de longues délibérations contradictoires, Uwaroff, qui devint plus tard ministre de l'instruction publique, fut chargé de rédiger les statuts de l'œuvre. Mais il ne put venir à bout de sa tâche. et, peu de temps après, la société fut dissoute et ses éléments dispersés. Pouschkine fut exilé à Kischeneff, puis à Odessa; Batuschkoff fut banni et perdit plus tard la raison; Bloudoff devint conseiller de légation à l'ambassade russe à Londres; enfin, Shukowski entra, en 1817, au service du grand-duc Nicolas et de sa femme Alexandra, qu'il dut initier aux secrets de la littérature et de la langue russes.

J'ai déjà eu l'occasion de constater que le poëte que les Russes appellent leur premier romantique connaissait trop son tempérament faible et indécis pour accepter d'emblée l'emploi qui lui avait été destiné à la cour. Shukowski lui-même pouvait douter que le grand-duc, au service duquel il entrait, eût jamais prêté l'oreille aux accents de la poésie. Le poëte avait la dangereuse propension à voir les choses du monde réel à travers les caprices de sa fantaisie. Le caractère des deux princesses avec lesquelles il se trouva en contact ne fit qu'encourager cette tendance. L'impératrice Élisabeth, épouse d'Alexandre, était une nature douce que son union avec un mari tendrement aimé, mais aussi infidèle qu'il était aimable, avait, non pas aigrie, mais plongée dans une béatitude larmoyante qui, tout

en dérivant d'une véritable bonté de cœur, n'en exerçait pas moins sur son entourage une influence démoralisatrice. Alexandre était alors sous le joug de la belle et trop légère femme de Narischkine, son maréchal de la cour. Tandis que tour à tour il adorait madame de Krüdner ou s'abandonnait aux charmes de madame Narischkine, sa femme passait son temps à pleurer, et cherchait à se consoler en lisant l'*Uranie* de Tiedze et les *Élégies* de Shukowski. Sa belle-sœur, Charlotte (en russe Alexandra Feodorowna), fille de Frédéric-Guillaume III et épouse du grand-duc Nicolas, était une bonne nature, mais d'un tempérament froid, qui, depuis sa venue en Russie, tendait à vivre d'une vie purement intérieure. A Berlin, cette princesse s'était appelée simplement « Lolotte ; » les courtisans russes lui donnèrent le nom harmonieux de « Blanche-Rose. » Les génies familiers de la maison paternelle de cette princesse avaient été La Fontaine et Lamothe-Fouqué, auxquels vint s'adjoindre plus tard madame de Paalzow, la romancière. Dans ces conditions, on conçoit sans peine que la princesse Charlotte affectât, à l'occasion, l'allure d'une « belle âme, » notamment dans ses rapports avec son professeur et lecteur.

Pour un poëte qui avait fait ses devises favorites de phrases telles que celles-ci : « Tout, dans la vie, conduit au beau, » — « La vie et la poésie sont identiques, » il n'était pas difficile de voir dans des femmes de cette trempe des êtres supérieurs. Déjà, dès sa première présentation à la cour, il avait assuré à ses amis qu'il avait « vécu des heures inoubliables » et qu'il

avait noué relation avec « la plus haute aristocratie intellectuelle. » Introduit par les soins du vieux poëte Heladinski, Shukowski avait lu ses ballades à l'impératrice, à la grande-duchesse et à l'élite des dames de la cour, qui ne lui avaient pas épargné les éloges. Cette première impression marqua toute sa carrière à la cour. Le poëte s'inquiétait aussi peu de ce que les princesses faisaient durant le reste de la journée et de ce qui constituait le fond même de leur vie que de ce qui se passait dans les régions de l'État et de la « Société. » S'il se trouvait d'aventure dans quelque soirée inoccupée, une petite heure consacrée à la lecture de ses poésies, était pour lui un véritable régal moral, et il se berçait dans l'illusion d'être l'homme qui dominait et dirigeait toutes ces existences impériales et grand-ducales.

Il est vrai qu'à cette époque, il ne pouvait être question de conflits. Le grand-duc Nicolas ne prenait pas la moindre part aux affaires du gouvernement. A ses yeux comme aux yeux de la grande masse des profanes, son frère aîné était l'héritier présomptif, et, par conséquent, il ne lui restait guère, à lui, que la ressource de jouer au soldat. D'ailleurs la famille du grand-duc était alors un intérieur modèle, et l'on s'explique aisément que Shukowski se soit, en peu de temps, si complétement acclimaté dans son nouveau milieu que toute critique lui devint impossible. Lorsqu'en avril 1818 naquit le fils aîné du jeune couple princier, fils qui devait être l'héritier présomptif du trône, et plus tard l'empereur actuel de Russie, Shu-

khowski célébra cet événement dans une ode débordante de sentiments humanitaires et de culte dynastique, qui fit fondre en larmes la cour tout entière. L'heureux poëte fut dès lors tout naturellement désigné pour être le futur précepteur de l'enfant près du berceau duquel il avait fait les plus beaux rêves de sa vie. Jusqu'au moment où son futur élève atteignit l'âge où Shukowski devait appliquer sa savante méthode, les devoirs de son emploi se bornèrent à des leçons dans lesquelles il lisait à la grande-duchesse ses poésies et ses traductions nouvelles. Les anniversaires de la famille impériale étaient régulièrement célébrés par lui dans des poésies sentimentales, qui, imprimées pour un cercle restreint, faisaient surgir toute une légion d' « anges, d'anges tutélaires, d'étoiles », etc. En outre, et à l'occasion, il se livrait à des travaux d'un caractère plus sérieux, dont l'idée lui était inspirée par son auguste élève. C'est à son intention qu'il traduisit en excellents vers russes la poésie indienne *Nal et Damajanti, le Paradis et la Péri*, de Thomas Moore, l'*Ondine,* de Fouqué, et un grand nombre des « poésies alemaniques » d'Hebel. En 1821, une circonstance rompit agréablement pour lui la monotonie de la vie qu'il menait à Saint-Pétersbourg. La santé de la grande-duchesse nécessita un voyage en Allemagne, qui permit au lecteur grand-ducal de réaliser un désir qu'il caressait depuis longtemps et de faire connaissance avec la civilisation occidentale. Le prince qui était alors l'héritier présomptif de la couronne de Prusse et qui devint plus tard Frédéric-Guillaume IV, trouva

dans la personne du lecteur « romantique » de sa sœur un homme tout à fait selon son cœur, qu'il combla de distinctions, et qu'il mit bientôt en rapport avec Tieck, Schinkel, etc. On se rendit ensuite à Dresde, puis à Weimar, puis dans la Suisse, et partout l'illustre poëte russe vit s'ouvrir devant lui les salons des hommes distingués dont il désirait faire la connaissance. Shukowski, qui avait toujours eu un faible pour les idées planant entre ciel et terre dont la saine philosophie ne soupçonne même pas l'existence, se lia immédiatement d'amitié avec Justin Kerner.

Notre poëte fut moins heureux dans une visite qu'il fit à Gœthe, visite dont il s'était réjoui longtemps à l'avance. Habitué du grand monde, la langue française était de toutes les langues étrangères celle qu'il possédait le mieux, et c'est dans cette langue qu'il s'était présenté au « plus grand poëte lyrique de l'Ouest. » Il ne tarda pas à s'apercevoir que la langue française n'était pas très-familière à Gœthe. Homme du monde et homme de bon ton, il crut aller au-devant du désir de son illustre interlocuteur en se mettant à lui parler allemand. Mais Gœthe sembla s'offenser de ce procédé, et à partir de ce moment, il affecta une roideur et une réserve telles que Shukowski se retira quelque peu désappointé.

Trois ans après le retour de Shukowski en Russie, Alexandre Ier mourut, et sa mort fut le signal de la grande crise dont il a déjà été question dans ce travail. Le drapeau du progrès civilisateur, qui, un siècle durant, avait couvert le despotisme exercé par les plus émi-

nents héritiers de Pierre le Grand, fut arraché au grand mât du navire de l'État russe et disparut pour une période de trente années. Le gouvernement russe cessa de marcher dans la voie du progrès européen, sans réussir à devenir le pouvoir national et conservateur que Nicolas avait rêvé.

« Notre despotisme lui-même, dit fort justement Alexandre Herzen, à ce propos, — vit dans une baraque de planches : il n'a aucune stabilité. Un gouvernement conservateur, tel que celui qui s'est établi en Autriche, n'a jamais été possible en Russie; comme il n'y a rien de stable chez nous, nous n'avons rien à conserver. Toutes les institutions pouvant servir de base à un gouvernement russe, toutes les lois, tous les projets de loi ont un caractère passager ; ils sont sans durée, sans conclusion, sans forme précise... Chacun de nos gouvernements met en question la plus grande partie des droits et des institutions existants : on interdit aujourd'hui ce qu'on ordonnait hier. N'ayant aucune base historique, on aime les innovations jusqu'à la folie. » Ces réflexions caractéristiques ne s'appliquent à aucune période de l'histoire russe moderne aussi bien qu'à la stérile et ingrate période comprise dans le règne de l'empereur Nicolas. Sans pouvoir un seul instant obtenir un point stable, « très-occupé à ne rien faire, » le gouvernement gaspillait toutes les forces de l'État et de ses organes à établir l'uniformité dans un empire dont le caractère bigarré était la négation permanente de cette devise impériale : « Un seul souverain, une seule langue, une seule foi ! »

Sous prétexte de faire de la conservation, on procédait tout à fait révolutionnairement. Au lieu de respecter la réalité même des choses, on s'évertuait sans cesse à démolir les pans de l'édifice pour les reconstruire en style de caserne, d'après le nouveau type adopté. La stabilité était le mot d'ordre officiel, et, pourtant, on s'efforçait de miner souterrainement, *in majorem gloriam* de l'omnipotence czarienne, tout ce qui avait une assise indépendante, et de remplacer par des règlements revêtus de l'approbation souveraine toutes les bases naturelles de la vie.

Tel était le monde au milieu duquel Shukowski vivait depuis le mois de décembre 1825. Le cœur essentiellement noble et généreux de notre poëte dut subir un rude assaut, lorsqu'il vit les amis les plus distingués de sa jeunesse bannis et proscrits, lorsqu'il vit les caractères indépendants s'éloigner du service de l'État et s'ensevelir dans la muette solitude de leurs propriétés terriennes. Mais son choix était déjà fait par avance; — il ne lui resta plus qu'à dégager sa conscience en déclarant que l'ordre de choses existant était seul possible, eu égard aux circonstances dans lesquelles on se trouvait. En même temps, il exalta le despotisme absolu comme étant le meilleur rempart contre les bouleversements et l'incrédulité, et il s'appliqua à édifier en système ce qui n'était en réalité qu'une série de fantaisies n'ayant ensemble qu'un lien fortuit. Dans la conviction qu'à la cour seule se trouvait la vraie liberté, peut-être même la liberté suprême, et que cette liberté impliquait la complète soumission de tous à la volonté

souveraine, il imposa silence aux souvenirs libéraux de sa jeunesse. Pouschkine avait salué dans le czar qui poursuivait l'anéantissement de la Pologne le souverain qui mettait fin à l'antique conflit existant entre les frères slaves : Shukowski n'hésita pas davantage à déclarer que, cette fois encore, ce qui avait été fait était le seul parti raisonnable et à nager avec le courant. Quelques années après, Pouschkine mourut, et le sentimental précepteur des enfants impériaux, qui constamment soupirait de nouvelles élégies et de nouvelles ballades, devint officiellement le premier poëte de la Russie. Chaque année, à l'époque des fêtes de Pâques, la faveur impériale comblait de nouvelles dignités et de nouvelles décorations le chantre du printemps, de l'amour et des aspirations à un monde meilleur; — chaque année, une nouvelle société savante déposait son diplôme aux pieds du vieux poëte aimable, obligeant et humanitaire; avec la même périodicité, on voyait apparaître un recueil de vers irréprochables, de traductions où de dissertations morales (sur la *mélancolie dans la poésie et dans la vie,* — sur l'*éducation,* — *sur les madones de Raphaël,* — sur l'*enthousiasme*, etc.), lequel était dédié à tel ou tel membre de la famille impériale, et faisait la joie des rares organes de critique littéraire que la censure avait laissé subsister. Depuis que l'hymne de Shukowski, intitulé : *Que Dieu protége l'empereur!* avait été élevé au rang de chant national russe officiel, chacun savait quel était l'homme qui se trouvait à la tête de la littérature nationale de la grande monarchie de l'Est.

Cependant, le moment était venu pour Shukowski d'aborder sa tâche pédagogique. Le poëte dut partager avec un précepteur militaire, le colonel Merder, les fonctions dont il était chargé auprès du grand-duc Alexandre. Il est probable que ce partage fut inégal, attendu que, d'après les principes de l'empereur, le côté militaire de l'éducation devait primer le côté civil, et qu'un prince de la maison Romanoff-Holstein-Gottorp devait, avant tout, être élevé en soldat. Une circonstance qui excluait toute action sérieuse dans un autre sens, c'était l'obligation dans laquelle se trouvait Shukowski de suivre, en instruisant son auguste élève, un programme approuvé par Sa Majesté. Or, on sait que l'empereur n'entendait pas la plaisanterie sur ce chapitre, et qu'il n'était pas plus disposé à tolérer une dérogation quelconque à ce programme qu'à autoriser une atteinte aux principes de philosophie qu'il voulait voir inculquer à son fils. En de telles conditions, le prudent et loyal précepteur dut constamment exercer sur l'enseignement qu'il donnait la surveillance la plus rigoureuse, et éviter tout ce qui pouvait faire naître le soupçon, même lointain, d'un retour aux idées libérales de sa jeunesse. Il sut néanmoins, — et c'est là un fait qu'on ne saurait trop admirer et dont il convient de lui tenir compte, — semer dans le cœur du jeune Alexandre des germes de sentiments humanitaires. Il dut subir l'affront de voir l'empereur, sur la foi des rapports qui lui avaient été faits, interdire les conférences des sciences naturelles et de philosophie naturelle de l'académicien Trinius, que Shukowski avait recommandé. Ce qui

forma le point culminant en même temps que la conclusion de cette période pédagogique, ce fut le grand voyage que l'héritier présomptif, devenu adulte, fit en 1837, à travers la Russie et la Sibérie, en compagnie de ses précepteurs, voyage qui lui fournit l'occasion de jeter les premiers fondements de sa légitime popularité par toute une série d'actes sauveurs. En cette circonstance, le noble caractère de Shukowski se révéla par des hardiesses qui firent l'étonnement de toute la haute société. C'est surtout sous l'inspiration de ses conseils qu'Alexandre osa intercéder en faveur des malheureux proscrits politiques qui, depuis 1826, se morfondaient dans les solitudes de la Sibérie, et dont l'auguste voyageur avait examiné de près la triste condition, contrairement aux instructions qui avaient été données à l'occasion de ce voyage. A la stupéfaction générale, Nicolas ne s'offensa point de cette démarche audacieuse de son fils; plusieurs proscrits, qui avaient été condamnés au bannissement perpétuel en Sibérie pour crime de haute trahison, furent autorisés à prendre du service en qualité de simples soldats dans l'armée du Caucase; d'autres purent habiter dans les grandes villes de la Sibérie. C'est également à cette époque que l'étudiant Alexandre Herzen, qui avait été exilé à Wjaetka, reçut, par l'entremise de l'héritier présomptif, l'autorisation de quitter ce séjour semi-asiatique pour se fixer à Wladimir, petite ville située à une journée à l'est de Moscou.

Quelques années après, au cours du printemps de 1840, l'éducation du prince-héritier était terminée; le

prince était déclaré majeur, et son précepteur était rendu à la liberté, avec le rang de conseiller intime et pourvu d'une riche pension. Shukowski avait alors 57 ans. En vue de fortifier sa santé et de rafraîchir sa veine poétique, il entreprit un voyage en Allemagne. Il se rendit d'abord à Dusseldorff, où résidait son ami M. de Reutern, peintre de la cour impériale et colonel en retraite, parent du ministre actuel des Finances. Là, notre poëte, déjà arrivé au seuil de la vieillesse, se fiança avec Élisabeth, la rêveuse fille de son ami, alors âgée de 19 ans, qu'il avait bercée sur ses genoux douze ans auparavant, pendant un voyage qu'il avait fait en Suisse. Au cours du printemps de la même année, il se rendit à Saint-Pétersbourg pour mettre ordre à ses affaires, et, quelques mois plus tard, il était jeune marié, et établi à Francfort-sur-le-Mein. La santé de sa femme nécessitait un séjour dans l'Allemagne du Sud, lequel, contrairement à toute attente, devait se prolonger onze ans durant, et ne prendre fin qu'à la mort de Shukowski.

Le crépuscule serein qu'il s'était promis de son tardif mariage ne lui fut que partiellement accordé. Au début, tout alla pour le mieux. La maison de Shukowski était le centre d'une société aimable et spirituelle, dont le général de Radowitz était un des principaux membres; il vivait en parfaite intelligence avec les parents de sa femme. Sa jeune épouse, qui lui était tendrement dévouée, le rendit, au bout d'un an à peine, père d'une petite fille.

Mais plus le poëte pénétra profondément dans les

détails de la civilisation occidentale, plus il ressentit péniblement le contraste qui existait entre sa nouvelle existence et l'état de choses au service duquel il avait consacré la meilleure partie de sa vie. L'essor pris par la civilisation allemande, de 1840 à 1850, devait porter un coup mortel aux illusions que Shukowski avait nourries pendant vingt-cinq ans, sur l'excellence et l'heureux développement de la Russie soumise au régime de Nicolas. Si dépourvues de netteté que fussent ses conceptions politiques, l'abîme profond qui séparait la Russie de la civilisation européenne lui apparut plus énorme qu'il n'eût voulu se l'avouer à lui-même.

Il flottait indécis entre le respect que lui inspirait la civilisation plus élevée au milieu de laquelle il vivait, et le désir de revoir une patrie dont les avantages, sans qu'il en eût lui-même conscience, lui paraissaient de jour en jour plus problématiques. Il sentait qu'entre le système de son empereur et le monde civilisé auquel il devait sa propre éducation, il existait une incompatibilité absolue. L'antipathie que les Allemands les mieux élevés professaient à l'égard de la Russie, et dont il rencontrait à chaque instant les témoignages sur son passage, froissait et irritait les fibres délicates de Shukowski. Il était dévoué de tout cœur à la maison impériale de Russie; il avait fini par s'accommoder entièrement des principes gouvernementaux du père de son élève; les tendances libérales de la société allemande lui faisaient horreur, et pourtant il sentait instinctivement que ces tendances étaient en rapport étroit avec le mouvement du temps et avec la loi du progrès con-

tinu de la civilisation. Les lettres que le poëte adressa à cette époque à son ancien élève et au grand-duc Constantin caractérisent fort bien la situation d'esprit dans laquelle il se trouvait. Lui, qui jamais ne s'était occupé de politique, il se livre dans ces lettres à des considérations sur la stabilité et le progrès, sur la réforme et la révolution, et, spontanément, — il cherche à démontrer à son jeune ami que l'immobilité, c'est la mort, — que le mouvement, c'est la vie; — que l'excès de précipitation est mortel, et que princes et empereurs doivent aussi soigneusement éviter celle-là que celui-ci. Bien que ces lettres parlent un langage satisfait aussitôt qu'il s'agit de la Russie, — bien qu'elles affirment avec l'accent de la conviction que le progrès calme est synonyme de l'ordre et de la prospérité, — on s'aperçoit qu'elles émanent d'un homme dont les convictions ont été ébranlées et qui a perdu le fil directeur de sa propre existence. Et pourtant le poëte de la famille impériale, qui, dans sa longue carrière, avait été initié aux secrets de l'art russe de gouverner, devait savoir mieux que personne que le système d'isolement et d'immobilisme que son souverain avait inauguré avait atteint, depuis le commencement de la période de 1840 à 1850, un degré de rigueur qui excluait jusqu'à l'apparence du progrès, et que l'empereur, depuis la retraite du ministre des finances Canerin, qui était son unique conseiller quelque peu indépendant, était devenu plus inaccessible, plus cantonné dans son absolutisme qu'il l'avait jamais été. Le mécontentement de lui-même et du monde s'empara de l'âme, d'ordinaire si paisible,

de Shukowski. Pour échapper aux conflits intérieurs qui s'agitaient en lui, il chercha de plus en plus son refuge dans un piétisme efféminé, inquiet et stérile à tous égards. Le malheur voulut que sa jeune épouse, nerveuse et maladive, fût, depuis son enfance, en proie à une disposition du même genre. Elle se sentait, en effet, fortement entraînée vers l'ultramontanisme catholique, qui a toujours dominé les esprits faibles, en tant qu'ils le considèrent comme l'unique asile des vrais principes en ce qui concerne le jugement des choses de la vie et la ligne de conduite à suivre. Pendant plusieurs années, les deux époux vécurent sous le joug d'une religiosité mystique et nuageuse, qui finit par dégénérer en une horreur complète du monde et de la vie, et qui ruina leur santé physique en même temps que leur santé morale. Torturé par des remords factices, aigri par l'aspect du monde qui s'agitait autour de lui, Shukowski ne tarda point à perdre le sentiment des joies de la famille et la faculté de création poétique. La même mélancolie sombre pesait alors sur une grande partie de la société russe; empêchés de faire le moindre mouvement en liberté, impuissants à faire quoi que ce fût pour sortir leur nation de cette situation désespérée, les membres les plus purs et les mieux doués de la jeune génération russe s'adonnaient à des rêveries mystiques à l'aide desquelles ils cherchaient à étouffer leur dépit et la voix de leur conscience nationale. On peut citer comme typique à cet égard la destinée de Gogol, qui vivait alors à l'étranger, et qui, à plusieurs reprises, vint passer des semaines entières sous le toit de son

ami Shukowski, pour faire perdre à celui-ci son dernier reste de bon sens. Gogol, le plus grand humoriste que la Russie ait jamais possédé, à force de désespérer de la situation qu'il avait si impitoyablement poursuivie de ses sarcasmes, en était venu à être l'adorateur du despotisme, l'ennemi de tout mouvement libre, le mystique religieux qui passait des journées entières à prier devant son crucifix, qui faisait des pèlerinages de Saint-Pétersbourg à Rome et de Rome à Jérusalem pour apaiser sa conscience et chercher le pardon de ses fautes. Les visites de Gogol dans la maison de Shukowski devinrent pour celui-ci une source de nouveaux tourments. Les entretiens de ces deux hommes qui étaient placés à la tête de la littérature russe roulaient presque exclusivement sur des subtilités théologiques, sur des phénomènes spiritualistes, intraduisibles dans aucune langue, et sur des mystères de l'Église orthodoxe, de laquelle ils attendaient la régénération du monde, livré à la flétrissure du paganisme occidental. Le résultat final fut que le docteur Kopp, médecin de Shukowski, intervint, et exigea catégoriquement la séparation des deux malades, qui se surexcitaient et se montaient réciproquement l'esprit. Gogol partit pour Paris. Quant à Shukowski, il continua de fréquenter les cercles piétistes inclinant vers le catholicisme, dans lesquels tous les incidents de la vie journalière étaient discutés et envisagés comme des effets de la Grâce divine. Entourée d'un luxe princier, dominée par les préjugés et les habitudes du grand monde, sa jeune femme se torturait l'esprit et tourmentait son entourage par d'incessantes

considérations sur la perversité et la corruption d'un genre de vie qu'elle ne pouvait pourtant pas abandonner. Ce malaise moral atteignit son paroxysme lorsque, un jour, un tremblement de terre effraya les habitants de la province rhénane. Les imaginations, surexcitées à l'excès, virent dans cet événement le présage de la fin prochaine de ce monde corrompu. On crut voir des fantômes en plein midi et recevoir des messages de l'autre monde. Le poëte ne parvint qu'à grand'peine à dissuader sa femme, qui était née et avait été élevée dans le protestantisme, d'adopter la foi catholique, ce qui eût offensé gravement la cour impériale. Il fit venir un prêtre de l'Église grecque à Bade, où il avait, jusqu'à nouvel ordre, fixé sa résidence, et celui-ci se chargea de conduire au port de l'orthodoxie orientale madame de Shukowski, que le « manque d'autorité » de l'Église de ses pères ne satisfaisait point.

La Révolution de 1848 acheva de pousser le poëte dans le camp du mysticisme politique et religieux, qui, dans le mouvement du temps, voyait une œuvre de l'antique ennemi de l'humanité, et, dans le système russe d'immobilisme et de réaction, l'unique salut, l'espoir et la rédemption du monde. De plus en plus sombres et lamentables devinrent les lettres que Gogol écrivait à son ami pour l'avertir d'avoir à prier sans relâche et à reconnaître ses fautes ; — de plus en plus misanthrope devint aussi l'élève du romantisme allemand à l'égard du monde qui l'entourait ; — de plus en plus passionné devint son désir de revoir la Sainte-Russie, « que le contact de la grande *truie révolutionnaire* n'avait pas

contaminée. » La campagne hongroise remplit d'enchantement l'âme du poëte. Le thème favori des lettres qu'il adressait au grand-duc Constantin était le désir de voir l'empereur profiter de la puissante situation qu'il venait de conquérir pour « accomplir la tâche que les croisades avaient vainement entreprise, » c'est-à-dire pour conquérir Byzance.

Au cours du printemps de la même année, Shukowski quitta la Suisse pour se rendre à Varsovie, où il voulait féliciter l'empereur de ses nouveaux lauriers, et, en même temps, solliciter de lui l'autorisation de prolonger son séjour en Allemagne. Cette autorisation lui fut accordée, et l'on peut voir dans ce fait une marque de faveur toute particulière. En effet, ce souverain, dans sa haine contre la Révolution, avait rappelé dans leur patrie tous les sujets russes résidant à l'étranger. Il avait décidé, en outre, qu'aucun passeport ne serait délivré sans l'acquittement préalable d'un droit de 500 roubles, et la permission personnelle de l'empereur. Shukowski fut si profondément pénétré des impressions qu'il avait recueillies à Varsovie, qu'il ajouta un commentaire à l'hymne dans lequel son ami Vjaesemsky avait célébré le « vainqueur de la Révolution. » Il donna à ce commentaire ce titre caractéristique : *La Sainte-Russie.*

Revenu en Allemagne, notre poëte se sentit plus dispos et plus fort, physiquement parlant, qu'il ne l'avait été depuis nombre d'années. En dépit de souffrances corporelles incessantes, — il éprouvait alors les premiers symtômes de l'hydropisie de poitrine, — il retrouva le

calme de l'esprit, la joie et l'ardeur du travail poétique. Il prépara la publication de ses œuvres complètes et reprit un travail qu'il avait commencé quelques années auparavant, mais qui était resté sur le chantier : la traduction métrique d'Homère. Ne connaissant pas la langue grecque, il se fit faire par un savant de ses amis une traduction littérale de la plus grande épopée de tous les temps : après avoir soigneusement collationné cette traduction avec les meilleures traductions allemandes, anglaises et françaises, il la retraduisit en vers russes hexamètres. Bien qu'il ignorât le progrès continu de son mal, le poëte plus que sexagénaire travailla comme s'il avait eu le pressentiment de sa fin prochaine, en appelant à sa rescousse toute l'ardeur et toute la force dont il pouvait disposer. En dix-huit mois, il traduisit douze chants de l'Odyssée et les premiers chants de l'Iliade, il écrivit une biographie du général de Radowitz, plusieurs fables dédiées à ses enfants, et un certain nombre de poésies de longue haleine, parmi lesquelles nous citerons comme étant la plus importante l'épopée inachevée qu'il avait intitulée : « *Ahasverus.* » Ainsi, malgré de continuelles souffrances, il passa l'hiver de 1851 à 1852 à travailler sans relâche. A l'approche du printemps, le poëte, qui était devenu à demi aveugle, reprit avec ardeur le projet de retourner en Russie, projet qu'il avait conçu depuis longtemps, mais dont il avait toujours retardé l'exécution. Il renonça à l'idée qu'il avait eue d'abord d'aller à Moscou et voulut se rendre en Livonie, pour se fixer à Dorpat et y achever l'éducation de ses enfants. La mort

impitoyable vint couper court à ce projet. Le 24 avril 1852, Shukowski mourut d'hydropisie à l'âge de 69 ans. Sa dépouille mortelle fut inhumée d'abord à Stuttgardt, puis conduite à Saint-Pétersbourg, où elle fut déposée dans l'église d'Alexandre Newski. C'est là, à côté de son ami l'historiographe impérial Karamsin, que Vassily Shukowski, le poëte de la Russie de Nicolas, dort l'éternel sommeil.

La tombe s'était à peine refermée sur le poëte de la cour de l'empereur Nicolas que la guerre d'Orient éclata, guerre qui réduisit en poudre l'œuvre à laquelle le foyer de l'Europe « conservatrice » avait travaillé durant toute une génération, — guerre qui condamna impitoyablement le système au service duquel le poëte s'était voué et avait consacré le meilleur de ses forces. Une faveur du sort a épargné à cet homme sensible la douleur de se voir dans la nécessité de reconnaître l'erreur de sa longue carrière. Mais, en revanche, l'incorruptible Némésis de l'histoire n'a pas laissé que de lui infliger un châtiment. La Russie actuelle a presque complétement oublié le nom de l'homme qui a été le représentant poétique de la plus sombre période de son histoire moderne. Le poëte Shukowski vit encore dans l'histoire littéraire de la Russie, mais il ne vit point dans la littérature véritablement populaire, et si l'on cite encore son nom, c'est généralement pour songer à l'influence favorable que le pédagogue a exercée sur l'esprit de son élève impérial, qui, presque sur tous les points, est le vivant contraste de son père.

Plus lamentable encore que la destinée de Shukow-

ski a été le sort de l'homme qui, pendant les dernières années de sa vie, s'est le plus rapproché de notre poëte, et qui, depuis la mort de Pouschkine, était incontestablement l'écrivain russe le plus éminent : nous voulons parler de Nicolas Gogol. De même que la vie et le développement du génie de Pouschkine caractérisent à merveille la première période du règne de l'empereur Nicolas, de même le dénoûment de la vie de Gogol caractérise fort exactement la disposition d'esprit dans laquelle se trouvait une grande partie de la Société russe pendant la seconde moitié de la période de 1840 à 1850 et dans les premières années de la période de 1850 à 1860. Avant de nous livrer à un examen détaillé de la vie de Pouschkine, qui reflète avec une fidélité scrupuleuse le contraste existant entre l'époque d'Alexandre Ier et celle de Nicolas, nous essayerons de compléter ce que nous avons dit du dépérissement moral de Shukowski et des causes qui l'ont provoqué en donnant ici quelques détails sur la vie de l'auteur des célèbres « *Ames mortes.* »

Nicolas Gogol naquit en 1808. Il était le fils d'un propriétaire de la Petite-Russie, appartenant à la classe moyenne. Dès sa jeunesse, il révélait une nature rêveuse, mélancolique et encline au mysticisme, comme le cas se présente fort souvent dans la Petite-Russie. Après une histoire de jeunesse quelque peu aventureuse, — il avait voulu se faire acteur russe, puis acteur allemand, et, à cette fin, il avait vécu quelque temps à Hambourg, — il s'était fixé à Saint-Pétersbourg et était entré en relations avec Pouschkine. Là,

Gogol, invoquant les souvenirs de sa jeunesse, c'est-à-dire, des années qu'il avait passées dans la Petite-Russie, s'essaya pour la première fois dans le genre de la nouvelle. Dans une série d'esquisses idylliques, il dépeignit le bonheur étroit et l'*aurea mediocritas* des propiétaires, des popes et des petits fonctionnaires de son pays natal. Ces premiers récits furent peu remarqués, mais ils révélaient déjà un don peu ordinaire d'observation et un *humour* plein de séve, tantôt souriant au milieu des larmes, tantôt d'un comique désopilant. La prédilection du poëte pour les manifestations de la vie primitive indiquait une parenté intime avec les hommes de l'école slavophile-moscovite auxquels il vint plus tard résolûment se joindre et dont les chefs avaient été les premiers prophètes de ce talent original. Ce talent n'arriva à maturité que lorsque Gogol, sous l'influence de l'école de Moscou, fouilla le contraste qui existe entre le tempérament particulier et les traditions primitives de la nation russe et sa constitution politique, dont la forme est empruntée à la civilisation occidentale. Il fleurit lorsque Gogol fut venu se joindre à ceux qui considéraient que la tâche immédiate de la littérature était de démontrer l'impossibilité d'un développement sain des lettres, comme de toutes les manifestations de la vie en Russie, sur la base actuelle, et de réclamer la transformation d'un état de choses qui conduit fatalement à une démoralisation, à une barbarie croissantes. Le principal objectif de Gogol fut la situation déplorable du monde des fonctionnaires, dont il sut dépeindre, en termes sai-

sissants, la misère morale et matérielle, non moins que sa funeste influence sur la nation. Il procéda en artiste plutôt qu'en homme de parti et donna à ses tableaux une couleur humoristique, dont la vigueur et la hardiesse peuvent soutenir le parallèle avec l'œuvre de Charles Dickens, le plus grand humoriste de notre temps. L'éclatant succès de ces récits imposa silence même aux scrupules et aux soupçons du gouvernement. Jamais pourtant, le gouvernement n'avait été plus vivement ni plus impitoyablement attaqué, même par Griboïedoff, — jamais personne n'avait encore osé affirmer aussi carrément que la bureaucratie toute entière n'était qu'une bande de fourbes et de cerveaux creux. Et pourtant, Gogol l'a dit en propres termes dans son *Contrôleur*, vaudeville en cinq actes, qui retrace la vie et les mœurs d'une ville provinciale : — Un jeune aventurier pétersbourgeois, qui a réussi à pénétrer dans les antichambres du grand monde et à acquérir une certaine connaissance de sa vie extérieure, s'est mis en route pour retourner dans sa patrie. La manque d'argent le force à s'arrêter dans une auberge de petite ville. Les fonctionnaires de cette ville, qui tous ont la conscience chargée et qui, depuis longtemps déjà, attendent, non sans effroi, la venue d'un haut fonctionnaire ayant mission d'inspecter l'administration, s'imaginent que l'insolvable chevalier d'industrie est le « contrôleur secret » qui a été annoncé. Et tous, l'un après l'autre, viennent trouver notre aventurier pour solliciter sa faveur et capter ses bonnes grâces à force de flatteries et de riches présents. Celui-ci ne comprend

d'abord rien à ce qui se passe, mais il ne tarde pas à saisir le mot de l'énigme. En conséquence, il se plie fort bien au rôle qui lui est imposé, empoche l'argent dont on le gratifie, joue pendant plusieurs jours au grand seigneur et débite aux personnages marquants et aux gros bonnets de la localité, qui l'écoutent dans un ébahissement respectueux, des histoires du grand monde, non moins caractéristiques au point de vue du grand monde lui-même qu'en ce sens qu'elles donnent la mesure du niveau intellectuel de ceux à qui il parle. Le jour même de son départ, notre aventurier, pour remercier ses amphitryons de leurs gracieusetés à son endroit, se fiance avec la fille sotte et ridicule du chef de la police. Tandis que les dupeurs dupés regardent respectueusement sa calèche qui s'en va et remercient le ciel de ce que le calice du contrôle a passé devant eux sans encombre, apparaît un gendarme qui annonce l'arrivée du vrai contrôleur. — La *vis comica* de cette pièce, très-sérieuse au fond, mais débordante de peintures humoristiques était si irrésistible que le gouvernement, après avoir hésité quelque temps, en autorisa la représentation. L'Empereur lui-même, qui n'entendait pas la plaisanterie dans toutes les questions ayant trait au service de l'État ou à la politique, a ri aux larmes à la première représentation du *Contrôleur*. Quelques années plus tard parut l'ouvrage principal, demeuré inachevé, de Gogol. Le roman intitulé : *les Ames mortes*, dépeint la corruption de la noblesse russe provinciale, aux représentants de laquelle le conseiller collégial Tschitschikoff se présente pour leur acheter

des « âmes mortes. » Gogol y prodigue les sarcasmes les plus hardis et les plus désopilants contre la routine bureaucratique de l'époque. Au temps du servage il existait un usage en vertu duquel les individus soumis à la taxe étaient recensés tous les dix ans. Le propriétaire continuait de payer jusqu'au prochain recensement les taxes afférentes aux serfs morts pendant cette période; en conséquence, ces « âmes » passaient pour être encore vivantes, — officiellement parlant. Par contre, les enfants nés dans l'intervalle n'étaient pas recensés et demeurait soustraits à la taxe. Il existait, en outre, une loi qui autorisait le propriétaire à offrir les serfs en gage à la Banque. Pour chaque « âme d'homme » il touchait 200 roubles. Sur ces deux dispositions de la loi, Tschitschikoff, le héros du roman, bâtit le plan d'une escroquerie grandiose. Il parcourt toute la campagne et achète des « âmes mortes, » — c'est-à-dire des paysans morts depuis le dernier recensement. Il les fait inscrire au titre d'une propriété sans valeur dont il a fait l'acquisition; après quoi, il s'empresse d'emprunter à la Banque sur ce gage fictif. La peinture des caractères des propriétaires et des fonctionnaires qui apparaissent dans ce marché, soit à titre de vendeurs, soit à titre d'acheteurs, est faite de main de maître, et elle donne lieu à toute une série de situations du plus haut comique. Il est certain que les connaisseurs qui regardaient au fond des choses ne pouvaient se méprendre sur le véritable caractère de l'*humour* qui avait inspiré à l'auteur ces tableaux pleins de séve et de vie. Ce n'était pas le rire franc et joyeux

de l'homme qui se moque de la folie du monde et lui présente bonnement son portrait peint d'après nature. Non, cet *humour* procédait d'une douleur intime et profonde, douleur provoquée par la misère morale de la situation que le poëte décrivait à ses lecteurs d'une façon si réjouissante. Au lieu de dominer souverainement son sujet à la façon des artistes, le poëte, qui était en même temps un patriote, concentra l'effort de sa verve sur la situation dont il avait exposé les lamentables misères. Le but de son livre n'est pas tant d'agir sur le diaphragme des lecteurs que de provoquer leur indignation morale. Le poëte ne veut pas seulement décrire et amuser : il veut faire œuvre utile et réformatrice.

Si peu prévenu qu'il fût, le public russe ne pouvait demeurer longtemps en doute sur la véritable tendance de *l'humour* de Gogol. Ce que le poëte pensait au fond et ce qu'il avait dans le cœur, le monde lecteur le découvrit bientôt, à sa propre surprise, dans le remarquable récit intitulé : *Le Manteau*. Derrière les draperies de ce récit s'agitait déjà le démon insensé qui poursuivit le poëte durant la seconde moitié de sa vie. Dans cette nouvelle, Gogol raconte, sous forme d'esquisse, l'histoire d'un pauvre, vieux et solitaire fonctionnaire subalterne de Saint-Pétersbourg, dont le rêve est d'acheter un chaud manteau neuf. Après avoir caressé ce rêve pendant plusieurs années, il parvient enfin à faire cette acquisition. Mais, au bout de quelques jours, le manteau est volé à son heureux possesseur. Avec une verve endiablée, Gogol montre la folie étrei-

gnant l'infortuné et le poussant finalement au suicide. Jamais peut-être, dans un cadre aussi exigu, l'histoire d'un déshérité de ce monde n'avait été présentée sous des traits aussi saisissants. Le lecteur est, en dépit de soi, pris d'un frisson que le poëte semble avoir éprouvé lui-même, bien qu'il ait cru devoir couronner son récit par une boutade fantastique.

Le *Contrôleur* et les *Ames mortes* avaient fait du poëte de la Petite-Russie l'homme célèbre, le favori du monde lecteur et l'enfant chéri de la haute société littéraire de Saint-Pétersbourg. En plusieurs circonstances, le ministre de l'instruction publique Noroff décerna à Gogol des marques de distinction : il lui procura une pension impériale, ainsi que l'autorisation, alors difficile à obtenir, de faire plusieurs voyages à l'étranger et d'y séjourner plus ou moins longtemps. Tout le monde espérait que l'homme qui, comme humoriste, avait gagné le premier rang, et qui, comme poëte épique, avait révélé, dans la magnifique histoire cosaque *Tarass Bulba*, une bravoure véritablement homérique, allait, maintenant qu'il était affranchi des soucis de la vie matérielle, déployer dans toute leur envergure les ailes de son génie. Mais ce fut le contraire qui arriva. Le spectacle de la situation même qu'il avait poursuivie de ses hardis sarcasmes, situation qui, d'après l'opinion générale, n'était susceptible d'aucune amélioration pendant plus d'une génération, plongea Gogol dans la mélancolie la plus profonde. Il commença à se faire illusion sur lui-même et sur la tendance que son talent avait prise. Ses récits et ses peintures n'étaient que trop

exacts. La Russie n'avait rien à espérer, — pour le moment du moins. Une fatalité inexorable pesait sur les cent cinquante premières années d'existence de la patrie qu'il aimait avec ardeur, — de la patrie à laquelle il était passionément attaché par toutes les fibres de son cœur. Les Russes instruits, ses contemporains, étaient presque unanimes à penser qu'il n'était pas possible d'aller plus loin dans la voie où l'on était engagé, et qu'une révolution seule pouvait sauver la patrie, en lui ouvrant la voie du développement libéral et de la civilisation européenne occidentale. Mais Gogol, qui était originaire de la Petite-Russie, avait été élevé dans le culte de l'orthodoxie orientale, et la civilisation occidentale lui faisait peur. — A ses yeux, révolution et occidentalisme c'était tout un : c'est pourquoi il repoussa l'un et l'autre. Il se prit à éprouver des remords pour avoir offensé le Saint-Esprit de la Russie orthodoxe ; il écrivit des brochures ayant pour objet de défendre contre les attaques du libéralisme occidental le système dominant en Russie. Il s'affligea sérieusement d'avoir été mal compris, et ce par sa propre faute. En conséquence, il abandonna tout travail littéraire, et passa des journées entières à s'abîmer dans une sombre contemplation devant les images de saints et à prier pour le salut de la nation orthodoxe et pour celui de son âme, souillée de péchés révolutionnaires ; vainement ses amis cherchèrent à lui relever le moral ; vainement ils lui firent entreprendre des voyages qui devaient épurer et guérir son imagination, hantée de préjugés maladifs contre la corruption « païenne » de l'occident, rétablir

l'équilibre de son esprit et lui rendre l'ardeur du travail littéraire. Ce fut en vain qu'il alla de Saint-Pétersbourg à Wiesbaden, de Wiesbaden à Paris et à Rome, de Rome à Jérusalem, au berceau de la chrétienté et de la civilisation orientale ; — la mélancolie et le désespoir qui s'étaient emparés de lui firent des progrès incessants. — Cependant, l'année 1848 était arrivée. La révolution enleva à Gogol son dernier reste de bon sens et de raison. Épouvanté par des visions de destruction et de dissolution universelle, il devint l'admirateur absolu du système politique qu'il avait flétri et stigmatisé, et se fit le prophète de la « Sainte-Russie, » que sa destinée appelait à détruire l'occident païen, et à fonder sur ses débris l'empire panslaviste orthodoxe de mille ans...

En 1852, le grand poëte humoriste de la Russie fut trouvé mort de faim devant les saintes images en face desquelles il était demeuré, un jour entier, agenouillé dans une muette prière. Ainsi Gogol mourut victime de son tempérament maladif, d'une situation funeste et de cette même fatalité qui avait envoyé mourir à l'étranger Griboïedoff et Lermontoff, qui avait plongé Batjuschkoff dans la nuit de la folie, et avait ruiné moralement et physiquement à la fleur de leur âge Kolzoff et Wenjewitinoff.

CHAPITRE VII

ÉCRIVAINS ET JOURNALISTES

Pendant les trente premières années de notre siècle, la littérature russe était le privilége presque exclusif de quelques membres de la haute société de Saint-Pétersbourg et de Moscou. Bien qu'il fût alors de bon ton de tourner en ridicule les tentatives littéraires de l'esprit populaire et de trouver mesquine la lecture de tout livre qui n'était ni français ni anglais, les hommes qui fondèrent l'école littéraire russe dite romantique et jetèrent en même temps les bases d'une véritable littérature nationale, étaient tous, sans exception, des aristocrates par la naissance ou par leur éducation et leur position sociale; ceux qui se joignirent à eux et qu'ils prirent sous leur égide, suivirent la même voie, et, en dépit de leurs opinions démocratiques, entrèrent de plein pied dans la « société » fermée. On sait que la réception dans la grande loge de Moscou exerça une influence décisive sur le développement de Karamsin (le fils d'un modeste officier), fondateur et pionnier de la nouvelle école; mais la loge était dirigée par Novikow, Lanskoï,

le comte M.-J. Wielehorski et d'autres descendants d'antiques familles nobles.

Le fait seul que la plupart des loges russes « travaillaient » en français, leur donnait nécessairement une tournure aristocratique; car à cette époque, cette langue n'avait pas encore pénétré dans les couches moyennes de la société russe. Dès l'âge de trente-huit ans, Karamsin remplissait les fonctions d'historiographe de l'empire; il appartenait aux cercles de la cour, et Dimitrïeff (plus tard ministre de la justice), ainsi que les autres amis et compagnons de l'historien et poëte national, s'étaient dégagés de la masse du commun populaire. Il en était de même de presque tous les autres importants écrivains et littérateurs du temps d'Alexandre Ier, tant à Moscou qu'à Saint-Pétersbourg. Griboïedow, l'auteur de l'impérissable comédie nationale « *Gore ot uma*, » qui, pour la première fois mit sous les yeux de la haute société moscovite le fidèle miroir de sa nullité et qui peut certainement être mise au nombre des meilleures satires de tous les temps et chez tous les peuples, naquit riche et noble et fut élevé en conséquence. Malgré le radicalisme de ses opinions politiques qui, entre autres occasions, lui firent courir le risque de passer pour un partisan des hommes de septembre, il revêtit les charges officielles les plus élevées, jusqu'à ce qu'il fut assassiné, étant ministre de Russie, à Téhéran. Les mêmes observations s'appliquent en général aux deux sociétés de poëtes qui se tenaient à Saint-Pétersbourg vers 1820 et rivalisaient l'une avec l'autre.

En ce qui concerne l'*Arsamass*, souvent citée, et composée d'élèves et d'amis de Karamsin, il suffit pour prouver ce que nous avons avancé plus haut, de nommer les membres de cette association : Bloudoff, Nicolas et Alexandre Tourguénieff, le prince Wiœsemsski, Uwaroff (plus tard ministre), Batiuschkoff et Pouschkine, tous appartenaient à des familles de haute noblesse; Shukowski était précepteur de l'empereur actuel, et, en cette qualité, vivait exclusivement à la cour, etc. Au parti opposé qui constituait le conservatoire de la langue russe, appartenaient Schischkow (dès cette époque amiral et secrétaire d'État), le prince Schachowskoï et d'autres généraux, des évêques et des conseillers privés, en si grand nombre, que les séances de cette Société se tenaient ordinairement en uniforme. Le ton qui régnait dans ces cercles littéraires était si décidément aristocratique, que beaucoup de jeunes gens ne cherchaient à y entrer que pour se mettre à la mode. On sait que le célèbre Pouschkine, même dans sa période de libéralisme avancé, c'est-à-dire dans sa jeunesse, était tellement infatué de sa position d'homme distingué, qu'il repoussait d'une façon rude et blessante des écrivains pauvres qui voulaient le traiter en confrère; l'illustre poëte était si naïf qu'il a glorifié dans un de ses récits les plus connus : *les Nuits égyptiennes*, sa manie de distinction, et a parlé de sa faiblesse comme d'une haute vertu. Il en était de même de son disciple le mieux doué, le malheureux Lermontoff, que rien ne rendait plus fier que sa descendance d'une famille noble écossaise émigrée en Russie au dix-septième siècle et qui,

pendant toute sa vie, crut à la tradition légendaire qui faisait d'un de ses aïeux le descendant du comte espagnol de Lerma. Le culte de Byron qui régnait alors dans la littérature russe était particulièrement de nature à entretenir cet exclusivisme aristocratique parmi les écrivains russes les plus remarquables, et la cour y trouvait son compte en les attirant à elle et en se les assimilant. Lorsque l'empereur Nicolas eut fait de Pouschkine un chambellan, de Bloudoff, et d'Uwaroff de hauts fonctionnaires, quand les hommes indépendants, accusés à tort ou à raison de s'être compromis dans l'insurrection de décembre, eurent été exilés en Sibérie ou expulsés de l'empire, la littérature russe dirigeante ne fut guère plus qu'une dépendance de la cour. Bien que le plus grand nombre de ces écrivains adhérassent aux opinions libérales et, précisément dans leurs œuvres les mieux inspirées, se plaignissent amèrement du néant de la vie en Russie, ils avaient en général l'habitude de s'accommoder fort bien de tout et de se conformer de très-bonne grâce aux caprices et à l'humeur de la cour. Le culte de la liberté et de la démocratie auquel on était voué, n'empêchait nullement qu'on chantât dans les termes les plus enthousiastes les actes de la cour et du gouvernement, et qu'on attâchât la plus grande importance à l'approbation de la cour et des cercles avoisinants. Les caractères faibles, comme Shukowski et Neledinsky-Meletzki, ne sortaient jamais de l'atmosphère qui les entourait et, dans leurs vieux jours, ne connaissaient pas de bonheur plus grand que celui de recueillir les applaudissements et les éloges des grandes-du-

chesses, de leurs dames de compagnie et de leurs cavaliers. Mais, même des hommes de la trempe de Pouschkine furent si profondément atteints du mal d'esclavage qui rongeait la société russe depuis 1825, qu'ils chantèrent les victoires turques et polonaises de l'empereur sur la même lyre dont ils se servaient en d'autres temps pour célébrer un idéal supérieur.

De 1830 à 1850, les centres littéraires étaient les salons des princes Wiœsemsski et Odoïewski et celui du comte Michel Wielehorski, que tous les musiciens de l'Europe connaissent bien et que Rossini a nommé « *il primo conessore del mondo* ». Les mémoires de l'écrivain Panaïeff, mort avant 1870, présentent un intéressant tableau des mœurs de cette société qui, à la lumière de bougies étincelantes, étendue sur des tapis de Turquie et de Perse et buvant le champagne, entremêlait d'anecdotes banales sur la cour ses discussions sur les questions artistiques les plus élevées ou sur les productions littéraires les plus récentes. C'est là que furent feuilletées les premiers numéros des *Sapisski* et du *Sowréménik;* c'est là que le tendre Weniewitinoff (un frère du sénateur actuel, autrefois *adlatus* du ministre des apanages) a lu ses premiers essais lyriques; c'est là que les tableaux du *high life* (l'*Ours*, le *Grand monde, Serge*), dont l'auteur, le comte Sollohub, était à peine arrivé de Dorpat, ont trouvé leurs premiers admirateurs; c'est là que le meilleur ami de Pouschkine, le Germano-Russe Dahl (Kosak Luganski), développait ses théories sur les langues russes; c'est là que la fameuse règle, d'après laquelle le Russe de bon ton ne se sert

de la langue de son peuple qu'en jurant, en priant et en comptant, trouva sa quatrième exception; et les mêmes hommes pour qui vivre d'une façon distinguée équivalait à être dans la dépendance des cuisiniers français, des valets de chambre, des maîtres de danse et des sommeliers français, ces mêmes hommes rivalisaient à qui parlerait le plus finement la langue, à qui ferait le plus grand éloge de ce peuple dont ils s'écartaient soigneusement dans la vie quotidienne. Par un sort étrange, les littérateurs et écrivains de profession, qui ne faisaient pas partie de ce cercle, notamment les journalistes de l'*Abeille du Nord*, étaient de véritables plébéiens et représentaient un goût et des sentiments dépravés. Tandis que les écrivains aristocrates et gens bien élevés qui ne voulaient pas blesser le bon ton, s'accommodaient de la vie à la cour en faisant, à l'occasion, des concessions aux caprices impériaux et en ménageant les goûts et les habitudes de l'autocrate, les chevaliers de la plume, les écrivains de métier, les Gretsch et les Bulgarine (tous les deux des rénégats du libéralisme) glorifiaient systématiquement le régime despotique en vigueur, et cela avec l'intention avouée d'obtenir ainsi des emplois, des titres et des ordres. La conduite des écrivains « distingués » était si pleine de contradictions que les poëtes, que les littérateurs vieillis dans l'atmosphère de la cour et de la garde étaient précisément les plus enthousiastes à louer toute critique sévère de ce qui existait. Applaudissant aux satires par lesquels Gogol flagellait le fonctionnarisme corrompu et la bêtise de la petite noblesse, ils traitaient avec un mé-

pris non déguisé, Gretsch, l'auteur d'un pamphlet contre le livre de Custine.

Tous ceux qui aspiraient à prendre rang parmi les littérateurs de quelque valeur se joignaient à eux et c'étaient eux qui aidaient ces aspirants de la littérature à se faire connaître dans les cercles dirigeant de la Société. Le revers de la médaille était que la médiocrité, l'inconséquence et la frivolité de la haute société gagnaient les écrivains et que les parvenus de la littérature avaient grand'peine à acquérir la plénitude et la vigueur réelle du talent. Pouvait-il y avoir quelque chose de plus pitoyable que la servilité que Gogol montra dans la seconde moitié de sa vie et qui fut le principal motif pour lequel il laissa les *Ames mortes* inachevées? Le plus grand satirique moderne de la Russie, l'accusateur impitoyable de la Vieille-Russie abêtie, ne connaissait pas de plus grand bonheur que d'être applaudi par l'empereur et était ravi de joie lorsque les salons du ministre de l'instruction public, Noroff, lui étaient ouverts; il ne rougissait pas d'accabler de prières Shukowski et ses autres amis « distingués, » pour qu'ils le recommandassent aux ministres et aux courtisans, et de tendre la main pour recevoir la pension annuelle que lui faisait l'empereur !

Les choses se passaient à peu près de même dans le monde littéraire de Moscou de 1830 à 1850. On éprouvait, il est vrai, à Moscou une antipathie prononcée pour Saint-Pétersbourg, la cour et le fonctionnarisme de la capitale et, à l'occasion, on la manifestait avec une certaine affectation. Les allures du monde littéraire di-

rigeant n'en étaient pas moins aristocratiques que sur la Néwa. Nous avons déjà dit que Herzen, Ogareff, Tchourdaïew et les autres chefs du radicalisme jeune-russe avaient reçu une éducation distinguée. Il en était de même, au point de vue de la position sociale, de leurs amis d'autrefois, plus tard leurs adversaires ; les slavophiles, S. T Aksakoff et le vieil intendant des théâtres Sagosskine, chez qui les chefs de ce parti se réunissaient de préférence, étaient des seigneurs russes de l'ancien régime qui passaient leur vie dans une noble oisiveté. En dépit de leur enthousiasme pour la démocratie et la civilisation vraiment nationale, ils étaient enfoncés jusqu'au cou dans les traditions et les mœurs de leurs classes. Les blouses de velours et les chemises de soie, faites sur le modèle des vêtements du peuple et portées fièrement dans les rues par le jeune Constantin Aksakoff et Chomiœkoff, sortaient des ateliers d'un tailleur français du pont des Forges et étaient destinées bien plutôt à étonner les dames et les messieurs de la noble société qu'à faire de leurs porteurs les frères des mortels vulgaires. Lorsque l'excentrique Constantin Sergéïevitch et son ami Peter Kiréïewiki se mêlaient, le jour de Pâques, à la foule des gens du peuple, qui, selon la coutume des pères, disputaient devant les portes du du grand Ivan sur les rites différents des vieux-croyants et des orthodoxes, ces jeunes rêveurs avaient pleinement conscience de l'étrangeté de leur conduite. Les esprits vraiment démocratiques, comme l'étaient N. A. Polévoï, étaient aussi étrangers et aussi hostiles à cette société « nationale » de Moscou, qu'aux littérateurs des

salons de Saint-Pétersbourg, à qui le fils du marchand sibérien, le parvenu, l'homme avide d'instruction, ne put jamais pardonner leurs allures hautaines et leurs habitudes françaises, cible des attaques un peu grossières qui fondèrent la réputation du rédacteur plébéien du *Télégraphe de Moscou*, plus tard du *Syn otetchestwa* et du *Westnik*. Il en était de même de Senkowski, l'ennemi venimeux et le détracteur de toutes les autorités, qui remplaça Polévoï, lorsque celui-ci fut forcé de faire sa paix avec le Gouvernement.

Le caractère ouvertement aristocratique de la littérature russe et des écrivains russes, de 1810 à 1850, a exercé une influence profonde, à deux points de vue. Arrachés à la misère et à la vulgarité de la vie, ces écrivains et ces poëtes ont été mis en état de développer en eux une finesse et une pureté de goût, que seule une vieille civilisation produit ordinairement.

Ils étaient lus et influencés par un public pour lequel les meilleures productions d'autres nations plus favorisées étaient juste suffisantes, et qui s'était accoutumé à considérer sur tous les terrains la perfection de la forme comme le but le plus important du progrès; les créations de l'esprit national ne lui inspiraient de respect et de sympathie que lorsqu'elles pouvaient être plus ou moins comparées aux œuvres de Boileau et de Voltaire, de Châteaubriand et de Béranger, de Schiller et de lord Byron; ils étaient donc forcés de prendre un élan plus élevé que celui dont ils auraient eu besoin pour répondre aux exigences de la masse de leurs compatriotes, et pour mettre leurs œuvres en harmonie avec l'éducation

dont ces derniers jouissent en général. La haute société russe de ce temps-là avait, depuis les guerres d'indépendance et les congrès, avec le grand monde d'Allemagne, d'Angleterre et de France, et principalement du faubourg Saint-Germain, des relations beaucoup plus animées et des attaches beaucoup plus étroites qu'à l'époque actuelle, et possédait, ne fût-ce que pour cette raison, un jugement et un goût extrêmement fins. Ces hommes et ces femmes, au milieu desquels Balzac avait longtemps vécu, qui avaient connu de Maistre dans leur jeunesse, auxquels Liszt, la Sontag-Rossi, Schuhmann et tant d'autres artistes illustres avaient procuré des jouissances musicales, et parmi lesquels des connaisseurs comme Lwoff, Michel et Mathieu Wiélehorski donnaient le ton, étaient, malgré leur légèreté et leur moralité équivoque, des juges vraiment compétents en matière de goût ; ils encourageaient bien mieux leurs poëtes et leurs autres écrivains que le grand public n'eût pu le faire par ses applaudissements puérils. En outre, les œuvres produites sous cette influence n'étaient presque jamais composées pour donner du pain à leurs auteurs, et la plupart de ces hommes de lettres, opulents ou protégés par la haute société, n'avaient aucune raison pour écrire à la hâte des ouvrages à tant la page[1].

Les Pouschkine, les Lermontoff, les Wenieswitnoff,

1. Étant couverts de dettes malgré leur richesse, ces écrivains ne méprisaient pourtant pas les honoraires élevés. Le libraire Smirdine paya dit-on, cinq roubles-papier (cinq francs) le vers, les dernières poésies de Pouschkine, devenu célèbre. On raconte

les Solloheub, etc., étaient des *lions* dans le bon et le mauvais sens du mot ; ils n'étaient pas trop scrupuleux au point de vue de la morale, agissaient d'une façon assez désordonnée avec les femmes, les cartes et les bouteilles de Champagne, mais éprouvaient précisément pour cela le besoin de conserver à leur muse sa pureté et de ne se consacrer à elle qu'aux heures vraiment solennelles de leur existence [1].

Nous avons déjà mentionné plus haut les mauvais côtés de cet état de choses ; mais nous devons ajouter qu'ils n'ont été complétement connus que dans la suite. La réserve, la prudence et la propreté aristocratique de l'ancienne école littéraire ne pouvaient que provoquer une réaction ayant pour devise l'impudence, le cynisme et une haine violente de tout ce qui sentait l'autorité. Aussi ces qualités caractérisent-elles la jeune littérature révolutionnaire qui a triomphé en Russie

que cet homme de lettres, qui aimait passionnément les jeux de hasard, faisait parfois des vers sur la table de jeu et les posait sur la carte comme si c'eût été de l'argent. Tous les poëtes éminents touchaient, du reste, sous une forme ou sous une autre, des traitements ou des pensions. Un critique contemporain a dit de Gogol qu'il en était arrivé à se figurer qu'il *faisait son service* en écrivant ses comédies.

1. On lira sans doute avec intérêt le jugement porté par Alex. Herzen sur le caractère aristocratique de l'ancienne littérature russe. Cet écrivain radical s'exprime de la manière suivante : « Notre littérature a eu l'énorme avantage d'être représentée d'abord par des hommes du grand monde, qui lui ont donné l'élégance de la bonne société, la pureté de l'expression et la noblesse des sentiments. L'élément lourd et grossier que l'on rencontre quelquefois dans les livres allemands n'a jamais pénétré dans notre littérature. » Lorsque Herzen émit cette opinion (1854), elle était encore fondée ; aujourd'hui, c'est un anachronisme.

depuis le grande transformation après la guerre de Crimée. Un changement s'était, du reste, déjà manifesté en Russie au point de vue social plusieurs années avant ce grave événement. Polewoï et Senkowki avaient, il est vrai, aussi peu réussi à *démocratiser* la littérature que Gretsch et Boulgarin, journalistes de profession de l'ancienne époque, qui tenaient à la mode de faire valoir, aux dépens du bon goût et de l'indépendance dont la littérature faisait encore preuve, leur autorité de critiques, basée sur les applaudissements de la populace. Les vieilles formes littéraires périclitèrent lorsque vint Wissarion Gregoriewith Belinski (né en 1812, mort le 19 juin 1848), le fameux critique du *Sapiski* et du *Sowréménik*, qui ouvrit une nouvelle voie à la littérature russe. La correspondance de Belinski, publiée dernièrement par Pypin, a jeté un jour parfois surprenant sur la façon dont se développa cet esprit remarquable jouissant d'une instruction on ne peut plus défectueuse; rayé, par suite d'une prétendue incapacité, de la liste des *Étudiants de la couronne* de l'université de Moscou, Wissarion Grégoriéwitch n'était pas parvenu, pendant la première période de sa carrière de critique, qui eut Moscou pour théâtre, à se créer un système d'esthétique solide, bien qu'il eût pris de temps en temps un remarquable élan dans ce sens. Comme la plupart de ses collègues de l'époque, il oscilla pendant des années entre les opinions les plus hétérogènes; il avait commencé par s'enthousiasmer pour Schelling et pour le romantisme allemand; puis il s'était mis à étudier la philosophie de Hegel, bien

qu'il n'eût jamais appris l'allemand à fond, et avait essayé de tirer de cette philosophie les bases d'une nouvelle manière d'envisager le monde; mais, comme les premiers éléments de son instruction étaient très-défectueux, ses études philosophiques avaient marché on ne peut plus lentement. Les premières lettres qu'il écrivit après avoir établi sa résidence à Saint-Pétersbourg prouvent que le manque de clarté et d'ordre des idées de Belinski était encore très-grand à cette époque-là. Au point de vue politique, il se montra tellement conservateur qu'il eut des querelles acharnées avec Herzen et les autres représentants du radicalisme du temps; sur le terrain religieux, il partagea les idées avancées de la gauche de l'école hégélienne. Il se fait une idée si singulière des différentes tendances esthétiques de l'Europe occidentale qu'il considère Georges Sand comme appartenant à l'école romantique de France, et prend Béranger pour le Schiller français. Chaque livre nouveau qui lui tombe dans les mains produit une révolution complète dans ses opinions, et de chaque idée passagère il fait une série de critiques rapidement composées; le jeune écrivain ne montre de la constance que dans son antipathie pour l'exclusivisme et la fatuité des nationaux moscovites, défauts qui venaient alors d'être mis à la mode.

Ce n'est qu'après avoir acquis une connaissance exacte de l'état réel de la Russie et avoir appris que toute liberté était impossible sous le gouvernement de l'empereur Nicolas qu'il parvint à se créer des principes solides et à reconnaître combien la société dans

laquelle il s'était formé était vide au point de vue de l'esthétique et de la critique; une étude approfondie des *Annales de Halle,* importées en Russie par Bakounine, qui travaillait à cette publication, lui fit abandonner les questions d'esthétique pour les questions politiques et sociales.

Dès 1840, il renonçait complétement aux amusements romantiques de sa jeunesse. A quoi bon disputer sur la nature du beau artistique tant que les plus simples vérités de la morale et de la philanthropie étaient systématiquement foulées aux pieds, tant qu'il n'y avait pas en Russie un seul endroit où l'on pût mener une existence digne d'un homme! Cet homme, qui n'avait vécu jusque-là que dans les abstractions, tourne avec mépris le dos au dilettantisme esthétique de ses concitoyens; ses travaux de critique n'ont plus d'autre but que de détruire les bases de l'État et de la société qui existaient à cette époque ; le juge artistique n'est plus au fond qu'un agitateur politique. La haine que lui inspire le despotisme du régime alors en vigueur et le mépris qu'il éprouve pour le manque d'indépendance de la haute société, qui se fait l'instrument de ce despotisme, constituent désormais les forces motrices auxquelles Belinski doit toute son activité. Rempli d'un amour passionné pour la vérité, habitué à se mettre impitoyablement au-dessus de toutes les considérations et ne pouvant, vu la défectuosité de son éducation, douter de l'excellence des résultats qu'il obtenait, le critique du *Sowréménik* entreprit contre les traditions de l'État, de la société et de la littérature

russes une lutte qui ne devait finir qu'avec sa vie. Le prosateur le plus influent qu'eût alors la Russie ne cessa pendant plusieurs années de déclarer que la littérature de ce pays ne pouvait être assainie que lorsqu'on aurait porté la hache sur le tronc vermoulu de l'État, et répéta cette assertion avec une habileté si grande qu'il fut compris par le public malgré la sévérité de la censure. Belinski jouait un rôle trop important pour être négligé par les sommités aristocratiques du moment et pour ne pas être traité par elles avec estime et sympathie trop passionné et trop convaincu pour abandonner à qui que ce fût une partie de son indépendance, il avait acquis, vers 1845, une position exceptionnelle parmi les membres de la société littéraire de Saint-Pétersbourg, qui avait fait peu de cas de lui, tant qu'il avait poursuivi le même but qu'elle. Vrai prolétaire de la littérature, il eut toute sa vie à lutter contre les soucis matériels les plus pénibles, sans qu'il fût possible, même à un ami, de lui faire accepter le moindre secours. Belinski vivait sur un bon pied avec le prince Odoïewsky, le conseiller intime Schowkowsky, Plotneff, etc., dont il était l'allié dans la lutte contre les mauvais critiques de l'*Abeille du Nord;* en effet, une grande partie des écrivains de la haute société étaient encore assez attachés en secret aux tendances libérales de leur jeunesse pour éprouver de la sympathie pour ce hardi révolutionnaire littéraire ; ces hommes s'étaient toujours fait un honneur et un plaisir de rendre justice au vrai talent, et la prudence leur commandait, en outre, d'entretenir de bonnes relations

avec le critique le plus important de l'époque. Belinski se montrait, sinon souvent, du moins de temps en temps, dans les brillants salons des lions littéraires et des Mécènes de Saint-Pétersbourg, où il était toujours accueilli avec une respectueuse sympathie : mais le fier plébéien était bien loin de montrer des égards pour les penchants et les habitudes des amis et des partisans qu'il y rencontrait. Négligé dans sa tenue, sans ménagements dans sa manière de traiter les gens, Belinski ne cachait jamais le mépris qu'il éprouvait pour la société qui l'entourait. Il raillait aussi impitoyablement les allures françaises et les grands airs prétentieux de la société de Saint-Pétersbourg que le culte idolâtre dont les slavophiles de Moscou faisaient preuve à l'égard de l'ancienne Russie et de l'Église orthodoxe. Bien qu'il eût une sincère estime pour les vraies autorités de la littérature russe, Pouschkine, Gogol, Griboïédoff, Lermontoff, etc. (il comptait parmi ses plus intimes amis le malhereux poëte Koltzoff, dont le *Sowréménik* avait été le premier prophète), bien qu'il restât tout à fait étranger à la jalousie mesquine que montraient alors les écrivains de profession, Belinski n'en déclarait pas moins à toute occasion, de la façon la plus claire, que la Russie n'aurait pas de littérature vraiment nationale avant d'avoir renversé le despotisme impérial, et que tous les efforts faits ailleurs que sur le terrain politique étaient absolument perdus et ne profitaient nullement à la littérature *de l'avenir*. Comme le noble historien Granowski et un grand nombre d'autres libéraux modérés d'autrefois, Belinski devint, dans les dernières

années de sa vie, un pessimiste déclaré, et fut pour cette raison un ardent champion de la jeune école réaliste qui se fit d'abord connaître par les romans d'Alexandre Herzen et de Dostoïewski, et donna plus tard le jour à la fameuse *littérature d'opposition* (*oburnitet naïa litteratoura*).

Belinski mourut du choléra en 1848, un peu avant l'époque où la plupart de ses jeunes adeptes tombèrent sous le coup de la loi à cause de leurs relations prétendues ou réelles avec le conspirateur Petraschewski. Les *entrepreneurs* littéraires, qui étaient entrés en scène depuis peu et qui étaient devenus propriétaires des publications mensuelles, fondées par des amis de la littérature dans un but non intéressé, avaient été assez prudents et assez peu délicats pour fermer quelque temps auparavant leurs revues à cet écrivain dangereux et désagréable au gouvernement, et pour l'exposer par là à la plus affreuse misère.

Les amis de Belinski reconnaissaient eux-mêmes que le critique était mort à temps et avait ainsi évité de finir ses jours en Sibérie. Pendant les années suivantes, le mouvement intellectuel s'arrêta complétement, et les revues fondées entre 1830 et 1850 devinrent de simples recueils de romans, qui vivaient maigrement des rebuts de la librairie étrangère ; mais une période brillante s'ouvrit pour la presse russe après la guerre de Crimée et au commencement des réformes d'Alexandre II. Le changement considérable qui se produisit alors fit des travaux de la presse l'occupation favorite de tous les jeunes talents quelque peu ambitieux, et

amena en quelque mois une transformation radicale de l'esprit public et des tendances qui prédominaient dans la société russe. Ce changement a été décrit trop souvent et d'une façon trop éloquente pour que nous croyions devoir le faire connaître à nos lecteurs. Bien que la censure préventive existât encore jusqu'au 18/30 avril 1865 pour Saint-Pétersbourg et Moscou (elle existe encore aujourd'hui pour la presse provinciale, abstraction faite du grand-duché de Finlande), des centaines de nouveaux journaux furent fondés dans l'espace de quelques années et produisirent des effets qu'on peut considérer comme incomparables. La quantité des collaborateurs payés et non payés devint innombrable; les honoraires alloués aux écrivains éminents dépassèrent même ceux que l'on payait en Angleterre; chose plus singulière encore, les publicistes et *les censeurs* s'efforcèrent de se surpasser les uns les autres en libéralisme, et ce fut à qui créerait le plus d'embarras au gouvernement. Il est presque impossible de se figurer une différence plus accentuée que celle qui existe entre les écrivains russes à la mode de l'ancienne et de la nouvelle époque.

Un fait prouve en particulier l'impétuosité du courant démocratique qui s'était déclaré : le journalisme a dévoré, pour ainsi dire, toutes les autres formes littéraires, et, dans les quinze dernières années, il a paru en Russie un très-petit nombre de livres, mais un nombre d'autant plus grand de revues et de journaux. Il est inutile de faire ressortir les dangers émanant du despotisme de publications quotidiennes composées et

lues à la hâte, surtout lorsqu'il s'agit d'un peuple dont l'éducation est nouvelle et en général incomplète et non mûrie. Et quels sont les hommes qui dirigent cette vaste littérature quotidienne? Les chefs éclairés et aristocratiques de l'ancienne école, qui exerçaient le métier d'écrivain comme un art libéral, ont presque tous disparu; ceux qui vivent encore ont, à quelques exceptions près, cessé d'écrire au commencement de la nouvelle ère; quant à la jeune génération, elle croit que sa principale tâche consiste à faire, à tous les points de vue, le contraire de ce qu'a fait l'ancienne. La délicatesse et la pureté du goût, le sentiment de la mesure et une instruction sérieuse sont devenus des fables; on ne croit plus être à la hauteur de son siècle que lorsque l'on foule aux pieds toutes les formes, que l'on brave toutes les autorités et que l'on considère tous les égards comme ridicules et sots. La grossièreté du ton qui domine dans la presse et dans la littérature est en harmonie avec les manières de leurs représentants. La plupart des jeunes gens qui écrivent dans la presse périodique sont des étudiants, des élèves des séminaires et autres écoles ecclésiastiques, qui ont fui les rigueurs de ces établissements de dressage intellectuel et moral, et veulent se dédommager des privations et des humiliations de leur jeunesse par une licence absolue. Les plus capables d'entre ces écrivains montrent presque tous, par le cynisme de leurs manières, par leur goût pour le cabaret et la *classe de danse*, par leur antipathie pour les chapeaux et les gants semblables à ceux des autres personnes, et par leurs relations étroites avec les

usuriers et les femmes de mauvaise vie, qu'ils sont tout simplement des esclaves qui ont brisé leurs chaînes. Qu'il s'agisse de complets nihilistes ou demi-nihilistes, d'anciens nihilistes ou de nihilistes actuels, de libéraux nationaux ou de libéraux occidentaux de cette espèce, la manière d'être des jeunes gens qui s'occupent de littérature est presque toujours la même, et s'annonce au spectateur, placé à distance, par la façon d'écrire, négligée, cynique, mais très-souvent spirituelle et originale des rédacteurs politiques et des feuilletonnistes des grands journaux et des grandes revues. Le nombre des publicistes de talent est peut-être plus élevé en Russie qu'en Allemagne; mais le nombre des bohêmes, des individus à l'existence catilinaire que l'on rencontre à Saint-Pétersbourg, à Moscou, etc., est encore beaucoup plus grand. Ici, comme partout, l'exception confirme la règle. — Les écrivains russes peuvent (abstraction faite de leur couleur politique) se diviser en trois ou quatre catégories générales.

Le *premier groupe* se compose des hommes qui ont embrassé la profession d'hommes de lettres par vocation, et qui appartiennent, par leurs manières, à la classe des gentlemen, à la bonne société. Parmi eux figurent non-seulement de véritables poëtes, comme le comte Tolstoï et Iwan Tourguénieff, des savants comme Pogodine, Kostounaroff, Kaweline, J. J. Grot, Wladimir Besobrassoff, etc., mais aussi un grand nombre d'écrivains politiques et de journalistes dont les opinions scabreuses n'excluent pas l'honorabilité personnelle. M. N. Katkoff et feu P. M. Léoutieff, rédacteurs en

chef de la *Gazette de Moscou* et du ***Rouski Wiestnik*** (Messager russe), sont d'anciens professeurs de l'université de Moscou et des hommes d'une éducation excellente, d'opinions honnêtes et d'une vie irréprochable. Ils ont toujours fait partie de la plus haute société de Moscou, vivent sur un grand pied et sont devenus aussi influents que riches par leurs travaux littéraires et typographiques (ils sont, depuis 1863, fermiers de la *Gazette de Moscou*, propriétaires du ***Rouski Wiestnik***, des *Lietopiss* (Annales) et de l'imprimerie Katkoff et Cᵉ). On peut en dire autant d'Iwan Aksakoff, fils de Serge Timoféïowitch, mort en 1859, frère de Constantin Aksakoff, mort en 1860, et mari de mademoiselle Toutcheff, ancienne demoiselle d'honneur de l'impératrice; Aksakoff, qui a été éditeur du *Dienn*, du *Moskowitiouine* et du *Moskwitch*, est un fanatique enthousiaste et un mauvais administrateur; il est issu d'une vieille famille noble dans laquelle l'exaltation nationale semble héréditaire. L'ami intime d'Aksakoff, Jouri Samarine, est un riche propriétaire foncier, qui n'a pas dédaigné, dans ses voyages à l'étranger, de mettre devant son nom, la particule *de*, considérée par les Russes comme ridicule. Koscheleff, l'infatigable auteur de brochures, est un ancien distillateur extrêmement riche, qui n'est pas inaccessible aux velléités nobiliaires, malgré tout son libéralisme. Tant qu'il y eut à Saint-Pétersbourg une presse conservatrice, elle fut servie principalement par des volontaires de la haute société. Feu Nicolas Besobrassoff et P. Blank fournissaient avec autant de zèle que de fécondité des articles de fond au

Wiesst, qu'ils firent tomber par leur mauvaise administration. Le rédacteur en chef de ce journal, M. Skariatine, était toujours indigné lorsque les journalistes de Saint-Pétersbourg le traitaient de collègue, et ne voulait pas passer pour autre chose que pour un *vieux gentilhomme* qui avait fait une fois au métier l'honneur de l'exercer. L'éditeur du journal ultra-radical le *Rouskoïé Slowo,* qui a aussi cessé de paraître depuis longtemps, était le jeune et riche comte Kouscheleff-Besborodko, qui avait su, entre 1850 à 1870, s'attacher un grand nombre d'écrivains populaires par les honoraires élevés qu'il leur payait. Dans ces derniers temps, le *Rousski Mir*, suspendu pour trois mois au mois de mars de cette année, a joué un rôle comme organe de certains éléments mécontents de la haute bureaucratie. Ce journal, qui s'est aussi fait connaître à l'étranger par ses sympathies accentuées pour la France, compte parmi ses principaux rédacteurs le major-général en retraite Fadéïeff, aide de camp littéraire de Bariatinsky, mentionné plusieurs fois comme adversaire de Milioutine, auteur de plusieurs pamphlets panslavistes dirigés contre l'Autriche, d'un ouvrage sur l'armée russe et de la brochure intitulée : « *Tcham nam bouit ?* » (Qu'allons-nous devenir?), qui a paru au mois de décembre 1874 et dont on a beaucoup ri. Fadéïeff est un homme très-instruit, mais un écrivain brouillon, que sa vanité sans bornes rend incapable de jouer un rôle fructueux; il se plaît à être toujours d'une opinion différente de celle de tout le monde, et notre public s'est, pour cette raison, lassé de lui depuis longtemps.

Deux autres membres de la haute société fournissent depuis une vingtaine d'années nombre de feuilletons à nos grands journaux. L'un d'eux est le critique musical Tolstoï, très-connu sous le pseudonyme de Rosstisslaff; l'autre est le comte Wladimir Sollohoub, auteur du *Tarantas*, très-applaudi autrefois pour ses excellentes peintures du grand monde, mais presque oublié aujourd'hui. Cet écrivain, qui est doué d'un très-grand talent, est resté un bohême littéraire, malgré toutes les fonctions importantes qui lui ont été confiées. La race des journalistes du grand monde est, en somme, sur le point de disparaître; il arrive aussi souvent ailleurs que chez nous à tel ou tel membre de la haute société d'écrire de temps en temps dans un journal. Parmi les écrivains de profession ou de vocation tout à fait respectables, mais appartenant à la classe moyenne et ayant une existence matérielle assurée, quoique modeste, il faut citer surtout W. Korsch, qui a été pendant plusieurs années fermier et rédacteur de la *Gazette russe de Saint-Pétersbourg*, journal peu intéressant, mais estimé à juste titre, placé de nouveau sous la direction du ministre de l'instruction publique depuis le mois de janvier de cette année, et Stassoulevitch, éditeur de l'excellente revue mensuelle le *Wiestnick Iéwropy* (Messager d'Europe). Il en est, dit-on, de même de quelques autres revues mensuelles. Tout le monde savait que Korsch (auquel toute la presse fit de chaleureuses ovations, lorsqu'il cessa de diriger la *Gazette russe de Saint-Pétersbourg*) avait de la peine à joindre les deux bouts, en dépit de ses recettes considérables et des

offres brillantes qui lui étaient faites, mais avait toujours le cœur sur la main lorsque ses collègues se trouvaient dans le besoin. Le métier d'homme de lettres et de journaliste n'a pas cessé, en Russie, d'être considéré comme une profession libérale; mais il y a longtemps que les éléments aristocratiques n'y dominent plus, et ils y deviennent même de plus en plus rares.

Le *deuxième groupe* est celui des *entrepreneurs,* qui n'ont jamais eu l'envie ou la capacité de produire, mais qui ont fait leur chemin en rendant des services de valet; ce sont des commerçants durs et habiles, qui sont en même temps d'adroits faiseurs et peuvent commander des articles d'un bon débit. Il y a peu à dire touchant les hommes de cette catégorie, dont nous avons déjà nommé plus hauts les plus éminents et les plus connus; car ils ressemblent en général aux bons farceurs et mauvais drôles qui s'engraissent à la bourse de Vienne, de Paris, de Berlin et d'autres villes. Comme il convient à un homme qui a été pendant plusieurs années éditeur de la *Gazette de la Bourse*, M. Troubnikoff est un spéculateur et un boursier des plus actifs, qui a fini par se passionner pour son métier. Son collègue Kraïewski[1], en dépit de ses soixante-dix ans et des *jubilés littéraires* qu'il a célébrés pour se conformer à la mode désormais adoptée chez nous, préfère jouer le

1. Saint-Pétersbourg ne possède guère de journaux importants dont Kraïewski n'ait pas été quelque temps l'éditeur, et il n'y a guère de partis politiques, auxquels il n'ait appartenu. Le journal qu'il édite actuellement le *Goloss*, qui était en 1870 et 1871 le principal champion de l'alliance française, se montre, pour changer, favorable à la politique du gouvernement et à l'Allemagne.

rôle d'élégant et de roué, a fait sa seconde patrie du foyer des théâtres, et ne va à la bourse que pour se ragaillardir les nerfs. La construction du réseau de chemins de fer qui recouvre déjà la moitié de la Russie d'Europe et dont l'achèvement exigera probablement encore bien des années de travail, a été, pour ces commerçants en littérature, non-seulement une abondante source de richesse, mais aussi une excellente école, où ils ont pu se mettre au courant des procédés employés pour tromper les gens. Les entrepreneurs particuliers et les syndicats des districts, qui ont surtout construit dans les dernières années, avaient besoin de s'appuyer sur l'opinion publique pour obtenir les concessions, qui étaient très-convoitées ; les différends des lignes concurrentes étaient discutés tout au long dans les grands journaux avant d'être jugées par le tribunal officiel de MM. les ministres, et il y avait, des deux côtés, beaucoup d'argent à gagner pour les hommes à la conscience élastique.

La Russie, ayant aussi commencé dans ces derniers temps à se mêler de spéculations véreuses sur les actions et autres valeurs, les manœuvres de la presse auxquelles nous venons de faire allusion ont pris une extension encore plus grande, et ceux qui les pratiquent se sont habitués à des procédés qui n'ont rien à envier à ceux des pays *pourris* de l'Occident. La Russie compte déjà bien des Strausberg, et l'on voit naturellement dans l'état-major de ces messieurs une bande d'habiles chevaliers de la plume, qui sont les propriétaires des journaux ou leurs aides de camp.

Nous avons déjà parlé de la troisième catégorie, qui est celle des révolutionnaires impatients et violents. Les précurseurs du mouvement nihiliste, les disciples de l'école dite réaliste, comptaient déjà dans leurs rangs un assez grand nombre d'hommes auxquels on aurait pu facilement attribuer une existence catilinaire à Berlin ou à Vienne. Parmi eux figurent avant tout les publicistes du *Sovréménik*, qui a eu jusqu'en 1863, plus de lecteurs qu'aucun autre journal russe, et dont l'immense influence n'a pu être détruite que par une suppression violente. Le dernier éditeur et propriétaire de ce journal fut Nekvassoff, poëte plein de talent, mais débauché, qui croît appartenir au monde aristocratique parce qu'il fait ses parties de cartes au Club anglais et se livre à des orgies avec quelques roués de la société élégante. C'est, du reste, un homme qui sait assez bien unir les vices de l'aristocratie aux vils penchants des plébéiens. L'âme du journal était le critique et romancier Tchernitchewski, exilé en Sibérie en 1865. Tchernitchewsky était le chef reconnu du parti révolutionnaire, et, d'après l'opinion de ses amis et admirateurs, le Robespierre de la Russie à venir; c'était un dangereux fanatique qui exerça pendant plusieurs années la plus funeste influence sur l'esprit de la jeunesse russe. On voyait dans la même société trois anciens élèves du collége ecclésiastique, W. Kelssieff, qui mourut fou après toutes sortes d'aberrations. (Il a publié un interessant ouvrage sur les sectes des vieux croyants, a été plus tard l'agent révolutionnaire de Hertzen dans la Dobroutcha, et a recouvré finalement les faveurs du

gouvernement par son repentir); Pypin, historien littéraire, qui est entré dans une voie sérieuse, après avoir eu une jeunesse assez agitée et qui a publié un certain nombre d'excellents ouvrages sur Alexandre Ier et sur la littérature russe du dix-neuvième siècle, et enfin le malheureux Nicolas Gevassimowitch Pomiélowski, auteur de romans dans lesquels il peint les mœurs des écoles ecclésiastiques et du bas clergé, et qui lui ont valu une certaine célébrité par leur effroyable réalisme.

Ce Pomiélowski, né en 1834 et mort en 1863, caractérise au plus haut degré l'époque de transition postérieure à 1850. Il est le type de l'esclave qui a rompu ses liens mais qui en portera les débris et les traces jusqu'à la fin de sa vie. Fils d'un pauvre ecclésiastique de Saint-Pétersbourg, qui lui donna une éducation médiocre, Pomiélowski fut mis à l'âge de moins de huit ans dans une *boursa*, c'est-à-dire dans la section d'une école ecclésiastique qui est entretenue aux frais de l'État, puis on le fit entrer dans un séminaire pour faire de lui un prêtre. Le tableau que Pomiélowski a fait de la vie des *boursas*, dans ses ouvrages, a montré à la société russe ce qu'étaient, sous l'ancien régime, ces pépinières de l'immoralité et de la superstition ; si cette peinture n'offrait pas tous les caractères de la vérité, on pourrait la prendre pour un produit de l'imagination de Breughel. Tandis que le despotisme clérical de maîtres grossiers et avilis par leur servilité envers leurs supérieurs étouffait chez les élèves le zèle et l'amour du savoir, des condisciples qui passaient leur temps à faire des dévotions hypocrites, à torturer leurs jeunes cama-

rades en leur infligeant des punitions, et à célébrer de secrètes orgies, minaient la santé morale et physique de tous les enfants intelligents qui avaient été enfermés dans cet enfer. Lorsque Pomiélowski sortit du séminaire, il avait l'esprit complétement affaissé et était à jamais dégoûté de lui-même et du monde; la plus grande partie de sa nourriture intellectuelle avait consisté dans la lecture secrète des articles radicaux de Tchernytchenski, très-goûtés, depuis quelque temps, et dans l'étude également secrète des ouvrages matérialistes, dont les exemplaires manuscrits circulaient dans le séminaire et étaient transmis par une génération à l'autre comme une chose sacrée. Le futur prêtre de l'Église orthodoxe n'avait rien appris que l'art de boire l'eau-de-vie, qu'il cultivait avec beaucoup de talent. Le certificat insuffisant qu'il obtint n'ayant pu le mettre en état d'entrer dans les rangs du haut clergé, Pomiélowski, dans l'âme duquel il n'existait plus aucun sentiment religieux, résolut de renoncer à la carrière ecclésiastique et de vivre en donnant des leçons; il fréquenta, en même temps, les cours des professeurs les plus populaires de l'Université de Saint-Pétersbourg, qui fournirent le plus riche aliment à ses tendances révolutionnaires et l'entraînèrent dans le mouvement démagogique dans lequel tous les étudiants de la capitale étaient lancés depuis 1855 et qui avait pour centre le *Club des Échecs*. Des camarades d'école, qui connaissaient les nouvelles qu'il avait composées pour le journal du séminaire, publié secrètement en exemplaires manuscrits, lui conseillèrent de tenter la fortune comme écrivain et de se

mettre en relation avec le *Sowréménik*. Le premier travail que Pomiélowski remit à l'éditeur de ce journal, qui était le plus avancé de tous ceux de la capitale, témoignait d'un talent d'observation et d'exécution si riche et si original que le jeune écrivain fut invité, par MM. Tchernytchewski et Dostoïowski, à présenter d'autres ouvrages et engagé finalement comme rédacteur avec un traitement considérable. Après avoir longtemps considéré les coryphées du journalisme radical comme des êtres d'une nature supérieure, il se trouvait tout à coup accueilli dans leurs rangs comme leur égal. Ses écrits, dans lesquels il peint la vie des élèves des séminaires, ouvrirent un monde nouveau et inconnu à la haute société de Saint-Pétersbourg; les vives accusations qu'il lance contre l'Église dominante et contre son clergé dégénéré répondaient de tout point aux sentiments qui régnaient dans les cercles littéraires influents. Pomiélowski fut bientôt à la mode et faillit devenir célèbre. C'était là plus qu'il n'en pouvait supporter. Après avoir joui brièvement et fiévreusement de sa jeune liberté, il commença à se concentrer en luimême, à considérer comme des chaînes insupportables les égards dont il devait faire preuve dans ses relations avec des gens qui avaient reçu une éducation soignée et appartenaient aux classes favorisées de la société, il commença à reprocher à toute occasion à ses nouveaux amis, nés *seigneurs*, de ne pas posséder les vrais sentiments démocratiques, et à rechercher une société selon son goût. Dès qu'il avait ramassé une somme d'argent assez considérable, il disparaissait pour plusieurs semaines

de son logement et du cercle de ses collègues, pour se livrer à toutes sortes de débauches dans les cabarets de la pire espèce, au milieu des bandits et des femmes de mauvaise vie, pour étudier le « pauvre peuple » dans son véritable milieu. Ce n'est que lorsqu'il avait dépensé son dernier copek et engagé tout ce qu'il avait, qu'il se remettait au travail, las et malade, et reprenait ses relations habituelles. Toutes les tentatives que ses amis firent pour le sauver et pour le retenir dans le cercle des coryphées démocratiques du *Club des Échecs* furent absolument inutiles; il tomba toujours plus bas, reconnut de plus en plus clairement l'état dans lequel il se trouvait, et finit par répéter, encore plus souvent, que les fantômes de la maudite *Boursa* ne lui laissaient pas de repos et qu'il ne pouvait effacer les souvenirs de sa triste jeunesse; il s'habitua à ne plus travailler que lorsque le besoin l'y forçait absolument, et mourut, à peine âgé de vingt-neuf ans, tué par le *delirium tremens*. Il était la victime de la lutte et des courants opposés qui avaient agité sa vie, et de la folle ivresse libérale, qui ayant succédé à la stagnation de l'ère de Nicolas, avait causé le malheur d'une génération entière.

Les chefs du mouvement révolutionnaire dont il est question dans ce chapitre ont presque tous disparu de la scène politique et littéraire. Les uns ont sombré à l'étranger [1], d'autres sont morts ou tombés dans la mi-

1. Depuis la mort d'Alexandre Herzen, l'émigration russe est dans un complet état de décadence et de dissolution; des hommes qui professent les idées les plus avancées reconnaissent eux-mêmes que les révolutionnaires russes qui vivent en Suisse et en France

sère à Saint-Pétersbourg; d'autres, enfin, tels que Tchernytchewski, Serno-Salaoïewitch, Pawlow, ont dû s'en aller dans ce pays d'au delà de l'Oural, *d'où aucun* voyageur ne revient. Quelques-uns sont revenus dans la suite à des idées plus modérées ; mais, outre Pypin, dont j'ai parlé plus haut, je n'en connais pas un seul qui joue encore un rôle aujourd'hui. La véritable cause à laquelle nos radicaux doivent le traitement subi par eux a été leur attitude vis-à-vis des Polonais révoltés. Ceux qui ont pris ouvertement parti pour la Pologne avec Herzen, Ogareff et Bakounine et qui n'ont pas montré la prudence nécessaire ont été rayés de la liste des hommes politiques militants de la Russie, ainsi que ceux qui ont été convaincus d'avoir fait partie des sociétés secrètes.

Une partie très-considérable de la nouvelle littérature révolutionnaire est due à nos écrivains réalistes ; ces peintres systématiques de tout ce qui est laid et grossier, ont écrit les trois quarts de leurs romans dans l'intention avouée de discréditer et de miner l'état de choses actuel : ils sont, pour cette raison, considérés à juste titre comme faisant partie de la littérature d'opposition. Dans cette catégorie figurent, outre ceux que nous avons déjà nommés, les romanciers et auteurs de comédies, Pissemski, Ostrowski, Kresstowsski, Potechine. etc., etc., le conseiller Saclykoff (Chitchédrine), dont les *Esquisses sur le Gouvernement* ont donné leur nom à toute la catégorie des ouvrages de ce genre et

sont des gens de la pire espèce et doivent être placés bien au-dessous des *Waschlapski* et *Krapulinski* de Pologne.

qui n'est cependant pas un rouge, mais un patriote modérément libéral. Il a eu l'idée de publier ses révélations sur les abus de l'administration et de la bureaucratie inférieure sous forme de nouvelles, pour les rendre accessibles à un plus grand nombre de lecteurs, et occupe une place singulière parmi ces accusateurs du Gouvernement. — Le type radical que nous avons remarqué chez les journalistes de Saint-Pétersbourg, occupant un rang moyen, se trouve aussi chez les petits hommes de plume qui forment partout le troupeau de la presse. Les reporters, les correcteurs, les rédacteurs faisant les comptes rendus judiciaires et ceux des séances des assemblées imitent la plupart le ton cynique et grossier des jeunes littérateurs; il va sans dire que, chez eux, les cigarettes sentent plus mauvais, les boissons sont plus frelatées, les vêtements et les manières plus sales, les paroles plus impudentes et plus sacriléges que chez ceux qui leur donnent le ton; mais cela ne constitue pas une différence essentielle. Chez les uns comme chez les autres, on constate qu'on a affaire à des gens qui n'ont pas encore appris à jouir de la liberté et se dédommagent par la licence de l'esclavage et de la crainte dont ils ont souffert autrefois. L'élève échappé du séminaire, qui a choisi la carrière littéraire et est devenu feuilletonniste de la *Gazette de la Bourse*, et le «jeune serf» domestique (serf émancipé faisant partie de l'ancienne classe des domestiques) auquel le *Sowréménik* a servi d'alphabet et qui a l'honneur de lire les épreuves du *Goloss* (Voix) ou du *Nowoïé Wrémié* (Nouveau Temps), sont au fond tout à fait semblables.

Griboïédoff a reproché à la vieille génération de 1820 de puiser ses jugements et ses opinions dans d'anciens journaux mis au rebut. On peut faire, avec plus de raison encore, le même reproche à la jeune génération de l'époque actuelle ; mais il faut toutefois remarquer que ce qui était seulement ridicule il y a cinquante ans est aujourd'hui considéré comme dangereux pour tout le monde et qu'on ne saurait établir aucun parallèle entre les journaux rédigés d'une manière si inoffensive par des fonctionnaires publics « au temps de l'assaut d'Otchakoff » et les journaux produits par les presses et les hommes de presse de notre époque. Chez nous comme partout, l'influence des journaux diminue plutôt qu'elle n'augmente, et l'on montre moins d'ardeur à écrire dans les feuilles publiques et à les lire que pendant la période comprise entre 1850 et 1870. Le *Kolokol* et les autres journaux de même couleur ont déclaré eux-mêmes, à plusieurs reprises, que leurs beaux jours étaient passés depuis dix ans. La mort de Léontieff portera sans doute un rude coup à l'influence de la *Gazette de Moscou*, qui baisse déjà depuis plusieurs années, et aura probablement pour conséquence la retraite de Katkoff. On n'a encore pu trouver dans les deux capitales de la Russie aucun publiciste capable de succéder aux promoteurs de la *Gazette de Moscou* ou même de jouer un rôle comme celui qui a été rempli autrefois par Herzen.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

FIN DE LA TABLE DU TOME SECOND ET DERNIER.

Paris. — Imp. E. CAPIOMONT et V. RENAULT, 6, rue des Poitevins.



